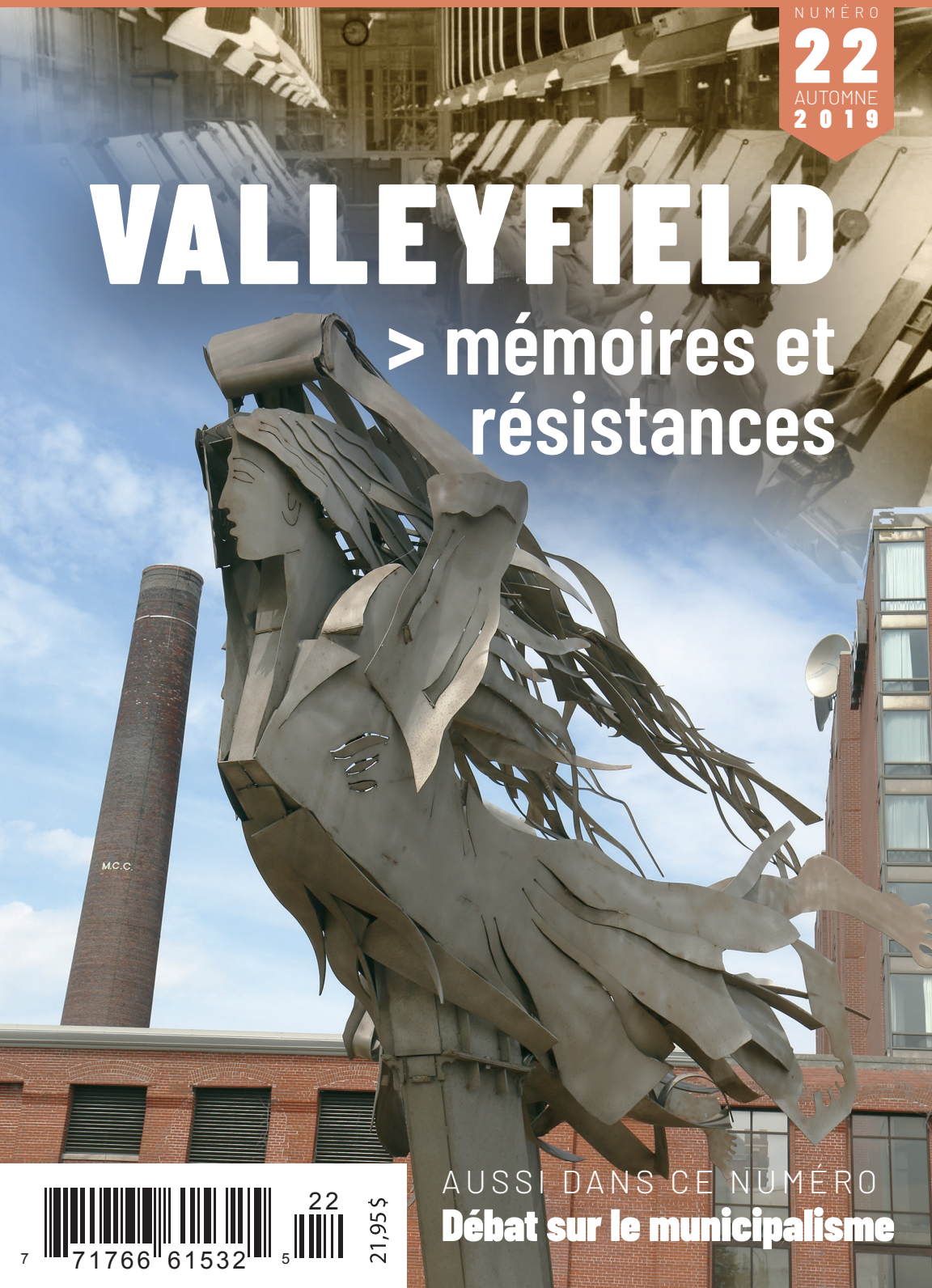


VALLEYFIELD

> mémoires et
résistances



AUSSI DANS CE NUMÉRO
Débat sur le municipalisme



7 1766 61532 5

22



21,95\$

Nouveaux Cahiers du socialisme

Collectif d'analyse politique

**N° 22
automne 2019**

Les *Nouveaux Cahiers du socialisme* sont publiés deux fois par année par le Collectif d'analyse politique (CAP). Les orientations du CAP sont accessibles à : www.cahiersdusocialisme.org/cap/.

Comité de rédaction : Flavie Achard, Pierre Beaudet, Philippe Boudreau, Stéphane Chalifour, Emanuel Guay, Jacques Pelletier, Judith Trudeau, André Vincent et Carole Yerochewski

Coordination du dossier : Pierre Beaudet, Denise Boileau, Louis-Philippe Boucher, Yvon Boucher, Pierre LaGrenade, Dominique Reynolds et Guillaume Tremblay-Boily

Coordination du numéro : Flavie Achard

Révision linguistique : Flavie Achard, Chantal Beaudry, Philippe Boudreau, Marielle Cauchy, Pierre Leduc, Hélène Lemieux et Marie-Christine Paret

Mise en pages : Cynthia Kamel

Couverture : André Vincent. **Photo :** Daniel Mallette

Administration :

Collectif d'analyse politique

CP 35062 Fleury

Montréal (Québec) H2C 3K4

Courriel : cap@cahiersdusocialisme.org

Site Web : www.cahiersdusocialisme.org

Membre de la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP)

Abonnement ou achat (imprimé ou numérique) :

www.cahiersdusocialisme.org/abonnement/

Les *Nouveaux Cahiers du socialisme* sont disponibles sur la plateforme Érudit.

Diffusion :

Disticor Magazine Distribution Services

1000 Thornton Road South, Unit B

Oshawa (Ontario) L1J 7E2

Tous droits de reproduction et d'adaptation réservés; toute reproduction d'un extrait quelconque de la revue par quelque procédé que ce soit, et notamment par photocopie ou microfilm, est strictement interdite sans l'autorisation écrite de l'éditeur.

Dépôt légal :

Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ)

Bibliothèque et Archives Canada (BAC)

© Collectif d'analyse politique

ISSN : 1918 4662 (version imprimée)

ISSN : 1918 4670 (version en ligne)

ISBN : 978-2-924554-16-6 (version numérique, format PDF)

ISBN : 978-2-924554-15-9 (version imprimée)

Imprimé au Canada en août 2019

NUMÉRO 22

Nouveaux Cahiers du socialisme

automne 2019

DOSSIER : VALLEYFIELD, MÉMOIRES ET RÉSISTANCES

Introduction	09	Introduction au dossier Pierre Beaudet, Denise Boileau, Louis-Philippe Boucher, Yvon Boucher, Pierre LaGrenade, Dominique Reynolds et Guillaume Tremblay-Boily
Il était une fois Valleyfield	16	Salaberry-de-Valleyfield : un nom, une histoire Pierre LaGrenade
	21	Bref portrait d'une ville fragile Louis-Philippe Boucher
	27	Une région en mal d'éducation Dominique Reynolds
	31	Une ville sous influence Yvon Boucher
	37	Une économie en transition Pierre Spénard
	45	L'Église catholique, du pouvoir occulte à la solidarité Yvon Boucher

**Les enjeux pour
le mouvement
populaire**

- 49 Une classe ouvrière qui résiste**
Pierre LaGrenade
- 57 Les syndicats à Salaberry-de-Valleyfield :
résistants et innovateurs. Entrevue avec
Daniel Mallette**
Pierre Beaudet
- 63 Résistances et mobilisations dans le secteur
public**
Jonathan Scott et Pierre LaGrenade
- 70 Lutttes citoyennes à Valleyfield : des batailles
gagnées et d'autres perdues**
Yvon Boucher
- 76 Mouvement communautaire et enjeux
de la pauvreté à Salaberry-de-Valleyfield**
Louis-Philippe Boucher
- 84 Le mouvement étudiant et l'« école de
Valleyfield »**
Trycia Lanthier et Jonathan Scott
- 91 Un mouvement féministe fort et engagé**
Denise Boileau et Marie Reynolds
- 98 Des enjeux urbains en mutation**
Pierre Spénard
- 103 Socialistes à Valleyfield**
Pierre Beaudet
- 112 L'indépendance, toujours à l'ordre du jour.
Entrevue avec Pierre LaGrenade**
Pierre Beaudet

**Revenir en arrière
pour regarder vers
l'avant**

- 118 Valleyfield 1946**
Andrée Lévesque et Pierre LaGrenade
- 127 Le « soviet » de Valleyfield. Succès et échecs
du travail communiste en usine**
Guillaume Tremblay-Boily

	132	La grande bataille du Suroît contre la centrale thermique. Entrevue avec Marc Laviolette Pierre Beaudet
Valleyfield, un enjeu québécois	137	Valleyfield 2019 : un militantisme en mutation Pierre LaGrenade et Pierre Beaudet
	144	Le grand défi des régions Guy Chiasson

PARCOURS MILITANT

	150	Marie Blais. Profession : chargée de cours en urbanisme. Posture syndicale : éternelle battante. Entrevue Jean Trudelle
--	------------	---

BILAN DE LUTTES

	168	Négociations ardues dans les CPE de Montréal et de Laval Nathalie Fontaine
	173	Les enseignantes et enseignants d'Oakland ont gagné leur grève Eric Blanc
	179	Le mouvement pour 15 dollars l'heure : où en sommes-nous ? Mylène Fauvel

DÉBAT SUR LE MUNICIPALISME

	187	Réflexions engagées sur le municipalisme au Québec Donald Cuccioletta et Emanuel Guay
	198	La gentrification contre le droit à la ville. Le cas de Parc-Extension Emanuel Guay, Alex Megelas et Naomi Nichols

- 205 **Les défis de Projet Montréal.**
Entretien avec Michel Camus
Pierre Beaudet
- 216 **Un fragile « printemps » municipal en Turquie**
Bengi Akbulut

PERSPECTIVES

- 221 **Classes, utopies réelles et transition :
hommage à Erik Olin Wright**
Emanuel Guay et Alessandro Drago
- 229 **La lutte pour l'indépendance du Québec.**
Axe stratégique d'une transition émancipatrice
Pierre Mouterde

NOTES DE LECTURE

- 237 **Nick Srnicek, *Capitalisme de plateforme.
L'hégémonie de l'économie numérique***
Carole Yerochewski
- 240 **Francis Boucher, *La grande déception :
dialogue avec les exclus de l'indépendance***
André Frappier
- 242 **Bertrand Russell, *Écrits sur l'éducation***
Wilfried Cordeau
- 245 **Arthur Manuel, *Décoloniser le Canada***
Benoit Renaud
- 248 **Chantal Mouffe, *For a Left Populism***
Cory Verbauwhede
- 250 **Manon Massé, *Parler vrai***
Kaveh Boveiri

LES AUTEURES ET AUTEURS

253

À PROPOS DE LA COUVERTURE

Le Souffle d'Éole

Cette sculpture d'une femme cheveux au vent fait partie d'un ensemble de trois personnages appelé *Le Souffle d'Éole*, situé sur la Place des tisserands à Salaberry-de-Valleyfield. Cet imposant monument commémoratif de la grève de 1946 à la Montreal Cotton a été érigé en face de l'ancienne usine. Il est dû à l'initiative et à la mobilisation de l'ensemble du mouvement syndical, avec le soutien de la Ville, de quelques entreprises et de plus de mille citoyennes et citoyens de la région. Cette représentation de trois personnages, une femme, un homme et un jeune représentant le fait que des familles entières de Valleyfield travaillaient à la filature de coton. Drapés de tissus qu'ils fabriquaient à l'usine, ces personnages ont réussi à prendre leur envol, à passer par dessus les difficultés qu'ils rencontraient pour gagner leur dignité et affirmer leur fierté.

La conception et la réalisation de l'œuvre ont été confiées à deux artistes de la région du Suroît, Denis Poirier et Reynald Piché. Les matières premières utilisées sont l'acier inoxydable et de l'aluminium anodisé.

Le personnage de la femme est un témoignage de Madeleine Parent au sujet de Léa Duval, mère de trois grévistes qui a joué un rôle majeur dans l'organisation du soutien à la grève :

Travailleuses au coton ou épouses et mères de grévistes, les femmes ont assuré des appuis indispensables à la victoire. Léa Duval, mère de trois jeunes grévistes fut à l'avant-garde de ce mouvement de solidarité.

Le personnage de l'homme reprend un extrait de l'éloge funèbre prononcé par Kent Rowley au décès de Trefflé Leduc qui était le président du syndicat :

Nous nous souviendrons de toi Trefflé Leduc, comme d'un roc de courage au cœur des pires tempêtes.

Le personnage de l'enfant appelle la jeunesse à se souvenir de celles et ceux qui ont lutté dans des conditions difficiles pour améliorer les conditions de vie et de travail. Jacques Grand'Maison a rédigé cet appel à la jeunesse :

Souviens-toi, fiston, de ces années '40 où pour la première fois des ouvriers et des ouvrières de chez nous ont cessé de se résigner.

Souviens-toi que nous avons ouvert les premiers chemins des émancipations qui ont suivi.

Souviens-toi de ce sursaut de conscience qui peut en inspirer d'autres aujourd'hui. Souviens-toi de ma génération qui avec peu de moyens a su se battre et s'investir pour les générations futures.

Souviens-toi que nous sommes une des mémoires les plus vives de ton avenir.

Introduction au dossier

Valleyfield, mémoires et résistances

Pierre Beaudet, Denise Boileau, Louis-Philippe Boucher, Yvon Boucher,
Pierre LaGrenade, Dominique Reynolds et Guillaume Tremblay-Boily¹

Pourquoi un dossier sur Valleyfield ?

Ce dossier des *Nouveaux Cahiers du socialisme* (NCS) a été conçu en partant de l'idée que ce qui se passe à Salaberry-de-Valleyfield peut offrir des enseignements à toute la gauche au Québec. Sans nier les importants défis qu'elle doit relever, on peut dire que cette gauche campivallensienne est bien vivante. Elle a su notamment créer, consolider et entretenir un pôle combatif qui a remporté des victoires importantes, entre autres lors de luttes syndicales et environnementales. Pour les NCS, il s'agissait d'aller à la rencontre des protagonistes de cette gauche pour voir comment son expérience peut nous aider à mieux couvrir certains angles morts de la pratique et de la pensée militantes au Québec.

« Je me souviens »

Pour plusieurs générations militantes du Québec, Valleyfield a longtemps représenté un site de mémoire et de réjouissances. Au moment où la Révolution pas-si-tranquille s'esquissait, une grève héroïque paralysait la Montreal Cotton, la plus grosse entreprise de textile au Canada. Pendant 100 jours, de juin à septembre 1946, 3000 ouvrières et ouvriers ont tenu tête aux patrons, aux briseurs de grève, aux gros bras de la Sûreté du Québec déployés par le premier ministre Maurice Duplessis. Finalement, la victoire a été arrachée par toute une communauté soudée derrière les grévistes, et avec l'aide

¹ Pierre Beaudet est professeur associé à l'Université du Québec en Outaouais ; Denise Boileau est syndicaliste retraitée de la fonction publique ; Louis-Philippe Boucher est organisateur communautaire à Salaberry-de-Valleyfield ; Yvon Boucher est intervenant communautaire et ex-journaliste à Salaberry-de-Valleyfield ; Pierre LaGrenade est animateur de la coalition intersyndicale COTON 46 à Salaberry-de-Valleyfield ; Dominique Reynolds est enseignant retraité ; Guillaume Tremblay-Boily est doctorant en sociologie à l'Université Concordia.

de deux militants syndicalistes et communistes exceptionnels, Madeleine Parent et Kent Rowley (voir le texte d'Andrée Lévesque et Pierre LaGrenade). Soixante-treize ans plus tard, si notre devise nationale nous dit qu'il faut se souvenir, ce sont les luttes de Valleyfield que nous devons commémorer.

Le syndicalisme de combat

Plus tard, dans le tourbillon des années 1970, des jeunes de Valleyfield et des environs ont plongé tête première dans le militantisme, en particulier dans les syndicats des grandes usines de la région (voir le texte de Guillaume T.-Boily). En plus de leurs succès syndicaux – renforcement de la santé et sécurité au travail, maintien des emplois, amélioration des conditions, etc. – ils et elles ont mis sur pied un réseau militant qui a su se mobiliser à des moments clés (comme la bataille du Suroît contre la centrale thermique que raconte Marc Laviolette). Parallèlement au syndicalisme de combat, une gauche campivallensienne prenait forme à travers des luttes à plusieurs niveaux renforcées par des coalitions syndicales-populaires inédites. En s'enracinant dans un milieu et en s'impliquant dans la durée, un noyau militant a pu laisser des traces qui se perpétuent depuis².

Ensemble, c'est mieux que de rester chacun dans son coin

Une des pièces maîtresses du réseau militant de Valleyfield, aujourd'hui comme hier, est la solidarité, comme en témoigne l'expérience de la coalition intersyndicale COTON 46³ (voir le texte de Pierre LaGrenade, « Une classe ouvrière qui résiste »). À peu près unique au Québec, cette coalition a contribué à politiser davantage l'action syndicale, à la faire sortir des murs du milieu de travail pour en faire profiter toute la communauté. Elle a joué un important rôle de soutien dans plusieurs luttes syndicales et a lancé et financé de nombreuses initiatives favorisant la solidarité et le développement social, économique et culturel de la région. Encore récemment, la solidarité a été au rendez-vous, en 2018, lors d'une grève de neuf mois à l'usine CEZinc. Les travailleurs et les travailleuses ont tenu tête à une entreprise multinationale réputée pour ses pratiques répressives. Le syndicat a organisé des manifestations où s'est retrouvée une partie importante de la population, et il est allé chercher l'appui de

- 2 L'expérience de la centrale thermique du Suroît est instructive à cet égard. Dans la Municipalité régionale de comté (MRC) de Beauharnois-Salaberry, ce projet destructeur a été bloqué, alors qu'au même moment, un projet semblable a pu être réalisé à Bécancour. L'absence d'un militantisme local fort dans ce secteur a sûrement été un des facteurs déterminants de l'échec de la mobilisation.
- 3 COTON 46 est un organisme à but non lucratif créé par les syndicats de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), du Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ), de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS). On y retrouve aussi l'Association des retraité-e-s de l'enseignement (AREQ-Suroît) et l'Association générale étudiante du Collège de Valleyfield (AGECoV).

syndicats à Toronto et à Bogota ! La victoire arrachée à la fin n'était pas fortuite, résultant d'un minutieux travail d'organisation et d'une vie syndicale très active (voir l'entrevue de Daniel Mallette). Il est intéressant de constater que le syndicalisme étend son influence au sein des nouvelles PME qui s'installent dans la région.

Un tissu associatif qui reste vigoureux

Le syndicalisme enseignant, dans les écoles et au cégep, témoigne également d'une certaine vitalité (voir le texte de Jonathan Scott et Pierre LaGrenade), qui se concrétise surtout lors des affrontements, y compris lors de la grève étudiante de 2012. Il faut se souvenir en effet que le premier mandat de grève générale illimitée de l'hiver 2012 a été voté au cégep de Valleyfield. Les militantes et militants étudiants de la région se réclamaient d'une tradition syndicale et politisée. « L'école de Valleyfield, c'est un peu l'école de la vie militante et politique » explique un membre de l'AGECoV (voir le texte de Trycia Lanthier et Jonathan Scott). À l'image de ce qui a dominé dans le mouvement syndical, les liens se sont multipliés entre les réseaux étudiants, féministes (voir le texte de Denise Boileau et de Marie Reynolds), communautaires et écologistes, où les pratiques prédatrices des grandes entreprises industrielles menacent la santé de l'environnement et des personnes (voir les textes d'Yvon Boucher et de Louis-Philippe Boucher).

Valleyfield fragilisée

Aujourd'hui, comme plusieurs centres industrialisés, Valleyfield se retrouve fragilisée par divers processus découlant d'un contexte de transformations sociales, économiques et politiques. Capitale du Suroît, siège de diverses institutions régionales, Valleyfield est affectée par le phénomène de « banlieuisation », l'étalement urbain qui atteint les sous-régions plus proches de Montréal (dont les municipalités de Beauharnois et de Vaudreuil-Soulanges), ce qui affaiblit toute la région et Valleyfield indirectement. Même si la ville de 40 000 habitants conserve un certain dynamisme économique (voir l'article de Pierre Spénard, « Une économie en transition »), on sent l'impact du vieillissement, du départ des jeunes et de la persistance d'importantes poches de pauvreté. On constate que le taux d'insécurité alimentaire est élevé et que les catégories les plus pauvres vivent souvent dans des logements insalubres. Ces facteurs produisent un impact négatif sur la santé de la population (voir les textes de Louis-Philippe Boucher) et dans le domaine de l'éducation, où le taux de décrochage est parmi les plus élevés au Québec (voir le texte de Dominique Reynolds). Cette détérioration sociale a été aggravée par les politiques néolibérales très dures durant les 13 longues années de gouvernement libéral qui, entre autres, ont considérablement modifié et affaibli l'action communautaire (voir l'entrevue avec Émile Duhamel, dans « Mouvement communautaire et enjeux de la pauvreté »).

Des enjeux locaux

Pendant des décennies, Valleyfield a été une « *company town* » où la collusion entre les grandes entreprises, le gouvernement provincial et les autorités municipales était omniprésente (voir le texte d'Yvon Boucher, « Une ville sous influence »). Traditionnellement, les vieux partis, l'Union nationale et le Parti libéral, entretenaient de puissants réseaux d'influence et de patronage. Des pratiques douteuses étaient connues, notamment dans les rapports entre l'administration municipale et des entreprises impliquées dans le développement des infrastructures⁴. Depuis 2017, un vent de renouveau souffle sur la ville, animé par de jeunes militants issus des traditions syndicales et communautaires (voir l'entrevue avec Jason Grenier par Pierre Spénard dans « Des enjeux urbains en mutation ») qui veulent faire évoluer les structures un peu sclérosées vers la participation citoyenne et la protection de l'environnement.

Les sentiers escarpés de la politique

Dans l'effervescence politique et sociale évoquée plus haut, un grand nombre de citoyennes et de citoyens de Valleyfield se sont investis politiquement. Depuis le milieu des années 1970, c'est le Parti québécois (PQ) qui a dominé⁵. L'effectif péquiste est resté très élevé, en particulier chez les syndicalistes. À la fin des années 1970, le Parti communiste ouvrier a bénéficié d'un appui substantiel parmi les jeunes syndicalistes, sans par ailleurs être en mesure de développer un pôle d'attraction politique et de prendre place sur la scène électorale. Entretemps, la mobilisation pour l'indépendance est demeurée marquante, jusqu'à la lente érosion du PQ ces dernières années⁶.

Les défis actuels

Aujourd'hui, les progressistes de Valleyfield s'interrogent. Bien que l'attachement au PQ reste encore fort, le parti associé à la cause de la souveraineté faiblit, pendant que les appuis à Québec solidaire (QS) connaissent une embellie (voir l'entrevue avec Pierre-Paul St-Onge dans « Socialistes à Valleyfield »)⁷. Un clivage est apparent sur le plan générationnel, alors qu'un grand nombre de jeunes sont motivés par les enjeux

4 La Commission Charbonneau, lors de son passage à Valleyfield en 2013, avait questionné des pratiques indiquant cette certaine proximité entre l'administration et des entreprises. On notait par exemple des réceptions payées par des entrepreneurs lors des congrès de l'Union des municipalités du Québec ou de la Fédération québécoise des municipalités (*Journal de Montréal*, 2 mai 2013). Par ailleurs, il est important de rappeler que la Commission n'a pas porté d'accusations, contrairement à ce qui est arrivé à Laval et à Mascouche, et que l'ex-maire Lapointe n'a pas été associé à quoi que ce soit d'illégal.

5 Le PQ a gagné les élections du comté de Beauharnois de 1976 à 2018 avec une seule défaite en 1985 lorsque le libéral Serge Marcil a été élu.

6 Aux élections du 1^{er} octobre 2018, le comté a été emporté par la vague caquiste, en dépit d'un candidat sans grande implantation locale.

7 Lors du scrutin du 1^{er} octobre 2018, la candidate péquiste, Mireille Théorêt, a obtenu 21,8 % des votes contre 15 % pour le candidat de QS, Pierre-Paul St-Onge.

environnementaux (d'où l'attractivité de QS auprès des 18-30 ans). La base d'appui du PQ reste encore forte parmi la classe ouvrière. Dans l'esprit de convergence qui a fait la marque de commerce des réseaux militants de Valleyfield, on se demande comment reconstruire des alliances (voir l'entrevue avec Pierre LaGrenade).

L'« autre » Québec militant

Pendant plus d'un an, un collectif composé essentiellement de camarades de Valleyfield avec l'aide de quelques ami-e-s des NCS ont mené une enquête dans le milieu militant de Valleyfield. Plus d'une trentaine de personnes ont participé aux travaux. À Valleyfield, les jeunes et les jeunes de cœur constatent bien les vulnérabilités de leur région, dans un contexte politique québécois ambigu, et ils ne se font pas trop d'illusions. Ils restent cependant ancrés dans leur milieu, avec des organisations de base qui tiennent le coup. Certes, on s'interroge sur l'impact des politiques du nouveau gouvernement de la Coalition Avenir Québec (CAQ) qui commencent un peu à se définir. Dans une région marquée par l'expérience syndicale, tout le monde a compris ce que le premier ministre François Legault voulait dire quand il a blâmé les courageux travailleurs d'ABI⁸ à Bécancour, sous le coup d'un lock-out depuis 16 mois, parce qu'ils n'ont pas capitulé devant l'assaut patronal dans un secteur industriel encore fortement syndiqué.

À Valleyfield, mais aussi dans plusieurs régions du Québec, la réalité sociale est encore fortement ouvrière, ancrée dans le secteur industriel⁹. Bien que subissant d'énormes pressions, ce Québec ouvrier persiste et signe. On a parfois l'impression que les organisations progressistes, y compris Québec solidaire, ne sont pas assez attentives à cette réalité. Certes, cette accusation est entretenue par des médias malhonnêtes qui déversent des flots haineux et mensongers contre une gauche qu'elle associe à l'« élite » du Plateau Mont-Royal, aux profs et étudiants des études supérieures, et de manière générale, à la population des centres-villes des grandes agglomérations urbaines. Mais attention, il y a quelque chose de vrai dans cette mauvaise image. Le discours politique progressiste qu'on entend le plus, à part celui des organisations syndicales directement concernées, porte relativement peu sur ces régions périphériques et encore moins sur le secteur industriel (ou manufacturier).

8 Marilyn Marceau, « Lock-out à l'ABI : le syndicat doit faire des compromis, dit François Legault », Radio-Canada, 1^{er} avril 2019.

9 Selon le *Portrait statistique du secteur manufacturier au Québec* (Institut de la statistique du Québec, 2013) plus de 27,3 % de la population québécoise sont encore employés dans le secteur de la fabrication, soit plus de 406 000 travailleurs et travailleuses. La Montérégie, région administrative qui recouvre le Suroît et donc Valleyfield, est la deuxième région la plus importante de l'industrie manufacturière (derrière Montréal). Près de 20 % du PIB de la Montérégie provient du secteur de la fabrication.

L'importance du noyau ouvrier

Or, il est faux de penser que les luttes syndicales actuelles ne sont que des vestiges d'une époque révolue. Bien que les enjeux environnementaux acquièrent une très grande importance, des batailles importantes sont menées sur des questions de justice sociale, de lutte contre la pauvreté et sur des revendications concrètes sur le plan des conditions de travail. Les milieux progressistes denses, confiants et aguerris, notamment à Montréal, sont-ils assez conscients de cela ? Poser la question, c'est un peu y répondre. Tout au long de notre enquête, il est apparu que la gauche devait faire attention à ne pas se limiter à une certaine zone de confort. Valleyfield, de même que plusieurs municipalités et régions au Québec, demeurent des lieux fort importants dans le cadre de l'âpre lutte contre l'« austéritarisme 2.0 » mené par les partis dominants et les structures de l'État. À maints endroits, le noyau ouvrier et syndical résiste et même, plus encore, est en mesure de mener de grandes batailles qui remettent en question le (dés) ordre néolibéral dominant.

Revoir nos approches

Un certain marxisme caricatural, qui a partiellement dominé dans les années 1970, faisait de cette classe ouvrière un protagoniste au-dessus de tous les autres. Il ne faudrait pas s'engager de manière simpliste dans une voie inversée, qui nierait l'importance des luttes de classe « sur le plancher de la *shop* », si on peut se permettre d'utiliser l'expression. Aujourd'hui, constatons que le sujet de l'émancipation est multiple, ce qui doit inclure les réalités ouvrières dont on parle trop peu. Il y a donc une certaine réflexion à faire, qui doit être inspirée par l'histoire, mais pas seulement par l'histoire. C'est dans les luttes actuelles et les efforts de réorganisation qui traversent les mouvements sociaux, à Valleyfield et ailleurs, que nous trouverons des réponses.

Il était une fois Valleyfield

Salaberry-de-Valleyfield : un nom, une histoire

Pierre LaGrenade

Animateur de la coalition intersyndicale COTON 46 à Salaberry-de-Valleyfield

Salaberry-de-Valleyfield est ainsi nommée à la suite d'un compromis entre, d'une part, la population francophone qui souhaitait attribuer à la ville le nom de Salaberry en l'honneur du lieutenant-colonel Charles-Michel d'Irumberry de Salaberry qui gagna la bataille de Châteauguay en 1813 et, d'autre part, le propriétaire de l'importante fabrique de papier de la ville, Alexander Buntin qui souhaitait, quant à lui, attribuer à la ville le nom d'un « moulin à papier » de son Écosse natale, le *Valleyfield Mills*. Après des débats enflammés entre les deux camps, on résolut d'accoler les deux noms afin de mettre un terme au conflit. Aujourd'hui ville de 41 000 habitants à 96 % francophones, Salaberry-de-Valleyfield est issue de diverses vagues de fusions municipales dont la dernière, en 2002, engloba Grande-Île et Saint-Timothée. Entourée d'eau, Salaberry-de-Valleyfield est considérée comme la capitale régionale du Suroît. Par ailleurs, et c'est l'objet de ce dossier, son histoire est liée étroitement aux luttes et résistances ouvrières et citoyennes. On peut parler ici d'une importante ville ouvrière.

Une île de fabrication humaine

Cette ville est géographiquement située au début d'une dénivellation de 25 mètres entre le lac Saint-François et le lac Saint-Louis. Elle est bordée à l'ouest par le fleuve Saint-Laurent. À l'est, on retrouve le canal de Beauharnois, d'une largeur de un kilomètre et d'une longueur d'un peu plus de 24 kilomètres, creusé dans les terres agricoles. Ce canal comprend quelques écluses pour franchir la dénivellation. Historiquement, c'est ce canal qui a permis l'ouverture, en 1959, de la voie maritime du Saint-Laurent qui est devenue un important moteur industriel de l'Ontario et des États-Unis en permettant

aux transatlantiques de rejoindre les Grands Lacs. C'est également le long de ce canal que la ville de Salaberry-de-Valleyfield a construit et inauguré en 1965 un port qui reçoit plus d'une centaine de navires par année et dessert les entreprises de la région. Ce port est aussi relié au complexe intermodal de la compagnie ferroviaire CSX qui relie l'est et le sud-est des États-Unis. Situé à l'extrême sud-ouest du Québec, ce port constitue curieusement le point de départ des navires qui assurent le ravitaillement des communautés inuites du Grand Nord québécois et canadien.



Source : Site Internet officiel de la MRC de Beauharnois-Salaberry

Capitale régionale du Suroît

Salaberry-de-Valleyfield est localisée à une soixantaine de kilomètres du centre de Montréal, dans le coin sud-ouest du Québec, à 20 km de la frontière ontarienne et à 37 km de celle des États-Unis. Elle réclame le titre de capitale régionale du Suroît en raison de sa position économique et historique dans la région du Haut-Saint-Laurent. Parce que le Suroît correspond davantage à une région touristique plutôt qu'administrative, ses délimitations sont relativement confuses. Tantôt la région correspond à une certaine réalité géographique en ce sens qu'elle regroupe les municipalités régionales de comté (MRC) du Haut-Laurent, de Beauharnois-Salaberry et de Vaudreuil-Soulanges, qui couvrent le sud-ouest de la province de Québec. À d'autres moments, elle s'appuie sur des instances administratives inventées par l'hétérogène région de la Montérégie, qui lui ajoute les MRC de Roussillon et des Jardins de Napierville dans les domaines de la santé, de la culture ou de l'éducation.

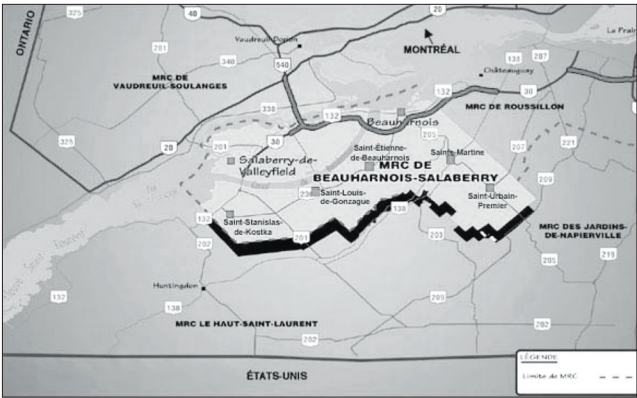
Le fait de qualifier Salaberry-de-Valleyfield de capitale régionale du Suroît correspond à une réalité dans la mesure où on y retrouve plusieurs établissements importants : un cégep, un palais de justice, un hôpital, les bureaux régionaux des divers services provinciaux et fédéraux, Valspec, une salle de spectacle majeure qui fait partie du réseau québécois des tournées de productions artistiques. Elle joue un rôle

également sur les plans culturel et sportif grâce à différentes activités : le Festival des arts, les Mardis en musique, les régates annuelles, etc. Cependant, cette réalité s'est transformée au cours des dernières années. Par exemple, après avoir mis en commun les ressources des MRC de Vaudreuil-Soulanges, de Beauharnois-Salaberry et du Haut-St-Laurent pour créer un Office du tourisme du Suroît qui a vécu pendant 21 ans, voici qu'en 2015, dans le contexte des coupes du gouvernement québécois, on décide de mettre fin à l'organisme et de renvoyer cette responsabilité à chacune des MRC concernées et aux municipalités qui les composent.

On peut résumer la trame de fond de cette mutation et les conséquences s'y rattachant de la façon suivante. La MRC de Vaudreuil-Soulanges, qui compte maintenant environ 153 000 habitants et connaît un taux d'augmentation de sa population supérieur à 16 % depuis les dix dernières années, devient peu à peu une prolongation de la zone métropolitaine de l'ouest de Montréal. Nettement plus favorisée que la moyenne québécoise sur le plan des revenus, de la scolarisation et de la moyenne d'âge de sa population, la MRC Vaudreuil-Soulanges conçoit de plus en plus son développement de façon autonome.

Cette nouvelle réalité pose certains problèmes aux MRC de Beauharnois-Salaberry (65 000 habitants) et du Haut-Saint-Laurent (21 000 habitants) ainsi qu'à la ville de Salaberry-de-Valleyfield (42 000 habitants) qui abrite une des communautés les plus défavorisées de la Montérégie. Dans ce contexte, l'avenir de l'Hôpital du Suroît, situé à Salaberry-de-Valleyfield est remis en question. Le projet de construction d'un nouvel hôpital sur le territoire de Vaudreuil, projeté par le gouvernement libéral sortant et promis par le gouvernement actuel de la Coalition Avenir Québec, prévoit que le Centre mère-enfant, créé grâce au soutien financier de la Fondation de l'Hôpital du Suroît, sera déménagé au futur hôpital de Vaudreuil. Bref, on s'inquiète de plus en plus de ce que deviendra l'hôpital de Salaberry-de-Valleyfield et des services qui y seront dispensés.

Municipalités de la MRC de Beauharnois-Salaberry



Une ville ouvrière



Bien que les secteurs public et parapublic aient fourni un nombre important d'emplois, Salaberry-de-Valleyfield a toujours été une ville ouvrière. La ville a été fondée en 1874, pratiquement en même temps que l'usine de textile Montreal Cotton. Fournisseuse d'emplois, d'électricité, de logements et de nourriture à une grande partie de la population, la compagnie exerçait un pouvoir important sur l'ensemble de la ville. Autrement dit, Salaberry-de-Valleyfield a été, pendant des décennies, la ville d'une compagnie, une *company town*, selon l'expression consacrée. Avec ses 3 000 femmes et hommes employés, les installations de la Montreal Cotton à Salaberry-de-Valleyfield constituaient le château fort de la compagnie, la plus importante filature de coton au Canada.



Collection Dominion Textile, MUSO – Musée de société des Deux-Rives, Salaberry-de-Valleyfield



Collection Peter Rozon, MUSO – Musée de société des Deux-Rives, Salaberry-de-Valleyfield

Originaires d'Irlande, d'Écosse et de Grande-Bretagne, les dirigeants, le personnel-cadre et les contremaîtres se sont installés dans le « quartier des Anglais », pratiquement disparu aujourd'hui. De leur côté, les ouvrières et les ouvriers, les *mill hands* comme on les appelait alors, étaient des Canadiens français, ce qui ne facilitait pas les relations de travail. Les conditions de travail étaient particulièrement difficiles. On maintenait dans l'usine un niveau d'humidité permanent pour éviter le bris des fils. En 1890, on y comptait le taux de mortalité le plus élevé de l'industrie. La compagnie était la championne des accidents de travail et des amputations.

Ces conditions de travail ont été la source de nombreux conflits de travail¹, dont la célèbre grève de 1946, un événement marquant pour Salaberry-de-Valleyfield². C'est à la suite de cette grève que la compagnie a commencé à perdre son contrôle sur la ville. Plus tard, profitant du potentiel hydrologique de la ville, plusieurs autres entreprises se sont installées au cours des années 1940 et 1960, dont : Defence Industries Limited (devenue Expro et aujourd'hui propriété de General Dynamics), Canadian Electronic Zinc, Goodyear, Schenley (devenue Diageo), Gildan.

Pratiquement tous syndiqués, ayant gagné au fil des luttes des salaires respectables, les travailleurs et les travailleuses de ces entreprises ont consacré la réputation de Salaberry-de-Valleyfield comme ville ouvrière et comme lieu d'un mouvement syndical exceptionnellement combatif.

Aujourd'hui, cependant, un certain nombre de ces industries, dont les plus importantes, sont disparues ou ont sérieusement réduit leur nombre d'employé-e-s. La filature de coton a définitivement déménagé toutes ses installations ailleurs au cours des années 1980 et Goodyear a mis fin à sa production de pneus, ce qui a entraîné plusieurs milliers de mises à pied. Ces entreprises ont été remplacées par quelques PME dont les salaires sont nettement moins élevés et une protection et une vie syndicales moins importantes.

De ville industrielle relativement prospère des années 1960 à 1980, Salaberry-de-Valleyfield est devenue aujourd'hui une ville dont la moyenne d'âge est relativement élevée et le déclin appréciable. On y retrouve également les indices de pauvreté les plus importants de la Montérégie.

1 Voir, du même auteur, l'article « Une classe ouvrière qui résiste » dans ce numéro.

2 Voir l'article « Valleyfield 1946 » d'Andrée Lévesque et Pierre LaGrenade dans ce numéro.

Bref portrait d'une ville fragile

Louis-Philippe Boucher

Organisateur communautaire à Salaberry-de-Valleyfield

La municipalité de Salaberry-de-Valleyfield d'aujourd'hui est née en 2002 de sa fusion avec les anciennes villes de Saint-Timothée et de Grande-Île. Comme capitale de la région du Suroît, elle dispose d'un important pôle institutionnel : hôpital, CLSC, cégep, école secondaire. La situation géographique de la ville, en plein milieu du fleuve Saint-Laurent, à cheval entre les deux rives, entourée ainsi de magnifiques plans d'eau, constitue un avantage important pour le tourisme et les activités aquatiques, mais en raison de la proximité de la frontière avec les États-Unis, elle comporte aussi des aspects négatifs, dont la contrebande de cigarettes.



Aperçu de la population¹

- En 2016, Salaberry-de-Valleyfield, comptait 40 745 habitants, ce qui représente un faible taux d'accroissement de 1,7 % par rapport à 2011. En comparaison, Beauharnois, la ville voisine, a vu sa population augmenter de 7,3 %. Entre 2011 et 2016, la ville a accueilli une moyenne de 133 nouveaux résidents et résidentes par année, alors qu'à la même période, le quartier Georges-Leduc subissait une baisse de 3,9 %.
- Salaberry-de-Valleyfield se situe au 15^e rang des agglomérations selon le recensement du Québec.
- Les jeunes de moins de 18 ans représentent 16,2 % de la population, les adultes de 18-64, 60 % et les personnes âgées de 65 ans et plus, 23,8 %. On y compte un peu plus de femmes que d'hommes.
- La communauté d'expression anglaise constitue 3,5 % de la population comparativement à 11,6 % pour la Montérégie et 13,7 % pour le Québec.
- La population immigrante représente moins de 2,4 % des habitants de Salaberry-de-Valleyfield contre 12,6 % pour l'ensemble du Québec
- Le comté de Beauharnois où se situe la municipalité de Salaberry-de-Valleyfield compte 1,3 % de personnes autochtones.
- À l'échelle du comté, 31,4 % des personnes déclarent un revenu annuel de moins de 20 000 dollars.

Les familles

Selon les chiffres de 2016, Salaberry-de-Valleyfield accueille 13 527 familles, dont 32,4 % sont monoparentales, comparativement à 24,6 % pour le Québec. Cette situation de monoparentalité touche jusqu'à 44 % des familles des quartiers populaires comme Champlain et Robert-Cauchon. Quelques indicateurs signalent cette fragilité démographique :

- Le taux des signalements traités par la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) est de 94/1000, comparativement à 38,6/1000 en Montérégie.
- En 2016, 9,5 % des enfants avaient un poids à la naissance inférieur à la moyenne, comparativement à 8,7 % au Québec.

¹ Salaberry-de-Valleyfield, *Politique de développement social*, mai 2019, <https://www.ville.valleyfield.qc.ca/sites/default/files/pdf/Administration_municipale/Politiques_municipales/politique_developpement_social-finale.pdf> ; Statistiques Canada, *Profil du recensement de 2016*, Salaberry-de-Valleyfield>.

- En 2015, sur le territoire du Suroît, 8,6 % des familles avec enfants de 0-17 ans vivaient sous le seuil du faible revenu.
- Une situation particulière affecte la région : le vieillissement. Certes, cette réalité représente un défi pour l'ensemble du Québec car en 2056, la population des 65 ans et plus doublera. Mais aujourd'hui, 47 % de la population campivallensienne a 50 ans et plus. Des proportions plus élevées s'observent dans les quartiers Georges Leduc et Champlain. De plus, environ 32 % des personnes âgées, majoritairement des femmes à faible revenu, vivent seules.

Sécurité et taux de criminalité

La ville de Salaberry-de-Valleyfield présente un des taux de négligence les plus élevés au Québec. Selon les Centres jeunesse, en 2013, 22,9 % des signalements retenus étaient pour négligence, dont 15,8 % pour risque sérieux de négligence, 18 % pour abus physique et 15,9 % pour mauvais traitement psychologique².

En 2017-2018 on a compté 729 crimes contre la personne à Salaberry-de-Valleyfield, 834 crimes contre la propriété et 229 interventions en lien avec la loi réglementant les drogues et stupéfiants³. Des projets concertés avec des organismes et des partenaires communautaires sont en cours afin de s'attaquer aux problématiques des fugues et de la criminalité sur le territoire.

L'insécurité alimentaire

Pour plusieurs personnes aînées, les revenus provenant des pensions sont souvent insuffisants et ne permettent pas de faire face aux augmentations annuelles des tarifs d'électricité, taxes municipales, coûts d'entretien, etc. Il en résulte que de plus en plus d'ainé-e-s sont contraints de devoir couper dans le volet alimentaire et leur santé en subit les conséquences.

Selon la Popote roulante, 638 personnes sont bénéficiaires de ses services, dont 417 femmes et 221 hommes. Le nombre s'accroît d'année en année, comme en témoigne l'augmentation du nombre de repas servis par année (Tableau I).

² Salaberry-de-Valleyfield, *Politique de développement social*, 2019, *op. cit.*

³ *Ibid.*

Tableau I
Nombre de repas servis par la Popote roulante de Valleyfield

Années	Nombre de repas servis	Années	Nombre de repas servis
2017-2018	42 845	2014-2015	35 103
2016-2017	43 374	2013-2014	29 587
2015-2016	43 827		

En 2017, la Ville a adopté une politique alimentaire visant à offrir des aliments de qualité dans les infrastructures sportives et municipales, ainsi que dans les événements organisés dans la ville, afin de rendre les environnements plus favorables à une saine alimentation. Le Service alimentaire communautaire a desservi 4 560 personnes en 2017-2018 et le Café des Deux Pains de Valleyfield (soupe populaire) a servi 20 532 repas.

Les déficits de l'habitation

Plus de 40 % des personnes locataires habitent un logement qui a été construit avant 1971. Dans les quartiers Champlain, Georges-Leduc et Robert-Cauchon, on observe des proportions supérieures à 64 %. Au Québec, ce taux se situe à 37 %. La location domine le paysage immobilier. Le prix moyen de revente d'une maison unifamiliale se retrouve autour de 186 000 dollars. Parmi les locataires, au-delà de 30 % des foyers consacrent plus de 30 % de leurs revenus pour se loger. Cela est en lien avec le coût moyen d'un loyer à Valleyfield (678 dollars par mois). Autre fait majeur, selon la dernière évaluation, il resterait 700 maisons qui ont un sous-sol en terre battue⁴.

L'itinérance, un problème sérieux

En 2011, lors d'un premier dénombrement sur le territoire du Suroît, on a compté environ 366 personnes en situation d'itinérance et 1172 personnes à risque. En avril 2018, comme dans la majorité des grandes villes du Canada, Valleyfield a participé au dénombrement des personnes itinérantes. Dans cette seule soirée, on a interrogé plus de 120 personnes itinérantes pour connaître leur réalité et leur parcours de vie. Au total, lors de ce « sillonnage » des rues, on a vu plus de 300 personnes sans-abri. L'itinérance chez les femmes est plus difficile à quantifier, car beaucoup plus cachée et souvent en lien avec la prostitution. Les trois hébergements du territoire sont au maximum de leur capacité à longueur d'année.

⁴ Salaberry-de-Valleyfield, *Politique de développement social*, 2019, op. cit.

La ville de Salaberry-de-Valleyfield est connue comme une plaque tournante de l'itinérance au Québec. Cela s'explique en partie par sa situation géographique près de Montréal, des frontières ontariennes, amérindiennes et américaines, ce qui fait qu'une partie importante de la population désaffiliée migre vers le territoire. De plus, il est notoire que la municipalité abrite de nombreux organismes communautaires et de charité qui font office d'attraction. Malgré cela, une grande partie de la population méconnaît cette situation. Pour changer cette perception, une vigile annuelle, connue sous l'appellation *Nuit des sans-abri*, est organisée pour sensibiliser la population. Au moins 500 personnes ont participé au dernier rendez-vous qui a lieu au parc Delpha-Sauvé en octobre 2018.

Tableau II

Estimation du nombre de personnes en situation d'itinérance et à risque d'itinérance par territoire en Montérégie en 2011

Territoire	En situation d'itinérance	À risque d'itinérance
Longueuil	699 / 973	1904 / 2317
Sainte-Hyacinthe	63 / 77	422 / 515
Granby	256 / 383	725 / 856
Sorel	53 / 67	574 / 699
Suroît (estimation minimale)	366	1172
Saint-Jean	13 / 60	433 / 519

Source : Guy Vermette, Mobilisation et engagement des trois CISSS de la Montérégie pour contribuer à prévenir et réduire l'itinérance sur leurs territoires, présentation aux gestionnaires, Centre intégré de santé et services sociaux de la Montérégie-Centre, 27 avril 2017.

Bref portrait de la santé de la population⁵

Terminons avec quelques faits saillants concernant la santé de la population du Suroît⁶.

- 5 Pour un portrait de l'éducation, on consultera l'article de Dominique Reynolds, « Une région en mal d'éducation », dans ce numéro.
- 6 Pour plus de détails, consulter Guy Vermette, *Plan communautaire en itinérance 2011-201, Montérégie*, Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie, septembre 2011, <http://extranet.sante-monteregie.qc.ca/depot/document/3167/Plan_communautaire_2011.pdf>; Constance Le Bel, *Pour une appréciation de l'état de santé de la population*, Direction de la santé publique, septembre 2011; Renée Dufour, *Surveillance de l'état de santé de la population*, Direction de la santé publique, juillet 2008.

- En mai 2018, il y avait 4860 personnes inscrites en attente d'un médecin de famille pour le territoire du CSSS du Suroît⁷.
- Les services pour les malades sont insuffisants : faible taux de mammographie chez les femmes de 50-69 ans ; taux d'hypertension artérielle et d'hypercholestérolémie parmi les plus élevés de la Montérégie ; taux de retard de croissance intra-utérine très élevé.
- L'Hôpital de Valleyfield (maintenant Hôpital du Suroît) est parmi les établissements dont le pourcentage d'utilisation est le plus élevé au Québec (taux d'occupation de 300 %).
- On estime, selon les données de 2011, qu'il y aurait 11915 personnes de 15 ans et plus vivant avec une incapacité dont 1135 avec une incapacité grave.

Des réponses municipales

Ce portrait assez préoccupant de la situation doit être nuancé du fait des interventions des autorités municipales et de l'important tissu communautaire actif dans la plupart des secteurs et quartiers. Du côté de la municipalité, notons les faits suivants :

- Depuis plus de dix ans, la municipalité a mis sur pied un comité pour le développement durable qui incorpore quatre axes : économique, social, culturel et environnemental. Chaque année, il y a une présentation publique des orientations avec des indicateurs de réussite.
- La ville de Salaberry-de-Valleyfield compte environ 100 parcs et espaces verts, plus de 85 kilomètres de pistes cyclables et 5 ruelles vertes.
- Une carte du citoyen est mise à la disposition des Campivallensiens et Campivallensiennes pour obtenir un accès gratuit ou un tarif réduit à certaines activités. Il y a environ 13 900 cartes en circulation.
- La Ville a adopté en 2015 une politique de soutien et d'accréditation des organismes. Il y a 93 organismes accrédités dont 26 organismes communautaires. Plusieurs des organisations existent depuis plus de 25 ans. Il y a neuf concertations locales qui traitent de différents enjeux. Les tables de concertation mobilisées à partir du CLSC sont très dynamiques et proactives.
- Finalement, la Ville a lancé en mai 2019 une nouvelle version de sa Politique de développement social pour laquelle plus de 60 citoyennes et citoyens et 50 organismes ont été consultés.

7 Depuis le 1^{er} avril 2015, le CSSS du Suroît est fusionné au nouveau CISSS de la Montérégie-Ouest.

Une région en mal d'éducation

Dominique Reynolds
Enseignant retraité

L'éducation primaire et secondaire dans la ville de Salaberry-de-Valleyfield est régie par la Commission scolaire (CS) de La-Vallée-des-Tisserands qui organise les services de quelque 7900 élèves¹, dont environ 3400 à Valleyfield même, 2100 au primaire et 1300 au secondaire. C'est une petite commission scolaire qui couvre un très grand territoire.

Une région défavorisée

Le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur du Québec (MEQ) a établi, pour l'ensemble du Québec, des critères et des indicateurs pour cerner le portrait des écoles publiques. La défavorisation est calculée à partir de deux variables, l'indice de milieu socio-économique (IMSE) et celui du seuil de faible revenu (SFR). L'indice obtenu varie de 1 pour les écoles les plus favorisées à 10 pour les plus défavorisées.

Sur les douze écoles primaires francophones de Valleyfield, huit écoles présentent un indice de niveau 9 ou 10, et seulement deux ont un niveau inférieur à 8 (l'une à 6 et l'autre à 7)². Pour sa part, la seule école secondaire de Valleyfield est cotée 9, une cote qui passera à 10 pour l'année 2019-2020. D'emblée, le portrait scolaire campivallensien démontre une situation des plus difficiles. Par comparaison, dans la commission

1 Compilation des données du Recensement du Canada de 2016 de Statistique Canada, dans DGEQ, *Circonscription électorale 2017, Beauharnois, dossier socioéconomique*, <file:///C:/Users/F%C3%A9licit%C3%A9/Downloads/dossier%20socio-%C3%A9conomique%20Beauharnois%20octobre%202018%20(1).pdf>.

2 Les statistiques sur les indices de défavorisation sont tirées du site Internet du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur pour l'année 2016-2017. De nouveaux indices pour 2018 ont été publiés mais ne sont pas encore disponibles publiquement.

scolaire voisine, celle des Trois-Lacs (région de Vaudreuil), seulement 2 écoles sur 25 ont un indice supérieur à 5. Un peu plus loin, à la CS des Patriotes (Boucherville, Chambly, Contrecoeur), 6 écoles sur 53 ont un indice supérieur à 5 (une à 6 et cinq à 7).

La situation des enfants des maternelles n'est pas moins problématique : en 2012, 34,8 % des enfants sur le territoire du Suroît sont considérés comme vulnérables dans au moins un domaine de développement, comparativement à 24,1 % en Montérégie et à 25,6 % pour l'ensemble du Québec. Selon l'Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle, les enfants vulnérables sont plus susceptibles de manifester des difficultés dans leurs apprentissages scolaires et leur adaptation sociale.

Tableau I

Pourcentage d'enfants vulnérables dans les maternelles du Suroît, de la Montérégie et du Québec (2012)

	Santé physique et bien-être	Compétences sociales	Maturité affective	Développement cognitif et langagier	Habiletés de communication et connaissances générales	Au moins un domaine	
	%	%	%	%	%	%	Nb
Suroît	16,5	12,3	14,1	16,1	14,1	34,8	150
Montérégie	8,7	8,1	9,1	9,7	9,7	24,1	3710
Le Québec	9,5	9,0	9,7	10,0	10,8	25,6	19910

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle*, 2012, RLS du Suroît

Le problème du décrochage

Il ressort de ce portrait qu'un grand nombre de jeunes sortent du primaire avec des retards et des lacunes tant sur le plan scolaire que social. Il y a quelques années, les observations empiriques des enseignantes de français en première année du secondaire indiquaient que plus de 75 % des élèves n'atteignaient pas le niveau requis dans cette matière pour débiter leurs études secondaires. L'une des conséquences de cette situation est un taux de décrochage scolaire important dans notre région, un taux largement supérieur à la moyenne montréalaise : 23,6 % pour Valleyfield contre 13,4 % en Montréal en 2016³. Par ailleurs, le taux de complétion des études secondaires (cinq années complétées) est de 59,9 % pour la Commission scolaire de La-Vallée-des-Tisserands contre 69,5 % pour le Québec et 70,7 % pour la Montréal. Ajoutons que la population de 25 à 64 ans n'ayant obtenu aucun diplôme est de 17,8 % pour l'ensemble du Québec, alors qu'elle est de 26 % dans notre région⁴. Cela explique sans doute que selon le défunt Conseil canadien sur l'apprentissage⁵, à Salaberry-de-Valleyfield, le taux d'analphabétisme en 2009 était de 61,3 %.

La Commission scolaire de La-Vallée-des-Tisserands a présenté à l'automne 2018 un Plan d'engagement vers la réussite sur quatre ans élaboré avec la communauté. Espérons qu'il porte des fruits.

Un secteur collégial dynamique mais désancré de la région

Le cégep de Valleyfield, malgré sa taille modeste, offre une carte de programmes diversifiée : treize programmes techniques, cinq préuniversitaires, dont un programme de Baccalauréat International (IB) multidisciplinaire, un double DEC⁶ en sciences de la nature et arts visuels, un profil sport et un programme parascolaire intense en arts et sports. La fusion de la bibliothèque municipale avec celle du cégep, selon un modèle unique au Québec, a amélioré les services bibliothécaires non seulement pour



3 Salaberry-de-Valleyfield, *Politique de développement social*, mai 2019, <https://www.ville.valleyfield.qc.ca/sites/default/files/pdf/Administration_municipale/Politiques_municipales/politique_developpement_social-finale.pdf>.

4 *Ibid.*

5 Conseil canadien de l'apprentissage, *Quel est le futur de l'apprentissage au Canada ?* 2011, dans Salaberry-de-Valleyfield, *Politique de développement social*, version antérieure à celle de mai 2019.

6 DEC : diplôme d'études collégiales.

la population collégiale mais aussi pour toutes les citoyennes et citoyens de la municipalité. Le cégep offre également un point de service de l'Université du Québec à Trois-Rivières et, à l'automne 2019, un centre d'études collégiales ouvrira à Saint-Constant.

Jusque-là, on peut avoir l'impression que la situation est satisfaisante car l'offre d'éducation postsecondaire est assez bonne. Mais si on observe d'un peu plus près, on note un fait étonnant. Sur 2300 étudiantes et étudiants du secteur régulier, environ 1100 au secteur technique et 1000 au secteur préuniversitaire, en 2016, seulement 23 % proviennent de Valleyfield. Une anecdote illustre cette situation assez unique. L'équipe de football de l'école secondaire locale figure parmi les plus fortes de sa division, avec une quarantaine d'élèves. L'équipe du cégep est également très performante, mais elle n'accueille que trois jeunes provenant de l'école secondaire de Valleyfield. Autrement dit, nos jeunes ne poursuivent pas leurs études. Cette situation confirme un fait persistant dans notre région, soit une scolarisation des jeunes défailante du début de l'école primaire jusqu'à la fin du collégial.

Une réalité de classe

Plusieurs facteurs sont en cause. Valleyfield a constitué pendant plusieurs décennies une ville industrielle relativement prospère. On y trouvait beaucoup d'emplois industriels bien rémunérés, avec des salaires souvent supérieurs à ceux de la fonction publique. La culture locale a été fortement influencée par la présence de ces emplois à fort salaire. L'attrait de l'éducation comme perspective d'amélioration des conditions de vie s'est peu développé chez la population. Or depuis les années 1980, le vent a tourné. Une désindustrialisation importante a frappé, d'où la perte de plusieurs centaines d'emplois industriels, ce qui a fait augmenter considérablement le chômage et la pauvreté. Souvent pas vraiment en mesure de retourner aux études à cause de l'âge et des responsabilités familiales, peu de travailleuses et de travailleurs ont repris le chemin de l'école ou du cégep ; la plupart se sont repliés dans les emplois restants, dans les PME et les services notamment. L'idée d'une reconversion de l'économie locale, qui aurait été accompagnée de programmes intensifs de formation pour les travailleurs afin qu'ils puissent se recycler, n'a pas vraiment été présente jusqu'à dernièrement. Il y a cependant une prise de conscience de cette problématique et plusieurs organismes tant municipaux que régionaux se penchent sur le problème.

Le défi pour les prochaines années est d'amener plus de jeunes (et d'adultes, pourquoi pas ?) à voir leur intérêt à continuer leurs études ou à obtenir un diplôme ou une qualification professionnelle. Le travail doit impliquer plusieurs intervenants et se faire sur plusieurs plans. Du côté du cégep, mentionnons que la direction travaille avec différents organismes pour élaborer diverses mesures d'attraction et de rétention des jeunes de Valleyfield. Mais beaucoup reste à faire.

Une ville sous influence

Yvon Boucher

Intervenant communautaire et ex-journaliste à Salaberry-de-Valleyfield

Comme l'ont démontré les travaux de la Commission Charbonneau, plusieurs administrations municipales ont agi de connivence avec des entrepreneurs pour voler les citoyennes et les citoyens et imposer des projets contraires à leurs intérêts. La région de Salaberry-de-Valleyfield n'a pas été épargnée au cours de son histoire par des auteurs de pratiques de malversation de toutes sortes : financement politique illégal, collusion dans l'octroi et la gestion de contrats publics, etc. Le monde industriel aussi a pris une place prépondérante au chapitre du pouvoir depuis la fondation de Salaberry-de-Valleyfield en 1874, et il continue d'y occuper le haut du pavé encore aujourd'hui, en 2019, avec la venue de plusieurs industries dans le parc industriel Perron. Cette ville, habitée et vécue dès ses origines principalement par des citoyens et citoyennes de la classe ouvrière, a été dirigée durant de longues années par des élites composées d'industriels, de marchands et de gens de profession libérale, surtout des médecins et des avocats.

Company town

La Montreal Cotton a joué un rôle majeur dans le développement de la municipalité. La ville a longtemps vécu en interdépendance avec cette compagnie, fournisseuse notamment de ses installations hydro-électriques. La compagnie, qui a donné du travail sur une période de plus de cent ans à des milliers de travailleurs et de travailleuses, a longtemps constitué une ville dans la ville. Elle avait fait construire des séries de maisons en rangée, sur le boulevard du Havre et les rues avoisinantes, afin d'y loger ses travailleurs anglophones venus d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande. La compagnie opérait sa propre laiterie. Le « quartier des Anglais » avait ses églises protestantes et son école, Gault Institute, accueillait les élèves du primaire

et du secondaire. Les travailleurs anglophones, des contremaîtres et des ouvriers manuels, avaient accès à différentes activités culturelles et sportives sur le territoire, à proximité des usines de la compagnie. L'entreprise, bien au fait de son pouvoir, dictait ses règles aux différents paliers de gouvernement. D'ailleurs, des administrateurs et cadres éminents de la Montreal Cotton ont été élus députés ou sénateurs. Achille Bergevin, député du comté de Beauharnois, a ratifié une entente concernant des exemptions de taxes entre le conseil municipal de Salaberry-de-Valleyfield et la compagnie. Le 25 octobre 1900, lors d'un conflit de travail des journaliers qui réclamaient une hausse de salaire de 25 cents par jour, le maire Onésime Longtin avait appelé l'armée pour contrer les débordements prévisibles des travailleurs. La situation avait pris une tournure tragique lorsque les soldats, ayant eu l'ordre de disperser la foule, ont chargé les grévistes à la baïonnette. Dès le début du XX^e siècle, les autorités municipales ont contribué à l'établissement d'industries, soit par des congés de taxes, des prêts à faible taux d'intérêt, voire même des subventions.

Une tradition persistante

Durant les années 1960, de puissantes multinationales se sont installées à Salaberry-de-Valleyfield. L'arrivée de la Canadian Electrolytic Zinc (CEZinc) en 1963 et la compagnie Goodyear en 1964 a donné lieu à différentes ententes et concessions à l'égard de ces industries, et ce, pour trois principales raisons affirmées à maintes reprises par les dirigeants municipaux : le paiement d'importants montants de taxes foncières, la création d'emplois bien rémunérés et des investissements de millions de dollars dans l'économie locale. Sous prétexte qu'on ne peut indisposer une industrie aussi importante que CEZinc, la municipalité a fait preuve d'un laxisme évident face à cette compagnie, qui est la cible d'un recours collectif pour des activités polluantes, entamé par des citoyens et des citoyennes de la région. Déjà en 1980, un comité de citoyens formé de résidents du Rang-Double et avec l'appui d'un organisateur communautaire et d'un médecin du Centre local de services communautaires (CLSC) avait alerté la compagnie concernant des dommages causés à leur propriété par des émissions de produits acides.

Les jeux de coulisses

Depuis longtemps, l'administration municipale pose des gestes qui peuvent donner naissance à des conflits d'intérêts ou d'apparence de conflits d'intérêts. On pense notamment à des organismes qui vivent des relations de grande proximité avec la Ville, notamment ceux au sein desquels des conseillers municipaux sont appelés à siéger. Il s'agit notamment de la Cité des Arts et des Sports, des Centres sportifs de Salaberry-de-Valleyfield, du comité des régates, de la Société du Port de Salaberry-de-Valleyfield, de la marina de Valleyfield. Il faut savoir également que la municipalité a

créé elle-même des structures peu transparentes ou même opaques, qui se présentent sous la forme d'organismes sans but lucratif (OSBL) pour assumer des activités jadis sous la responsabilité du pouvoir municipal. C'est ainsi que les Centres sportifs de Salaberry-de-Valleyfield ont été mis sur pied afin de contourner certaines règles, dont la règle de la plus basse soumission qui encadre les contrats octroyés par la Ville. Une autre raison non avouée lors de la création de cette entité concerne les lois du travail entourant la syndicalisation des employé-e-s. Il s'agit d'une façon détournée de bloquer aux employé-e-s des arénas l'accès aux syndicats municipaux (cols blancs et cols bleus). Les gestionnaires qui défendent ce genre d'entourloupette administrative aiment bien faire état des seuls avantages, dont celui de permettre à un OSBL de recevoir des subventions que la municipalité ne pourrait autrement recevoir. Dans un document présenté à la commission Charbonneau, l'Unité permanente anticorruption (UPAC) soutenait que « les OSBL sont parfois créés et utilisés afin de faire indirectement ce qui ne peut être fait directement¹ ». Le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), dans un mémoire déposé dans le cadre des consultations publiques de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, estimait que les modèles de partenariat public-privé (PPP) et d'organisme sans but lucratif (OSBL) devaient absolument être abandonnés, « car la théorie et l'expérience suffisent à démontrer que ceux-ci permettent trop souvent de contourner les règles d'octroi de contrat et qu'il s'agit de mauvaises décisions d'affaires lorsque l'on se place du point de vue du contribuable² ».

L'influence des lobbys

L'une des recommandations du mémoire syndical proposait que le statut d'organisme sans but lucratif ne puisse pas être permis pour des organisations donnant des services municipaux tels des centres sportifs et des centres culturels. Les responsables municipaux vivent dans un univers de sollicitations continues. Ils sont familiers avec toutes sortes de formes de représentation. Ils estiment cependant, en grande majorité, que la loi ne les aide guère à cerner le point de démarcation entre représentation et lobbyisme. Tout porte à le croire, si l'on en juge par les demandes de modernisation formulées par Me Jean-François Routhier, commissaire au lobbyisme, qui estime qu'un bon nombre d'élus municipaux nagent encore dans un flou juridique et éthique lorsqu'il s'agit d'interpréter la loi. Le lobbyisme est vu comme une réalité incontournable de la fonction d'une ou d'un élu. Faut-il rappeler que la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme s'applique aux lobbyistes, non pas aux élu-e-s.

1 <<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/681833/upac-memoire-charbonneau-attribution-contrats>>.

2 Syndicat canadien de la fonction publique (FTQ), *Recommandations visant à enrayer la corruption et la collusion dans les secteurs municipal, universitaire et de l'administration publique québécoise, dans le cadre des consultations publiques de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction*, mémoire, 11 juillet 2014.

Collusion avec les partis

De tout temps, à Salaberry-de-Valleyfield comme ailleurs au Québec, les partis politiques provinciaux et fédéraux ont frayé de très proche avec les influenceurs, qui avaient intérêt à contribuer aux caisses électorales s'ils voulaient obtenir des contrats lucratifs. Le comté provincial de Beauharnois n'a pas agi de façon différente. Des méthodes électorales du temps de Duplessis, lorsque les électorales et les électeurs étaient invités à monnayer leur vote contre un montant d'argent, jusqu'à la méthode plus contemporaine des prête-noms, les partis politiques ont usé de différents stratagèmes pour se maintenir au pouvoir dans la région. Après la Deuxième Guerre mondiale, et jusqu'au début des années 1960, les entrepreneurs en travaux de route désireux d'obtenir des contrats devaient, par exemple, acheter leurs camions chez un concessionnaire de la municipalité lié de près à la caisse électorale du parti au pouvoir, l'Union nationale de Maurice Duplessis. Au cours des années 1962 à 1970, le Parti libéral de Jean Lesage, représenté dans le comté par Gérard Cadieux, avait établi des règles de fonctionnement tout aussi avantageuses, mais moins visibles.

Le bras long du gouvernement provincial

Plus tard dans les années 1990, le député provincial libéral, Serge Marcil, avait réussi à faire mettre sous tutelle le CLSC Seigneurie de Beauharnois. Le directeur général, connu pour ses allégeances péquistes, avait été congédié par le ministre libéral de la Santé et des Services sociaux, Marc-Yvan Côté, et le conseil d'administration, à la recherche d'un nouveau siège social pour le CLSC à Salaberry-de-Valleyfield, avait pris la décision d'ignorer la plus basse soumission, celle déposée, pure coïncidence (sic), par un important fournisseur à la caisse électorale du Parti libéral. Certains membres du conseil d'administration ont toujours considéré que la décision du ministre était basée sur des motifs de pure partisanerie politique, compte tenu du fait que l'édifice choisi n'a jamais répondu aux réels besoins du CLSC.

La corruption du côté fédéral

Au niveau fédéral, on a vu des systèmes de collusion semblables. Dans les années 1930, le comté de Beauharnois a été le théâtre de l'un des plus grands scandales politiques et financiers de l'histoire du Canada, avec le scandale de la Beauharnois Light, Heat and Power. Au cours de cette période, des comités de la Chambre des communes et du Sénat ont enquêté sur les contributions généreuses versées au Parti libéral par cette compagnie en retour d'une autorisation de détourner les eaux du fleuve Saint-Laurent pour produire de l'électricité.

La commission Charbonneau s'invite à Valleyfield

Les années 2000 ont été marquées par les travaux de la commission Charbonneau et les nombreux scandales reliés entre autres au financement des partis politiques. La région de Salaberry-de-Valleyfield a trouvé écho à la commission dans le cours du témoignage de Gilles Cloutier qui avait affirmé que l'entreprise pour laquelle il travaillait, la firme de génie-conseil Roche, avait décroché des contrats pour l'usine de filtration de la municipalité de Saint-Stanislas-de-Kostka, au sud de Salaberry-de-Valleyfield, en soudoyant son maire, M. Vaudrin. Le témoin Cloutier, plus tard accusé de parjure, avait du même coup éclaboussé le maire de Salaberry-de-Valleyfield, Denis Lapointe, en prétendant que ce dernier avait agi à titre d'intermédiaire entre lui et le maire de Saint-Stanislas-de-Kostka. Cloutier avait également identifié une firme locale, Excavation Loiselle et Frères, qui lui aurait, à sa demande, versé une somme de 30 000 dollars pour l'obtention éventuelle du contrat de l'usine. Pour faire progresser le dossier de l'usine de filtration, toujours selon Cloutier, l'ex-ministre libéral Jean-Marc Fournier aurait été mis à contribution. Toutes les parties incriminées ont réfuté avec vigueur le témoignage de Gilles Cloutier. L'ex-maire Lapointe a affirmé n'avoir jamais agi comme intermédiaire entre le maire Vaudrin et la firme Roche. Mais il n'a pas nié le fait que, dans les congrès de l'Union des municipalités du Québec ou de la Fédération québécoise des municipalités, plusieurs firmes d'ingénieurs ou d'avocats organisaient des cocktails auxquels les élu-e-s étaient invités. « C'était dans la pratique de ces années-là³ », a-t-il expliqué. Durant la même période, le Groupe SM, une des plus grosses firmes de génie-conseil du Québec, qui avait pignon sur rue à Salaberry-de-Valleyfield, a été impliqué dans divers scandales, dont celui du Faubourg Contrecoeur à Montréal. Trente-sept ingénieurs de l'entreprise ont été mis à l'amende pour financement politique illégal. Cette firme avait recruté l'ancien député du comté, Serge Marcil, un ex-enseignant, moins pour son expertise dans le domaine du génie que pour ses nombreux contacts politiques.

Les contribuables ponctionnés

Récemment, de nouvelles « histoires » sont apparues. La construction en 2018-2019 d'usines dans le parc industriel constitue un parfait exemple de la mise à contribution des citoyens au bénéfice des compagnies. Les petits propriétaires de résidences en bordure du boulevard Gérard-Cadieux, qui, jadis, s'alimentaient en eau potable à partir de puits artésiens, devront dorénavant payer une partie du coût des conduites d'eau et du système d'égout que la municipalité a installés pour satisfaire aux exigences de gros investisseurs. Aujourd'hui, en 2019, on assiste à un développement industriel

3 Mario Pitre, « Denis Lapointe : "M. Cloutier mélange un certain nombre d'événements" », *Journal de Montréal*, 2 mai 2013, <www.journaldemontreal.com/2013/05/02/m-cloutier-melange-un-certain-nombre-devenements-affirme-le-maire-lapointe-2>.

comparable à celui des années 1960, avec l'installation de plusieurs entreprises dans le parc industriel et portuaire Perron. Outre Pélican, fabricant de bateaux en matières plastiques, il y a Solargise, spécialiste dans la fabrication de panneaux solaires, The Green Organic Dutchman (TGOD), une usine de production de cannabis, Pyrowave, entreprise de recyclage de matières plastiques, Valdev, une compagnie de location d'espaces industriels, CSX, transporteur ferroviaire qui a inauguré un terminal intermodal à Salaberry-de-Valleyfield, il y a deux ans. La vigilance s'impose. Cette valse des millions (1,3 milliard de dollars en 2018) pourrait-elle se faire à l'abri de pratiques corrompues encore fraîches dans la mémoire des Québécoises et des Québécois ?

Une économie en transition

Pierre Spénard

Professeur de sociologie au Collège de Valleyfield

À l'origine

Au début de l'industrialisation, l'industrie légère domine l'économie de la ville de Salaberry-de-Valleyfield : un nom à retenir, la Montreal Cotton (MoCo). Bien plus qu'une simple usine de filature, la MoCo employait à une certaine époque près de 50 % de la population de la ville¹ ! Son empreinte dans le paysage campivallensien ne se limitait pas à l'emploi, elle marquait aussi la vie de quartier en faisant ériger des maisons à proximité de l'usine pour les employé-e-s ainsi que pour les cadres venus du Royaume-Uni et d'ailleurs. Les traces de ce passé industriel se retrouvent désormais dans les briques et le mortier des résidences qui jalonnent les rues au nom des anciens dirigeants de la Montreal Cotton.

L'économie légère a progressivement fait place à une économie plus lourde. La seconde partie du vingtième siècle a été celle des multinationales, notamment Goodyear, Gildan, Expro. Pour certains, ce fut « l'âge d'or » de la ville, malgré les conditions de travail difficiles, car les employé-e-s de ces grandes entreprises bénéficiaient pour la plupart des avantages sociaux et salariaux reliés au modèle économique dicté par les multinationales. Les salaires étaient bons et les avantages sociaux assuraient une certaine sécurité aux employé-e-s. L'embauche se faisait plus selon les liens du sang ou de proximité que par une sélection rigoureuse. Ce modèle économique a connu, comme bien d'autres, un essoufflement dans le dernier quart du XX^e siècle. Si bien qu'au début des années 2000, en l'espace d'une année, la ville perdait ses trois

1 MUSO, Musée de Société des Deux-Rives, Salaberry-de-Valleyfield. *Au cœur de l'histoire industrielle du Canada*, La Montreal Cotton, Les conditions de travail, 2015, <<https://lemuso.com/mvc/la-montreal-cotton-conditions-de-travail-the-montreal-cotton-work-conditions-fra.html>>.

multinationales (Gildan, Goodyear² et Expro Tec³), une perte de près de 2000 emplois sur une population d'environ 40 000 personnes. Les pertes d'emplois étaient jugées « catastrophiques » par l'élite syndicale et politique.

La nouvelle donne

Aujourd'hui, l'économie de la ville s'articule autour de trois axes : commercial, industriel et institutionnel. Jadis une des grandes villes industrielles du Canada, Salaberry-de-Valleyfield reste toujours une ville industrielle en importance. Sa position stratégique à proximité des États-Unis et de l'Ontario demeure un attrait économique indéniable pour les entreprises. De plus, elle possède un port ! Le port de Valleyfield, seul port autonome administré par une ville au Canada, constitue un important catalyseur de l'activité économique de la ville et de la région. Il se classe aussi parmi les plus importants employeurs de la ville.

L'économie de la ville s'est aussi diversifiée, elle se calque sur celle de la région de la Montérégie avec quelques particularités. Les plus grandes entreprises privées présentes sur le territoire sont des entreprises manufacturières : General Dynamics, Canadian Electrolytic Zinc (CEZinc), Grace, AlstenJohnson, Diageo. La ville est aussi dotée d'une activité commerciale importante. Les plus gros employeurs dans ce secteur se regroupent sous les bannières suivantes : Walmart, Canadian Tire, Sobey's. Cependant, les principaux employeurs ne sont plus les grandes entreprises privées mais le secteur public !

Secteurs économiques en Montérégie et dans la MRC de Beauharnois-Salaberry

En Montérégie, le secteur de la fabrication⁴ occupe une place de choix. En 2012, ce secteur regroupait 82 529 emplois dans 2910 établissements. Ce sont les sous-secteurs de la production des aliments (14 587 emplois), des produits métalliques (9430 emplois), du matériel de transport (9248 emplois), des produits chimiques (6267 emplois) et des produits en caoutchouc et en plastique (5885 emplois) qui prédominent. À eux cinq, ces sous-secteurs regroupent 55,0 % de la main-d'œuvre et près de quarante pour cent (39,4 %) des industries⁵. Le secteur de la transformation, c'est-à-dire celui de la valeur ajoutée, offre des possibilités d'emplois intéressants

2 Goodyear existe toujours mais ne fabrique plus de pneus. Des quelque 1000 travailleurs, il n'est resté plus qu'environ 200.

3 Une usine de produits explosifs existe toujours. Cependant, Expro Tec a cessé ses activités en 1993 ; de ces cendres naissait la Coopérative des travailleuses et des travailleurs en produits chimiques du Suroît. Cette coop n'existe plus. Aujourd'hui, General Dynamics occupe les bâtiments.

4 Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

5 Salaberry-de-Valleyfield Vitalité, *Métallurgie*, Affaires Valleyfield, 2019, <www.affairesvalleyfield.com/node/714>.

pour la deuxième région en importance démographique au Québec. La Montérégie est composée de 14 municipalités régionales de comté (MRC) dont celle de Beauharnois-Salaberry, à l'ouest. Cette partie du territoire se distinguait jadis par la superficie importante de son territoire dédiée à l'agriculture. Ce secteur, toujours présent, voit son importance diminuer. En ce sens, la MRC de Beauharnois-Salaberry se distingue de la Montérégie par l'apport moins important du secteur de la transformation alimentaire. Ce secteur est plus présent dans les MRC voisines telles Haut-Saint-Laurent, Jardins-de-Napierville et Vaudreuil-Soulanges. Ceci s'explique par l'importance de Salaberry-de-Valleyfield comme centre urbain.

Secteurs économiques de la ville de Salaberry-de-Valleyfield

La ville de Salaberry-de-Valleyfield occupe près du quart de la superficie de la MRC de Beauharnois-Salaberry. Le ratio de la population y est de 63 : 100 ; ainsi pour chaque tranche de 100 habitants de la MRC, 63 vivent dans la ville de Salaberry-de-Valleyfield. Elle est aussi la ville la plus densément peuplée de la MRC.

Le développement économique de la ville s'articule autour de quatre axes : chimie, métallurgie, environnement et recyclage, transport, intermodalité et logistique – services à valeur ajoutée⁶. Ils contribuent, avec le secteur public, pour une bonne part des quelque 16 500 emplois de la ville⁷.

Les trois principaux axes : chimie, métallurgie et environnement et recyclage

Le moteur économique de la ville n'est plus alimenté par une seule entreprise comme à l'époque de la MoCo et la ville ne dépend plus de quelques multinationales comme ce fut le cas dans les années d'après-guerre. Il reste de grandes entreprises dans la capitale du Suroît, mais l'économie de la ville s'arrime désormais avec celle de la Montérégie. Sa particularité n'est donc plus dans son économie mono-industrielle⁸ mais dans une structure plus fragmentée à l'image de celle de la région.

Un peu comme la Montérégie, la ville de Salaberry-de-Valleyfield possède plusieurs industries qui œuvrent dans le secteur chimique, dont les plus importantes en termes d'emplois sont CEZinc, General Dynamic, Diageo, Goodyear et Grace. Ces cinq entreprises regroupent environ 5 % de la main-d'œuvre de la ville. Des emplois bien payés, la rémunération moyenne annuelle au sein de ces grandes entreprises est de

6 Salaberry-de-Valleyfield Vitalité, *Environnement et recyclage*, Affaires Valleyfield, 2019, <www.affaires-valleyfield.com/node/715>.

7 MRC de Beauharnois-Salaberry, *Portrait socioéconomique et territorial, Salaberry-de-Valleyfield*, 2014, <www.mrc-beauharnois-salaberry.com/sites/default/files/MRC/Mun/SDV/salaberryvalleyfield_lr.pdf>.

8 Christophe Ribichesi et Richard Shearmur, *Les communautés mono-industrielles au Québec : portrait et analyse de vulnérabilité*, Montréal, Institut national de recherche scientifique, Urbanisation, culture et société, 2008.

100 000 dollars. Dans le domaine de la métallurgie, la ville abrite 27 industries qui donnent 1165 emplois, ce qui place cette industrie au second rang. Encore là, il s'agit d'emplois offrant des salaires au-dessus du salaire moyen local. Ensuite, dans le créneau de l'environnement et du recyclage, la ville compte dix entreprises de 150 employé-e-s et plus. Finalement, en nombre d'entreprises et d'employé-e-s, le secteur du transport, intermodalité et logistique permet à la municipalité de se positionner comme un partenaire incontournable du développement économique.

Le secteur public

On l'oublie souvent mais le secteur des services publics est aussi un puissant moteur économique de la région. En effet, Salaberry-de-Valleyfield compte un hôpital (Centre hospitalier du Suroît), plusieurs établissements d'enseignement dont 13 écoles primaires (secteurs francophone et anglophone), une école secondaire, un centre intégré, deux centres de formation professionnelle, un cégep et un centre jeunesse. L'Hôpital du Suroît constitue le principal employeur du territoire de Salaberry-de-Valleyfield avec plus de 2200 employé-e-s et la Commission scolaire de La-Vallée-des-Tisserands le deuxième plus gros employeur, le personnel des écoles primaires, secondaire et des centres totalisant plus de 600 personnes. Le Collège de Valleyfield vient au troisième rang des employeurs publics avec plus de 375 personnes à son emploi. À cela s'ajoutent les employé-e-s municipaux (services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement) qui seraient plus de 1300 pour la MRC (Tableau 1). Le secteur public donne donc du travail à plus d'un travailleur, travailleuse sur quatre.

On l'a déjà noté, l'économie de la ville s'est diversifiée. Grosso modo, un tiers des travailleuses et des travailleurs œuvre dans les grandes et moyennes entreprises, un autre tiers dans le secteur public et le dernier tiers dans le commerce de détail. C'est un changement radical qui s'est opéré dans les cinquante dernières années. Quels en sont les impacts sur la population ?

La seconde partie de ce texte va examiner les secteurs d'emploi, non pas dans l'objectif de mettre en lumière les écarts (rémunération, conditions de travail, sécurité d'emploi, etc.) qui peuvent exister entre les différents secteurs, mais plutôt pour constater que l'économie de la ville est en équilibre sur ces trois piliers (commercial, industriel et institutionnel). En d'autres mots, l'industrie ne domine plus, ne règle plus, et surtout n'est plus l'acteur social de premier plan qu'elle fut jadis. En revanche, l'économie de la région n'est pas au bord du gouffre, au contraire !

Tableau I

**Population active totale âgée de 15 ans et plus selon l'industrie
MRC Beauharnois-Salaberry**

Population active totale âgée de 15 ans et plus selon l'industrie Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) 2007		
	Nb	%
11 Agriculture, foresterie; pêche et chasse	725	2,3
21 Extraction minière; exploitation en carrière; et extraction de pétrole et de gaz	250	0,8
22 Services publics	590	1,9
23 Construction	2710	8,7
31-33 Fabrication	4145	13,4
41 Commerce de gros	1370	4,4
44-45 Commerce de détail	4300	13,9
48-49 Transport et entreposage	1575	5,1
51 Industrie de l'information et industrie culturelle	265	0,9
52 Finance et assurances	905	2,9
53 Services immobiliers et services de location et de location à bail	335	1,1
54 Services professionnels; scientifiques et techniques	1210	3,9
55 Gestion de sociétés et d'entreprises	25	0,1
56 Services administratifs; services de soutien; services de gestion des déchets et services d'assainissement	1325	4,3
61 Services d'enseignement	1810	5,8
62 Soins de santé et assistance sociale	4505	14,5
71 Arts; spectacles et loisirs	435	1,4
72 Hébergement et services de restauration	1620	5,2
81 Autres services (sauf les administrations publiques)	1565	5,0
91 Administrations publiques	1325	4,3

Source : Statistique Canada, Recensement 2011, dans Portrait socioéconomique et territorial, Salaberry-de-Valleyfield, 2014.

Les résidentes et résidents de Valleyfield

En 2016, la MRC de Beauharnois-Salaberry comptait 24 550 travailleuses et travailleurs de 25-64 ans, pour un taux de travailleurs⁹ de 72,2 %. Ce taux est inférieur à celui des MRC avoisinantes telles la MRC de Vaudreuil-Soulanges, celle du Roussillon et celle des Jardins-de-Napierville, qui ont des taux respectifs de 81,0 %, 80,6 % et 78,6 %. La MRC du Haut-Saint-Laurent, dernière à avoir une frontière commune, présente un taux

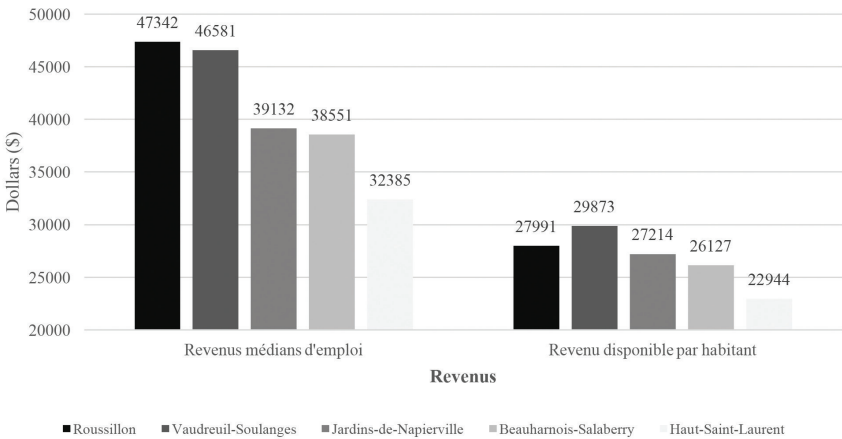
9 Le taux de travailleurs est un indicateur qui a été élaboré par l'Institut de la statistique du Québec, à partir des statistiques fiscales des particuliers, dans le but de suivre annuellement l'évolution du marché du travail dans les MRC. Il correspond au nombre de travailleurs, exprimé en pourcentage du nombre de particuliers ayant produit une déclaration de revenus à Revenu Québec.

de travailleurs de 65,6 %¹⁰.

Les indicateurs que sont les revenus d'emploi médians des 25-64 ans ainsi que le revenu disponible par habitant sont aussi inférieurs à ceux des MRC limitrophes, exclusion faite de celle du Haut-Saint-Laurent. Selon le graphique 1, les revenus médians dans la MRC de Beauharnois-Salaberry sont près de 20 % inférieurs à ceux des MRC de Vaudreuil-Soulanges et du Roussillon (38 551 \$ comparativement à 47 342 \$ et 46 581 \$). Le revenu disponible par habitant est aussi inférieur à celui des autres MRC limitrophes : 26 127 \$ pour la MRC de Beauharnois-Salaberry comparativement à 27 991 \$ pour la MRC du Roussillon, 29 873 \$ pour la MRC de Vaudreuil-Soulanges et 27 214 \$ pour la MRC Jardins-de-Napierville. Seule la MRC du Haut-St-Laurent ferme la marche avec un revenu médian de 32 385 \$ et un revenu disponible par habitant de 22 944 \$.

Graphique 1

Revenu médian et revenu disponible des MRC, 2016



Source : Institut de la statistique du Québec, Coup d'oeil sur les régions et les MRC. La Montérégie ainsi que ses municipalités régionales de comté (MRC).

10 Institut de la statistique du Québec, *La Montérégie*, 2015, <www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/profils/region_16/region_16_00.htm>.

Parmi les MRC du sud-ouest de Montréal, celle de Beauharnois-Salaberry affiche (avec celle du Haut-Saint Laurent) les pires statistiques en termes de travailleurs et de revenus¹¹. En fait, l'on retrouve le même profil économique à l'autre bout de l'auto-route 30, soit dans la MRC Pierre-De Saurel. Le parallèle à faire serait intéressant, mais penchons-nous plutôt sur la ville centre de la MRC : Salaberry-de Valleyfield.

L'indice de vitalité économique

Selon les données de l'Institut de la statistique du Québec (IST), la ville de Salaberry-de-Valleyfield s'est maintenue dans le rang cinquième 3 sur l'ensemble des municipalités pour ce qui est de l'indice de vitalité économique de 2002 à 2014¹². L'indice, qui agrège trois indicateurs (taux de travailleurs de 25 à 64 ans, revenu total médian des particuliers de 18 ans et plus et taux d'accroissement annuel moyen de la population sur cinq ans, TAAM), est passé de 1,18 à -0,54 pendant cette période. D'après les plus récentes données, l'indice de la ville est de -0,43¹³. Selon l'indice de l'ISQ, la ville « accuse un retard en matière de vitalité économique par rapport à la majorité des localités québécoises de 40 000 habitants et plus ».

Que doit-on en conclure? La ville stagne d'un point de vue démographique avec de faibles augmentations de la population. C'est la même chose pour la population active qui flirte avec 70,0 % sans parvenir à les dépasser. En revanche, le revenu total médian des particuliers de 18 ans et plus a progressé de 5,4 %, passant de 28 138 \$ à 29 654 \$. La ville progresse à deux vitesses. La première, celle des travailleuses et travailleurs, nombreux, du secteur du commerce de détail qui gagnent peu, mais font en sorte que Salaberry-de-Valleyfield représente un milieu de vie et pas simplement une banlieue avec son rythme « métro-boulot-dodo ». La seconde, celle des employé-e-s bien payés, eux aussi très nombreux (en fait, ils sont près du double de ceux du secteur commercial), qui tirent les indicateurs vers le haut.

Quel avenir pour le développement économique de Salaberry-de-Valleyfield?

L'avenir économique de la ville n'est plus incertain. La vague de fermetures entamée au tournant du siècle (Expro Tec, 150 emplois perdus, 2001; Goodyear, 400 emplois, 2003; Gildan, 155 emplois, 2006; Goodyear, 800 emplois, 2007; AkzoNobel, 47 emplois,

11 Nous n'avons pas tenu compte des comparaisons avec les MRC du Haut-Richelieu et de Brome-Missisquoi. Ces comparaisons iraient aussi à l'avantage de ces deux MRC.

12 Stéphane Ladouceur, *Bulletin d'analyse. Indice de vitalité économique des territoires*, Québec, Institut de la statistique, 2016, <www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/indice-vitalite-economique/bulletin-indice.pdf>.

13 Stéphane Ladouceur, *Bulletin d'analyse. Indice de vitalité des territoires. Édition 2018*, Québec, Institut de la statistique, <www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/indice-vitalite-economique/bulletin-indice-2018.pdf>.

2018)¹⁴ fait place à un regain économique. Au début de 2018, c'est plus de 1,2 milliard de dollars qui ont été annoncés en investissement dans la ville¹⁵ : CEZinc, 118 millions, Solargise, 950 millions, The Green Organic Dutchman, 150 millions. Les emplois à pourvoir seront nombreux pour les prochaines années.

La ville possède quatre parcs industriels où de nombreux terrains sont disponibles. De plus, la position stratégique de la ville près des grands axes routiers (autoroutes 30 et 20), des voies navigables (voie maritime du Saint-Laurent) et des chemins de fer va certes favoriser l'essor économique de la région. Des investissements importants ont été faits ou seront faits en vue d'accroître les capacités de la nouvelle gare de triage (CSX) ainsi que celles du port de Valleyfield. De plus, la ville peut compter sur l'apport important des emplois du secteur public, des emplois bien payés tout en offrant une certaine sécurité. Ces emplois dans le secteur public devraient continuer de progresser dans les prochaines années. Le vieillissement de la population et la croissance démographique stimuleront la demande de services en santé et en éducation ainsi que l'offre de services municipaux.

Conclusion

Salaberry-de-Valleyfield dispose d'un secteur économique lié à la transformation. Les nombreux travailleurs et travailleuses des grandes industries reçoivent de bons salaires ; il en est de même pour celles et ceux, tout aussi nombreux, du secteur public. En revanche, la ville possède aussi une proportion considérable de personnes qui ne travaillent pas ou qui travaillent au bas de l'échelle. Jadis ville d'une seule entreprise, Salaberry-de-Valleyfield voit de petites et moyennes entreprises s'installer dans l'un de ses quatre parcs industriels. Les principaux défis de la ville se situent dans la formation de la main-d'œuvre ainsi que dans l'insertion en emploi de celles et ceux qui sont aptes, mais qui n'ont pas d'emploi.

14 « Valleyfield a perdu 2000 emplois en 4 mois », *TVA Nouvelles*, 5 janvier 2007 ; « Goodyear : Un électrochoc qui a forcé la région à se prendre en main », *Le Journal Saint-François*, 4 janvier 2017, <www.journalsaint-francois.ca/goodyear-un-electrochoc-qui-a-force-la-region-a-se-prendre-en-main/>.

15 Mario Pitre, « Investissement de 150 M \$ pour la production de cannabis », *Le Journal Saint-François*, 19 janvier 2019, <www.journalsaint-francois.ca/investissement-de-150-m-production-de-cannabis/> et « Phase 1 du projet Solargise : 950 M \$ et 450 emplois confirmés », *Le Journal Saint-François*, 26 septembre 2018, <www.journalsaint-francois.ca/phase-1-projet-solargise-950-m-450-emplois-confirmer/>.

L'Église catholique, du pouvoir occulte à la solidarité

Yvon Boucher

Intervenant communautaire et ex-journaliste à Salaberry-de-Valleyfield

L'Église diocésaine de Valleyfield, dans sa dimension institutionnelle, a agi comme un puissant pouvoir d'influence, de la fondation de la ville jusqu'à la fin des années 1970. L'Église catholique romaine a investi pratiquement toutes les activités de la vie humaine, comme partout au Québec, dans le but de transmettre son idéologie, avec ses valeurs d'amour et de fraternité, mais aussi avec le côté sombre de ses injonctions, ses menaces, ses dictats. L'Église a accompagné les citoyennes et les citoyens, et ce, de la naissance, avec le baptême, à la mort, avec les rites funéraires, en passant par le mariage, avec les cours de préparation au mariage et ses obligations concernant les rôles sociaux où les femmes étaient réduites, par l'enfantement, à assurer une progéniture garantissant l'avenir de l'Église « pour des siècles et des siècles ». On se souvient également du rôle joué par le futur cardinal Paul-Émile Léger, alors curé à la cathédrale de Valleyfield, pour briser la grève de 1946 à la Montreal Cotton et pour organiser la chasse aux communistes et aux syndicalistes.

Questions de pouvoir

Les bases du pouvoir clérical, de son poids social et culturel tenaient à trois facteurs principaux¹ :

- par la foi, elle imposait l'adhésion et le respect ;
- elle a joué un rôle majeur dans la santé et l'enseignement ;

¹ Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert, François Ricard, *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1986, p. 88.

- L'Église représentait une force d'encadrement et de définitions idéologiques.

D'ailleurs, en regard de ce troisième facteur du pouvoir de l'Église, il est intéressant de voir comment la figure d'autorité de l'évêque du diocèse opérait une surveillance sur la morale des citoyennes et des citoyens de la ville, et ce, notamment, par l'entremise de lettres pastorales dans les journaux locaux. C'est à la demande de l'évêque, par exemple, que le conseil municipal avait ordonné la fermeture des salles de billard deux soirs par semaine. En 1956, le port des « culottes courtes et shorts » a été prohibé dans la ville, tant pour les hommes que pour les femmes, après des spectacles jugés offensants d'admirateurs d'Elvis Presley ! L'Église, gardienne de la foi et des bonnes mœurs, en menait large dans la communauté. Elle a d'ailleurs publié son propre journal, *Le Salaberry*, durant quelques années.

Tout nous appartient !

Monseigneur Guy Bélanger, qui fut l'évêque du diocèse de 1969 à 1975, a bien résumé le fondement du pouvoir de l'Église catholique dans la région de Salaberry-de-Valleyfield. En 1974, à l'occasion des Fêtes commémorant le centenaire de la ville, dans un texte portant précisément sur le rôle de l'Église dans notre communauté, il considérait que rien d'humain n'était vraiment étranger à l'Église de Valleyfield, en rappelant que cette institution avait joué un rôle prépondérant à trois niveaux : paroissial, éducatif et social. Il faut souligner la part déterminante prise dans le développement du secteur de l'éducation par les communautés enseignantes de frères et de religieuses. Une institution d'enseignement mérite une mention à part : le Séminaire de Valleyfield qui, pendant 70 ans, a dispensé l'enseignement classique et commercial à des milliers de citoyens de Valleyfield et de la région. La présence de l'Église et de ses aumôniers s'est manifestée aussi au sein des premiers syndicats et de plusieurs autres organismes, regroupements et mouvements religieux, sociaux, culturels, politiques et sportifs, tels la Jeunesse étudiante catholique (JEC), la Jeunesse ouvrière catholique (JOC), le Mouvement des travailleurs catholiques (MTC), la Ligue du Sacré-Cœur, le Mouvement Lacordaire (un mouvement de tempérance), les Cursillos, etc.

Le virage

Dans les années 1970, les choses ont commencé à changer. Fait un peu cocasse, c'est le même évêque Bélanger qui, en 1972, était revenu indigné du Vietnam où il avait constaté *de visu* l'enfermement des prisonniers politiques dans de minuscules cages – fabriquées aux États-Unis – ayant pour résultat de les atrophier physiquement et psychologiquement. Monseigneur Bélanger avait irrité au plus haut point les politiciens et hommes d'affaires de la région, lorsqu'il s'était déclaré en faveur d'un certain socialisme.

Plus tard, avec le retrait de l'Église des services de santé et d'éducation, des secteurs de l'Église ont abandonné la logique d'assistance basée sur la charité chrétienne pour une logique de droits, reposant sur la solidarité sociale. Plusieurs congrégations religieuses et des membres de la Pastorale sociale ont constitué alors des soutiens résistants du mouvement communautaire de la région. De nombreuses ressources de la mouvance chrétienne sont encore bien vivantes en 2019, et elles rendent de précieux services aux citoyennes et aux citoyens les plus vulnérables : la Popote roulante, le Café des Deux Pains, la Maison d'hébergement dépannage de Valleyfield (MHDV), l'Accueil pour Elle, le Centre du Partage, le Camp de vacances familiales Dom Bosco, l'ABC de la famille, etc.

Comme dans les autres régions du Québec, le nombre de prêtres en exercice a considérablement diminué sur le territoire et une seule congrégation religieuse, les Clarisses, demeure présente à Salaberry-de-Valleyfield. Dans une réflexion sur l'avenir de l'Église diocésaine, en 2014, Mgr Noël Simard invitait le clergé et les fidèles à « faire Église autrement », soulignant que la déconstruction et l'humiliation vécues par l'Église l'amènent à réorienter sa mission.

Les enjeux pour le mouvement populaire

Une classe ouvrière qui résiste

Pierre LaGrenade

Animateur de la coalition intersyndicale COTON 46 à Salaberry-de-Valleyfield

Tout au long de son histoire, Salaberry-de-Valleyfield a été marquée par une combativité ouvrière hors du commun. Une des premières grèves au Canada a été déclenchée en 1843 par les ouvriers irlandais qui travaillaient à la construction du canal de Beauharnois. Réprimés par l'armée, ils occupèrent pendant 22 jours la ville de Saint-Timothée qui fait aujourd'hui partie du territoire de Valleyfield. Au moins 18 ouvriers, qui réclamaient de meilleures conditions de travail, ont péri sous les balles des soldats anglais lors de ce soulèvement¹. L'usine de textile Montreal Cotton établie en 1875 a été le théâtre de plusieurs grèves, dont l'importante grève de 1946².

Dans cet article, nous nous attarderons à l'activité syndicale plus récente de trois syndicats qui illustre l'exceptionnelle tradition de luttes qui a marqué l'histoire de la ville : à la General Dynamics, dernier propriétaire de l'usine mieux connue sous le nom d'Expro, à la Goodyear et à la CEZinc. Nous concluons en signalant l'action de la coalition intersyndicale COTON 46.

Expro : oser lutter, oser vaincre

C'est dans le contexte de la Deuxième Guerre mondiale que s'établit la DIL, la Defence Industries Limited, sur un territoire de 4,3 km carrés, véritable parc industriel comportant 150 bâtiments. Encore aujourd'hui, on y produit des poudres explosives, principalement pour usage militaire. Jusqu'aux années 2000, les techniques de production demeuraient très archaïques et nécessitaient beaucoup d'opérations manuelles avec des règles de sécurité très déficientes, au plus grand mépris de la vie et de la santé

1 Roland Viau, *Saint-Timothée revisité, célébré et raconté*, album souvenir, 175^e anniversaire, 2004, p. 34.

2 Cette grève fait l'objet de l'article « Valleyfield 1946 » par Andrée Lévesque et Pierre LaGrenade dans ce numéro.

des travailleurs. Ainsi en 1980, une explosion cause la mort de trois travailleurs. En 1983, un autre travailleur meurt par intoxication. En 1993, une déflagration coûte la vie à deux travailleurs. Et c'est sans compter des dizaines d'autres incidents à la suite d'explosions et d'incendies. Pour tout dire, le travail dans cette usine se faisait au risque de sa vie et de sa santé. Tout au long, les patrons n'ont eu d'autres préoccupations que les profits de l'entreprise.

Pendant les choses changent à partir de 1976. Le Syndicat national des produits chimiques de Valleyfield affilié à la Confédération des syndicats nationaux (CSN) déclenche une grève de sept mois et gagne la mise en place d'un comité paritaire de santé-sécurité. Profitant de l'embauche de 300 nouveaux travailleurs, une dizaine de militants du Parti communiste ouvrier (PCO) sont employés. Le syndicat qui a toujours été particulièrement combatif connaît un nouvel essor. En misant sur l'éducation, la mobilisation et l'action directe, la lutte s'intensifie et on réussit à gagner plus de liberté d'action syndicale avec la libération à temps plein du président, d'un agent de grief et d'un responsable à la santé-sécurité. Le journal syndical, publié sur une base régulière, fait l'analyse des problèmes, met de l'avant des solutions, décortique le rapport de force et fait la promotion des tactiques à mettre de l'avant. Ce travail d'information est doublé par des tracts et des séances de discussion pendant les heures de dîner.

Un conseil syndical de plus de 25 membres se réunit régulièrement et on tient un minimum de deux assemblées générales par année où l'on favorise des débats ouverts sur les enjeux. Entretemps, le comité syndical de santé-sécurité se rencontre aux deux semaines. Le slogan mis de l'avant par le syndicat est « Non au travail qui tue ». On exerce de fréquents « droits de refus » plus ou moins spontanés où on accepte de reprendre le travail à la condition que le problème soulevé soit réglé. Entre 1974 et 2001, huit conflits majeurs éclatent, des grèves ou des lock-out d'une durée de deux jours à sept mois, et d'importants gains sont arrachés par les travailleurs. Durant ces périodes de lutte plus intenses, l'assemblée générale se réunit une fois par semaine. Les conjointes sont invitées à y participer. Lors des grèves, un comité de 30 à 40 conjointes s'active à susciter des appuis auprès des commerçants de la région.

Au-delà des arrêts de travail, la lutte ne s'arrête pas. À la suite d'une explosion en 1983, quelques centaines de travailleurs sont mis à pied. Le syndicat organise alors l'occupation pendant près d'une semaine du bureau du député du Parti québécois pour exiger du gouvernement que l'article 187 de la Loi sur la santé et la sécurité au travail soit promulgué. À l'occasion d'une nouvelle vague de mises à pied, le syndicat occupe le poste de radio local pour informer la population et faire pression pour le déblocage d'un contrat de la part du gouvernement fédéral. Dans ses luttes, le syndicat est continuellement préoccupé de susciter l'appui de la population régionale. Au cours d'une grève de deux mois en 1985, le syndicat organise une soirée de solidarité qui a mobilisé plus de mille personnes et rempli l'aréna local.

À la suite des enquêtes et des luttes pour appliquer les recommandations qui en ont résulté, l'usine est aujourd'hui beaucoup plus sécuritaire³. L'action indépendante du comité syndical de santé-sécurité entretient la pratique du « droit de refus » individuel et syndical. Les dures batailles du passé ont fait comprendre à la compagnie qu'il est préférable de tenir compte des avis du syndicat. Les dernières années ont été beaucoup plus calmes. Les travailleurs et leur syndicat se tiennent pour l'instant un peu plus en repli. On ne peut pas être continuellement sur la ligne de feu après avoir fait des gains importants. Mais l'expérience du passé est enregistrée et il ne faudrait pas grand-chose pour que ce volcan sorte de sa dormance.

Treize mois sur le piquet de grève à la Goodyear

En 1964, Goodyear installe à Salaberry-de-Valleyfield une usine de production de pneus qui embauche jusqu'à 1700 travailleurs. Les travailleurs s'organisent dans deux syndicats, l'un regroupant les ouvriers de la production, l'autre, les techniciens et employé-e-s de bureau. Les deux syndicats se mobilisent rapidement pour améliorer les conditions de salaire et de travail avec quelques grèves mineures au cours des années 1970. En 1976, ils participent comme la majorité des syndicats de la région à la grève générale contre la Loi sur les mesures de contrôle des prix et des salaires de Pierre Elliott Trudeau.

Les « *walk-out* » y sont une pratique courante. Il s'agit d'arrêts de travail décidés sur le tas pour répondre à des conditions de chaleur insupportables, à une décision injuste d'un contremaître, à la suspension d'un militant syndical. On utilise bien sûr la procédure de grief, mais on privilégie l'occupation de la cafétéria jusqu'à ce que le problème soit réglé, ce qui s'avère beaucoup plus efficace. En 1985, la volonté de la compagnie d'établir un horaire jour-nuit de sept jours par semaine amène les deux syndicats à déclencher la grève.

Après plusieurs mois de négociation, le syndicat des techniciens et employé-e-s de bureau se voit toujours refuser des avantages consentis au syndicat de la production. Il devient clair qu'on s'achemine vers un affrontement, et face à cette situation, le syndicat fourbit ses armes : informations par le journal syndical qui est publié aux deux semaines, information et discussion sur les heures de lunch, tournée hebdomadaire des membres de l'exécutif dans chacun des départements de l'usine, hausse de la cotisation syndicale pour constituer un fonds de lutte, assemblée générale aux deux mois, mise en place d'une chaîne téléphonique.

3 Selon la convention collective, pendant la durée d'une suspension des travaux ou une fermeture liée à un accident, les travailleurs sont réputés être au travail et ont ainsi droit à leur salaire et aux avantages liés à leur emploi.

En avril 2000, la grève est déclenchée et dure 13 mois. Pour tenir le coup pendant une grève aussi longue, il faut d'abord compter sur la mobilisation et la détermination des grévistes, mais également organiser l'appui de la communauté. Ce qui se fait par la sollicitation d'une trentaine de commerçants de la région pour obtenir entre 10 et 30 % de rabais pour les grévistes, l'organisation de soirées de solidarité avec la collaboration de l'ensemble des syndicats de la région, la présence planifiée de militants et militantes des autres syndicats de la région sur le piquet de grève, la visite de Madeleine Parent qui vient encourager les grévistes. Malgré huit mois de grève sans déblocage sur les points litigieux, on obtient en assemblée générale le renouvellement du mandat de grève à 85 %, une claire indication de la détermination des travailleurs. Ce n'est qu'après avoir gagné sur toute la ligne que l'on a mis fin à 13 mois de grève.

Véritable commotion en 2007 : Goodyear déménage une partie importante de sa production en Chine et met à pied 850 travailleurs de son usine de Salaberry-de-Valleyfield. Aujourd'hui, il ne reste plus que 171 travailleurs affectés à la production de caoutchouc destiné à l'usine de Napanee en Ontario. En 2011, à la suite de l'offensive de Goodyear pour imposer des reculs sur le régime de pension, les syndicats de l'usine de Salaberry-de-Valleyfield, passablement affaiblis, ont bien tenté de résister, mais comme ce fut le cas pour la totalité des autres syndicats nord-américains de la compagnie, ils ont dû abandonner.

Un an dehors à la CEZinc

C'est en 1963 que la compagnie Noranda, considérant l'accès à l'eau, à l'électricité et au transport ferroviaire, installe à Salaberry-de-Valleyfield la Canadian Electrolic Zinc communément appelée la CEZinc. Les conditions de travail, de santé et de sécurité y sont particulièrement déficientes. Les brûlures, coupures et autres accidents sont très fréquents. En 1975, un déversement entraîne la mort de deux travailleurs et fait plusieurs blessés. Un autre décès a lieu en 1989. Très rapidement après l'implantation de l'usine, les travailleurs décident de faire échec à un syndicat de boutique⁴ pour adhérer au syndicat des Métallos. Entre 1963 et 1986, il y a eu quatre conflits majeurs avec des grèves qui ont duré entre deux et quatre mois et qui mettaient en cause les règles de santé et de sécurité et les conditions de travail particulièrement dures. Compte tenu de ces conditions très difficiles, le syndicat a moins mis l'accent sur l'augmentation salariale afin de gagner un régime de retraite plus avantageux.

En 2013, l'usine passe aux mains de Glencore qui emploie 155 000 travailleurs dans une cinquantaine de pays et contrôle 60 % de la production mondiale du zinc. C'est à cette compagnie que la Public Eye Awards a décerné en 2008 le « prix » de la multinationale la plus irresponsable en termes de violation des droits humains et d'atteintes à l'environnement.

4 Syndicat indépendant généralement très proche de l'employeur. (NdR)

Dans le cadre de la dernière négociation, CEZinc-Glencore tient particulièrement à imposer des reculs sur le régime de retraite. Or, les travailleurs tiennent mordicus à l'intégralité du régime qu'ils ont gagné de dure lutte. Le syndicat est conscient qu'un affrontement majeur se profile à l'horizon. Pour se préparer, les membres de l'exécutif rencontrent individuellement chacun des travailleurs de l'usine pour élaborer le cahier de négociation. Le journal du syndicat et des tracts tiennent régulièrement les membres au courant de l'évolution des négociations. On est soucieux de partager l'information sur une base permanente. Le bouche-à-oreille est doublé d'une page Facebook réservée aux membres. L'exécutif et le comité de négociation font régulièrement des tournées dans chacun des départements. À mesure que la situation évolue et pour bien faire sentir à la direction la détermination et l'unité des travailleurs, un système de brassards est mis en place. À leur entrée à l'usine, le babillard syndical affiche une couleur verte, jaune ou rouge et chaque travailleur est invité à porter un brassard de la couleur du jour avant de se rendre à son poste de travail.

Après avoir suivi au jour le jour le déroulement de la négociation et devant l'intransigeance de la compagnie, c'est en pleine connaissance de cause que les travailleurs déclenchent la grève votée à 96 % en plein hiver. Trois piquets de grève sont mis en place et on se prépare à un long affrontement. La coalition intersyndicale du Suroît, COTON 46, en plus de contribuer financièrement au fonds de grève, vient prêter main-forte sur les piquets de grève avec des représentants et des représentantes des différentes organisations syndicales de la région. Le 29 mars, un militant qui a été actif à COTON 46 et qui est membre de l'exécutif de la Fédération de l'industrie manufacturière (FIM-CSN) accompagne un autobus de travailleurs du syndicat CSN de la fonderie Horne de Rouyn-Noranda, propriété de Glencore, pour participer à une manifestation qui rassemble plus de 500 personnes dans les rues de Salaberry-de-Valleyfield. Deux autobus de grévistes de la CEZinc se rendent manifester à l'assemblée des actionnaires de Glencore à Toronto. Des grévistes se rendent à Bogota en Colombie pour expliquer leur conflit à une cinquantaine d'officiers syndicaux représentant l'ensemble des salarié-e-s de Glencore de par le monde.

Pensant avoir épuisé les grévistes après huit mois de grève, la compagnie propose une offre de règlement qui maintient des reculs sur le régime de retraite. C'est dans une proportion de 97 % que les travailleurs rejettent l'offre et votent la poursuite de la grève. Ce résultat illustre d'abord et avant tout la détermination et la combativité des travailleurs. Mais il est également important de mentionner le soutien de la population de Salaberry-de-Valleyfield comme en témoigne la déclaration au journal local de Luc Julien, représentant syndical des Métallos : « Nous tenons à saluer l'appui extraordinaire de la communauté de Salaberry-de-Valleyfield à notre lutte. Du coup de klaxon en passant par la livraison de café le matin, de saucisses à cuire pour le barbecue ou encore de dons de bois de chauffage, les Campivallensiens nous soutiennent et ça fait

chaud au cœur ». Finalement, devant un vote aussi massif et de guerre lasse, Glencore baisse pavillon : les travailleurs gagnent sur toute la ligne la protection de leur régime de retraite.

Le bilan des grévistes

Nous devons remercier la compagnie de nous avoir aidés à nous mobiliser. Avant la grève, chacun travaillait dans son coin. Pendant la grève, nous étions 371, ensemble. Nous sommes sortis ensemble et nous sommes rentrés ensemble. Quand on a cette unité, cette solidarité, on peut passer au travers de n'importe quoi.

Manon Castonguay, présidente de la section locale 6486⁵

Une coalition intersyndicale inédite : COTON 46

Ce qui est marquant dans le cas de ces deux longs conflits, c'est d'abord la détermination et la combativité des travailleurs et des travailleuses. Mais l'appui de l'ensemble des syndicats de la région et le large soutien de la communauté s'avère également des atouts précieux. Cet appui et ce soutien se sont manifestés en 2000 dans le cas de la Goodyear et ont repris à nouveau en 2017 dans le cas de la CEZinc. Le travail de la coalition intersyndicale COTON 46 n'y est pas étranger.

En 1993, les représentantes et représentants régionaux des syndicats de la CSN, de la FTQ⁶, du SFPQ, de la FIQ et du Syndicat de Champlain, personnel enseignant et de soutien (affilié à la CSQ), décident de structurer la solidarité intersyndicale sous la forme d'un organisme à but non lucratif (OBNL). Ils choisissent le nom de COTON 46 pour perpétuer le courage et la détermination des ouvrières et des ouvriers du textile qui ont mené l'historique grève de 1946⁷ contre la Montreal Cotton. S'y ajoutent par la suite les représentantes et représentants de l'Association des retraité-e-s de l'enseignement (AREQ-Surroît), de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) et de l'Association générale étudiante du Collège de Valleyfield.

Au-delà des différentes affiliations syndicales, ce projet poursuit trois objectifs : encourager les contacts entre militantes et militants des différents syndicats de la région, organiser la solidarité de tous pour celles et ceux qui sont en lutte et contribuer au développement économique, social et culturel de la région.

5 *Le Métallo*, magazine du Syndicat des Métallus, printemps 2018.

6 FTQ : Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec; SFPQ : Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec; FIQ : Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec; CSQ : Centrale des syndicats du Québec.

7 Voir dans ce numéro l'article « Valleyfield 1946 », d'Andrée Lévesque et Pierre LaGrenade.

Depuis, cette intersyndicale organise chaque année le rassemblement du 1^{er} mai autour d'un 5 à 7 avec interventions de chacune des organisations membres. On a écrit et monté en 2000 et 2001 deux pièces de théâtre en s'assurant que l'on recrute au moins une comédienne ou un comédien dans chaque syndicat. Les représentations ont rassemblé plusieurs centaines de spectateurs et spectatrices. On a aussi organisé une vaste campagne de financement au niveau local et national pour ériger au cœur de la ville un monument qui rend hommage aux grévistes de 1946. Par ailleurs, en 2014, COTON 46 réussit à mobiliser six autobus pour participer à la manifestation nationale contre les mesures d'austérité du gouvernement québécois. L'année suivante, toujours avec la participation des membres de COTON 46, on réalise et distribue à plus de mille exemplaires un journal de quatre pages illustrant les conséquences des politiques d'austérité. Et à l'occasion du 1^{er} mai 2015, Valleyfield est la scène d'une manifestation regroupant plus de mille personnes provenant des sous-régions d'une partie de la Montérégie.



Des représentants et une représentante d'organismes de COTON 46 en appui aux grévistes de la CEZinc

À chaque année depuis 1993, COTON 46 organise une levée de fonds qui permet de faire un don de 5000 dollars à des OBNL qui d'une manière ou de l'autre contribuent au développement de la région. C'est ainsi que l'on a subventionné la construction d'une halte intitulée la « Pause syndicale » sur le réseau cyclable du canal de Beauharnois, le démarrage de l'école-entreprise Surbois et d'une recyclerie de matériel informatique, le financement de l'exposition permanente du musée de Valleyfield appelé Musée de société des Deux-Rives (le MUSO) sur l'histoire de la Montreal Cotton, le démarrage du café socioculturel La Factrie et plusieurs autres projets et réalisations. Pour y arriver, dans un premier temps, on a organisé chaque année un immense

bazar qui emplissait les classes et la salle d'une école. Un camion-remorque stationnait quelques jours près de chacune des entreprises syndiquées et on demandait aux membres d'y apporter les objets dont ils ne se servaient plus. Ayant vidé les caves de nos membres, on a mis fin à cette pratique au bout d'une dizaine d'années pour la remplacer par l'organisation d'un rallye automobile qui permettait de découvrir les coins pittoresques et les petits producteurs de la région. Ces différentes activités mobilisent chaque année plusieurs dizaines de militantes et de militants de chacune des organisations syndicales et contribuent à maintenir et à développer la réputation du mouvement syndical dans la région.

Par ailleurs, les syndicats affiliés à la FTQ sont regroupés dans le Conseil régional FTQ du Suroît et se rencontrent sur une base régulière pour échanger sur les problèmes qui confrontent le monde ouvrier. Du côté de la CSN, la fermeture il y a une vingtaine d'années du Conseil central du Sud-Ouest à Valleyfield pour donner lieu à la création du Conseil central de la Montérégie, avec des locaux à Brossard, a entraîné la fin des contacts entre les syndicats CSN du Suroît, ce qui a affaibli la présence de cette centrale dans la région.

Les nouveaux défis

La majorité des usines de Valleyfield sont syndiquées et affiliées à la FTQ et quelques-unes à la CSN. Des entreprises ne sont pas syndiquées, mais dans ces cas, les patrons consentent généralement des salaires et des conditions de travail équivalentes à ce qu'on retrouve dans les usines syndiquées, essentiellement pour éviter la syndicalisation.

Cependant, connaissant la réputation du mouvement syndical dans la région, les patrons des nouvelles entreprises établies au cours des dernières années ont raffiné leurs tactiques. Dans un cas, on a minutieusement filtré les embauches et, dans l'autre, on a installé au départ un syndicat de boutique. Ces deux entreprises sont aujourd'hui dans la mire du mouvement syndical.

Le mouvement syndical, comme on vient de le démontrer, est bien présent dans la région et il bénéficie dans la population d'une réputation qui lui est généralement favorable. Les défis sont nombreux, mais de jeunes militantes et militants syndicaux sont en position pour les relever.

Les syndicats à Salaberry-de-Valleyfield : résistants et innovateurs

Entrevue avec Daniel Mallette¹

Pierre Beaudet

Professeur associé à l'Université du Québec en Outaouais

P.B. — La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) est forte à Valleyfield et dans la région. Comment se présente l'avenir ?

D.M. — Valleyfield reste une ville syndiquée, avec plusieurs grandes entreprises qui tiennent bon, même s'il y a eu d'importantes pertes d'emplois ces dernières années². Il y a maintenant de plus en plus de moyennes et de petites entreprises qu'on réussit à syndiquer, quelquefois avec de grands efforts, mais la tâche est facilitée par le fait qu'à Valleyfield, le syndicalisme est généralement vu comme une bonne chose ! À preuve, le bon appui de la communauté à la grève des Métallos de la CEZinc en 2017. Autre élément : nous allons réunir les instances régionales du Suroît avec celles de deux autres conseils régionaux en Montérégie jusqu'à Saint-Jean-sur-Richelieu, Granby et Sorel-Tracy, pour nous donner une plus grande force de frappe, développer une plus grande solidarité à travers la Montérégie et nous donner des moyens adéquats.

1 Daniel Mallette est président du Conseil régional FTQ du Suroît. Il est également responsable à la FTQ de la solidarité internationale, de l'action politique et de la mobilisation, après avoir milité pendant plusieurs années dans son syndicat à la Goodyear de Valleyfield. Daniel Mallette a reçu en 2019 le prix Jefferson du syndicat des Métallos pour l'engagement communautaire. L'entrevue a été réalisée le 21 mars 2019.

2 On pense notamment à Goodyear, Diageo, CEZinc, General Dynamics (anciennement Expro) et quelques autres.

P.B. — La CSN a fait ce genre de fusion il y a quelques années et cela n'a pas aidé sa cause, semble-t-il...

D.M. — On a pris acte et on fera les choses différemment. On va partager des ressources et les enrichir avec la participation des camarades des autres régions sur le plan de la formation syndicale et de diverses tâches administratives. Cependant, nous allons garder en vie les instances locales, comme le Conseil régional du Suroît ; on veut préserver ce qui est précieux à Valleyfield, un sentiment d'appartenance, une identité syndicale qui reste forte et une vie locale militante et solidaire.

P.B. — Dans le contexte actuel, comment maintient-on la mobilisation syndicale à Valleyfield ?

D.M. — Une des solutions, compte tenu du nombre croissant de PME, est la mise sur pied de sections locales dites « composées » des différents syndicats de la FTQ, qui regroupent des petites unités (généralement entre 20 et 100 travailleurs et travailleuses). De cette façon, on est en mesure de soutenir l'action locale pour la défense des droits, le dépôt de griefs, les arbitrages et d'autres actions nécessaires pour maintenir la mobilisation et la force nécessaires pour assurer le respect des travailleurs et des travailleuses.

Quant à la négociation, elle se fait unité par unité, mais le fait d'appartenir à une section locale composée implique une solidarité interentreprises plus forte et exige le soutien et l'implication des membres de l'exécutif de la section locale composée. Je serais un peu naïf de dire que c'est toujours facile.

Dans les petites entreprises, c'est souvent la précarité, les relations de proximité avec les patrons et, tout simplement, le fait de ne pas se sentir assez nombreux pour tenir bon. Mais la mobilisation s'effectue, comme on vient de le voir dans deux belles luttes : celle pour un salaire minimum à 15 dollars l'heure dans des résidences pour personnes âgées syndiquées avec le Syndicat québécois des employées et employés de service (SQEES-298) et celle des 25 employé-e-s de Béton-Brunet syndiqués avec les Métallos. Les patrons ont ravalé leurs pratiques autoritaires et ont finalement accepté les revendications syndicales, notamment pour abolir des clauses discriminatoires contre certains membres de l'unité.

P.B. — Les grands syndicats de la région continuent-ils d'occuper une place importante ?

D.M. — On l'a vu avec la grève de presque un an à la CEZinc. La compagnie voulait s'attaquer au régime de retraite. Les membres de la section 6486 des Métallos, où on compte maintenant plusieurs femmes, dont la présidente du syndicat, l'avaient vu venir et s'étaient préparés en conséquence. L'organisation de la mobilisation s'est

échelonnée sur plus d'un an, avec de multiples rencontres départementales, des assemblées générales, des comités d'action, des démarches auprès d'autres syndicats et de groupes communautaires, tout cela en ayant la préoccupation particulière d'impliquer les jeunes et les femmes, traditionnellement un peu plus à l'écart. Quand la grève a commencé, les gens étaient prêts et fiers, et cela a fonctionné.

Avec la forte mobilisation des membres, celle de la communauté et l'appui de tout le monde, la compagnie a été vaincue dans une bataille dont les impacts sur Valleyfield, mais aussi sur l'ensemble du secteur industriel au Québec, sont très importants. Ils ont réussi à préserver les conditions de retraite pour eux-mêmes, mais aussi pour les prochaines générations. Le régime de retraite est sorti intact de l'aventure. Une grande victoire ! Pour les membres de la section locale 6486, le mouvement syndical a le devoir de préserver de bonnes conditions pour les prochaines générations ; c'est ce qu'ont fait les grévistes de la CEZinc, ils ont mené une bataille de principe.



COTON 46 en appui aux grévistes de la CEZinc sur leur ligne de piquetage en février 2017

En fin de compte, par rapport aux syndicats du Canada et des États-Unis, nous sommes au Québec ceux qui ont résisté, et gagné, contre la stratégie patronale qui cherche à diviser pour régner. Ce n'est ni évident ni facile. Nous faisons face à des mégaentreprises multinationales qui disposent de petites armées d'experts et de manipulateurs. Il faut une résistance de grande envergure pour les contrer, mais quand c'est bien préparé, ça marche, comme on l'a vu récemment à la cimenterie Lafarge à Saint-Constant et chez ArcelorMittal, autant en Montérégie que sur la Côte-Nord. Dans cette dernière entreprise, une des pires au Québec sur le plan des relations de travail, plus de 600 travailleuses et travailleurs syndiqués de Contrecœur se sont préparés, ont résisté et gagné sans même devoir recourir à la grève. L'employeur avait compris qu'il valait mieux s'entendre avec la section locale.

P.B. — Ce travail de mobilisation ne s'arrête jamais ?

D.M. — Les Métallos s'efforcent d'offrir des espaces concrets où on peut se solidariser, s'informer et se mobiliser. Chaque année, la direction nationale fait une tournée des cinq grandes régions du Québec où elle rencontre des centaines de militantes et de militants, pas seulement deux ou trois membres des comités exécutifs qui participent aux congrès, des congrès qui ont lieu chaque année, ce qui est assez unique dans le mouvement syndical. L'attitude générale est de laisser la parole s'exprimer : que chaque personne puisse donner son opinion ! Il faut faire les liens, non seulement entre les batailles et les résistances ici et là, mais aussi avec les questions sociales et politiques : les élections, la renégociation de l'ALÉNA, l'amélioration des lois comme la Loi sur les normes du travail, etc. Par ailleurs, une pratique très importante qui se développe est la mise sur pied de fonds de solidarité dans de plus en plus de sections locales des Métallos. On s'outille davantage financièrement pour mener les batailles, mais aussi pour soutenir les luttes d'autres travailleuses et travailleurs syndiqués chez les Métallos et, également, de toutes allégeances syndicales. Cela fait toute une différence. Par exemple, dans le lock-out chez ABI qui perdure depuis plus de 15 mois, ce sont des dizaines de milliers de dollars qui sont venus nourrir chaque semaine le fonds de grève des 1030 lockoutés.

P.B. — On dit parfois que le syndicalisme est en déclin, même au sein de la gauche...

D.M. — Je ne suis pas de cet avis. Il faut dire que je suis un éternel optimiste ! Ce n'est pas parce qu'il y a des reculs à l'occasion que nous ne réussons pas à force de détermination et de combativité à avancer ! Mais ce n'est pas seulement cela. À Valleyfield, comme ailleurs au Québec, il y a des travailleuses et des travailleurs allumés, qui ne sont pas prêts à croire les balivernes des médias-poubelles et les mots creux du patronat qui veulent tout ramener vers le bas. Il ne faut pas cependant sous-estimer les défis. Certaines personnes disent que nos batailles gagnées, comme celle à CEZinc, servent surtout à ne pas reculer. C'est un peu vrai, mais imaginons seulement ce que cela serait si ces luttes n'étaient pas menées. Les patrons sont à l'offensive, ils veulent accentuer la précarisation, la flexibilité du travail, la sous-traitance, l'assaut contre les retraites. Alors que nous, nous sommes souvent sur la défensive par la force des choses, mais en bâtissant notre résistance, en refusant de reculer, nous reprenons l'offensive à notre tour. Cela prend des efforts gigantesques pour ne pas perdre des acquis arrachés pendant des luttes de plusieurs décennies ! D'ailleurs, ce n'est pas un hasard si on voit de plus en plus de lock-out, comme chez ABI, et moins de grèves.

Mentionnons les luttes récentes contre les clauses de disparité de traitement³, les clauses dites « orphelin », dans les régimes de retraite et les assurances collectives. De nombreuses sections locales des Métallos chez Lafarge, Samuel et Fils, Resco, Rio-Tinto, Arcelor Mittal ainsi que d'autres syndicats ont non seulement mené des batailles usine par usine contre ces clauses, refusant d'embarquer dans cette terrible forme de discrimination, mais la lutte a aussi été amenée sur le terrain politique pendant plusieurs années. Et nous devons crier victoire car au printemps 2018, la Loi sur les normes du travail a été améliorée : les clauses de disparité de traitement dans les régimes de retraite et d'assurances sont désormais interdites pour les nouveaux travailleurs. Cela constitue un moment marquant dans l'évolution des droits des travailleurs et des travailleuses au Québec, seul endroit au Canada et même en Amérique du Nord où ce gain a été obtenu. Ce n'est pas rien.

P.B. — En quoi le contexte politique changeant du Québec influence-t-il cette situation ?

D.M. — Le discours patronal est en gros repris par le gouvernement de la Coalition Avenir Québec (CAQ). Le Québec doit être plus compétitif, les syndicats doivent « comprendre » qu'il faut s'ajuster au marché nord-américain, ne pas être réticents aux changements qui sont présentés comme « technologiques » alors que dans le fond, ceux-ci sont pensés pour affaiblir les syndicats et pour attaquer les salaires et les conditions de vie des travailleurs et des travailleuses. Pour le moment, on ne sait pas trop de quel côté cela va aller. Mais la récente prise de position du premier ministre Legault en faveur de la multinationale Alcoa contre le syndicat des Métallos et les lockoutés d'ABI est une première depuis le temps de Duplessis et cela n'augure rien de bon. Le député caquiste du comté de Beauharnois (qui inclut Valleyfield), Claude Reid, est resté extrêmement discret jusqu'à maintenant. C'est un « *backbencher* » qui vient de la petite élite économique locale. Il faut dire que sa victoire électorale s'explique par différents facteurs, comme l'affaiblissement du Parti québécois (PQ), la division du vote progressiste entre le PQ et Québec solidaire et, en général, un certain « dégoût » de la politique considérée comme un marécage qui ne sent pas bon. On est un peu en peine d'un grand projet rassembleur, peut-être que ça revient plus tard !

P.B. — En attendant, à Valleyfield, les syndicats persistent et signent...

D.M. — On ne vit pas chez nous un phénomène d'affaiblissement stratégique, et encore moins de désyndicalisation. Certes, on a perdu des membres, plus de 2000 depuis une dizaine d'années, dans de grandes entreprises du secteur manufacturier

³ Les clauses de disparité de traitement créent deux régimes distincts, où des dispositions beaucoup moins avantageuses s'appliquent aux nouveaux (et jeunes) travailleurs et non aux plus anciens. (NdR)

qui ont considérablement réduit leurs effectifs ou qui ont tout simplement fermé. Il faut donc rester prudent. Dans les PME, on l'a dit, ce n'est pas évident. Une nouvelle entreprise, Pélican, une moyenne entreprise avec plus ou moins 200 employé-e-s, s'est arrangée pour avoir un syndicat de boutique, où presque tout est réglé par l'employeur, comme cela se voit au Mexique. Il n'en reste pas moins que Valleyfield, et le Suroît en général, reste une région assez prospère, favorisée par ses infrastructures routières et portuaires, disposant d'un parc industriel bien organisé et d'une main-d'œuvre qualifiée, même si elle se fait un peu plus rare par les temps qui courent pour répondre à tous les besoins des entreprises. Bref, les employeurs ne vont pas menacer, aussi souvent qu'ailleurs, de fermer la *shop* si les employé-e-s se syndiquent et que les syndicats demeurent résistants ! Néanmoins, dans la région, il y a dans nos syndicats une conscience assez forte qu'il faut renouveler certaines de nos méthodes et pratiques, et surtout, qu'il faut assurer la relève, des jeunes et des femmes, par toutes sortes de moyens : mise en place de comités des jeunes, formations adaptées, mesures ciblées et proactives pour les inciter à participer aux activités et instances, etc.

Résistance et mobilisation dans le secteur public

Jonathan Scott et Pierre LaGrenade

*Respectivement professeur de sociologie au Collège de Valleyfield, doctorant à l'UQAM
et animateur de la coalition intersyndicale COTON 46 à Salaberry-de-Valleyfield*

L'origine des politiques néolibérales en territoire québécois ne fait pas consensus au sein des sphères de recherche et de militance. Certaines évoquent l'année 1982 lorsque le gouvernement péquiste de René Lévesque impose une coupe salariale unilatérale de 20 % aux salarié-e-s du secteur public, ainsi qu'un gel des salaires sur trois ans. D'autres mentionnent les années 1985 et 1986 au cours desquelles le gouvernement libéral de Robert Bourassa met sur pied des groupes de réflexion inspirés de postulats économicistes. Finalement, aux yeux des autres, « ce sont le déficit zéro et les politiques d'austérité [...] imposées par Lucien Bouchard et le Parti québécois en 1996¹ » qui en sont l'origine. Malgré ces désaccords sur le moment d'origine, il demeure que tous ces moments ont contribué à la mise en place, au Québec, du néolibéralisme en tant que processus historique. Pour le syndicalisme québécois des secteurs tant privé que public, l'année 1996 revêt une signification particulière. En effet, au Sommet socioéconomique, les grandes organisations syndicales vont souscrire à certaines exigences patronales, notamment, à la « croissance, à la flexibilité, à la compétitivité et au droit des entreprises de rationaliser en échange d'une vague promesse d'une création future d'emplois² ».

Dans ce texte, nous voulons mettre en lumière la manière dont le syndicalisme du secteur public et parapublic à Salaberry-de-Valleyfield s'adapte, s'ajuste et résiste dans ce nouveau contexte sociétal. Pour ce faire, nous allons faire reposer l'analyse sur le secteur de l'éducation et sur celui de la santé et des services sociaux.

1 IRIS, *Détournement d'État. Bilan de quinze ans de gouvernement libéral*, Montréal, Lux, 2018.

2 Ghislaine Raymond, *Le « partenariat social »*, Ville Mont-Royal, M Éditeur, 2013, p. 85.

Le syndicalisme public et parapublic campivallensien

Depuis quelques décennies, on constate que le syndicalisme vit des reculs importants³. En effet, le processus d'individualisation et de segmentation de la société a un impact majeur sur la réduction de l'implication citoyenne et syndicale. Et lorsque l'engagement syndical est manifeste, notamment lors de la négociation des conventions collectives, il a le plus souvent comme finalité le rehaussement des conditions de travail et moins celle de porter des revendications sociopolitiques⁴. La mobilisation syndicale en général, et particulièrement à Valleyfield dans les domaines de l'éducation et de la santé et des services sociaux, est également traversée par cette tendance lourde que l'on observe aux échelles provinciale, nationale et internationale. Par contre, en y regardant de plus près, on remarque une particularité intéressante du militantisme sur ce territoire. Nous proposons ici d'amorcer une première réflexion sur cette particularité⁵.

Le syndicalisme enseignant

*Le Syndicat de Champlain*⁶

On peut constater en premier lieu que la préparation aux différentes négociations depuis 2003 se réalise dans le cadre d'une contextualisation sociopolitique qui repose sur une périodisation⁷ semblable à celle qu'on a utilisée pour caractériser l'évolution des politiques néolibérales. En effet, il est clair pour le syndicat que les positions et les demandes patronales s'inscrivent dans une tendance idéologique politico-économique qui rend plus ardu le cadre des négociations.

Bien que dans la logique interne du Syndicat de Champlain, les positions sociopolitiques et celles qui concernent les conditions de travail relèvent de l'instance nationale, les instances locales considèrent qu'elles peuvent les adapter afin de répondre plus concrètement aux réalités de leur communauté. C'est ainsi que pour l'exécutif local du Syndicat de Champlain section Salaberry, les revendications sociopolitiques sont indissociables des revendications concernant les conditions de travail. Deux

3 Philippe Crevier, Hubert Forcier et Samuel Trépanier (dir), *Renouveler le syndicalisme*, Montréal, Écosociété, 2015; David Camfield, *La crise du syndicalisme au Canada et au Québec*, Ville Mont-Royal, M Éditeur, 2014.

4 Jean-Marie Pernot, *Syndicats : lendemains de crise ?*, Paris, Gallimard, 2005.

5 Pour ce faire, nous avons réalisé quelques entrevues avec des présidentes et des présidents en poste ou ayant été en poste au sein du Syndicat de Champlain et du Syndicat des enseignantes et des enseignants du Collège de Valleyfield (SEECov).

6 Le Syndicat de Champlain est affilié à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et regroupe la totalité des enseignantes et des enseignants du primaire et du secondaire de la région.

7 Il y a eu quatre négociations depuis 2003 : la première en 2000-2003 dans un contexte de déficit zéro ; la deuxième en 2005 dans un contexte de réingénierie de l'État ; la troisième en 2010 se soldant par un décret adopté sous le bâillon ; la quatrième en 2015 sous des politiques d'austérité.

facteurs principaux expliquent ce positionnement : d'une part, les différents personnels – enseignant, professionnel et personnel de soutien – exercent leur emploi dans un contexte souvent socioéconomiquement défavorisé qui entraîne son lot de problématiques sociales. Le contact direct avec des enfants socialement démunis oblige à une réflexion sur les sources de ces problèmes qui soit plus large que de simplement les réduire à une question d'ordre individuel.

D'autre part, la ville de Salaberry-de-Valleyfield possède un riche héritage ouvrier qui a façonné des structures syndicales uniques encore actives à ce jour. Ces mêmes structures ont un impact direct sur la manière de militer et sur la nature des revendications syndicales.

Plus concrètement, les principales revendications défendues par l'instance locale concernant les conditions de travail sont les suivantes :

- créer un climat de travail sain afin d'exercer son emploi dans un environnement dans lequel les risques d'être victime de comportements psychologiquement et physiquement violents sont faibles ;
- bonifier les services aux élèves, par exemple, mettre sur pied des projets éducatifs ayant comme objectif de diplômer un plus grand nombre de jeunes⁸. Parce que les élèves de milieux défavorisés sont plus à risque de décrochage, le syndicat milite afin de diminuer le ratio enseignant-e/élèves ;
- finalement, en corollaire à ces revendications, le syndicat local milite également pour une plus grande autonomie professionnelle, et ce, afin que le corps professoral soit reconnu et valorisé dans son champ d'expertise et que des solutions concrètes puissent émaner des enseignantes et enseignants sur le terrain.

Ces revendications portées par l'instance locale du Syndicat de Champlain relèvent également des préoccupations touchant l'ensemble des organisations de la société civile campivallensienne. Sans faire une liste exhaustive des coalitions intersyndicales et des partenariats avec les organismes communautaires réalisés par l'instance locale, voici des exemples qui illustrent bien la nécessité pour le syndicat d'effectuer ce type d'alliance afin de faire évoluer les choses dans la direction souhaitée.

- Toutes les intervenantes et intervenants exerçant leur emploi avec les jeunes vivant dans des milieux socioéconomiquement défavorisés sont préoccupés par leurs comportements à risque et violents qui handicapent leur persévérance scolaire. Souvent, milieu et comportement sont étroitement liés. Afin de s'attaquer de front à cette double problématique, le Syndicat de Champlain section Salaberry a mis sur pied en partenariat avec la Commission scolaire et la Maison

8 Il faut mentionner que le territoire desservi par la Commission scolaire La Vallée-des-Tisserands est l'endroit où l'on observe un des plus hauts taux de décrochage scolaire au Québec.

des jeunes de Valleyfield un projet appelé Maison d'Edgar. Ce projet cible les jeunes à risque de décrocher et prévoit un programme d'aide destiné à la fois aux jeunes concernés et à leurs parents. Les interventions sont réalisées par une personne enseignante ou intervenante spécialisée en fonction des besoins particuliers des jeunes provenant des écoles ou des services sociaux et communautaires. De plus, le programme Alternative Suspension permet aux jeunes suspendus de leur école de continuer leurs apprentissages scolaires en attendant une réintégration.

- L'espace de militance campivallensien porte un nom : COTON 46. Au sein de cette intersyndicale, les protagonistes ne viennent pas exclusivement du milieu syndical. Ainsi certains organismes communautaires et l'Association générale étudiante du Collège de Valleyfield y participent également. Structure fondée afin de coaliser les forces ouvrières et les différents acteurs progressistes sur le territoire, elle transmet l'information et permet aux militantes et aux militants de se coordonner dans le cadre de certaines activités ou pour soutenir des causes et des organismes communautaires. Pour le Syndicat de Champlain section Salaberry, l'intersyndicale COTON 46 peut aussi faciliter les négociations à l'échelle locale lorsque les différents intervenants du milieu parlent tous d'une seule et même voix. Elle permet également de discuter d'enjeux sociopolitiques.

Le Syndicat des enseignantes et des enseignants du Collège de Valleyfield (SEECoV)⁹

Le SEECoV est affecté également par la fragmentation de la société, ce qui façonne son type de militantisme. Encadré par une convention collective qui est souvent qualifiée de l'une des plus complexes au Canada, la judiciarisation des relations de travail occupe une partie importante du temps de l'exécutif syndical. Ainsi, les questions entourant les conditions de travail deviennent prépondérantes comparativement aux enjeux sociopolitiques. Par conséquent, tout ce cadre juridique et technique a un impact sur le type de solidarité déployé à l'échelle locale. Autrement dit, le syndicalisme d'affaires, uniquement centré sur la défense des intérêts économiques de ses membres, devient prédominant au détriment du syndicalisme social plus centré, quant à lui, sur les questions sociopolitiques. En effet, on constate que les membres se replient et militent davantage pour leurs conditions de travail lors des rondes de négociation qu'ils ne militent pour promouvoir des enjeux sociopolitiques plus larges. De plus, la peur de la répression par divers moyens, les représailles et les lois spéciales notamment, décourage la majorité des membres à porter d'autres formes de revendications.

9 Ce syndicat regroupe le personnel enseignant du cégep de Valleyfield et est affilié à la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ) affiliée à la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

Par contre, bien que le syndicalisme social soit une tendance minoritaire au sein du SEECov, on observe que les questions sociopolitiques ne sont pas pour autant reléguées aux oubliettes. Deux facteurs importants peuvent expliquer, en partie du moins, qu'il subsiste des sensibilités aux questions qualifiées par la littérature syndicale de « hors travail ». Premièrement, la structure intersyndicale, COTON 46, facilite les alliances et coalitions sur des sujets plus larges que simplement les conditions de travail. Deuxièmement, l'effectif syndical est composé de plusieurs membres qui militent au sein d'autres organisations de la société civile (mouvements féministe et communautaire notamment). Très politisés, ces mêmes militants et militantes deviennent de véritables courroies de transmission entre les différentes organisations, ce qui oblige ces dernières à se positionner sur des enjeux sociétaux qui sortent du cadre traditionnel des relations de travail.

Bien que le SEECov, par sa relative présence aux instances intersyndicales et par la grande proportion de son effectif provenant de l'extérieur, ne soit pas une composante importante de cet espace de militance à Valleyfield, on constate qu'il en fait néanmoins partie. Deux exemples soutiennent ce propos. Le premier remonte à la grève étudiante de 2012. L'ensemble du corps professoral était sensible à la façon dont le gouvernement Charest traitait les étudiantes et les étudiants notamment en les infantilisant. La majorité des professeur-e-s appuyait le modèle de démocratie étudiante et le considérait comme légitime en contrepoids au discours gouvernemental. De plus, l'intensité de l'injustice et le contexte sociétal de lutte à l'austérité dans lequel la grève s'inscrivait rejoignaient la fibre militante de plusieurs professeur-e-s. Le deuxième exemple concerne l'implication du syndicat enseignant au sein de COTON 46. Malgré que le syndicat n'y soit pas un des plus actifs, certaines et certains membres de l'exécutif ont créé au fil des années des liens étroits avec d'autres membres d'organismes de la société civile, tant à l'échelle intersyndicale ou communautaire qu'avec le mouvement étudiant du fait de leur proximité avec l'Association générale étudiante du Collège de Valleyfield.

Le syndicalisme dans le réseau de la santé et des services sociaux

Dans le secteur public et parapublic du réseau de la santé et des services sociaux, on constate rapidement que le militantisme syndical à l'échelle locale est déterminé par les grands enjeux nationaux liés aux différentes réformes et aux lois spéciales. Nous rappellerons ici les changements subis par ce réseau et la réaction syndicale locale qui s'articule justement sur les réactions nationales.

Dans le secteur public de la santé et des services sociaux, les défis du mouvement syndical sont énormes à l'échelle tant nationale que locale. Les réformes administratives plus récentes s'inscrivent dans une évolution législative traversée par la logique néolibérale. Les réformes Couillard et Barrette dont il est question ici constituent les

suites de la réforme Rochon et du rapport Clair qui orienteront la direction à suivre désormais dans ce réseau. Rappelons brièvement que la réforme Rochon (sous le gouvernement du Parti québécois entre 1993 et 2003) réduit considérablement les sommes allouées à ce secteur et introduit une réorganisation en mettant notamment de l'avant le virage ambulatoire. Conséquence de cette réduction et de cette réorganisation, certains établissements « sont fermés alors que d'autres doivent changer de mission ou fusionner¹⁰ ». Dans le cadre d'un mandat visant à proposer des pistes de solutions aux problèmes vécus au sein de ce secteur, le rapport Clair s'inspire de l'idéologie managériale. S'appuyant sur ce rapport, le gouvernement « modifie [en 2001] la Loi sur la santé et les services sociaux avec l'objectif d'augmenter l'importance de la reddition de comptes et de la gestion par résultats¹¹ ».

Fortement ébranlé par des lois répressives qui comprennent de fortes pénalités, le droit de grève a été sérieusement mis à mal. On pense ici aux amendes, à la perte d'ancienneté, à l'abolition de la perception à la source des cotisations syndicales. Bien que les syndicats de ce secteur aient péniblement résisté aux réformes administratives successives des ministres Couillard et Barrette, ils ont été dans l'impossibilité de faire reculer les différents gouvernements. En effet, l'abolition des CLSC et des CHSLD¹² pour les regrouper dans les mégastuctures des centres intégrés de santé et services sociaux (CISSS) a complètement désorganisé les entités syndicales.

Une conséquence directe a été un renforcement du corporatisme professionnel. À titre d'exemple, auparavant la totalité des travailleuses et des travailleurs d'un CLSC étaient souvent réunis dans un même syndicat, ce qui permettait de discuter des problèmes de l'organisation du travail et de réagir à une administration locale qui pouvait prendre des décisions arbitraires. Dans le contexte de ces réformes, le gouvernement a décrété que les syndicats ne peuvent exister que dans des catégories professionnelles bien définies. Désormais, du point de vue du gouvernement, les syndicats n'existent plus en référence au lieu de travail, mais uniquement dans le cadre de la mégastucture du CISSS. Afin de pallier cette restructuration, une des stratégies syndicales locales de mobilisation est d'organiser des assemblées générales par vidéoconférence regroupant sur un immense territoire les travailleuses et les travailleurs répartis dans quatre locaux de CLSC, une dizaine de locaux de CHSLD et trois centres hospitaliers.

10 François Bolduc, *Impacts de la réforme du réseau québécois de la santé et des services sociaux (2003) sur la représentation qu'ont les gestionnaires de leur travail*, thèse de doctorat, Montréal, Université de Montréal, 2013, p. 31.

11 *Ibid.*

12 CLSC : centre local de service communautaire ; CHSLD : centre d'hébergement de soins de longue durée.

Dans le cas spécifique du CISSS de la Montérégie-Ouest, la FIQ, l'APTS et le SFCP – la CSN¹³ ayant été éliminée lors de la dernière période de maraudage – se sont unis pour réaliser une tournée de chacun des différents établissements sur l'heure du dîner avec un camion de bouffe de rue. Les objectifs étaient que leurs membres se rencontrent au-delà de leurs allégeances au niveau local et s'informent des problèmes auxquels ils font face. Selon leurs dires, ce sera un long et patient travail de réorganisation pour les mois, sinon les années à venir. Le principal défi auquel ces syndicats font face est de remobiliser leurs membres autour d'enjeux concrets et d'adapter leurs stratégies d'action en fonction de la nouvelle organisation du travail.

Conclusion

Tout comme le syndicalisme dans le secteur privé, celui dans le secteur public et parapublic fait face à de nouveaux défis induits par la mise en place de politiques néolibérales et managériales. Or, on constate que la réponse à ces nouveaux défis est variable en fonction des secteurs d'activité. En effet, le secteur de l'éducation priorise davantage une logique d'action à l'échelle locale, tandis que le secteur de la santé et services sociaux opte pour une logique plutôt nationale. Ce déploiement stratégique différent est le résultat, selon nous, de modifications et de réorganisations structurelles qui obligent les syndicats à envisager des solutions différentes. Par contre, on observe une constante : le syndicalisme du secteur public et parapublic est contraint à revoir ses stratégies de mobilisation afin de maintenir ou de retrouver un contre-pouvoir efficace et crédible.

13 FIQ : Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec ; APTS : Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux ; SFCP : Syndicat canadien de la fonction publique ; CSN : Confédération des syndicats nationaux.

Luttes citoyennes à Valleyfield : des batailles gagnées et d'autres perdues

Yvon Boucher

Intervenant communautaire et ex-journaliste à Salaberry-de-Valleyfield

On connaît Valleyfield par ses luttes syndicales, parfois héroïques, comme les luttes contre la Montreal Cotton. Tout au long des années 1960 à 1990, les travailleuses et les travailleurs syndiqués de plusieurs usines ont résisté, souvent dans des conditions très dures, pour aboutir parfois à des victoires importantes. Plus récemment, en 2017, les 371 membres du syndicat des Métallos ont fait grève pendant neuf mois contre la multinationale CEZinc. La grève a permis de préserver le système de pensions et de protéger les jeunes travailleurs. Moins connues sont les mobilisations citoyennes qui ont parsemé la région et qui, encore aujourd'hui, témoignent d'une volonté des gens ordinaires de ne pas se laisser faire, surtout quand il est question de leur environnement et de leur santé.

Des citoyennes et des citoyens se battent pour préserver leur santé

Au début des années 1980, le comité de citoyens de Valleyfield sur la MIUF (mousse isolante d'urée formaldéhyde) est à l'origine du mouvement national qui a entrepris une vaste mobilisation pour aider les citoyens et les citoyennes aux prises avec ce produit aux propriétés cancérigènes à obtenir des compensations financières de la part du gouvernement. Les membres du comité ont été accompagnés tout au long de la démarche par des intervenants du CLSC et du Département de santé communautaire (DSC).

Quelques années plus tard, le groupe écologiste Action pour la défense de la nature lançait deux pétitions contre le projet de construction proposé par le consortium Stablex-Chem Security de deux incinérateurs à Valleyfield, un pour les déchets domestiques et un deuxième pour les déchets industriels toxiques. Les deux pétitions,

signées par un nombre impressionnant de citoyennes et de citoyens de Valleyfield et d'autres municipalités du territoire, ont fait reculer les initiateurs de ces deux projets néfastes pour la santé et l'environnement.

Lutter pour de l'eau potable

Au nombre des batailles d'envergure, on doit souligner celle de l'eau potable en 1981, qui a permis la construction d'une usine de filtration au coût de sept millions de dollars. C'est grâce à la mise sur pied du Comité d'action pour l'eau potable, groupe composé à l'origine d'une dizaine de femmes bénévoles, soutenues par un organisateur communautaire du CLSC, que la Ville a dû finalement régler un problème de santé publique qui existait depuis de nombreuses années. Les membres du comité ont déposé au conseil municipal une pétition signée par 10 000 personnes, en plus de distribuer des dépliants d'information. La détermination et l'acharnement de ces citoyennes et citoyens a permis une victoire collective et populaire.

Non à un hôtel dans l'anse de la baie

Une autre bataille citoyenne ayant fait grand bruit concerne le projet de l'Auberge des Gouverneurs qui prévoyait construire un hôtel de luxe dans l'anse de la baie Saint-François. Ce projet largement contesté, car le complexe hôtelier aurait bloqué l'accès des citoyens au lac et à une partie du vieux canal de Beauharnois, a été abandonné par les promoteurs en raison du manque d'acceptation sociale. Plusieurs des citoyennes et citoyens qui s'étaient investis dans cette lutte ont participé à la fondation du comité Le 3^e œil, à l'avant-garde d'une multitude de batailles contre des projets de l'administration municipale au cours des années 1970-1980.

Recours collectif contre l'hôpital

Une autre bataille gagnée, cette fois en santé mentale, par un groupe de citoyens et usagers des services offerts par le Département de psychiatrie de l'hôpital de Valleyfield mérite d'être soulignée, car elle démontre l'esprit de solidarité, le militantisme et le courage de personnes vulnérables face au pouvoir de professionnels de la santé. En mai 2015, la Cour supérieure a entériné un arrangement à l'amiable à la suite d'un recours collectif mené par le Collectif de défense des droits de la Montérégie relatif à des mesures de contention et d'isolement abusives déployées contre des patients et des patientes du Département de psychiatrie de l'hôpital régional du Suroît (Hôpital de Valleyfield) entre 2005 et 2008. L'institution hospitalière a dû verser la somme de 600 000 dollars aux personnes concernées par le recours collectif.

L'environnement au cœur des luttes citoyennes

En 1983, de jeunes étudiants du cégep de Valleyfield, sensibilisés à l'écologie, ont fondé Crivert, un groupe dédié à la sauvegarde de l'environnement. Encore très actif dans la région, particulièrement sur le plan de l'éducation et de la sensibilisation, Crivert a aussi mis sur pied un comité de défense du fleuve Saint-Laurent connu sous l'appellation Zone d'intervention prioritaire (ZIP) du Haut-Saint-Laurent. Crivert a mené plusieurs luttes au cours des années 1990, notamment celle visant la décontamination de l'île aux Chats polluée par l'activité industrielle de la compagnie Allied Chemical.

Un parc convoité

Au cœur de la ville se trouve un merveilleux parc, le Parc régional des Îles-de-Saint-Timothée. Ce site somptueux constitue la cible de bien des entrepreneurs. Les Amis du Parc régional des Îles-de-Saint-Timothée, qui ont mené différentes luttes pour préserver les espaces verts, ont aussi bloqué le projet des membres du Comité des régates qui voulaient organiser des courses d'hydroplanes dans un parc dont la mission première en est une de préservation et de conservation de la faune. La mobilisation citoyenne a finalement eu raison d'un puissant groupe d'intérêts qui, par l'intermédiaire des régates annuelles, impose souvent ses vues avec des projets dont il vante la nature touristique et socioéconomique. Les mêmes Amis du Parc se sont aussi opposés à la vente d'un terrain, à l'entrée de l'ancien village, où un franchisé de la compagnie Tim Horton voulait construire un restaurant qui aurait privé les résidentes et les résidents d'un espace vert, en plus de créer des problèmes de circulation. Dernièrement, des citoyens de Saint-Timothée, avec le soutien des Amis du Parc des Îles, ont fait reculer le conseil municipal qui souhaitait convertir un parc de quartier (Mercier) en projet domiciliaire. Encore une fois, le conseil de ville a dû céder.

Un chantier d'Hydro-Québec sème l'inquiétude

Récemment, un groupe de citoyens et de citoyennes, sous la gouverne des Amis du Parc des Îles, ont manifesté à l'hôtel de ville leur inquiétude en regard d'un vaste chantier d'Hydro-Québec visant à consolider une digue menacée par l'érosion dans le Parc des Îles. Un article paru dans un quotidien de Montréal laissant entendre que ces travaux s'avéraient nécessaires pour éviter une catastrophe a suscité diverses inquiétudes, dont une ayant trait à la sécurité des résidents vivant en bordure du cours d'eau ainsi que celle des enfants fréquentant une école du quartier, tout près de laquelle circuleront de lourds camions durant les travaux. La route 132 et plus d'une centaine de résidences seraient inondées, a expliqué l'ingénieur Éric Péloquin au président de la commission d'enquête du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), Joseph Zayed.

La carrière Dolomite

Une autre bataille citoyenne d'envergure menée par un groupe de contribuables du secteur Saint-Timothée concerne la carrière Dolomite. Les dirigeants de cette firme, qui avaient fait une demande d'expansion à la Ville en 2016, ont fait face à une vive opposition de la part des résidents du rang Sainte-Marie. Finalement, la Ville a pris la décision de retirer le règlement 150-20 autorisant l'expansion de la carrière à la suite de la signature d'un registre, plutôt que de tenir un référendum sur la question, à la grande satisfaction des citoyens et des citoyennes. Le maire Lapointe, beau joueur, avait salué la contribution des citoyens à la vie démocratique de la municipalité.

Le remplissage du vieux canal : une lutte à reprendre ?

De toutes les luttes citoyennes qui se sont malheureusement soldées par des échecs, il faut retenir celle concernant le remplissage du vieux canal et la construction de l'édifice fédéral. Le coût à long terme de cette décision prise sans consultations véritables est demeuré un obstacle majeur au développement récréotouristique du centre-ville. Heureusement, les décisions récentes de l'administration du maire Denis Lapointe ont permis d'embellir une partie du vieux canal de Beauharnois, ouvert à la navigation en 1845 et fermé en 1907, un joyau du patrimoine reconnu bien culturel par le gouvernement du Québec en 2012. L'élimination éventuelle de l'édifice fédéral, une verrue dans le paysage campivallensien, pourrait contribuer à une véritable mise en valeur du vieux canal, présenté comme la pièce maîtresse du développement touristique de la capitale régionale du Suroît.

La bataille contre Diageo

Le Comité de citoyens du Bassin a mené une autre lutte citoyenne récente concernant l'environnement. Il s'est dit heureux d'avoir été associé, avec la Ville, au processus pour rendre la distillerie Diageo moins polluante. L'engagement de citoyens et de citoyennes contre la pollution n'est pas étranger à la décision de la compagnie d'installer, au coût de 4,4 millions de dollars, de nouveaux systèmes de contrôle des émissions polluantes de son usine de la rue Salaberry. L'investissement de Diageo survient après une longue investigation impliquant la Ville et la Santé publique Montérégie et qui visait à connaître la source des taches noires observées sur les maisons du secteur du Bassin. Les risques de poursuites judiciaires et la menace de la compagnie de se relocaliser ailleurs ont incité la Ville et la Santé publique à faire preuve d'une extrême prudence dans ce dossier environnemental.

L'esprit du municipalisme

Tout au long de l'histoire de la municipalité de Salaberry-de-Valleyfield, de nombreux rapports de pouvoir et de contre-pouvoir se sont inscrits dans une dynamique où des influenceurs ont pu se manifester, parfois de manière occulte et invisible, mais où, très souvent, la parole citoyenne, assumée et revendicatrice, est apparue à travers différentes luttes ou comités. Aujourd'hui, en 2019, notre réflexion continue et nous oblige plus que jamais à exercer une vigilance accrue à l'égard du pouvoir municipal, qui risque d'être sollicité par de grandes entreprises soucieuses de tirer avantage des ressources de la région. Il faut absolument retenir que les décisions de nos élu-e-s doivent prioritairement répondre aux besoins de tous les habitants du territoire, et ce, en considérant le fait que la municipalité est le lieu privilégié et accessible pour amorcer des projets de transformation sociale dans l'esprit du municipalisme¹. Car c'est bien là l'esprit qui anime le municipalisme : la réappropriation citoyenne des institutions locales en vue d'accélérer la transformation vers un nouveau système économique, social et politique.

Embourgeoisement *versus* logement abordable

En premier lieu, il s'avère impératif de s'assurer que le développement économique dont il est question à Valleyfield depuis quelques mois ne se fasse pas au détriment du développement social et des intérêts d'une grande partie de la population, les citoyens et citoyennes les plus vulnérables, les laissé-e-s pour compte. L'un des enjeux majeurs, dans un contexte de développement économique, concerne le risque d'embourgeoisement de certains quartiers de la ville, au nom du progrès et des intérêts d'une classe plus favorisée. La lutte pour le droit à des logements de bonne qualité, à coût abordable, pourrait constituer un premier défi à relever, un défi qui demande une large mobilisation de tous ceux et celles qui estiment que la municipalité est avant tout une communauté où les personnes vivent et entretiennent des liens sociaux de solidarité, dans une perspective d'inclusion de tous, dans le respect de leurs différences. Une des actions entreprises récemment concerne la formation d'un comité qui a pour objectif l'adoption d'un code du logement permettant à la municipalité d'avoir juridiction sur la qualité des logements. De plus, ce code contiendra des clauses relatives à l'acceptation sociale des projets de revitalisation des quartiers.

Quel pouvoir municipal ?

L'invitation faite, en 2018, aux citoyens et aux citoyennes par les autorités municipales de participer à des séances de consultation portant sur l'élaboration d'une

1 Jonathan Durand Folco, « Du municipal au municipalisme », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 20, 2018, p. 104-111.

politique de développement social devient une porte d'entrée pour investir, par l'entremise de différents comités, le pouvoir municipal en vue de transformations sociales. Les trois questions soulevées lors de l'appel des différents rendez-vous citoyens nous invitent à nous impliquer à la mesure de nos capacités : comment la Ville, avec ses partenaires, peut-elle améliorer les conditions de vie à Salaberry-de-Valleyfield ? Par où commencer ? Quoi prioriser ?

Mouvement communautaire et enjeux de la pauvreté à Salaberry-de-Valleyfield

Louis-Philippe Boucher

Organisateur communautaire à Salaberry-de-Valleyfield

Le mouvement communautaire peut-il endiguer la pauvreté? La réponse à cette question est sans équivoque : non. Les organismes communautaires constituent une réponse partielle de solidarité à un problème d'ordre structurel lié à un système économique qui génère et maintient une partie importante des citoyennes et des citoyens en situation de pauvreté, un système qui crée de la richesse, mais dont les mécanismes de redistribution de cette richesse demeurent inéquitables. Ce qui ne veut pas dire pour autant que tous les efforts déployés pour venir en aide aux plus démunis et atténuer leurs difficultés n'ont pas leur raison d'être. Au contraire, les organismes communautaires assurent la survie d'un nombre croissant de personnes vivant de façon précaire.

Au cours des années 1970, des luttes populaires et syndicales et des mouvements citoyens ont permis la création, dans la région de Salaberry-de-Valleyfield, de nombreux organismes communautaires qui avaient comme objectif de s'attaquer aux conditions de vie misérables d'une partie de la population. Aujourd'hui, en 2019, où en sommes-nous dans la lutte contre la pauvreté? Est-ce que les grandes politiques ministérielles comme le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le Rapport du groupe de travail pour les jeunes intitulé *Un Québec fou de ses enfants*, le Collectif pour un Québec sans pauvreté auront contribué à atténuer la pauvreté sur le territoire?

Un bref retour historique nous permettra de répondre à cette question. Le point de vue d'intervenantes et d'intervenants du milieu permettra d'enrichir la réflexion sur le sujet de la pauvreté à Salaberry-de-Valleyfield.

L'ère de la charité chrétienne

Depuis la fondation de la ville jusqu'aux années 1970, la lutte à la pauvreté a été l'apanage du clergé qui inscrivait ses pratiques d'aide et de soutien aux démunis moins dans un esprit de lutte à la pauvreté que dans une vision de charité chrétienne, accompagnée d'un esprit moraliste (« il faut bien gagner son ciel »). Les œuvres de charité, dont les Saint-Vincent-de-Paul des différentes paroisses, constituaient le dernier rempart contre la misère sociale. L'hospice, dirigé par la Congrégation des Sœurs de la Providence, a été durant de nombreuses années le refuge d'une population qualifiée de nécessiteuse : les orphelines et orphelins, les personnes handicapées, les personnes âgées sans famille, etc.

L'approche préconisée était ponctuelle : tu as faim, je te donne un repas. Cette façon de faire soulageait de façon temporaire un besoin de base, sans grande emprise sur les racines du problème. À cette époque, l'État, par l'entremise de faibles subventions, confiait à l'Église le volet de l'intervention sociale. Ce n'est qu'en 1931, en pleine crise économique, que l'État québécois a instauré sa première véritable politique sociale, le secours direct, l'ancêtre de l'aide sociale. Le gouvernement fédéral a créé, quant à lui, le programme national d'assurance-chômage en 1941, à la suite des pressions exercées à la fois par les syndicats et le patronat. Celui-ci a réclamé des politiques sociales autant pour maintenir la consommation de masse nécessaire à son expansion que pour réguler ses mouvements de personnel en faisant supporter par l'État, donc par l'ensemble des citoyennes et des citoyens, le poids financier des soubresauts de l'économie de marché.

Les années glorieuses

Au début des années 1970, on assiste dans toutes les régions du Québec à l'effervescence de l'organisation communautaire. On passe d'une approche de charité chrétienne à une approche d'intervention collective pour répondre aux besoins des personnes et des collectivités. À Valleyfield, la Compagnie des jeunes Canadiens structure différents projets d'animation sociale, quelques années avant la fondation du CLSC¹ en 1975. Les organisatrices et organisateurs communautaires du réseau public collaborent, notamment avec la Pastorale sociale et le Centre de services sociaux du diocèse, à la création de nombreux organismes communautaires destinés à faire échec à la pauvreté. Plusieurs organismes sont encore actifs sur le territoire : le Café des Deux Pains, la Popote roulante, les activités programmées du Camp Bosco, etc. Une nouvelle façon de concevoir l'intervention en rapport avec la pauvreté semble, à première vue, porter fruit. Les interventions ne sont plus axées seulement sur un problème, mais sur la personne considérée dans sa globalité. On travaille dans une perspective favorisant la prise de pouvoir des personnes sur leur vie.

1 CLSC : centre local de services communautaires.

Les organismes communautaires du territoire s'activent et militent collectivement afin que les citoyennes et les citoyens obtiennent de meilleures conditions de vie. La lutte épique d'un comité de citoyens, accompagné des organisateurs communautaires du CLSC et de la Santé publique, pour doter la ville de Salaberry-de-Valleyfield d'une usine d'eau potable constitue un premier exemple de cette vision de soutien à l'action communautaire. Durant les mêmes années, des comités et organismes militent et réussissent à forcer la construction de logements sociaux ainsi que de coopératives d'habitation. Des coopératives alimentaires sont également mises sur pied grâce au soutien et à l'implication de militantes et militants syndicaux. Malheureusement, ces coopératives, émanant de la volonté populaire, ne réussissent pas à survivre aux aléas du marché.

Cependant, l'implication de nombreux citoyens au sein de ces organismes communautaires a permis d'augmenter l'autonomie des citoyennes et des citoyens, leur pouvoir, leur estime de soi, tout en favorisant l'acquisition de connaissances utiles dans d'autres sphères de leur vie. La mise sur pied de cuisines collectives, par exemple, a servi à lutter contre la pauvreté tout en augmentant la capacité d'agir des participantes et des participants qui y trouvent également un lieu de socialisation et de fraternité.

Le recul

Les années 1990 sont marquées, dans notre région, par les fermetures massives de grandes usines. Étant donné la sous-scolarisation de la population, plusieurs anciens employé-e-s de « *shop* » se retrouvent sans emploi. Plusieurs quittent la région, tandis que d'autres se rabattent sur des emplois à plus bas salaires et avec de moins bonnes conditions de travail. Le climat social de la ville est perturbé. Afin d'améliorer leur sort, certains, mais très peu, retournent sur les bancs de l'école afin d'acquérir un diplôme.

À la même époque, les compressions budgétaires du gouvernement affectent la mission sociale des CLSC. On relaie aux organismes communautaires plusieurs responsabilités, sans pour autant en assurer le financement. Ce transfert de responsabilités a pour conséquence d'augmenter considérablement la tâche des organismes du milieu déjà sollicités par les nombreuses demandes de services. Par ailleurs, les gouvernements qui se succèdent, du Parti libéral au Parti québécois, modifient les conditions de financement des organismes communautaires et leur demandent de répondre à des besoins de plus en plus ciblés, avec une reddition de comptes très pointilleuse. Face à une demande grandissante de services, on constate le retour à une approche individuelle qui vise à combler en priorité les besoins essentiels, ce qui, par le fait même, laisse de côté l'aspect revendication. Il devient de plus en plus difficile, dans ce contexte, de mobiliser les organismes pour une manifestation ou un autre moyen de pression, car ils craignent de subir une diminution des subventions.

Afin d'assurer leur survie financière, les organismes consacrent une bonne partie de leur temps à remplir des formulaires et à répondre aux questionnaires des bailleurs de fonds. Parallèlement, dans la foulée de la réorganisation des services de santé et des services sociaux, les CLSC réduisent leur offre de service psychosocial, et l'intervention sociale prend une nouvelle orientation axée sur le court terme. Aujourd'hui, les travailleuses et travailleurs sociaux doivent se limiter à un maximum de trois ou quatre rencontres avec la personne en demande, et ce, quel que soit son problème. L'approche globale, qui inclut la prise en compte des déterminants sociaux, est écartée au profit d'une approche à caractère médico-psychologique, centrée sur le développement personnel ou sur un diagnostic (anxiété, dépression), préalablement fourni par une ou un membre du personnel médical, médecin de famille ou psychiatre. L'offre de services est maintenant axée sur la thérapie individuelle où la personne est isolée de son cadre de vie. Comme les programmes universitaires en travail social sont orientés sur l'intervention individuelle, les travailleuses et travailleurs sociaux ne sont pas enclins à développer un intérêt pour l'intervention collective.

L'action communautaire sous pression

Le CLSC s'est délesté d'intervenantes et d'intervenants sociaux au profit des groupes de médecine familiale (GMF), ce qui risque d'accentuer cette tendance à la psychologisation des problèmes sociaux. La justice sociale et la lutte aux inégalités sociales, valeurs qui devraient guider la lutte à la pauvreté, ont été complètement évacuées du discours et des pratiques d'intervention. Les organisatrices et organisateurs communautaires, coincés dans un conflit de loyauté entre le service aux citoyennes et aux citoyens et l'employeur, ne disposent plus de la marge de manœuvre nécessaire pour la mobilisation citoyenne sur des bases politiques. Et lorsqu'ils s'engagent sur cette voie, ils le font à leurs risques et périls.

À part quelques tables de concertation, il y a de moins en moins de liens entre le milieu communautaire, composé de plus de soixante organismes, et le milieu institutionnel, chacun fonctionnant sur des voies parallèles sans véritable concertation pour le développement de la communauté.

Dans le cadre de leur stratégie de désengagement à l'égard des populations vulnérables, les gouvernements laissent le champ libre aux fondations privées, comme la Fondation Lucie et André Chagnon, prétendument caritatives pour financer le milieu communautaire. En plus d'effectuer de l'évitement fiscal, ces fondations dictent vers quels groupes ou populations et par quelles formes d'intervention l'aide doit se matérialiser sur le terrain. Ainsi, afin d'assurer leur survie, plusieurs organismes modifient leur mission de base pour répondre aux exigences des fondations. Inutile de préciser que la revendication et la remise en question des sources de l'appauvrissement ne sont jamais des critères pris en compte par ces « bienfaiteurs » de l'industrie caritative, qui

n'ont pas intérêt à ce que le système qui les sert si bien, notamment sur le plan de la fiscalité, change radicalement. Un autre effet pervers de ce mode de financement est de mettre en péril la survie des organismes et les services à la population, lorsque les fondations se retirent des projets et les laissent sans soutien financier.

Le réseau de la santé est interpellé

Le Réseau local de services du Suroît a ouvert un chantier portant sur les déterminants sociaux de la santé, notamment la sécurité alimentaire, le logement, la négligence, la lutte aux inégalités sociales. De son côté, la municipalité de Salaberry-de-Valleyfield vient de compléter un processus de révision de sa politique de développement social. Pour ce faire, la Ville a tenu deux séances de consultation, l'une auprès de plus de cinquante organismes communautaires et une seconde auprès d'une soixantaine de citoyennes et de citoyens. Par ailleurs, un comité de la Ville chargé de préparer un plan d'action en développement durable et en environnement travaille sur plusieurs projets en lien avec les différentes composantes de la ville : culturelles, économiques, environnementales, sociales. À partir de cela, nous avons interrogé des membres de différents organismes intervenant pour contrer l'insécurité alimentaire sur le territoire.

Le choc entre la réalité et la perception

D'entrée de jeu, les représentantes et les représentants d'organismes sont étonnés qu'on leur demande si le mouvement communautaire peut diminuer la pauvreté à Salaberry-de-Valleyfield. Pour elles et eux, il est évident que les actions entreprises ont un impact majeur sur la pauvreté, et ce, sur la base de statistiques liées à l'achalandage des services, achalandage en constante augmentation. À titre d'exemple, on rappelle qu'un organisme en dépannage alimentaire est passé de 2000 dossiers clients à 2850 en cinq ans. Cependant, les documents de la Santé publique Montérégie sur les indices de développement des communautés démontrent que la réalité ne correspond pas à cette perception.

Le constat s'est avéré surprenant pour les groupes communautaires. De leur point de vue, et c'est une perception assez généralisée, le fait d'aider un plus grand nombre de personnes est un gage de réussite de leurs services. Lors des échanges, on a mis en évidence un fait troublant : bien qu'un plus grand nombre de citoyennes et de citoyens a recours à leurs services pour combler des besoins fondamentaux, il demeure que le problème de la pauvreté ne recule pas sur le territoire, bien au contraire ; le fossé entre les riches et les pauvres se creuse.

Que faire ?

En considérant qu'on retrouve à Valleyfield les pires résultats sur plusieurs enjeux sociaux (taux de vieillissement, décrochage scolaire, négligence, revenu, etc.), et cela depuis plusieurs années, il apparaît clairement que la manière dont on a attaqué la question de la pauvreté n'a pas été une réussite. La réalité actuelle n'augure rien de bon pour l'avenir de l'intervention communautaire qui se déploie au Québec depuis plus de cinquante ans. Pourtant, les enjeux liés à la problématique de la pauvreté en région nécessitent plus que jamais de travailler en partenariat et en concertation avec tous les acteurs de la communauté.

S'entêter et continuer

Le monde communautaire ne pourra jamais à lui seul faire reculer la pauvreté. Il faut que la classe politique mette en place des politiques sociales efficaces. Il faut poursuivre la lutte pour un revenu décent pour toutes et tous, pour des logements à coûts abordables et pour diminuer le décrochage scolaire. On doit exiger des gouvernements qu'ils financent adéquatement les organismes communautaires et les services publics. De plus, il faut arrêter le financement ciblé des organismes communautaires, ce qui a pour conséquence de dénaturer les organismes en les éloignant de leur mission première.

Parallèlement, le communautaire lui-même doit se regarder dans le miroir et accepter de se réaligner. Tout d'abord, les organismes doivent cesser de « s'approprier » la clientèle (« nos pauvres ») et développer une perspective d'autonomisation (*empowerment*), qui fait échec à la déresponsabilisation des individus et à la consommation passive de services. Les intervenantes et intervenants, tant du public que du communautaire, ont souvent tendance à ne pas faire confiance en la capacité des utilisatrices et utilisateurs de services de se mobiliser pour trouver des solutions adaptées à leurs besoins. Pourtant, le groupe Arima² qui a réalisé un sondage auprès des usagères et usagers du service alimentaire communautaire de Salaberry-de-Valleyfield en arrive à la conclusion qu'un fort pourcentage d'utilisateurs, si on le leur demandait, accepteraient de s'impliquer dans des activités de bénévolat auprès d'autres utilisateurs de services, dans un esprit de réciprocité identifié par les chercheurs par la notion de contre-dons. Ces résultats nous invitent à penser qu'il serait souhaitable de sensibiliser les dirigeants de ces organisations à l'utilisation de l'approche collective ainsi qu'aux enjeux politiques de la pauvreté et de la lutte aux inégalités sociales.

2 Arima est un partenariat de recherche consacré à l'avancement et à la mobilisation des connaissances sur l'action et les services sociaux en réseau. Le financement est en grande partie assuré par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, <<http://arimarecherche.ca/>>.

Entrevue avec Émile Duhamel

Dans un deuxième temps, nous avons réalisé une entrevue avec Émile Duhamel qui a dirigé et développé les activités de la Pastorale sociale durant 35 ans et qui siège encore aujourd'hui au conseil d'administration de plusieurs organismes communautaires de la région³.

Monsieur Duhamel, quelle est selon vous la plus grande différence entre vos débuts à la Pastorale sociale et aujourd'hui ?

É.D. — À mes débuts, les personnes s'impliquaient dans des causes humanitaires ou sociales par principe. À titre d'exemple, lorsque nous avons commencé le projet de la maison de dépannage pour hommes, il n'y avait pas de budget. Mais nous étions consternés par l'itinérance dans notre ville. Donc, un comité s'est mis en place et tout le monde a mis du « jus de bras » ; nous avons débuté modestement et au fur et mesure l'organisme a pris son envol. Aujourd'hui, la mentalité est différente. Il faut que toutes les conditions gagnantes soient en place avant d'espérer répondre à un besoin. Également, des personnes semblent vouloir mettre sur pied des organismes pour se créer des emplois et non pour la cause sous-jacente.

Sur le plan de l'intervention, quelles sont les principales différences ?

É.D. — Auparavant, nous sentions un esprit de collaboration ou de solidarité entre les organismes. Aujourd'hui, je vois plus des organismes qui travaillent isolément. Ils me semblent être dans un esprit de non-transparence de peur de se faire prendre une partie de leur budget. Il est de plus en plus difficile de faire des projets communs. Nous vivons à une époque d'individualisme à outrance, alors les intervenants du communautaire ne sont pas différents des autres personnes. Les revendications de la nouvelle génération de travailleuses et de travailleurs visent à améliorer leurs propres conditions. Également, étant donné qu'eux-mêmes regardent leur vie de façon individuelle, ils ont tendance à faire de même avec les personnes en demande de service. Ils regardent le besoin de la personne comme individu. Ils ne prennent pas

3 Aujourd'hui retraité, Émile Duhamel est un pilier du mouvement communautaire dans la région. Il a démarré plusieurs projets dont *La Maison d'hébergement dépannage de Valleyfield* et *Le Vestibule de Marguerite*, deux établissements dont la mission est de combattre l'itinérance. Il a également contribué à la création de *Via l'anse*, un organisme communautaire offrant un suivi aux personnes ayant des comportements violents en contexte conjugal ou familial. Il a été au centre du projet *Habitation Chez Nous* qui a procédé à la construction et à la supervision de 13 logements sociaux destinés aux personnes seules. Il se fait un devoir à chaque année d'être présent et de s'impliquer dans la *Nuit des sans-abri*.

en compte l'environnement dans lequel elle vit, son réseau, son logement, l'historique de sa famille, etc.

Selon vous, le mouvement communautaire peut-il arriver à endiguer la pauvreté sur notre territoire ?

É.D. — La situation de la pauvreté sur notre territoire s'est accentuée lors des fermetures d'usines dans les années 1980-1990. Les employé-e-s n'étaient pas beaucoup spécialisés et il était difficile pour eux de se réaffecter. Malheureusement, nous n'avons pas appris de cette expérience, car nous avons encore un taux de décrochage scolaire élevé. Alors, pour diminuer la pauvreté, il faut d'abord offrir du travail accessible à notre population. Le milieu communautaire peut venir en aide mais il ne peut pas à lui seul s'attaquer à toute la problématique. Le milieu institutionnel qui se targue d'être le leader sur le plan de la responsabilité populationnelle se doit d'être en mode collaboration avec les organismes du milieu. Aussi, le milieu scolaire va devoir s'adapter afin que les besoins des entreprises en main-d'œuvre qualifiée soient comblés par nos jeunes. La municipalité a également un rôle à jouer. Tout d'abord sur le volet économique. Pour attirer des entreprises sur le territoire, elle peut aussi mettre en place des adaptations pour les populations défavorisées, par exemple une tarification sociale pour le transport en commun. La municipalité se doit également d'être partenaire du milieu pour développer du logement social et soutenir financièrement les organismes communautaires.

Le mouvement étudiant et « l'école de Valleyfield »

Trycia Lanthier et Jonathan Scott

Respectivement permanente sociopolitique à l'AGECoV et professeur de sociologie au Collège de Valleyfield

Historiquement reconnue comme un des mouvements de masse les plus importants du Québec¹, la mobilisation citoyenne du printemps 2012, qui s'est terminée par la défaite électorale du gouvernement libéral de Jean Charest, a commencé avec la grève du mouvement étudiant et elle fut soutenue par différentes autres actions collectives. La solidarité étudiante a su convertir des revendications étudiantes en enjeux sociopolitiques élargis, ce qui constitue sa plus grande réalisation. Elle est notamment intervenue dans la lutte contre les politiques d'austérité et la mondialisation néolibérale, afin de fédérer d'autres organisations de la société civile et interpeller un nombre important de citoyennes et de citoyens sur ces enjeux².

Le présent article porte sur l'histoire récente de l'Association générale étudiante du Collège de Valleyfield (AGECoV), la toute première association étudiante à convoquer ses membres en assemblée générale à l'hiver 2012 afin de tenir un vote de grève et de faire accepter une proposition en faveur d'une grève générale illimitée³. Plus précisément, le texte traite de deux idées fortes qui permettent de saisir la place occupée par l'AGECoV dans l'espace militant du territoire de la municipalité de Salaberry-de-Valleyfield. Première idée, l'AGECoV serait une « école » du militantisme : les personnes qui y militent s'engageraient ensuite dans d'autres mouvements sociaux et organisations syndicales. Deuxièmement, cette association étudiante a su développer

1 Pierre-André Tremblay, Michel Roche et Sabrina Tremblay (dir.), *Le printemps québécois. Le mouvement étudiant de 2012*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2015.

2 Jean-Marc Fontan, « D'un printemps à l'autre », dans *Le printemps québécois. Le mouvement étudiant de 2012*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2015, p. 35-56.

3 Arnaud Theurillat-Cloutier, *Printemps de force*, Montréal, Lux, 2017.

et maintenir des liens concrets avec les autres composantes de l'espace militant campivallensien depuis sa création malgré le roulement des personnes membres du comité exécutif, une caractéristique intrinsèque à ce type d'association.

Deux éléments méthodologiques caractérisent cet article. La période retenue s'étend de 2001 à 2014 mais nous faisons également un retour sur la période de la fondation de l'association. Enfin, nous avons effectué plusieurs entrevues semi-dirigées afin de recueillir des données pertinentes.

À l'origine de l'AGECV⁴

La fondation de l'association étudiante en 1973 s'inscrit dans un contexte sociohistorique plutôt favorable aux revendications sociales tant à l'échelle nationale que sur le plan local. À l'échelle locale, trois éléments principaux caractérisent l'esprit militant de cette municipalité. Celle-ci possède une histoire ouvrière et syndicale déterminante, ce qui fait dire à certaines et certains que la région possède un « gène syndical ». Par ailleurs, la région comprend, à cette époque, un nombre important de membres actifs dans les instances d'un nouveau parti politique au programme social-démocrate, le Parti québécois (PQ). Enfin, contrairement à la réalité québécoise alors en mutation, les familles de la classe ouvrière plutôt que celles de la classe moyenne constituent la majorité statistique, d'où une conscience de classe forte dans la population.

Issus de ce contexte social particulier et principalement rattachés à la jeunesse péquiste, douze étudiantes et étudiants et plusieurs anciennes et anciens étudiants militants du cégep de Valleyfield se rencontrent dans un chalet de la région à l'été 1972 et conçoivent un plan d'action pour l'année scolaire à venir. Ce plan d'action comporte une réflexion sur l'importance d'une escalade des moyens de pression et propose la création d'une association étudiante. L'une des personnes du groupe rapporte deux faits marquants de l'année scolaire 1972-1973. La toute première mobilisation étudiante avait comme objectif principal la prise de contrôle du café étudiant, car on craignait que la direction ne le transforme en salles de cours. Cette mobilisation a impulsé l'organisation de la communauté estudiantine.

La lutte pour la reconnaissance par la direction du collège qui suivra la mise sur pied de l'association étudiante constitue la deuxième mobilisation. Plus de 200 étudiantes et étudiants mobilisés se donnent rendez-vous et occupent le bureau de la direction générale pendant deux semaines. Elles et ils ne partiront qu'au moment où un contingent policier les sortira de force. Les revendications sociales portées par le mouvement étudiant étaient, bien sûr, la reconnaissance de l'association, mais également le droit des étudiantes et étudiants à la représentation et à leur autonomie organisationnelle. Peu de temps après cette occupation, elles et ils auront gain de cause et l'AGECV

4 Avant les années 2000, l'acronyme s'écrivait sans « o ».

sera reconnue par l'ensemble des instances administratives du collège. Nouvellement organisé, le militantisme étudiant campivallensien participe au mouvement de grève de l'automne 1974. Ce mouvement réclame le retrait des tests d'aptitude aux études universitaires. Sous la pression étudiante, le gouvernement les retire. Forte de cette victoire, l'AGECoV participe à une nouvelle mobilisation qui vise à abolir les frais de scolarité et à améliorer le système des prêts et bourses. Cette fois-ci, l'administration du cégep de Valleyfield, comme celle des autres cégeps en grève, ne cède pas et va demander à la police antiémeute d'intervenir afin de briser la grève.

La grève de 2005

Au début de 2001, le mouvement étudiant du Québec se reconfigure. On assiste à la création, au Collège de Valleyfield, d'une association étudiante qui revendique l'héritage du syndicalisme de combat étudiant. Nouvelle dans le paysage québécois, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) revient au syndicalisme étudiant comme fondement de son identité et opte pour une stratégie de confrontation. Cela répond au besoin criant, selon certains étudiants et étudiantes, de se distancier des deux fédérations existantes, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), ainsi que de leurs discours de concertation et de partenariat avec l'État⁵.

À l'échelle locale, l'AGEGoV n'est pas, en 2005, une composante aussi importante au sein de l'ASSÉ qu'elle ne le sera en 2012. Par contre, le travail militant effectué par le comité exécutif de l'époque surprend. Selon plusieurs, l'orientation prise par l'association étudiante de Salaberry-de-Valleyfield et l'inscription de sa mobilisation dans un militantisme de lutte sociale n'est pas le fruit du hasard. Même si on constate une plus grande hétérogénéité des classes sociales sur le territoire, les familles d'origine ouvrière sont majoritaires. Cette origine ouvrière favorise l'engagement des étudiantes et des étudiants, une sorte de reproduction sociale de l'activité politique des parents. En effet, la région se caractérise par un grand nombre de militantes et militants péquistes ainsi que par la présence du Parti communiste ouvrier (PCO). Ces éléments contribuent à ce que les étudiantes et les étudiants soient plus sensibles à la réalité des prolétaires et veuillent militer activement contre les inégalités sociales.

Ainsi, les étudiantes et étudiants militants ne s'engagent pas seulement dans la cause étudiante et à l'intérieur de leur cégep. Elles et ils tissent des liens importants avec les syndicats et les organismes communautaires du territoire. Elles et ils participent, entre autres, à certaines rencontres de l'intersyndicale COTON 46. Outre leur militantisme au sein des instances de leur syndicat étudiant, certaines et certains

5 Maxim Fortin, « Syndicalisme et mouvement étudiant : le rôle des organisations de travailleurs pendant le Printemps érable », dans James D. Thwaites (dir.), *Travail et syndicalisme. Origine, évolution et défis d'une action sociale*, 4^e éd., Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2014, p. 616-626.

aident leurs collègues de la polyvalente de la Baie-Saint-François à débrayer. La revendication portée par les élèves du secondaire en grève est la même : s'opposer à la conversion en prêts de plusieurs milliers de dollars de bourses. Aux dires de certaines personnes alors membres de l'exécutif de l'AGECoV, même si plusieurs pensaient qu'une grève dans une polyvalente était inutile, un réel rapport de force a été créé puisque les services – autobus, cafétéria – et les salaires du personnel enseignant et de soutien devaient être payés afin d'honorer les contrats. Au cours de cette grève, une idéologie a orienté l'action de l'association étudiante. Encore aujourd'hui, l'exécutif s'appuie sur l'idéalisme pragmatique pour mettre en oeuvre ses stratégies d'action. Les militantes et militants de l'AGECoV définissent cette idéologie de la manière suivante : la capacité de remettre en question tous les discours, même le nôtre et ceux de nos alliés-e-s. Autrement dit, appliquer un esprit d'analyse politique de façon systématique, peu importe la vision privilégiée.

La grève de 2012

En 2012, l'AGECoV est la première association étudiante au Québec à convoquer une assemblée générale et à faire voter un mandat de grève générale. Comment expliquer cela ?

D'une part, il y a la conscience de classe des étudiantes et étudiants découlant des conditions de vie de leurs parents et de leur entourage. En effet, certaines et certains affirment qu'avoir grandi à Salaberry-de-Valleyfield permet d'avoir été immergé très jeune dans la culture ouvrière locale. De ce fait, les jeunes sont rapidement en contact avec la pauvreté et ses conséquences négatives sur les trajectoires de vie et sont ainsi sensibilisés aux inégalités sociales. Cette sensibilisation favorise la volonté chez certaines et certains de militer afin de transformer la société. L'AGECoV devient alors une porte d'entrée intéressante au militantisme.

D'autre part, le processus de reproduction du militantisme et du partage du savoir explique également cette sortie hâtive en grève. La direction de l'association reçoit un coup de main soutenu des membres des exécutifs précédents. Dans ce cas précis, il y a transfert des compétences acquises en mobilisation et stratégie d'action. Par exemple, des militantes et militants impliqués en 2005 dispensent des ateliers de formation sur l'éducation et le système québécois, la dégradation des services publics, le syndicalisme de combat, le nationalisme et le modèle québécois de développement. Ces ateliers visent à conscientiser les étudiantes et étudiants et à aider l'exécutif à mettre en œuvre une stratégie de mobilisation et d'action adaptée à la réalité campivallensienne, mais qui s'arrime également à celle conçue à l'échelle nationale. De plus, l'AGECoV est soutenue par l'ASSÉ, tant au plan matériel qu'au plan physique. Durant la grève, l'exécutif de l'association nationale a mobilisé plusieurs personnes qui ont aidé le comité exécutif local. Par exemple, l'ASSÉ a envoyé un grand nombre de militantes

et de militants au Collège de Valleyfield afin de contrecarrer le désir de l'administration d'ouvrir le cégep malgré un vote de grève.

L'élargissement du mouvement à d'autres enjeux sociopolitiques permet aux étudiantes et étudiants militants de se livrer à une réflexion globale sur l'ensemble des conséquences du système capitaliste. « Une reconfiguration de la critique sociale a suivi. Centrée au départ sur la cause étudiante, elle en est venue à élargir la base de la contestation⁶. » Cette reconfiguration permet aux étudiantes et aux étudiants d'être conscientisés par l'analyse de la situation des autres mouvements sociaux et d'en tenir compte dans leur propre analyse. Le comité exécutif de l'AGECoV participe de manière soutenue à des alliances avec des organismes communautaires locaux, liens qui ont subsisté après la grève. Par exemple, les étudiantes militantes, influencées par leur lien avec les organisations de femmes de la région, ont mis sur pied un comité femmes au Collège de Valleyfield. Ce comité a été très actif durant la grève et a organisé, entre autres, un événement auquel plusieurs syndicats et organismes communautaires ont participé. Plusieurs militantes et militants d'organismes et de syndicats locaux présents à cet événement ont d'abord été des militantes et militants au cégep. Au cours de cette grève générale illimitée, les étudiantes et les étudiants ont pris conscience qu'un mouvement social élargi fort peut influencer de manière efficace les instances décisionnelles gouvernementales et économiques.

La mobilisation du printemps 2015

À la suite du printemps étudiant de 2012, la mobilisation a connu, dans plusieurs associations locales, un ressac lors de l'élection à la session d'automne 2012 d'étudiantes et d'étudiants issus de la mouvance des « carrés verts⁷ ». Cependant, ce ressac a été de courte durée et le militantisme étudiant d'allégeance syndicale a repris en force dès 2014. Ce nouveau souffle s'inscrit dans une campagne nationale plus large lancée par l'ASSÉ contre les mesures d'austérité du gouvernement libéral de Philippe Couillard. Une nouvelle phase de militantisme se construit sur les avancées du printemps 2012. En effet, l'élargissement du militantisme étudiant à d'autres enjeux sociopolitiques que la cause étudiante permet de construire une réponse sociale à l'orientation néolibérale du gouvernement. C'est ainsi que le « printemps 2015 » prend forme avec son collectif *Refusons l'austérité*.

Dans ce contexte élargi du militantisme étudiant, l'exécutif de l'AGECoV participe à plusieurs actions en collaboration avec les autres acteurs de la société civile du territoire campivallensien, notamment avec l'intersyndicale COTON 46. D'abord, il y a la circulation de pétitions sur les enjeux de l'exploitation des hydrocarbures et sur

6 Fontan, *op. cit.*, p. 52.

7 Les carrés verts, ainsi nommés, étaient ceux et celles qui s'opposaient à la grève menée par les carrés rouges.

les multiples coupes annoncées par le gouvernement Couillard. Par la suite ont été menées des actions plus fortes, comme l'occupation des bureaux du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) de la région afin de dénoncer les projets d'oléoduc Trans Mountain et Énergie-Est. Plus tard, une quinzaine d'étudiantes et d'étudiants campent sur le terrain du collège durant plus d'un mois pour dénoncer les coupes dans le secteur public. À ces actions se mêle une campagne d'appui aux professeur-e-s du cégep pour la négociation de leur convention collective. L'appui des étudiantes et des étudiants ira jusqu'à voter une proposition de déclenchement d'une grève en cas d'adoption par le gouvernement d'une loi spéciale. Sur fond de grève sociale illimitée, en collaboration avec COTON 46, l'AGECoV mobilise les étudiantes et étudiants et participe à grand un rassemblement régional de plus de 1000 personnes, organisé pour dénoncer l'austérité libérale.

Ressac et reprise

Parce que cette période militante offre des gains minimes, la période suivante (2015-2019) constitue un creux durant lequel les efforts de l'AGECoV sont plutôt déployés à travers des revendications « internes » au collège. De plus, l'association prend une orientation dans le sens d'une professionnalisation.

Dès le début de l'année scolaire 2018-2019, l'association étudiante réinscrit son action politique dans le champ des luttes élargies. Poussée par l'urgence climatique et la nécessité de penser la transition climatique, l'association effectue un important travail de mobilisation. Ce travail culmine avec l'adoption d'une journée de grève afin que l'ensemble de la communauté étudiante puisse aller manifester. Cette période d'urgence climatique sera-t-elle l'occasion d'une nouvelle phase de la solidarité syndicale étudiante ?

Pour ne pas conclure

Revenons brièvement sur quelques caractéristiques fondamentales du mouvement étudiant de Salaberry-de-Valleyfield. D'abord, ce mouvement étudiant s'inscrit dans un espace militant construit autour de l'origine ouvrière de la municipalité. En effet, l'articulation entre luttes étudiantes et enjeux sociopolitiques rend possibles sur ce territoire régional des alliances fortes et efficaces de mouvements sociaux (organismes communautaires, syndicats et association étudiante), ce qui permet d'obtenir des gains tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle locale. C'est de là que vient l'expression « l'école de Valleyfield », une expression validée par les militantes et militants étudiants, anciens et actuels, dont plusieurs sont impliqués au sein de différentes instances syndicales ou regroupements communautaires de la région.

Laissons la parole à deux d'entre eux.

« L'école de Valleyfield » : cette expression représente bien ce que je retiens de mon passage à l'AGECoV, un lieu où on apprend énormément, entouré de militantes et militants très réfléchis. Valleyfield est une ville étonnamment politisée, où plusieurs ont commencé leur vie militante, surtout pendant leur passage au cégep. L'« école de Valleyfield », c'est un peu l'école de la vie militante et politique, mais ça représente aussi, pour moi, un lieu de rencontres extraordinaire où peuvent se nouer des amitiés et des solidarités très fortes.

Il y a probablement un lien à faire avec le fait que la ville héberge un cégep des plus « prolo ». Les personnes les plus touchées par les violences capitalistes sont nécessairement les plus pragmatiques face à elles : il s'agit moins d'un radicalisme systémique ou d'une culture de gauche que d'une possibilité de mobilisation accrue par des conditions objectives indéniables de précarité.

Un mouvement féministe fort et engagé

Denise Boileau et Marie Reynolds

*Respectivement syndicaliste retraitée de la fonction publique et enseignante retraitée
de Salaberry-de-Valleyfield*

Le mouvement des femmes s'est organisé et structuré à Valleyfield dans les années 1970, une époque de grande effervescence. Plusieurs groupes de femmes se sont formés dans la région et des comités de condition féminine dans les syndicats. En rassemblant les femmes, en faisant de l'éducation populaire, en développant des ressources, ces groupes ont joué un rôle majeur dans l'organisation de la lutte pour faire progresser l'égalité entre les hommes et les femmes.

Dans un premier temps, nous présenterons un certain nombre d'organisations qui luttent pour les droits des femmes et mettent sur pied des services. Nous traiterons ensuite du rôle rassembleur des activités du 8 mars dans la région. Suivra un aperçu des luttes récentes par une entrevue avec une jeune militante féministe, Jeanne Reynolds. À la lumière de ces rencontres, nous proposerons finalement une réflexion sur les enjeux pour la suite du mouvement des femmes.

Les femmes se prennent en main

Dans un contexte de prise de conscience des inégalités par les femmes, celles-ci se sont mobilisées pour améliorer leur situation. Elles se sont impliquées dans les syndicats pour obtenir des congés de maternité, des congés parentaux et des conditions facilitant la conciliation travail-famille. Elles ont réclamé des services publics répondant à leurs besoins, en santé et services sociaux, dans les écoles, etc. Des parents ont mis sur pied une des premières garderies populaires, une garderie qui sera également une des premières au Québec dont le personnel s'est syndiqué. Cette période est aussi marquée par la prise en compte de la problématique de la violence faite aux femmes alors qu'il n'y a aucun service pour s'occuper de ce problème alarmant. Des groupes

populaires vont se former pour accompagner les femmes violentées afin qu'elles reprennent du pouvoir sur leur vie et vont se battre à leurs côtés pour obtenir du pouvoir politique des lois et des mesures qui les protègent. Nous présentons quatre groupes¹ de Valleyfield qui sont au cœur de ces luttes.

L'Accueil pour Elle

En 1978, l'Accueil du sans-abri est né de la rencontre de 17 organismes qui voulaient répondre aux besoins reliés aux différentes problématiques sociales. Dès 1981, une approche féministe modifiera la mission de l'organisme en ciblant les femmes victimes de violence et leurs enfants. Avec détermination, l'organisme achète une maison, puis l'agrandit. Son taux d'occupation de 95 % témoigne de l'importance de cette ressource dans la région. En 1987, s'ajoute une maison de transition dotée de quatre logements qui, cependant, ne sera subventionnée qu'en 2017 ! L'organisme s'appellera l'Accueil pour Elle en 1997. Son personnel est syndiqué, ce qui n'est pas courant dans les groupes communautaires. L'Accueil a développé des services pour rejoindre les femmes isolées dans les campagnes et a produit des outils de sensibilisation pour les écoles. Il a aussi ajusté ses services pour les femmes qui ne peuvent ou ne veulent pas venir à l'Accueil. Dans la foulée de l'adoption de la Politique d'intervention en matière de violence conjugale, l'Accueil pour Elle signe en 1998 un protocole de collaboration entre le milieu de la justice, les policiers et les intervenantes sociales pour offrir l'aide psychologique et l'accompagnement sociojudiciaire aux victimes de violence. Le sous-financement des activités demeure cependant un problème récurrent en dépit de certains gains obtenus à la suite des dénonciations et des mobilisations des différentes organisations, en particulier à l'occasion de la Marche mondiale des femmes tenue en 2000 dans un contexte d'austérité. L'Accueil pour Elle, après quarante ans d'existence, représente un symbole fort de la lutte féministe dans la région. Non seulement les femmes ont-elles réussi à développer la ressource et à la maintenir, mais elles ont aussi participé à la lutte politique pour faire avancer la cause des femmes victimes de violence sur le plan législatif.

La Vigie

La Vigie, un centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS), a été mise en place en 1983 à la suite de la rencontre de 13 femmes de différents milieux qui cherchaient des solutions au fait que le CALACS de Château-guay ne fournissait plus à la demande. Trente-cinq ans plus tard, le groupe continue

1 Les informations sont basées sur plusieurs entrevues et sur une recherche dans les archives des journaux locaux. Ce travail fut effectué par Anne-Marie Daoust, Sylvie Lalonde, Nicole Sylvestre et les deux auteures Denise Boileau et Marie Reynolds qui remercient chaleureusement cette équipe de recherche ainsi que les personnes qui ont accepté de témoigner.

d'accomplir son travail d'accompagnement des femmes et des adolescentes ayant subi une agression à caractère sexuel, fait de la sensibilisation auprès de la population et dans les écoles et effectue des actions pour amener des changements sociaux et juridiques. Le mouvement #MoiAussi a eu un impact majeur sur l'organisme qui a dû répondre à une hausse vertigineuse des demandes d'aide (879 interventions directes en 2017-2018); il a également augmenté ses activités de lutte et de sensibilisation. Afin de répondre aux besoins des enfants, la Vigie a créé l'organisme ESPACE-Suroît qui fait de la prévention de la violence envers les enfants par des ateliers destinés au personnel, aux parents et aux enfants de 3 à 12 ans. Le travail de l'organisme, fondé il y a 25 ans par Barbara Aberman², est animé par l'analyse féministe qui considère la violence comme un problème social et non individuel, un problème où les rapports de pouvoir jouent un rôle déterminant.

Centre D'Mains de Femmes

Cet organisme a été mis sur pied en 1989 dans une perspective de rassemblement des femmes, un lieu où elles pourraient unir leurs forces pour apporter des changements dans la société. Aujourd'hui, le groupe est encore très actif dans la région et compte environ 120 membres issues de différents milieux et communautés. Par des activités et des ateliers, les femmes viennent échanger et partager, mais surtout reprendre confiance en elles, retrouver leur autonomie et se sortir de l'isolement. L'organisme a su créer au fil du temps des alliances avec le milieu et demeure très actif dans l'organisation des activités du 8 mars.

Humanisation de la naissance et reconnaissance des sages-femmes

Pour clore ce volet, nous ne voulions pas passer sous silence le travail du groupe Humanisation de la naissance et son combat dans les années 1980 à Valleyfield pour rendre la naissance plus humaine et moins médicalisée. Le comité Humanisation de la naissance s'est greffé au regroupement provincial Naissance-Renaissance qui vise à transformer les pratiques entourant l'accouchement, à faire de la sensibilisation et de l'accompagnement auprès des femmes dans le respect et la dignité. Elles travailleront avec les infirmières du CLSC et l'hôpital de Valleyfield pour mettre en place une chambre des naissances qui sera obtenue en 1983. Le groupe existera jusqu'en 1985. On notera que ces femmes, dont Jacqueline Raymond qui sera la première sage-femme de Valleyfield, ont aussi été actives dans la lutte pour la reconnaissance des sages-femmes qui se concrétisera avec l'adoption de la Loi sur les sages-femmes en juin 1999.

2 Madame Aberman a reçu en 2018 le prix Don Quichotte décerné depuis plusieurs années par l'organisme le Café Agora de Valleyfield. Ce prix vise à honorer un organisme ou une personne qui a réalisé un projet qui a amélioré la qualité de vie dans sa communauté.

Le 8 mars : un événement populaire rassembleur

C'est en 1977 que les Nations unies ont déclaré le 8 mars Journée internationale des femmes. Bien que la journée soit soulignée, ce n'est qu'à partir de 1980 que des rassemblements importants de femmes ont lieu à Valleyfield. Ces rassemblements ont rejoint beaucoup de femmes, jusqu'à 300 dans les années 1990, un nombre imposant pour une ville comme Valleyfield. L'éducation populaire était au cœur même des activités. À titre d'exemple, en 1981, une journée complète fut organisée avec des ateliers – sur la syndicalisation, le droit au travail, le sexisme dans l'éducation et les manuels scolaires – suivis d'un souper communautaire et d'une soirée festive. Simone Monet-Chartrand a passé la journée à Valleyfield. Derrière l'événement, on retrouve une coalition de femmes issues de syndicats et de groupes de femmes³. En 1984, à l'initiative du CLSC, une table de concertation pour organiser les activités du 8 mars verra le jour afin d'éviter le dispersement des énergies. En 2000, le comité organisateur s'élargit pour inclure d'autres groupes⁴.

Tout au long des années, différents sujets inspirés des thèmes nationaux seront abordés : financement du réseau des garderies, équité salariale, violence faite aux femmes, autonomie économique des femmes. La célébration revêt toujours un caractère politique, les femmes étant conscientes des obstacles à leur intégration au marché du travail, mais également des préjudices qu'elles subissent dans la société. Jusqu'en 2012, groupes et syndicats continuent d'organiser l'événement et réussissent à mobiliser les femmes malgré un essoufflement du mouvement syndical. Parmi les moments forts, soulignons la Marche *Du pain et des roses* en 1995, à laquelle ont participé quatre femmes de Valleyfield, et La Marche mondiale des femmes en 2000, où deux à trois cents femmes ont marché à Valleyfield et dans la région. Durant ce temps, le 8 mars demeurera un événement non mixte malgré l'existence d'un débat sur la participation des hommes.

Depuis quelques années cependant, les comités de condition féminine des syndicats organisent leur propre fête et cessent de participer à l'organisation populaire, mais certains continuent d'apporter un appui financier. Les organismes populaires, chapeautés par le Centre d'Mains de Femmes, continuent d'organiser la journée, mais admettent que la mobilisation n'est plus la même.

3 Comité de condition féminine du Sud-Ouest, Conseil central CSN, FIQ, CEQ, FTQ, SFPQ, Centre des femmes (Centre D'Mains de Femmes), l'Accueil du sans-abri (Accueil pour Elle), Comité des droits des femmes de Valleyfield, CLSC, Femmes en Église, la Vigie (CALACS), Comité Humanisation des naissances, la Griffes, AFÉAS de Bellerive/Saint-Eugène et Sainte-Cécile, les Aides-Elles.

4 Corporation de développement communautaire Beauharnois-Salaberry, Diocèse de Valleyfield, PS Jeunesse/Option Ressources Travail.

Mouvement étudiant et conscience féministe : le parcours de Jeanne Reynolds

La lutte étudiante de 2012 constitue une occasion d'analyser la situation des femmes chez les jeunes, du moins chez les étudiantes et les étudiants. Nous l'aborderons à partir du témoignage de Jeanne Reynolds, membre de l'Association générale étudiante du Collège de Valleyfield et co-porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (Coalition large de l'ASSÉ ou CLASSE). Nous lui avons demandé ce que son implication dans le Printemps érable avait changé dans sa vie :



Tout est allé tellement vite, nous dit-elle. J'y ai pris part un peu naïvement étant fonceuse de nature. Jamais je n'aurais imaginé l'ampleur de ce mouvement ni son impact sur ma conscience politique.

Source : Global News

Vivre une grève d'un point de vue féministe

Cette grève a été un moment de politisation très intense qui a fait émerger chez plusieurs femmes, dont moi-même, une conscience féministe. Cette prise de conscience féministe prend appui en partie sur la contradiction que nous vivons, entre les idées progressistes défendues par le mouvement étudiant et le sexisme dont nous faisons l'expérience de la part de nos camarades. Par exemple, les femmes étaient le plus souvent reléguées aux tâches secondaires dans l'organisation quotidienne de la grève au niveau local, alors que les hommes occupaient davantage les rôles de représentation et d'organisation politique. Même pour celles qui occupaient des rôles traditionnellement occupés par les hommes, comme moi-même comme porte-parole, des inégalités persistaient. Si cette division du travail pouvait nous sembler au départ « naturelle », « normale », à un certain moment, les femmes ont pris conscience que ce partage des rôles n'avait rien de circonstanciel. Nous constatons que le travail des hommes était davantage reconnu et valorisé que celui des femmes impliquées dans la grève, que leur expérience de la grève avait plus de poids que la nôtre. Nous prenions conscience de ces rapports d'inégalité entre les hommes et les femmes. Nous avions beaucoup de questions, mais nous avions de la difficulté à articuler notre vécu, d'y mettre des mots.

Les retombées féministes de la grève

Nous avons vu après la grève un nombre important de femmes prendre d'assaut les associations étudiantes locales et nationales. Il est clair que la grève a donné la confiance à de nombreuses militantes de prendre leur place dans l'organisation politique du mouvement étudiant. Des comités femmes ont également éclos sur de nombreux campus étudiants, dont au cégep de Valleyfield. La création de ces comités a suscité plusieurs tensions au sein de la population étudiante, notamment en raison du caractère non mixte de celui-ci. Le comité femmes au niveau national a également été réinvesti dans les années qui ont suivi la grève et plusieurs gains ont été faits. Nous avons réussi à inclure le féminisme comme principe de base de l'ASSÉ. Nous avons également fait passer une résolution pour la création d'un congrès non mixte qui accorderait une place importante aux enjeux féministes. L'objectif du congrès femmes était de créer un espace d'initiation, de formation et d'implication pour les nouvelles militantes, et de consolider les perspectives féministes au sein de l'organisation. Cela n'a pas été facile, quelques femmes trouvaient que cela ajouterait du travail. Malheureusement, l'expérience a connu un succès mitigé pour toutes sortes de raisons qui n'ont pas nécessairement à voir avec le féminisme.

Les femmes se sont révélées comme militantes, elles ont développé une prise de conscience et une prise de confiance à travers l'expérience. Elles se sont impliquées dans les exécutifs locaux⁵.

Enjeux et perspectives pour la lutte des femmes

Le mouvement des femmes à Valleyfield s'est organisé, enrichi, solidifié depuis une quarantaine d'années. Cependant, pour rejoindre toutes les femmes et les amener à s'impliquer, des problèmes organisationnels importants subsistent, comme l'étendue du territoire et l'isolement. Le sous-développement du transport en commun représente notamment un obstacle majeur.

Le financement des groupes de femmes demeure également une préoccupation constante. Leur existence sera toujours plus ou moins en péril tant que le financement ne sera pas global, récurrent et qu'il ne couvrira pas tous les volets de la mission des organismes. Le financement par projet n'est pas récurrent, ne couvre pas tous les champs d'intervention et favorise le travail en silo.

5 Jeanne Reynolds est aujourd'hui en rédaction de maîtrise en sociologie avec concentration en études féministes à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Elle poursuit toujours son solide engagement et sa réflexion féministes.

Des enjeux concernent également l'orientation des interventions auprès des femmes. Depuis les débuts, c'est l'analyse féministe qui est au centre de ces interventions. La démarche est axée sur la prise de pouvoir des femmes sur leur vie, leur estime de soi, la prise de confiance en combattant les différentes formes d'oppression et les rapports de pouvoir. Le mouvement féministe est confronté de plus en plus à un courant de pensée qui individualise les causes de la violence et ne reconnaît plus les inégalités entre les hommes et les femmes. Certains prétendent même que les femmes possèdent aujourd'hui trop de pouvoir, qu'elles seraient entre autres responsables du décrochage des garçons. Ce genre de discours dans un petit milieu peut avoir des effets négatifs importants.

Les avancées de la situation des femmes et de leurs droits ont pu s'effectuer grâce à la solidarité et aux alliances. On a vu ces dernières années un effritement de ce côté, accru par les effets du néolibéralisme et du consumérisme. Il existe bien des partenariats ponctuels comme la Journée contre la violence faite aux femmes et la Journée internationale des femmes, mais les groupes disent manquer de temps pour se concerter. Les syndicats sont de plus en plus absents et la participation aux activités du 8 mars s'est affaiblie.

Il s'avère donc urgent de reconstruire les collaborations, de développer de nouvelles stratégies et actions pour relancer cette lutte commune qu'est la lutte des femmes. Comme les enjeux traversent tous les groupes, il faut travailler en commun afin de maximiser les efforts pour trouver des solutions durables et unifier la lutte par des revendications communes.

Des enjeux urbains en mutation

Pierre Spénard

Professeur de sociologie au Collège de Valleyfield

À l'été 2017, Denis Lapointe, le premier magistrat de la ville annonce qu'il ne briguera pas le poste de maire qu'il occupe depuis 22 ans. Il affirme que « des jeunes ont leurs idées » et qu'il est normal de leur laisser la place pour qu'ils poursuivent la croissance de la ville de Salaberry-de-Valleyfield. En face de lui s'ébauche un nouveau projet, le Mouvement Renouveau Valleyfield. Mais rapidement, ce mouvement s'estompe, ses trois fondateurs, Miguel Lemieux, Sébastien Poiré et Guillaume Massicotte, ayant décidé de faire campagne comme candidats indépendants. Néanmoins, on sent un certain vent de changement. Plus de 25 personnes déposent leur formulaire de candidature, ce qui est un nombre inédit, dont six femmes (une première !). Le 4 novembre 2017, le verdict tombe. Le conseil de ville fait peau neuve : un nouveau maire, Miguel Lemieux, est élu, de même que cinq nouveaux membres, deux femmes et trois élus de moins de 35 ans. Les électrices et les électeurs n'ont pourtant montré la porte à aucun candidat sortant. Le mot changement est sur toutes les lèvres : en réalité, il s'agit d'une mutation plutôt que d'une transformation.

Le changement dans la continuité

Il n'est pas clair si cette élection constitue un tournant historique où les femmes et les jeunes ont pris le pouvoir. En réalité, aucun ancien candidat n'a été défait sur le siège qu'il occupait avant la campagne. Les nouvelles et nouveaux venus se sont insérés dans des sièges vides en raison du départ des conseillers des districts Grande-Île, Nitro, Champlain, La Baie ainsi qu'à la mairie. Ainsi, la proportion de nouveaux élus est de 55,6 % (5/9) contre 41,7 % pour l'ensemble du Québec. En revanche, la proportion de femmes élues est de 22,2 % alors qu'elle est de 32,3 % pour l'ensemble du

Québec¹. Ce qui donne à penser que le vent de changement n’a pas encore eu lieu. D’ailleurs, le slogan du Mouvement Renouveau Valleyfield, n’était-il pas « L’alliance des générations » ! Notons également que tous les élu-e-s sont de Valleyfield, ce qui indique que la politique municipale est une affaire de proximité.

Tableau 1

Répartition des élu-e-s selon le sexe et le type d’élu-e
Élection municipale de novembre 2017 au Québec

Type d’élu-e	Sexe		Total (%)
	Femmes (%)	Hommes (%)	
Nouveaux	1231 (37,3)	2 073 (62,7)	3304 (100,0)
Sortants	1332 (28,8)	3 292 (71,2)	4624 (100,0)
Total	2 563 (32,3)	5 365 (67,7)	7928 (100,0)

Source : Portrait statistique des élections municipales, 2017

Alors que peut-il se passer ? Les nouveaux élu-e-s pourront-ils réellement changer la ville ? La question reste posée.

Le rêve de Jason Grenier

Jason Grenier a été élu au conseil municipal de la ville de Salaberry-de-Valleyfield en 2017. Ce professeur de philosophie du Collège de Valleyfield est un fils du pays, mais également un jeune qui veut réanimer une ville un peu endormie².

P.S. — Qu’est-ce qui t’a amené sur la scène municipale ?

J.G. — J’ai fait mes classes de militantisme à partir de 2005 surtout dans le mouvement étudiant. Je regardais comment m’insérer dans une dynamique politique, et ce qui m’apparaissait le plus près de mes valeurs était Québec solidaire (QS). Par ailleurs, je trouvais, et je trouve encore, que la gauche au Québec boude le terrain municipal. Quand je suis revenu à Valleyfield après mes études à l’Université du Québec à Montréal

1 Il y avait quatre districts où de nouveaux candidats faisaient face à un élu sortant. Le nombre de votes que ces quatre candidats ont cumulé est plus important que celui cumulé de leurs six adversaires (soit 50,2 %). Bref, les conseillers sortants ont été réélus avec une plus forte majorité que lors de l’élection précédente.

2 Entrevue réalisée à Valleyfield le 22 mars 2019.

(UQAM), j'ai eu la chance d'entrer au cégep. À partir de cette base d'observation et de mes valeurs, j'ai constaté que la municipalité était dans une large mesure passive, inerte, menée par un maire que tout le monde aimait, mais qui n'était plus outillé pour gérer les affaires de la ville face à de nouveaux défis de plus en plus urgents. Il faut cependant dire que ce maire n'a jamais été mêlé à des affaires de corruption comme cela s'est vu ailleurs au Québec.

P.S. — Tu as donc décidé de faire le saut...

J.G. — Lors des élections de 2017, le maire sortant ne se représentait pas. Le conseil municipal est composé d'individus (il n'y a pas de partis municipaux comme tels). Quelques nouvelles figures sont apparues sur la scène, dont l'ex-conseiller du député péquiste sortant. Miguel Lemieux, qui avait appris bien des choses pendant les 12 années où il a été attaché politique du député Guy Leclerc. Il avait aussi des idées pour revitaliser la ville, ouvrir les portes, dépoussiérer le « *old boy's club* ». Miguel Lemieux a finalement été élu (contre deux autres candidats dont l'un était plus près de l'*establishment* local). Parmi les huit postes à pourvoir, il y avait aussi quelques autres candidats allumés. Bref, j'ai tenté ma chance et, dans mon quartier, le fameux Nitro qui, comme son nom l'indique, longe l'immense complexe industriel de General Dynamics (anciennement Expro), j'ai reçu 77 % des votes.

P.S. — Quel était ton projet ? Qu'est-ce que tu pensais changer ?

J.G. — Dès le début, j'ai insisté sur la nécessité de reconstruire la participation citoyenne. Dans les années précédentes, des élus municipaux proches du mouvement syndical, très puissant à Valleyfield, avaient voulu aller dans ce sens, mais au fil du temps cette idée que les citoyens et les citoyennes peuvent jouer un rôle autre que d'aller voter tous les quatre ans s'est perdue. Au Québec, le mandat traditionnel de la ville est de gérer la voirie (ce qui veut dire le déneigement), la collecte des déchets, l'approvisionnement en eau. Mais ici, il y a toujours eu un certain « supplément », qui s'est accentué au fur et à mesure que les gouvernements (néo) libéraux ont voulu « déverser » vers les entités urbaines d'autres responsabilités, notamment dans le domaine social et culturel. Avec tout cela, je me suis dit qu'on pourrait relancer des activités et des interventions dans les quartiers, en tenant compte des anciens et des nouveaux besoins, notamment ceux liés aux enjeux environnementaux qui, de toute évidence, se posent avec plus d'acuité maintenant.

P.S. — Quels sont ces enjeux environnementaux justement ?

J.G. — Valleyfield a une histoire assez sombre avec les grandes industries qui ont déversé sur nos terres et dans le fleuve des quantités invraisemblables de déchets, sans aucun contrôle ni responsabilité. Ces dernières années, les entreprises, sous la pression de l'opinion publique et des syndicats, ont appris à faire attention, bien qu'on observe ici et là toutes sortes d'abus. Il faut donc être vigilant. Cependant, on voit aujourd'hui à travers l'impact des changements climatiques une autre problématique : celle de l'érosion des berges et de la saturation en eau du sous-sol, ce qui fait que plusieurs secteurs sont inondés ou du moins menacés. C'est évident que la municipalité doit être plus active sur ce terrain, en dépit de ces capacités limitées.

P.S — Quelles sont les réalisations du conseil municipal dont tu fais partie après deux ans au pouvoir ?

J.G. — Il a fallu mettre de l'ordre dans les finances et être davantage proactif pour démarcher des entreprises. Cela a été fait, et on en voit les résultats puisque de nouvelles entreprises sont en train de s'installer, ce qui compense en partie les graves pertes d'emplois survenues depuis 15 ans chez les beaux « fleurons » de la ville³. On a maintenant un système qui permet une planification financière relativement transparente, alors que l'ancien système était plutôt opaque et peu organisé. Ce qui nous permet d'envisager de nouveaux projets d'infrastructure, notamment sur le plan de la gestion de l'eau.

P.S. — Qu'est-ce qu'on a fait concrètement ?

J.G. — Je m'efforce d'implanter de nouveaux projets et, j'oserais dire, une nouvelle culture, à commencer dans mon quartier. Les gens doivent se mettre ensemble et repenser leur aménagement, regarder du côté de l'agriculture urbaine, s'éloigner des modèles d'aménagement traditionnels avec beaucoup d'asphalte et de gazon trop vert, bourré de produits chimiques, repenser aussi la gestion et la collecte des déchets. Un beau projet citoyen est en cours, les Incroyables comestibles du Suroît, une idée amorcée en Angleterre et qui, chez nous, a permis l'expansion des jardins potagers domestiques dans des terrains publics inoccupés⁴. Parallèlement, il faut améliorer et augmenter les pistes cyclables, encourager les établissements scolaires (écoles et cégep) à ouvrir des programmes de formation en environnement et en développement durable. La municipalité n'est pas le maître d'œuvre en matière d'éducation, mais elle

3 Les grandes entreprises ont procédé à des licenciements massifs, tels General Dynamics (ex-Expro), CEZinc, Goodyear. On y trouve encore plusieurs centaines de travailleurs et travailleuses, alors qu'ils étaient des milliers dans les années 1960-1970.

4 Le site des Incroyables comestibles de Valleyfield : <<https://icsuroit.org/>>.

peut faciliter la transition, par exemple, en rendant disponibles des infrastructures. Une autre voie est celle de la mise en place d'un système de communication accessible à tout le monde, avec des informations en ligne bien expliquées et actualisées sur les problèmes, les défis, les initiatives en cours. C'est à une petite échelle ce qui se fait dans des villes dynamiques comme Barcelone notamment. Autre chantier : il faut revitaliser le transport public, ce qui n'est pas une tâche facile sur un territoire aussi étendu que Valleyfield.

P.S. — Il doit bien y avoir de l'opposition à ce projet de « verdir » Valleyfield ?

J.G. — On ne peut pas dire que la vision traditionnelle des grands projets, des grandes infrastructures routières et de la construction de résidences de luxe soit disparue. On voit des résidences haut de gamme pour personnes âgées, des condos et autres projets à la fois inaccessibles pour la majorité des gens et peu respectueux de l'environnement. Le projet de relocalisation du marché public dans une volonté de revitalisation du quartier central n'a pas passé, bien qu'il soit à nouveau en discussion. Sur la question du transport public, la Ville a de la difficulté à s'assurer la collaboration des entreprises privées de taxi qui ne sont pas trop intéressées à de nouveaux projets (taxis collectifs, accessibilité de la zone industrielle, etc.). Évidemment, beaucoup de choses dépendent de la participation et de l'appui des autres paliers de gouvernement, à Québec et à Ottawa. Je sens cependant que les municipalités, pas seulement Valleyfield, se montrent plus militantes dans leurs revendications. Par exemple, on le dit de plus en plus fortement qu'il est absurde de maintenir le régime fiscal actuel qui rend les villes dépendantes des taxes foncières uniquement, ce qui encourage l'étalement urbain et des projets peu efficaces sur le plan environnemental.

P.S. — Justement, parle-nous un peu de la jonction que tu peux imaginer entre les initiatives municipales et ce qui se passe à une autre échelle au Québec.

J.G. — Pour moi, le surgissement de Québec solidaire est une excellente nouvelle. Certes, cela va être tout un apprentissage. Ce que je découvre en tant que conseiller municipal, c'est l'importance de bien gérer les projets et les budgets, en d'autres mots, de traduire de bonnes idées en initiatives concrètes, faisables, palpables. Les citoyens et les citoyennes de Valleyfield, aujourd'hui, peuvent concrètement améliorer leur vie, c'est possible, mais aussi, c'est nécessaire pour se redonner un projet collectif, secouer le sentiment d'impuissance qu'on observe ici et là, à l'ombre de ladite « austérité » et des politiques néolibérales. La gauche qu'on accuse souvent (et à tort) de « pelleux de nuages » doit se mettre les deux mains dans la lutte pour changer la vie, y compris au niveau municipal, le levier politique le plus proche des citoyens. Pour le moment donc, je veux continuer sur la scène municipale, mais éventuellement, je ne dis pas non à une éventuelle implication plus active avec QS.

Socialistes à Valleyfield

Pierre Beaudet

Professeur associé à l'Université du Québec en Outaouais

Depuis longtemps, Valleyfield et la région du Suroît sont traversées de luttes populaires, y compris lors de l'insurrection républicaine de 1837-1838.

Le moment syndicaliste

À la fin des années 1940, Valleyfield se démarque par les grandes luttes ouvrières, animées entre autres par des militants communistes comme Madeleine Parent et Kent Rowley¹. Leurs grandes capacités d'organisation syndicale ont laissé des traces, davantage cependant que leurs convictions de gauche. La féroce répression contre le Parti communiste auquel s'identifiaient ces syndicalistes explique en partie le fait que la gauche organisée a plutôt disparu du paysage après le cycle des grandes luttes syndicales. Une autre raison se retrouve dans la dissolution, ou pourrait-on dire, l'autodissolution du Parti communiste, incapable de se recréer une identité au moment où ses pratiques stalinienne et ses théories relativement farfelues² ont provoqué un

1 Madeleine Parent nia toujours son appartenance au Parti communiste (PC), ce qui était une attitude assez fréquente durant cette période où les syndicalistes de gauche étaient pourchassés. Kent Rowley pour sa part était plus explicite sur ses liens avec le PC. Toutefois, il en prit ses distances au tournant des années 1950 en critiquant les communistes de trop demeurer à la traîne des syndicats américains. Il préconisait alors une lutte pour « canadieniser » des organisations syndicales trop souvent inféodées aux grands syndicats américains. Voir à ce sujet Rick Salutin, *Kent Rowley. Une vie pour le mouvement ouvrier*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1982.

2 Le Parti communiste suivait à la ligne les orientations émises par l'Union soviétique. Une des impasses sur lesquelles il s'est isolé a été son incapacité à reconnaître l'importance de la lutte pour l'autodétermination au Québec. À la fin des années 1940, alors que le PC avait une grande influence sur le mouvement syndical, plus de moitié des membres québécois du parti ont démissionné à la suite de l'appel du bouillant syndicaliste Henri Gagnon, qui estimait que la lutte pour le socialisme ne pouvait se faire en dehors de celle pour l'autodétermination.

déclin dont les communistes ne se sont jamais relevés. Dans les années 1950-1960, la grande majorité des communistes, dans toutes les régions du Québec, ont simplement abandonné cette tradition.

Nouvelles générations

Dans les années 1970, de nouvelles générations ont repris la bannière du socialisme, encore une fois à travers le syndicalisme, mais également dans les mouvements féministe et d'action communautaire. Comme d'autres centres industriels, Valleyfield a constitué un lieu important d'activités et de pratiques militantes. Le syndicalisme de combat, favorisé par le développement de grandes usines modernes, s'est développé de manière particulièrement militante, sans doute en partie à cause de la tradition léguée par Parent et Rowley. De jeunes militantes et militants sont arrivés dans l'environnement, certains de la région, d'autres venus d'ailleurs, attirés par le potentiel que semblait représenter le syndicalisme de combat. Avec quelques autres centres comme Joliette, Saint-Jérôme et Sorel, Valleyfield est devenu un important site de militantisme de gauche axé sur le syndicalisme. Quand le Parti communiste ouvrier (PCO) a été créé en 1979, plusieurs de ces militantes et militants s'y sont investis³. Ils voyaient le projet du PCO comme un moyen d'aller encore plus loin dans la lutte ouvrière. À l'époque où il fut le plus florissant, le PCO comptait sur un impressionnant noyau militant dont un groupe très actif de jeunes ouvriers « implantés », des militants étudiants et politiques qui s'engageaient syndicalement dans les usines et qui pensaient qu'ils allaient « radicaliser » les luttes⁴.

Après le PCO

Après quelques années cependant, le hiatus est devenu ingérable, car le discours socialiste du PCO était globalement déconnecté de la réalité québécoise, notamment sur la question nationale. Le PCO se réclamait d'une tradition communiste héritée de la révolution soviétique et préconisait le renversement violent du pouvoir bourgeois et l'unité de la classe ouvrière canadienne, d'où son hostilité à l'idée de l'indépendance du Québec. Après son essor remarquable au début des années 1980, le PCO s'est disloqué. À Valleyfield cependant, le noyau communiste autour des syndicats des grandes usines est resté au poste. La majorité des militants ont rangé au placard les orientations du PCO, mais ils sont demeurés actifs et combatifs dans les syndicats et dans les mouvements populaires. Ce « recyclage » s'est fait relativement en douceur,

3 Le PCO a été le résultat de la fusion de divers groupes de gauche dont le plus important était la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. Lors du référendum pour la souveraineté de 1980, le PCO a fait campagne pour refuser la proposition du camp du Oui. Il s'est dissous en 1983.

4 Voir, dans ce numéro, Guillaume Tremblay-Boily, « Le "soviet" de Valleyfield. Succès et échecs du travail communiste en usine ».

puisque, même à l'époque du PCO, les militantes et militants de gauche étaient d'abord et avant tout des syndicalistes.

La gauche syndicale et le PQ

Au tournant des années 1990, plusieurs de ces syndicalistes et ex-militants du PCO se sont investis dans le Parti québécois (PQ). L'association locale péquiste, déjà imposante en nombre – dans les belles années, on comptait plus de 1000 membres qui provenaient en majorité des classes ouvrière et populaire – s'est renforcée par l'arrivée de syndicalistes comme Marc Laviolette, l'ex-président du puissant syndicat d'Expro, alors devenu vice-président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN). Ces syndicalistes ont voulu donner au PQ un élan de gauche, prosyndical, liant l'émancipation nationale à un projet de transformation de la société. Tout en restant associés au PQ, les militants et militantes de gauche n'ont cessé de marquer leur présence à travers diverses initiatives associatives et communautaires.

2012 et après

Marc Laviolette et Pierre Dubuc ont fondé un club politique appelé Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre (SPQL) à l'intérieur du PQ⁵. En 2010, cependant, le SPQ Libre perd son statut distinct, puis connaît un déclin important. Mais à Valleyfield, l'attachement au Parti québécois demeure fort, particulièrement dans les milieux populaires et ouvriers. Bon an mal an, la circonscription élit des députés du PQ au provincial et du Bloc québécois au fédéral.

En 2012, juste après la grève étudiante et le mouvement des carrés rouges, le candidat du PQ, Guy Leclair, a été élu avec une bonne majorité des voix, et il a même été élu de nouveau en 2014 lors de l'élection survenue après l'éphémère gouvernement minoritaire du PQ, alors que le parti subissait une raclée dévastatrice dans presque toutes les régions du Québec. Par la suite, plusieurs militantes et militants de Valleyfield se sont investis dans la coalition Organisations unies pour l'indépendance du Québec (OUI Québec), une sorte de plateforme unitaire où on retrouve à la même table des péquistes et des personnes d'autres sensibilités politiques.

Québec solidaire

Dans ce territoire bien organisé par des syndicalistes aguerris, avec une population ouvrière motivée par le projet d'indépendance, il n'a pas été facile pour Québec

5 Le SPQ Libre, en tant qu'organisme distinct, avait droit aux débats. Il s'est fait connaître pour son opposition irréductible à la candidature et plus tard à la (courte) présidence de Pierre-Karl Péladeau, considéré comme une personnalité antisyndicale. Par ailleurs, Marc Laviolette et Pierre Dubuc se sont fait connaître pour leurs attaques violentes contre Québec solidaire qu'ils ont accusé de vouloir diviser les indépendantistes et ainsi d'empêcher la marche vers la souveraineté.

solidaire (QS) de prendre place. Après la lutte de 2012 cependant, un certain nombre de jeunes militantes et militants, dont certains avaient joué un rôle dans la grève étudiante de 2012, ont décidé de faire le bond. Sans prendre la forme d'une « guerre ouverte », les liens entre solidaires et péquistes étaient assez tendus, reflétant de plus une polarisation générationnelle. Des militants du SPQ Libre, dont Marc Laviolette, ont pourfendu QS comme un projet maléfique pour affaiblir la cause de l'indépendance. Ce discours hostile a cependant été rejeté par les personnes associées à la coalition OUI Québec, notamment Pierre LaGrenade⁶.

Le coup de tonnerre de l'élection d'octobre 2018

L'élection du premier octobre 2018, à Valleyfield et dans le comté de Beauharnois, comme ailleurs au Québec, a radicalement changé la donne. Claude Reid, candidat de la Coalition avenir Québec (CAQ), conseiller du gouvernement fédéral conservateur pendant les années 1980, l'a emporté haut la main. Reid⁷ fait maintenant partie, comme adjoint parlementaire du ministre des Transports, des personnalités fades qui entourent le grand chef Legault. Le PQ a perdu la moitié de son électorat, dont une bonne partie s'est abstenue.

Quant à Québec solidaire, il a plus que triplé son score, ce qui laisse penser que le parti est en train de sortir de sa marginalité dans la région. Le candidat de QS, Pierre-Paul St-Onge, a mené une campagne dynamique mettant l'accent sur l'environnement, la santé et l'importance de développer le logement social.

Résultats du scrutin du 1^{er} octobre 2018 dans Beauharnois

Claude Reid (CAQ)	46,7 %
Mireille Théorêt (PQ)	21,8 %
Paul St-Onge (QS)	15,0 %
Félix Rhéaume (PLQ)	12,7 %
Taux de participation au scrutin : 68,2 % - 31 951 électeurs et électrices	

6 Voir dans ce numéro « L'indépendance, toujours à l'ordre du jour. Entrevue avec Pierre LaGrenade ».

7 Reid est assez représentatif des élu-e-s de la CAQ, lié au monde des affaires et avec un historique au Parti conservateur. Il était au moment de son élection directeur des communications de la Caisse Desjardins de Salaberry-de-Valleyfield. Il a été auparavant directeur des communications pour la Fédération des chambres de commerce du Québec, conseiller en communication pour la Commission des valeurs mobilières du Québec, adjoint au directeur des relations publiques du Québec pour l'Association des banquiers canadiens et adjoint parlementaire de Jean-Guy Hudon, élu du Parti conservateur dans Beauharnois-Salaberry en 1990.

DÉBAT

Et maintenant, où va-t-on ?

De cette situation émergent plusieurs questions. La première concerne bien sûr le PQ. Est-ce la fin d'une ère, à l'image de ce qui se passe partout ailleurs au Québec ? La percée modeste mais significative de Québec solidaire annonce-t-elle quelque chose ? Ce sont les questions dont nous avons discuté lors d'une table ronde organisée par les NCS à Valleyfield en novembre 2018 et une autre à l'hiver 2019.

Que s'est-il passé le 1^{er} octobre ?

- On ne s'attendait pas à une telle poussée de la CAQ. Au plan local, je m'attendais à ce que le PQ obtienne plus de votes. C'est une grave défaite pour tout le monde, surtout pour les indépendantistes. Même si j'étais fâché avec le PQ et ses politiques erratiques, surtout depuis Lucien Bouchard, je ne pense pas qu'il y a une alternative pour porter le drapeau de l'émancipation nationale. Québec solidaire n'est pas vraiment indépendantiste. Ils sont à leur manière multiculturalistes comme Trudeau. La question nationale, on ne peut pas mettre cela sous le tapis.
- Je ne pensais pas que la machine du PQ allait s'écrouler. Certes, il y a eu le remplacement du candidat à la dernière minute. Mais la vague caquiste, je ne l'avais pas vu venir. Un autre facteur a été la division entre les deux partis indépendantistes.
- Les électeurs de chez nous ont voté contre le Parti libéral (PLQ), ne sachant rien de la CAQ qui, de toute façon, ne disait rien, à part la promesse de son candidat à l'effet de construire un nouveau stade sportif !
- Dans mon milieu syndical, les gens ont voté pour le PQ, pas pour QS. C'était encore un vote pour un projet de pays. Chez QS, on n'a pas senti la fibre nationaliste.

Qu'est-ce qui peut résulter de cette élection pour QS ?

- Le débat entre le PQ et QS va reprendre. Peut-on se regrouper ? C'est la grosse question.
- Le petit noyau de QS est sorti de l'élection avec passablement d'énergie, c'est le contraire au PQ.
- Les jeunes ne croient plus dans le PQ. Ils n'aiment pas le ton paternaliste qu'ils entendent de Marc Lavolette, l'ancien président de la CSN et président de l'association péquiste locale. Le vote pro-QS a triplé, mais ce fut un vote de jeunes, qui sont assez de gauche, parfois un peu raides.

- Le candidat de QS, Pierre-Paul St-Onge, a bien fait sa campagne, mais le vote de QS a été emporté en grosse partie par la performance de Manon Massé lors des deux débats des chefs. Les jeunes ont voté Manon. La campagne au niveau local finalement n'a pas eu un gros impact. D'ailleurs, selon plusieurs études, le facteur local ne joue que pour 2 à 5 % maintenant, avec les grosses machines médiatiques.
- Ici à Valleyfield, l'ancien et le nouveau se sont mêlés. Le cœur était du côté de QS, de Manon. La tête disait de voter PQ. Finalement, il y a une division du vote. Cependant, si le PQ a fait naufrage, ce n'est pas la faute de QS, mais à cause de ses propres fautes, notamment les errements de Jean-François Lisée. Par ailleurs, seul QS a parlé d'indépendance.

Concernant le PQ, à quoi peut-on s'attendre pour la prochaine période : faut-il persister avec le PQ, coûte que coûte (position A) ou le PQ a-t-il fait son temps (position B) ?

Position A

- Il est prématuré de penser que le PQ va mourir. Il a encore une machine, plusieurs milliers de membres, un financement populaire inégalé. Pendant les élections, le programme du PQ était carrément progressiste. Je pense qu'ils vont reprendre. J'espère qu'il y aura au moins une avancée du côté de la réforme du mode de scrutin.
- La cause de l'indépendance doit passer par-dessus. Il n'y aura aucun changement au Québec si le peuple ne se met pas ensemble pour arracher l'indépendance. Depuis 50 ans, c'est le PQ qui exprime cette volonté et cela n'est pas à la veille de changer. Par ailleurs, c'est la droite péquiste qui est dans une large mesure responsable des déboires des dernières années. Elle fait toutes les mauvaises batailles en commençant par diluer la question de la souveraineté en une sorte d'autonomisme provincial. Elle n'a pas eu le courage de se lancer à l'assaut et de mobiliser.
- Le projet de Québec solidaire (QS) est mal fondé. D'abord, il intègre la question de l'indépendance du bout des lèvres, en la secondarisant. QS s'inscrit également dans la vision multiculturaliste du gouvernement fédéral. Sous prétexte de protéger les droits des immigrants, on nie l'existence du peuple québécois et, donc, on se trouve à ne pas reconnaître réellement son droit à l'autodétermination.
- La seule option réaliste est de se battre à l'intérieur du PQ pour le recentrer vers l'indépendance et les politiques progressistes. Laisser aller le PQ, c'est capituler devant les forces réactionnaires.

Position B

- Lors de la dernière campagne, la candidate du PQ, Mireille Théorêt, s'est bien battue. Cette femme progressiste a finalement perdu, car elle avait la « vague » contre elle. Mais il faut le dire, elle aurait perdu de toutes les façons. Dans la région, le PQ est devenu un parti de têtes grises. Les membres qui ont moins de 65 ans sont très peu nombreux. L'énergie, la flamme ne sont plus là. Le renouvellement des cartes de membres se fait de manière très pénible. Les péquistes en veulent à tout le monde, à Jean-François Lisée notamment.
- QS a fait une percée intéressante auprès des jeunes, mais il n'a pas de base parmi le gros de la population, notamment les syndiqué-e-s, qui ont majoritairement voté pour le PQ en octobre. La masse critique n'est pas là, QS étant identifié aux élites intellectuelles de Montréal et, de manière plus locale, aux jeunes et aux écologistes.
- Présentement, le parti est divisé entre deux factions : la première qui mise sur le Bloc québécois en vue des élections fédérales qui approchent, la deuxième voudrait se recentrer sur le PQ comme tel. La bonne nouvelle est que la dominance de la Coalition avenir Québec (CAQ) pourrait être plus éphémère qu'on ne le pense. Les couches moyennes qui ont voté (par défaut) pour le parti de Legault commencent à constater qu'il n'y a pas grand-chose à attendre de ce qui semble une administration provinciale erratique et inapte. De tout cela émergera peut-être une nouvelle recomposition des forces progressistes au Québec.

La lutte pour l'indépendance est-elle encore au premier plan dans la région ?

- Le PQ est peut-être moribond, mais pas l'idée de la souveraineté, même si celle-ci est portée surtout par les baby-boomers. J'espère que les jeunes, avec ou à côté de QS, vont raviver la flamme.
- L'espoir de QS, c'est de réinventer l'indépendance en le liant à un projet de société. Si on veut sortir du Canada, c'est en bonne partie pour couper les liens avec cet État pétrolier. Une convergence QS-PQ serait éventuellement possible, surtout si le PQ met de côté son arrogance habituelle.
- Pour plusieurs jeunes, l'indépendance n'est pas dans les tripes. Ils n'ont pas senti l'impact du colonialisme, la situation que l'on connaissait et où il fallait « *speak white* ». D'autre part, on sait que le Québec est un pays à la fois colonisé et colonisateur. La conclusion pour plusieurs, c'est l'indépendance, peut-être, mais à condition que...
- Les membres du PQ doivent se faire à l'idée que ce parti n'est plus hégémonique, même sur le projet d'indépendance à l'origine de l'aventure. Cela ouvre la porte à refonder la coalition OUI Québec.
- L'indépendance doit être relancée sur la base d'un mouvement populaire, un peu comme en Catalogne. Il faut aussi un peu de fierté. On n'a pas tout réussi au Québec, mais on a avancé sur plusieurs plans, par exemple sur l'écart entre les riches et les pauvres qui, ici, est le plus faible en Amérique du Nord.
- L'idée de la souveraineté doit être vécue différemment, dissociée du PQ, de ses politiques austéritaires, de sa « charte des valeurs ».

**Entrevue avec Pierre-Paul St-Onge,
candidat de QS dans Beauharnois à l'élection du 1^{er} octobre 2018**

Êtes-vous contents du résultat ?

Comment ne pas l'être ! On a triplé notre vote, à quelques votes du PLQ.

Comment expliquer cette percée ?

Il va sans dire que le message venant de QS au niveau national a porté : Manon Massé parlait « vrai », comme elle l'a dit. Malgré le fait que notre équipe était très petite, nous étions les seuls à être crédibles sur la question de l'environnement.

Y a-t-il eu un transfert de votes du PQ vers QS ?

Pas tellement. Nos électrices et nos électeurs étaient majoritairement jeunes. Pour plusieurs, c'était la première fois qu'ils s'intéressaient à la chose.

Comment expliquer la débâcle du PQ ?

Mireille Thérêt a bien paru dans les quelques débats publics, avec un discours assez à gauche. Mais le PQ n'attire plus grand monde. Il y avait à peine quelques personnes, majoritairement des têtes blanches, pour l'assemblée d'investiture.

Et maintenant, que peut-il se passer entre le PQ et QS ?

L'association locale du PQ dans Beauharnois qui était plutôt hostile à QS semble aller dans un autre sens. Je ne serais pas contre des ententes spécifiques, mais la grande convergence avec le PQ, je n'y crois pas.

Comment QS peut-il garder le cap ?

Il n'y aura pas de raccourci. Nous avons des principes solides, il faut rester dans cette direction. Notre projet inclut l'indépendance qui est un chemin pour obtenir plus de justice sociale. Il faudra éviter ce que j'appellerais la tentation centriste, souvent présentée comme la recette magique pour progresser et plaire à tout le monde. Il y a quelques années, quand on parlait d'environnement, du salaire minimum à 15 dollars de l'heure, on se faisait traiter de fous, ce qui n'est plus le cas. Il faut avoir le courage de persister avec des idées structurantes, audacieuses, réalistes en même temps.

L'indépendance, toujours à l'ordre du jour

Entrevue avec Pierre LaGrenade

Pierre Beaudet¹

Professeur associé à l'Université du Québec en Outaouais

Ce n'est pas d'hier que la question dite nationale domine la société à Valleyfield et dans la région du Suroît. Après la Conquête, le nouveau seigneur de Beauharnois nommé par l'administration coloniale, Edward Ellice, s'empare des terres et devient « une sorte de tyran régional, très impopulaire, fréquemment dénoncé² ». Lors de l'insurrection républicaine de 1837-1838, les Patriotes sont très actifs dans la région. Dans les années subséquentes, les capitalistes anglo-canadiens prennent le contrôle de l'économie locale qui culmine avec l'installation de la Montreal Cotton. Les profits sont énormes, les salaires misérables. L'intervention de l'armée coloniale est fréquente pour réprimer les mouvements de grève. Des « administrateurs » délégués par la Cotton, tous anglophones, sont présents aux séances du conseil municipal pour surveiller ce qui se passe, car, jusque dans les années 1950, Valleyfield est une véritable « *company town* ». Dans la ville ségrégée, il y a les quartiers pour les patrons anglophones, ceux pour le personnel technique et d'encadrement (majoritairement britanniques et écossais) et ceux pour la masse ouvrière canadienne-française à 95 %.

Durant les années 1970, une nouvelle génération de mouvements sociaux prend forme avec au premier plan les syndicats. Valleyfield devient une ville

1 Entrevue réalisée le 28 février 2019 à Valleyfield.

2 Claude Larivière, *Histoire des travailleurs de Beauharnois et Valleyfield*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1974.

militante où les syndicalistes en mènent large. En 1976, un jeune enseignant, Laurent Lavigne, est élu dans le comté sous la bannière du Parti québécois (PQ). La défaite du Oui au premier référendum de 1980 fait mal. Pour plusieurs militantes et militants, la stratégie « étapiste » pensée par le ministre Claude Morin constitue une erreur, qui fait glisser le PQ dans le piège de la « gouvernance provinciale ».

En 1995, Jacques Parizeau relance le projet. Le deuxième référendum fait appel à une coalition large au sein de laquelle les syndicats et les mouvements populaires trouvent leur place. Un organisme visant à coaliser les indépendantistes, les Partenaires pour la souveraineté, est créé pour mobiliser la population qui vient très près de l'emporter contre l'État fédéral; celui-ci s'efforce de contrer la vague souverainiste par tous les moyens, y compris par la violation des lois électorales. Plus tard, le gouvernement péquiste crée le Conseil de la souveraineté du Québec. Quand le PQ perd les élections en 2003, ce conseil devient un peu plus autonome, et intègre les indépendantistes de l'Union des forces progressistes (UFP). En 2013, le Conseil adopte un nouveau nom, les Organisations unies pour l'indépendance du Québec, les OUI Québec. Des collectifs (des tables régionales) se mettent en place un peu partout au Québec, y compris à Valleyfield, où Pierre LaGrenade, toujours très impliqué dans la vie politique et sociale de sa ville, devient son porte-parole.

P.B. — Le projet indépendantiste ne semble pas avoir beaucoup progressé depuis 1995...

P.L. — La principale faiblesse demeure l'association entre ce projet et un parti politique en particulier, c'est-à-dire le PQ. C'est une impasse, et le seul moyen d'aller de l'avant, c'est de créer un mouvement citoyen, non partisan, un peu comme ce qui a été tenté en Catalogne.

P.B. — Pourquoi cette dissociation d'avec le PQ est-elle nécessaire ?

P.L. — Depuis 1980 et même avant cela, le PQ a troqué le projet d'indépendance pour la « gouvernance provinciale ». Il est devenu un « bon administrateur » et même un allié du gouvernement fédéral conservateur de Brian Mulroney, dans le cadre de la stratégie dite du « beau risque ». À part l'épisode du deuxième référendum, le PQ a laissé l'indépendance au vestiaire. Lucien Bouchard a finalement admis qu'il n'avait plus confiance dans le peuple. L'indépendance du Québec n'appartient pas à un parti politique, c'est d'abord et avant l'affaire du peuple québécois qui n'a jamais eu à se prononcer sur son avenir.



Pierre LaGrenade

P.B. – Et pourtant, tu penses toujours que le projet reste à l’ordre du jour...

P.L. – Il faut se poser une première question : existe-t-il une nation québécoise ? Pour moi, la réponse est oui. C’est une histoire, une culture, une série de batailles contre l’oppression. Le Canada quant à lui s’est construit en dominant cette nation et les peuples autochtones. Plus tard, cette domination s’est modernisée sous la bannière d’un projet « postnational », où il n’y a plus de nation ni même de société, mais des individus « libres ». Tout cela pour cacher les structures qui continuent de nous empêcher d’affirmer nos droits et de nous émanciper comme nation.

P.B. – Malgré cela on existe et on résiste...

P.L. – Notre histoire en est une de lutte. On s’est tenus ensemble. On a créé des structures communautaires, des coopératives, des syndicats. On a imposé une culture qui est relativement intolérante devant les trop grandes inégalités. C’est un peu le village d’Astérix qui bloque les projets de déstructuration de l’État fédéral et de ses larbins québécois.

P.B. – Et comment pourrait-on aller plus loin ?

P.L. – On a la chance de vivre dans un presque pays qui a tous les attributs pour faire quelque chose d’unique. On peut être un laboratoire du vingt-et-unième siècle, libéré de l’emprise pétrolière. Le Québec pourrait être un

site d'expérimentation pour l'humanité, mais il est incapable de s'épanouir à l'intérieur du Canada. C'est pour cela que réaliser l'indépendance est une priorité.

P.B. — Qui peut faire cela ?

P.L. — La convergence. Je ne suis pas pessimiste, car je crois que la Coalition avenir Québec (CAQ) ne va pas faire long feu, avec son autonomisme à rabais devant un État fédéral agressif. Le PQ très affaibli pourrait se reconstruire, à condition qu'il retrouve ses racines sociales-démocrates. Québec solidaire (QS) est en montée, surtout chez les jeunes. C'est un projet qui a du potentiel. Cependant, ces forces ne pourront pas franchir le mur en agissant séparément. Il faudra trouver le moyen de se mettre ensemble.

P.B. — Une certaine droite indépendantiste dit que le rebond de l'option doit se faire en laissant de côté le débat droite-gauche. Autrement dit, que le projet indépendantiste doit se faire sur ses propres bases, non sur ce que QS appelle un projet de société...

P.L. — L'indépendance est un projet de transformation fondamentale, c'est pourquoi la bourgeoisie québécoise et canadienne s'y oppose. Sans compter l'impérialisme américain qui veille au grain. Le projet, c'est la solidarité, et aussi la démocratie, qui n'existe pas à l'ombre de l'État canadien autrement que sous la forme d'une alternance entre partis dominants. Il faut que le peuple prenne le contrôle.

P.B. — C'est le projet de constituante ?

P.L. — Je donne le crédit à QS d'avoir ressuscité cette idée. C'est la voie à suivre. Le pays, le projet du pays, on le bâtira dans un processus inclusif, méthodique, ouvert à la parole de tout le monde. Il faudra se battre pour cela, mais on ne l'aura pas facilement.

P.B. — Et qu'est-ce qu'on fait avec ceux et celles qui vivent avec nous et qui ne s'identifient pas à la nation québécoise ?

P.L. — On ne peut pas en vouloir aux immigrants. Ces femmes et ces hommes arrivent au Canada qui est pour eux, la plupart du temps, un havre de paix qui contraste souvent avec les contrées dont ils proviennent, remplies de conflits. Ce n'est pas qu'ils sont contre l'indépendance du Québec, c'est qu'ils ne

veulent pas vivre dans un contexte d'instabilité, et pour cela, le statu quo leur apparaît plus sécuritaire. Il faut en tenir compte, maintenir le dialogue, mais en même temps, on ne peut pas empêcher 80 % de la population d'aspirer à l'émancipation. Il faut que cette majorité prenne le risque du changement.

P.B. — Je reviens sur ton idée de convergence. Finalement, le débat, avant les élections de 2018, a avorté. Pourquoi et comment pourrait-il réapparaître aujourd'hui ?

P.L. — Je ne nie pas les obstacles. Il y a chez des militants péquistes un certain aveuglement, peut-être un peu de nostalgie, et maintenant de l'amertume. Plutôt que de se regarder dans le miroir, on blâme QS, les médias, n'importe qui. J'observe cela dans la revue *L'Action nationale* par exemple, où on exprime beaucoup de hargne. Du côté de QS, il y a également une certaine arrogance, comme si le fait d'avoir obtenu 17 % des appuis populaires devait faire oublier qu'il y en a 83 % qui sont allés ailleurs. Il y a de ce côté un certain sectarisme qui me fait un peu penser à ce que j'ai vécu moi-même dans les turbulences des années 1970. Une fois dit cela, est-ce qu'on a le choix ? Est-ce qu'on va se contenter d'être dans les marges jusqu'à la fin des temps ?

Revenir en arrière pour regarder vers l'avant

Valleyfield 1946

Andrée Lévesque et Pierre LaGrenade¹

Historienne et animateur de la coalition COTON 46 à Salaberry-de-Valleyfield

Pour la classe ouvrière au Québec, 1946 est une année exceptionnelle, alors que le capitalisme nord-américain tente un retour à la normale après cinq années de guerre. La guerre froide pointe à l'horizon, les États-Unis, à peine sortis du conflit avec l'Allemagne nazie, décidant de confronter l'Union soviétique. En Angleterre, le premier ministre conservateur Winston Churchill affirme qu'un rideau de fer s'est abattu sur l'Europe la divisant en zones, communiste à l'est et « libre » à l'ouest, et qu'il appartient aux pays capitalistes d'aider à « libérer » l'Europe. Au Canada, ce tournant belliqueux prend forme au sein du gouvernement. Des militantes et des militants de gauche et des syndicalistes sont suspectés d'être « à la solde » de l'URSS. Plusieurs sont arrêtés à la suite d'une affaire d'« espionnage » qui donnera lieu à des accusations, des emprisonnements et des vies brisées, même si la plupart des personnes « accusées » seront finalement disculpées.

Vague de luttes

Pendant que la répression s'accroît, les travailleuses et les travailleurs ne se laissent pas impressionner. Ainsi en 1946, 226 conflits de travail éclatent un peu partout, atteignant un sommet inégalé depuis les grandes grèves de 1919. Travailleurs de l'acier à Hamilton et en Nouvelle-Écosse, ceux du caoutchouc à Kitchener et Toronto, bûcherons de la Colombie-Britannique, marins des grands ports, mineurs de Noranda, travailleuses et travailleurs du textile à Montréal et à Valleyfield, toutes et tous cherchent à consolider les gains acquis pendant la guerre, le taux de syndicalisation

¹ Andrée Lévesque a dirigé l'ouvrage collectif *Madeleine Parent. Militante*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2003. Pierre LaGrenade est un militant communautaire et syndical de Valleyfield, également initiateur de COTON 46.

ayant plus que doublé durant cette période. En effet, pendant le conflit, les syndicats ont accepté de participer à l'effort de guerre, quitte à faire des sacrifices, mais en même temps, ils ont réclamé de meilleures conditions de travail. Devant la hausse du coût de la vie engendrée par la guerre et tenant compte que les employeurs engrangeaient d'énormes profits provenant de leurs contrats avec l'État fédéral, les travailleuses et les travailleurs ont exigé des augmentations de salaire en conséquence et réclamé la reconnaissance des syndicats en dépit de l'opposition déterminée des employeurs².

Poussée syndicale

Forts de ces gains, les syndicats sont décidés à aller plus loin à la sortie de la guerre. Au Québec, vingt-cinq pour cent de la main-d'œuvre industrielle, soit 16 000 travailleuses et travailleurs, font la grève en 1946, dans les mines de l'Abitibi, la métallurgie, les brasseries, la confection de vêtements et particulièrement dans le textile. Vingt-sept pour cent des travailleurs sont syndiqués, surtout dans les syndicats affiliés à l'American Federation of Labor (AFL) et au Congress of Industrial Unions (CIO), deux grandes fédérations étatsuniennes bien implantées dans le secteur industriel à la fois canadien et américain, où l'influence de la gauche est importante. Même au sein de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), l'ancêtre de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), une vague de militantisme prend forme. Dans l'industrie du textile, les conditions sont particulièrement mauvaises. Les employeurs rejettent les revendications de ces travailleuses et travailleurs pour de meilleurs salaires, des pensions et une semaine de travail de 40 heures. Dans ce secteur, les entreprises refusent de reconnaître les syndicats. De plus, elles exigent l'augmentation des cadences et le travail à la pièce.

Confrontation

Depuis le début du vingtième siècle, l'industrie du textile a occupé une place prépondérante dans l'économie du Québec et, après la guerre, elle comptera pour plus de 8 % de la valeur de la production manufacturière de la province. Les dirigeants des grandes entreprises côtoient le pouvoir politique. Ils appuient le Parti conservateur à Ottawa et l'Union nationale au Québec. La Dominion Textile, le plus grand employeur au Québec et dans la ville de Valleyfield, figure parmi ces entreprises qui paient les plus bas salaires. En 1937, une commission gouvernementale a pour mandat d'enquêter sur l'industrie du textile. Elle révèle des conditions de travail particulièrement accablantes : des semaines de 55 à 60 heures (10 heures par jour, 6 jours par semaine), le vacarme des machines, l'insalubrité, notamment en ce qui a trait à la chaleur, à la

2 Voir Desmond Morton avec Terry Copp, *Working People. An Illustrated History of Canadian Labour*, Ottawa, Deneau & Greenburg, 1980.

poussière et à l'humidité des ateliers, le tout accentué par une aération déficiente. Les femmes constituent la moitié de la main d'œuvre. À travail égal, elles n'obtiennent que 50 % du salaire des hommes, et les enfants, quant à eux, ont un salaire encore plus famélique.

Pendant plusieurs années, les syndicats tentent de s'implanter dans les six usines de la Dominion Textile à Montréal et à Valleyfield, où est située la première et la plus importante filature de coton au Canada. En 1937, 10 000 syndiqué-e-s de la CTCC provenant de huit usines de textile font la grève pour obtenir une réduction de la semaine de travail à 48 heures et pour l'augmentation des salaires. Les femmes gagnent alors de 12 à 16 dollars par semaine alors que les hommes gagnent en moyenne 22,62 dollars. Les femmes accomplissent des tâches souvent payées à la pièce, les hommes gagnent un salaire horaire fixe. Loin de la moyenne nationale, la semaine de travail atteint 55 et même 60 heures. Durant le conflit mondial, grâce aux contrats liés à la guerre et parce qu'une partie des travailleurs avait été enrôlée dans les forces armées, il y a pénurie de main-d'œuvre, celle-ci se trouve avantagée. Un organisateur syndical et une organisatrice syndicale hors de l'ordinaire jouent un rôle important dans la lutte pour la syndicalisation. Il s'agit de Kent Rowley, dépêché sur les lieux en 1942 et, plus tard, de Madeleine Parent qui viendra le seconder pour implanter le local 164 des Ouvriers unis des textiles d'Amérique (OUTA), affilié au Congrès du travail du Canada dont Rowley est le directeur canadien³.

Après la guerre, la compagnie multiplie les embûches pour ne pas avoir à reconnaître le syndicat⁴. Les conditions de travail sont de nouveau sous juridiction provinciale, et les employeurs peuvent compter sur l'appui du gouvernement de l'Union nationale réélu depuis 1944. Pour leur part, les travailleuses et les travailleurs veulent conserver leurs acquis et améliorer leurs conditions de travail qui demeurent déplorables. La semaine de travail pouvant souvent atteindre 65 heures, on demande la semaine de 40 heures. Ils et elles réclament une augmentation de 25 % du salaire horaire et dénoncent le travail à la pièce, la cadence accélérée, l'humidité et la chaleur excessive, celle-ci pouvant s'élever à 35 °C. Et surtout, on réclame la reconnaissance du syndicat. Le 1^{er} juin 1946, la grève éclate. Le ministère du Travail refuse toujours

3 L'OUTA n'était pas le premier syndicat à recruter à Valleyfield. En 1906, les fileuses et les fileurs adhéraient à la Fédération canadienne des travailleurs du textile. En 1937, ils se joignent à la CTCC et organisaient une grève dont les gains furent abolis au bout de cinq mois. En 1942, ils s'affilient à l'OUTA. Claude Larivière, *Histoire des travailleurs de Beauharnois et Valleyfield*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1974, p. 31-32.

4 Durant la guerre, le gouvernement fédéral a voté l'Arrêté en conseil 1003 obligeant les employeurs à négocier une convention collective avec le syndicat accrédité. Après la guerre, les syndicats retournent sous juridiction provinciale alors que le gouvernement de l'Union nationale, ouvertement antisindical, reprend le pouvoir. Concernant les obstacles dressés par la compagnie contre le syndicat, voir Denyse Baillargeon, « Les grèves du textile au Québec : 1946, 1947, 1952 », dans Andrée Lévesque (dir.), *Madeleine Parent. Militante*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2003, p. 49.

de reconnaître le syndicat (une section locale de l'OUTA) de Valleyfield et Antonio Barrette, alors ministre du Travail, déclare la grève illégale et émet une injonction contre les 3000 grévistes.



Madeleine Parent (1918-2012)



Kent Rowley (1917-1978)

*Le Devoir et Collection Madeleine Parent et Kent Rowley,
MUSO – Musée de société des Deux-Rives, Salaberry-de-Valleyfield*

À Montréal, la Montreal Cotton accepte de négocier et le conflit est résolu avec des augmentations de salaire et la semaine de 40 heures. Les grévistes montréalais retournent au travail tandis qu'à Valleyfield le conflit s'embourbe et la compagnie reste déterminée à briser la grève. Les importantes installations à Valleyfield constituaient alors le château fort de la compagnie et lui permettaient d'exercer un contrôle significatif sur la ville. Avec le soutien du gouvernement de l'Union nationale de Maurice Duplessis et du clergé local, il n'était pas question pour l'entreprise de reconnaître le syndicat et de négocier une convention collective. La compagnie s'en prend particulièrement aux organisateurs Rowley et Parent. Dans la foulée du climat de l'époque, les autorités ne tardent pas à parler d'une grève communiste, accusant les deux organisateurs d'être membres du Parti communiste. Madeleine Parent serait même une espionne soviétique. La compagnie n'entend pas négocier avec ces « bolchéviques ». Du côté du clergé, les curés, dans leur sermon du dimanche, exhortent les fidèles à renoncer à la grève et à se prémunir contre les discours du « diable en jupon » qu'est Madeleine Parent.

On fait appel à police provinciale pour protéger la propriété de la compagnie. La police ne montrera toutefois pas le même zèle pour assurer la protection du local syndical saccagé par des manifestants antisyndicaux envoyés par l'évêque catholique.

Le maire par contre est plutôt sympathique aux grévistes. La police municipale quant à elle refuse de suivre la police provinciale. Une grande partie de la population travaille à l'usine et plusieurs familles comptent au moins une personne à l'emploi de la filature. Outre la Dominion Textile, les adversaires les plus résolus de la grève sont le clergé et les deux journaux locaux qui s'en prennent aux grévistes et surtout à leur organisatrice Madeleine Parent. Tactiques de dissuasion, intimidation de la part de la compagnie, menaces de perte d'emploi affectent des membres dans toutes les familles de la ville.

Dans l'industrie du textile, où l'économie familiale dépend souvent du salaire de plus d'une personne, perdre son travail affecte l'ensemble de la famille. Peu de secteurs industriels emploient autant de femmes que les filatures et la présence des femmes, de même que celle des enfants, caractérise la grève de Valleyfield⁵. Comme Madeleine Parent l'a si bien dit : « Pour les grévistes, mais aussi pour les femmes des grévistes, c'était leur combat tout autant que celui de leur mari, elles faisaient partie de tout ce mouvement d'une façon très directe ». Reconnaisant cette réalité, Madeleine Parent met en place l'organisation des « Dames auxiliaires » qui regroupe les femmes et les mères des grévistes. Celles-ci s'occupaient de la cantine des grévistes et négociaient avec les commerçants et les propriétaires des logements des grévistes. Le dimanche soir en face du local des grévistes, le syndicat organisait une assemblée publique où on informait l'ensemble de la population de la tournure des événements.



*Collection Madeleine Parent et Kent Rowley,
MUSO – Musée de société des Deux-Rives, Salaberry-de-Valleyfield*

5 Lucie Bettez, « Cent jours dans la vie des Campivallensiennes. La grève de 1946 à Salaberry-de-Valleyfield », *Labour/Le Travail*, LXII, automne 2008, p. 41.

Le 13 août, après plus de deux mois de grève, la compagnie de concert avec le clergé qui, ce matin-là, avait réuni des convois de briseurs de grève en provenance de chacune des églises de Valleyfield, regroupe 400 briseurs de grève pour remettre les machines en fonction. La nouvelle circule rapidement et le mot d'ordre est lancé de se rendre aux portes de l'usine pour midi. Une foule estimée à 5000 personnes, incluant plusieurs femmes et enfants, bloque la sortie de l'usine et répond aux gaz lacrymogènes utilisés par la police avec des roches, des tomates, des œufs pourris. Devant l'ampleur de la foule rassemblée, le chef de la police provinciale finit par hisser un drapeau blanc. Kent Rowley, accompagné par Léa Duval qui est la représentante des Dames auxiliaires, négocie la sortie des briseurs de grève en garantissant leur sécurité, à condition qu'ils ne reviennent pas à l'usine.



*Collection Madeleine Parent et Kent Rowley,
MUSO – Musée de société des Deux-Rives, Salaberry-de-Valleyfield*



*Collection Murielle Halley,
MUSO – Musée de société des Deux-Rives, Salaberry-de-Valleyfield*

Après l'arrestation du chef syndical Azelus Beaucage et de l'organisateur Kent Rowley, Madeleine Parent, secrétaire-organisatrice du syndicat, prend la relève. Pour la première fois, elle fait preuve de ses talents de négociatrice. Elle négocie pour obtenir que les travailleuses et les travailleurs de Valleyfield obtiennent les mêmes gains que leurs collègues des usines montréalaises. La compagnie et le ministre du Travail mettent cependant une condition à la signature de cette convention. Ainsi, après le retour au travail, un vote devra être tenu pour que les employés-e-s décident de leur allégeance syndicale, optant soit pour un syndicat de boutique mis en place par la compagnie, soit pour l'OUTA. Le syndicat, tout à fait certain de l'adhésion de ses membres, accepte cette condition. Le 6 septembre, Madeleine Parent négocie les règles du scrutin, et c'est dans une proportion des deux tiers qu'on choisit l'adhésion à l'OUTA. Outre la reconnaissance du syndicat, les ouvrières et les ouvriers ont gagné une augmentation de cinq cents de l'heure, des primes pour le travail de nuit et le travail supplémentaire, une semaine de vacances payées, la retenue syndicale (formule Rand), une procédure de griefs de même qu'une clause d'ancienneté. Cette dernière clause est particulièrement importante pour les femmes qui, pour avoir accès à des postes moins pénibles, devaient souvent répondre aux avances et agressions des contremaîtres.

Madeleine Parent témoigne

Pour comprendre le sens de la victoire des travailleurs et travailleuses à Valleyfield dans la grève de 1946, il faut songer un peu aux conditions dans le moulin de coton avant que le syndicat, ce qu'on appelle l'union internationale, arrive dans la ville. En ce temps-là, le salaire était très bas, les heures étaient très longues, mais aussi les conditions étaient telles que les travailleurs et travailleuses n'avaient pas voix au chapitre. Parfois, on les appelait les « *mill hands* », des mains, et on ne s'attendait pas à ce qu'ils disent ce qu'ils avaient sur le cœur, à ce qu'ils parlent de leurs conditions, à ce qu'ils critiquent ou à ce qu'ils proposent des choses. On voulait simplement qu'ils suivent les ordres. La plupart des grands contremaîtres étaient anglophones, il y avait des aides-contremaîtres qui avaient très peu de pouvoir, eux parlaient français, mais n'étaient pas en position de prendre des décisions. Ce qui veut dire que, quand l'entreprise augmentait la vitesse des machines ou augmentait l'humidité d'une pièce pour que les fils cassent moins, quand elle faisait d'autres changements qui faisaient du tort à la santé ou au confort des travailleurs et des travailleuses, on ne voulait pas les entendre, il fallait qu'ils passent par là.

Coton 46, *Victoire syndicale importante dans l'histoire de Valleyfield*, 1993,
<www.youtube.com/watch?v=Sj80_e5sYyk>.

Il nous a fallu affronter tout *l'establishment* : le capital canadien-anglais (La Dominion Textile, la Banque de Montréal), le gouvernement sans merci de Maurice Duplessis, l'opposition de l'Église, la police, les chambres de commerce, en un mot, toute la classe dirigeante. Nous avons relevé le défi et leur avons lancé le gant en pleine figure. Les travailleurs étaient prêts. Ils n'attendaient que cela.

Ken Rowley⁶

Les grévistes ont eu raison de se réjouir et ils, surtout elles, voueront une reconnaissance indéfectible à Madeleine Parent⁷. En plus des gains matériels, les femmes et les hommes du « moulin à coton » de Valleyfield auront acquis une conscience syndicale et une expérience des luttes qui perdureront. À partir de ce moment, la compagnie a définitivement perdu le contrôle qu'elle exerçait sur la ville et, tout catholiques qu'ils soient, les travailleuses et les travailleurs ont compris que ce n'étaient pas aux curés de leur dire comment se comporter à l'usine.

Ainsi, Madeleine Parent a pu conclure que la grève de 1946 à Valleyfield avait été un des premiers coups de claxon de la Révolution tranquille.

C'était une grande dame

Alors que ma mère n'avait que 10 ans, mon grand-père lui demanda d'aller travailler à la « factrie » de coton pour permettre que ses frères et sœurs « puissent manger ». C'était en 1910.

Ma mère s'est mariée en 1927, après 17 ans de travail et d'exploitation dans une usine dont on disait qu'elle faisait vivre la ville. Elle m'a raconté bien des choses comme, par exemple, que certains jours, le *boss* cachait les enfants derrière une toile, car des « messieurs aux souliers noirs très propres » visitaient l'usine, le travail des enfants de moins de 15 ans étant interdit par la loi. Nous étions pauvres mais pas misérables, car mon père, après avoir travaillé « pour la Ville » fut engagé par la Dominion Textile, travail d'esclave très mal payé.

6 Rick Salutin, *Kent Rowley. Une vie pour le mouvement ouvrier*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1982, p. 51.
7 L'année suivante, en 1947, Madeleine Parent et Kent Rowley sont accusés de « conspiration séditeuse » par le gouvernement de Duplessis à la suite d'une autre grève dans le textile à Lachute où les grévistes sont violentés par la police, les syndicalistes harcelés, et la grève finalement cassée. Parent et Rowley seront par la suite exclus de l'OUTA par les dirigeants syndicaux qui pourchassent les « rouges » sur fond de maccarthysme aux États-Unis et de l'atmosphère anticommuniste au Québec et au Canada. Plus tard, en 1954, après d'interminables démarches judiciaires, Parent et Rowley s'exilent en Ontario. Source : Denyse Baillargeon, « La grève de Lachute (1947) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 37, n° 2, septembre 1983.

Quand la grève fut déclarée à la Dominion Textile en 1946, j'allais régulièrement au parc Salaberry écouter les discours enflammés des dirigeants du syndicat. Quand une jeune femme de 27 ou 28 ans prenait la parole, elle m'électrisait. Elle faisait remonter du fond de moi-même toutes les horreurs de mon enfance, de ma pauvre ville et de « l'usine de coton qui nous avait nourris ». J'avais beau dire à mes confrères du collège et à mes parents et amis : « Venez l'écouter, elle dit la vérité ». On me répondait qu'elle était révoltée, que le curé l'avait dit et qu'elle était communiste. Je me suis renseignée auprès des autorités du collège pour savoir ce qu'était le communisme. Ils ne le savaient pas, mais ils étaient contre. Je retournais régulièrement écouter ses discours ; communiste ou pas, elle avait raison.

Puis, avec le temps, la panique s'est emparée de la bourgeoisie... « Qu'est-ce que le monde allait manger » ... Les patrons, petits et gros, se sont organisés. Les hautes autorités de nos basses institutions, certains collèges, certaines écoles et quelques paroisses de la ville ont commencé à se mobiliser.

Quant à moi, désespéré, je ne m'étais jamais senti aussi seul. Ce soir-là, j'étais allé à la pêche au doré sur le lac Saint-François. Mais comment rester solidaire, seul et silencieux dans un rapport de force aussi inégal ? J'ai alors saisi le journal hebdomadaire de ma ville, *Le Progrès de Valleyfield*, j'ai découpé la photo de Madeleine Parent, je l'ai mise dans mon porte-monnaie et je l'ai gardée là pendant cinq ans. C'était ma conscience critique dans ce monde aliéné – expression que je ne connaissais pas alors. Par exemple, quand des personnes importantes s'exprimaient sur quelque chose, je me tournais vers la photo et demandait à Madeleine ce qu'elle en pensait. Je me suis trouvé ainsi, très souvent, en opposition avec les gens en place, entre autres, avec mon ancien curé, le futur cardinal Paul-Émile Léger.

Beaucoup plus tard, un soir que je soupais chez Madeleine avec deux amis, je lui racontai l'histoire de ma photo, de sa photo, stratégie d'un jeune adolescent pour survivre consciemment. Elle m'a répondu, très émue, que ça l'avait beaucoup touchée.

Merci Madeleine, grande dame du mouvement ouvrier, de t'être battue pour ma petite ville.

Jean Ménard, prêtre et ancien missionnaire

Témoignage lors d'une cérémonie pour le décès de Madeleine Parent, 2012

Le « soviét » de Valleyfield

Succès et échecs du travail communiste en usine

Guillaume Tremblay-Boily

Doctorant en sociologie à l'Université Concordia

Dans les années 1970 et au début des années 1980, le mouvement marxiste-léniniste regroupe des milliers de sympathisants et sympathisantes et constitue un des pôles dominants de la gauche québécoise. La plus importante organisation du mouvement, la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, devient le Parti communiste ouvrier (PCO) en 1979. Ce parti qui se conçoit dans la tradition de la Troisième Internationale prône l'implantation en usine. Il encourage les militants à se faire embaucher en usine pour y faire du travail syndical et politique. Valleyfield est alors un des endroits où cette présence communiste est la plus forte. On retrouve des militants dans la plupart des grandes usines de la ville et des environs. Dans certains cas, les marxistes-léninistes se font élire à des postes syndicaux et exercent une influence déterminante sur les luttes dans les milieux de travail. Un leader du parti déclare à l'époque que « dans la région, tous les éléments avancés ont été ralliés » et certains parlent du « soviét de Valleyfield » pour décrire la vigueur de l'engagement communiste. Dans ce texte, j'analyse l'implantation dans quatre usines de la région afin de faire surgir quelques-unes des raisons derrière les succès et les échecs de ces expériences¹.

¹ Ce texte s'appuie sur des entretiens réalisés dans le cadre d'une thèse de doctorat (en cours) sur l'engagement des marxistes-léninistes québécois dans des milieux de travail. À Valleyfield, l'implantation a presque entièrement eu lieu dans le secteur industriel, surtout dans des usines qui embauchaient exclusivement des hommes dans le secteur de la production. C'est ce qui explique la surreprésentation des militants masculins dans l'échantillon présenté ici. Il faut cependant dire que le militantisme à Valleyfield a pris forme dans d'autres secteurs, dont les garderies populaires et les coopératives alimentaires, où, généralement, ce sont des femmes qui ont joué le rôle principal.

Dominion Textile et Davison² : des militants isolés

Quelque temps après avoir été renvoyée de son travail de bureau en raison de ses activités politiques, une militante est embauchée dans une usine de textile de Valleyfield, la Dominion Textile, celle-là même où a eu lieu la légendaire grève de 1946. Elle travaille de nuit, dans des conditions difficiles. Pendant son année à l'usine, aucune mobilisation significative n'a lieu. Ce ne sont pourtant pas les raisons de se révolter qui manquent. L'équipement est souvent vétuste. Les ouvrières doivent pousser de lourds carrosses dont les roues sont rouillées. Fréquemment, elles se brûlent ou se coupent, et lorsque le fil casse, elles doivent courir entre les machines pour intervenir avant que le feu ne prenne. Ces problèmes de santé et de sécurité auraient pu devenir des enjeux de mobilisation, mais la tradition de lutte qui a marqué l'imaginaire des Campivallensiens semble s'être évanouie à l'usine. La militante ne sent pas de combativité dans son département et elle n'est pas en contact avec les femmes des autres départements : « C'était un milieu... Tu travaillais, tu finissais ton *shift* le matin, tu t'en allais chez vous ». Le milieu de travail offre peu d'occasions de parler. Sur le plancher, le bruit empêche toute discussion. Même pendant les pauses, « fallait que tu "checkes" ton affaire parce que si tu revenais pis [les machines] étaient arrêtées, c'est ta paie qui ne rentrait pas ». L'ouvrage est payé à la pièce, ce qui affecte les capacités de mobilisation. Dans un emploi payé à l'heure, les travailleurs qui maîtrisent leur tâche peuvent l'effectuer plus rapidement, ce qui dégage du temps libre qui peut potentiellement être utilisé pour parler syndicalisme et politique. À l'usine de textile, les ouvrières sont incitées à produire plus pour gagner plus. Par ailleurs, elles doivent combiner le travail salarié et le travail domestique, « s'occuper des maris, des enfants pis d'la maison ».

Seule militante marxiste-léniniste dans cette usine – sauf pendant une courte période où elle est rejointe par une camarade qui est cependant renvoyée avant la fin de sa probation –, elle se sent isolée. Ses relations avec ses collègues sont cordiales, mais il y a une certaine distance, due entre autres à l'écart d'âge qui la sépare des autres ouvrières. Ces facteurs se conjuguent pour rendre difficile l'action syndicale et politique. Il faut dire que le syndicat n'est pas ouvert aux revendications : c'est un syndicat jaune, affilié à la Centrale des syndicats démocratiques (CSD)³. Il est d'ailleurs dominé par les hommes alors que la main-d'œuvre de l'usine est majoritairement féminine.

Alors qu'à la Dominion Textile, les contraintes du travail entravent la mobilisation, à la Davison, ce sont plutôt le confort (relatif) et l'indifférence qui limitent le travail

2 Aujourd'hui la Davison Grace.

3 La Centrale des syndicats démocratiques est née d'une scission d'avec la CSN dans le contexte du Front commun de 1972. Elle s'oppose à la politisation de l'action syndicale et au syndicalisme de combat. Dans le cas précis de la Dominion Textile, le syndicat prône la collaboration avec l'employeur.

d'agitation et de propagande. Un militant, qui y travaille pendant près de dix ans, décrit une petite usine familiale où règne le paternalisme (« T'as un problème, viens nous voir »). Les travailleurs évitent de revendiquer par peur de perdre leur emploi, mais aussi parce qu'ils ont une certaine confiance envers la compagnie : « [S'il y a un problème] on va leur dire, ils vont arranger ça ». Les salaires sont parmi les plus élevés de la région, l'emploi est stable, la *job* n'est pas trop exigeante physiquement et les conditions de travail sont assez bonnes. Les ouvriers n'ont donc pas le sentiment de vivre des injustices majeures.

L'expérience d'implantation du militant de la Davison a néanmoins des points communs avec celle de la militante de la Dominion Textile. L'usine offre peu de possibilités de parler aux autres ouvriers : il côtoie seulement les sept ou huit travailleurs de son quart de travail, les gens mangent à leur poste et il n'y a pas de lieu de rencontre. En tant que seul militant à l'usine, il se sent lui aussi isolé politiquement. Il noue d'assez bons contacts avec les autres ouvriers, mais le fait qu'il soit nettement plus jeune que la moyenne n'aide pas à tisser des liens. L'absence de structure syndicale ne facilite pas les choses non plus. Au fil des années, il fait plusieurs interventions auprès de la direction qui finissent par porter fruit, notamment en santé et sécurité, mais il ne sent pas un soutien fort des autres travailleurs : il a un accord tacite de leur part (« Essaie-toi »), mais l'initiative ne vient pas de la base et ne débouche pas sur une mobilisation plus large.

Alcan Beauharnois : une grève perdue

À l'aluminerie de Beauharnois, deux militants marxistes-léninistes sont implantés. Ils espèrent y développer un syndicalisme de classe, accroître la combativité ouvrière et amener les travailleurs à étudier le marxisme. Sur place, l'appareil syndical est tenu par des gens de droite qui collaborent avec la direction et qui ont obtenu la désaffiliation de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) parce qu'ils jugent la centrale trop politisée. Ils organisent peu d'assemblées syndicales. Comme les personnes implantées à la Dominion Textile et à la Davison, un des deux militants mentionne qu'il est difficile de faire du travail politique parce que les horaires et la composition des équipes font en sorte qu'il ne croise qu'une petite fraction des ouvriers. Malgré tout, il parvient à se faire élire à l'exécutif syndical comme secrétaire à l'information. Il développe une bonne relation avec le président du syndicat, un homme de bonne volonté qui veut ébranler la compagnie. De sensibilité anarchiste, le président n'adhère pas au marxisme-léninisme, mais il se promène avec *La Forge*, le journal de la Ligue, dans les poches de son pantalon, juste pour faire « chier » les contremaîtres !

Autour d'enjeux de santé et sécurité qui mobilisent largement les travailleurs de l'usine, les deux militants marxistes-léninistes et le président du syndicat se donnent corps et âme pour soutenir une grève qui dure plusieurs semaines. Or, la grève se

solde par un échec. Les ouvriers rentrent au travail sans gains significatifs. Le militant membre de l'exécutif syndical sent alors que le lien de confiance avec les autres ouvriers est brisé. « Quand tu perds, ça prend un coupable : "Là, les estis de communistes, ils nous ont monté la tête, tabarnac !" » De surcroît, le président du syndicat est congédié, ce qui décime le courant combatif dans le syndicat. Une étincelle a bel et bien mis le feu à la plaine, pour reprendre une expression prisée par les marxistes-léninistes, mais ça a donné un feu de paille :

Quand l'étincelle est arrivée, tu peux pas dire que t'avais des délégués syndicaux des différents *shifts*, des différents départements, structurés pour véhiculer un même mot d'ordre. On était une p'tite gang, mais on n'était pas organisés dans la *shop*.

L'usine d'explosifs : terreau fertile, enracinement durable

La situation à l'Alcan contraste avec celle qui prévaut à l'usine d'explosifs de la région. Profitant d'une vague d'embauche d'environ 300 jeunes travailleurs, une dizaine de militants marxistes-léninistes sont engagés dans un court laps de temps. Ils sont donc assez nombreux pour former un noyau influent. En ayant une présence dans plusieurs départements, ils peuvent rejoindre plus de personnes, mieux connaître la réalité de la *shop*, mais aussi reprendre des initiatives propres à un département et les étendre à l'ensemble de l'usine. Ainsi, quand un militant fait signer une pétition à tous les ouvriers de son département pour réclamer un détecteur de métal afin de prévenir les accidents, l'idée est par la suite mise de l'avant avec succès dans les autres départements.

L'usine d'explosifs constitue alors un milieu plutôt favorable au militantisme. La main-d'œuvre est majoritairement composée de jeunes, plus combatifs que leurs aînés. Les conditions de travail sont si dangereuses que la plupart sont déjà conscients de la nécessité d'agir. Un militant mentionne d'ailleurs que les ventes de *La Forge* augmentent lorsqu'il y a une explosion dans l'usine !

Peu de temps avant l'embauche des marxistes-léninistes, une grève victorieuse de sept mois a eu lieu sur des questions de santé et de sécurité. Elle a été organisée par un exécutif syndical combatif, avec lequel les militants de la Ligue parviennent à tisser des liens, travaillant en front uni pour obtenir gain de cause sur plusieurs points. Les membres de l'exécutif en place sont cependant peu soucieux de la démocratie syndicale. Les marxistes-léninistes font donc de la démocratisation une de leurs priorités. Ils multiplient les efforts pour informer les membres et les impliquer dans la prise de décision, ce qui permet de mieux enraciner le syndicat. Selon l'un des militants rencontrés, il s'agit de la plus grande réussite des marxistes-léninistes.

Cet engagement des militants contribue à l'obtention de gains concrets en termes d'avantages sociaux et de conditions de travail. Par exemple, ils militent avec succès pour la pleine reconnaissance d'un droit collectif de refuser un travail dangereux. De plus, ils obtiennent un généreux système de congés qui permet à plusieurs ouvriers de faire un retour aux études ou de démarrer leur propre entreprise. Des années plus tard, le syndicat – dirigé par d'anciens marxistes-léninistes – parvient à imposer une forme de cogestion afin de préserver des emplois menacés. La cogestion est aussi utilisée comme levier pour démilitariser partiellement la production de l'usine. Quoique ces changements surviennent longtemps après la disparition du Parti communiste ouvrier, les militants rencontrés attribuent en partie leurs victoires syndicales ultérieures aux apprentissages effectués à l'époque :

L'influence des analyses, l'influence des façons de travailler, l'influence de la démocratie dans le syndicat, l'influence de la formation, l'information des membres. Ça, cette toile de fond-là au niveau du syndicat, c'est parti de la présence [marxiste-léniniste].

Des effets positifs se font donc encore sentir plus d'une génération après les débuts de l'implantation. L'action des marxistes-léninistes à l'usine d'explosifs a pu être efficace entre autres grâce à la force du nombre, mais également par les alliances stratégiques avec un syndicat local revendicateur. À l'inverse, dans d'autres usines, les conditions locales et l'isolement des militants les ont empêchés de construire un pôle combatif durable. Cependant, même quand l'action syndicale a été couronnée de succès, la propagation de la pensée communiste a largement échoué. Les militants se sont alors concentrés sur l'activité syndicale et ont souvent été appuyés par les autres ouvriers pour leur combativité exemplaire *en dépit de* leurs convictions communistes. Comme l'exprime un syndicaliste de l'usine d'explosifs qui a milité avec eux sans jamais se rallier au mouvement marxiste-léniniste :

Il [un des militants communistes] en faisait beaucoup pour le syndicat. Il s'investissait beaucoup pis les résultats étaient là. Dans ce temps-là, moi, même si t'es jaune, mauve ou vert, si t'es pour ma cause pis que tu gagnes ma cause, j'ai pas le choix de reconnaître ça.

Aujourd'hui, des militants reviennent sur leur expérience. Plusieurs soulignent que leur discours de l'époque était figé, dogmatique, rempli de formules creuses. Les références à la dictature du prolétariat, à la lutte armée et à la Chine de Mao, notamment, rejoignaient peu les ouvriers. Que se serait-il passé si leur action en usine s'était appuyée sur une interprétation moins rigide du marxisme ?

La grande bataille du Suroît contre la centrale thermique

Entrevue avec Marc Laviolette

Pierre Beaudet¹

Professeur associé à l'Université du Québec en Outaouais

En 2001, Hydro-Québec et le gouvernement du Parti québécois (PQ) annoncent un mégaprojet de construction d'une centrale thermique au gaz à Beauharnois, la ville-sœur, si on peut dire, de Valleyfield. Le budget du projet est évalué à plus de 550 millions de dollars. On estime qu'une fois complétée, la centrale pourra produire plus de 850 mégawatts et qu'on pourra exporter l'électricité vers l'Ontario et les États-Unis. En 2003, cependant, le projet reçoit une évaluation négative du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) qui estime que, « malgré sa contribution importante à l'essor économique de la région de Beauharnois et malgré les impacts réduits qu'il aura sur l'environnement, le projet augmentera de façon substantielle les émissions de gaz à effet de serre du Québec² ». Malgré cet avis négatif, le nouveau gouvernement du Parti libéral remet le projet sur les rails à la fin de 2003. Rapidement, l'opposition s'organise. Une vaste coalition d'organisations environnementalistes, la coalition Québec-Vert-Kyoto, organise une manifestation en février 2004 où se retrouvent plus de 4000 personnes devant le siège social d'Hydro-Québec à Montréal.

1 L'entrevue fut réalisée à Valleyfield le 28 février 2019.

2 BAPE, *Rapport 170. Projet de centrale à cycle combiné du Suroît à Beauharnois par Hydro-Québec*, Québec, janvier 2003.

La coalition Québec-Vert-Kyoto³

Cette coalition a réuni plusieurs secteurs de la société : comités de citoyens et de citoyennes, médecins de famille, groupes écologistes, associations étudiantes, artistes, scientifiques, syndiqué-e-s ainsi que des organismes comme l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement (RNCREQ) et l'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN⁴) avec l'aide de militants et militantes du Parti vert du Québec⁵.

À la suite de nouvelles mobilisations citoyennes, dont une deuxième grande manifestation le 29 mai 2004, le projet est transmis pour étude à la Régie de l'énergie qui finit par affirmer son inutilité relative, compte tenu des surplus d'énergie électrique générés par les diverses installations d'Hydro partout au Québec. À la fin de 2004, le gouvernement du Québec annonce la suspension définitive du projet. Cette bataille a clairement été une victoire sans précédent du mouvement environnementaliste, à l'échelle de tout le Québec. Ce qui est moins connu, c'est que la bataille a également été menée par les citoyens et les citoyennes de Beauharnois, avec l'appui d'une bonne partie de la population de Valleyfield et des environs. C'est de cette importante dimension locale que nous avons pu discuter avec le syndicaliste Marc Laviolette⁶, qui était à l'époque porte-parole du comité de citoyens de Beauharnois opposé au projet du Suroît.

P.B. — Il y a eu une importante mobilisation locale dans le Suroît contre ce projet de centrale thermique qui devait en principe apporter des revenus et des emplois dans la région. Comment expliquer cela ?

M.L. — Dans notre région, il y a eu dans le passé de sérieux problèmes environnementaux. Dans les années 1960, les grandes entreprises multinationales jetaient dans les eaux environnantes des quantités invraisemblables de métaux lourds. Une des entreprises les plus irresponsables, l'Union Carbide, déversait 30 tonnes de produits

3 Marie-Ève Giroux, « Lutte contre le projet de centrale thermique du Suroît », *Cahiers du CRISES*, n° MS0703, mars 2007.

4 L'UQCN est devenue Nature Québec en 2005. (NdR)

5 La coalition a également bénéficié de l'appui d'un ministre « dissident » du gouvernement libéral, le ministre de l'Environnement, Thomas Mulcair, et de plusieurs partis politiques (PQ, Bloc québécois, Union des forces progressistes, Parti Vert et même l'Action démocratique du Québec).

6 Marc Laviolette a été président du Syndicat national des produits chimiques de Valleyfield de 1986 à 1994, puis président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) de 1999 à 2002, et enfin vice-président de la Fédération de la métallurgie devenue la Fédération de l'industrie manufacturière de la CSN.

polluants par mois. Les gens connaissaient cette situation, car ils voyaient les déchets faire rouiller leurs autos et leurs maisons. Des enquêtes médicales révélaient un taux anormalement élevé de maladies pulmonaires. Autre chose : Beauharnois est une ville où Hydro-Québec est installée depuis longtemps, ce qui veut dire qu'on connaissait comment cette entreprise fonctionne. Au lieu d'investir dans le renouvelable (la région est un bon site pour l'énergie éolienne, notamment), Hydro est restée avec la mentalité « béton ». Il fallait construire et construire, alors qu'on savait qu'il y avait des surplus d'énergie électrique en masse.

P.B. — Les syndicats étaient-ils sensibilisés à la chose ?

M.L. — Évidemment. Ils ont joué un grand rôle. Encore là, on a une histoire. Depuis longtemps, les syndicats de notre région se sont battus pour améliorer les conditions de santé et de sécurité dans les usines. On a même fait des grèves pour cela, notamment contre Union Carbide, en 1976 et en 1979. Dans mon usine à Expro, on a imposé aux employeurs des conditions très strictes, régies par des comités paritaires, qui ont dans une certaine mesure interdit les pratiques les plus dangereuses. Des patrons irresponsables aux projets sans bon sens d'Hydro-Québec, on a fait les liens.

P.B. — C'est pour cela que la population s'est mobilisée ?

M.L. — On avait déjà un comité de citoyens avant que l'affaire de la centrale au gaz n'arrive dans le décor. Tout de suite, le comité a demandé au maire d'organiser un référendum, ce qu'il n'a jamais fait. On a tenu des réunions de cuisine. On en a parlé dans les assemblées syndicales. Les étudiants et les étudiantes ont massivement embarqué. Finalement, on a organisé la plus grosse assemblée dans l'histoire de la ville, avec presque 1000 personnes. On a porté notre message partout au Québec, on est allés à la commission parlementaire. La voix du peuple était claire et nette : non à ce projet !

P.B. — Finalement, la « digue » a cédé...

M.L. — Les autorités locales ne pouvaient pas faire autrement. Le maire de Beauharnois, au départ en faveur du projet, s'est finalement prononcé contre. Une grande majorité des résidents et résidentes de la ville était explicitement contre. À Valleyfield également et dans les environs, on a eu l'appui de la population. Le gouvernement et Hydro-Québec se sont retrouvés isolés avec une poignée d'entrepreneurs qui disaient que le refus du projet serait une catastrophe pour la région. Les gens n'ont pas cru à cela.

P.B. — Comment cela s'est-il passé après le retrait du projet ?

M.L. — On est restés mobilisés. Lors des élections municipales à Beauharnois, le maire a été battu par un candidat appuyé par les syndicats. Quant à moi, je suis retourné à l'usine avec mon monde. Pendant quelque temps, on a presque géré Expro, notamment en achetant une part des actions de l'entreprise. On était organisés atelier par atelier ; les ouvriers disaient aux contremaîtres ce qu'il fallait faire et ne pas faire. Puis SNC (qui ne s'appelait pas encore SNC-Lavalin) a racheté l'usine pour la revendre quelques années plus tard à une entreprise américaine, General Dynamics, qui a fermé une grande partie des installations et mis à pied des centaines de travailleurs. Cependant, aujourd'hui encore, les patrons ont compris que les travailleurs ne sont pas passifs, qu'ils connaissent leurs affaires, qu'ils sont prêts à empêcher des pratiques douteuses sur le plan de la sécurité et de l'environnement. On est encore debout et on résiste.

Valleyfield, un enjeu québécois

Valleyfield 2019 : un militantisme en mutation

Pierre LaGrenade et Pierre Beaudet

Respectivement animateur de la coalition intersyndicale COTON 46 à Salaberry-de-Valleyfield et professeur associé à l'Université du Québec en Outaouais

Au terme de l'enquête sur Valleyfield, il nous a semblé important de prendre un pas de côté et de réfléchir à tout ce qui a été réuni à travers l'ensemble des discussions, enquêtes et entrevues. Vous l'aurez lu dans les pages précédentes, ce riche matériel fournit un bon portrait de la région, de ses luttes et résistances, de son état économique et social, et de divers débats qui traversent les générations militantes.

Bien évidemment, le but de l'exercice était et demeure d'outiller les personnes qui font bouger des choses à Valleyfield, qui sont à l'œuvre, la plupart du temps dans l'ombre, dans les associations, les syndicats, les projets écologistes et partout ailleurs où on sait que, pour paraphraser Naomi Klein, « tout doit changer » !

En même temps, notre ambition a également été d'ouvrir les yeux de l'ensemble du Québec sur les réalités complexes et diverses de ce qu'on appelle, à Montréal, les « régions », qui sont loin de présenter une réalité uniforme et homogène, mais où se trouvent des traditions et des pratiques militantes innovantes qui devraient inspirer tout le monde.

Le fait de centrer notre réflexion sur Valleyfield est bien sûr venu du fait que cette ville, et la région du Suroît en général, a constitué une sorte de laboratoire social à partir des grandes luttes ouvrières passées et récentes, ce qui est resté dans l'imaginaire des personnes de gauche.

Bref, si on a travaillé sur ce dossier, ce n'était pas surtout pour raconter une « histoire », mais pour comprendre, d'un point de vue progressiste, ce qui peut être pensé et fait à Valleyfield et dans le Suroît, une région à la fois fragilisée et résistante, avec, si on peut dire, son « langage » politique, ses réseaux, ses utopies. En somme, on avait pensé – notre enquête l'a d'ailleurs conclu – que Valleyfield demeurerait un des sites importants de cette « deuxième révolution tranquille » qui semble urgente et nécessaire. C'est ce que pourrez comprendre dans le texte qui suit.

À l'origine : résister

Valleyfield a connu ces dernières années de grandes transformations. « C'était, nous ont dit plusieurs militantes et militants, une sorte d'enclave, de gros village, où on naissait, on travaillait, on fondait une famille, et où on décédait. » Au cœur de la communauté était le monde des usines, et notamment des grandes usines, à commencer par la Montreal Cotton où des générations se sont retrouvées dans l'engrenage du despotisme d'usine jusqu'à ce qu'on décide de se tenir debout. C'est cette tradition qui s'est perpétuée jusque dans les années 1970-1980, d'où la force remarquable du syndicalisme, un syndicalisme convergent, capable d'assumer la résistance de tout un chacun, au-delà des affiliations. C'est un constat, non seulement à Valleyfield mais aussi ailleurs, là où on s'intéresse au syndicalisme ; il y a très peu d'endroits au Québec où on a pu développer une telle solidarité intersyndicale. Il faut aussi noter que cette solidarité ouvrière a toujours été associée à un projet indépendantiste progressiste dont le socle était le mariage entre l'émancipation sociale et l'émancipation nationale.

Le virage

Au tournant des années 1990, beaucoup de choses ont changé. De manière générale, à Valleyfield et dans le Suroît, le résultat du référendum de 1995, kidnappé par l'État fédéral, a porté un dur coup. Des militants nous ont raconté : « On a perdu pied, pour ne pas dire, l'espoir. On s'est repliés sur nous-mêmes, avec un sentiment frustrant que le Québec ne pouvait pas changer ». Par la suite, la flamme indépendantiste est restée allumée, mais sans l'éclat qu'elle avait auparavant. On votait Parti québécois (PQ) ou Bloc québécois (BQ), sans grand enthousiasme. Pour les jeunes, la distance s'est creusée davantage : « Plusieurs jeunes militants n'ont plus un "grand" projet collectif comme il existait à l'époque ». À l'échelle plus personnelle, on note que la société « tricotée serrée » qui liait ce monde ouvrier et populaire s'est en partie délitée, mais elle n'a pas été totalement détruite. Dans l'imaginaire d'aujourd'hui, le « je » prend une grande place. Mais ce n'est pas unilatéral selon plusieurs personnes qui ont participé à notre enquête : « Il y a un autre "nous" qui surgit, même s'il est plus éclaté qu'avant. Il y a beaucoup de jeunes allumés, hyper mobilisés, avec des opinions et des ambitions diversifiées ».

Passage des générations

L'évolution du Québec, à Valleyfield comme ailleurs, a pris un sens qui a bouleversé la société. Le tournant vers la droite, on ne peut le nier, a pénétré profondément, au-delà même de l'évolution des principaux partis politiques, dans les consciences, dans les comportements, minant la solidarité. Par ailleurs, le virage réactionnaire pourrait avoir des effets positifs : « Cela peut avoir un effet fédérateur pour ce qui est des diverses résistances populaires, car devant l'adversité, il faut se regrouper encore plus ».

Se regrouper, oui c'est une bonne idée. Mais comment ? Le monde des grandes usines où on occupait un emploi quasiment à vie est en déclin. Il y a également beaucoup plus de mobilité, dans la région même et au-delà, en partie à cause des infrastructures de communication qui « rapprochent » Valleyfield, physiquement et virtuellement, du reste du monde. Néanmoins, on voit le travail associatif, sur le plan syndical notamment, continuer, sortir des grandes usines, aller dans le monde des PME, du précaire, des conditions de travail plus difficiles. On nous l'a dit, « à Valleyfield, la densité syndicale n'a pratiquement pas diminué, malgré les licenciements massifs dans les grandes entreprises ».

Et alors apparaît un autre grand et « nouvel » enjeu. Il n'est pas tout à fait nouveau, car à Valleyfield, cela fait longtemps qu'on se bat pour protéger l'environnement et les conditions de vie de la population qui vit dans la région. On n'a qu'à étudier les luttes importantes dans le passé, notamment celle contre le projet de centrale thermique au gaz¹. Aussi, à l'échelle locale, les syndicats ont mené des batailles épiques dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail qui constituaient, en substance, des luttes pour assainir l'environnement.

Aujourd'hui est largement partagée cette conscience qu'on ne peut pas vivre correctement seulement si on se concentre sur la lutte pour obtenir des salaires décents. Dans les syndicats, à la fois pour défendre leurs conditions de travail et pour faire face au défi environnemental, des jeunes s'impliquent : ils sont encore plus sensibles et attentifs aux problèmes comme l'utilisation de produits dangereux, les déversements et les accidents de travail qui sont rarement des « accidents », mais des résultats de pratiques inadéquates.

Cela dit, ce renouvellement du syndicalisme pose plusieurs problèmes, d'autant plus que l'effectif ouvrier est en train de changer. Par exemple, à General Dynamics, 50 % des employés vont partir d'ici cinq ans. Par ailleurs, la traditionnelle culture syndicale est moins acceptée parmi les jeunes qui y voient passablement de hiérarchie, voire de lourdeur. On nous a dit : « Beaucoup de jeunes hésitent avant de s'investir ».

1 Voir l'entrevue avec Marc Laviolette dans ce numéro : « La grande bataille du Suroît contre la centrale thermique » par Pierre Beaudet.

Cependant, ce n'est pas pour dire que cela ne se fait pas. Par exemple, dans le cas de la puissante grève (presque un an) de la CEZinc, la lutte a été prise en main en partie par une nouvelle génération militante, notamment par des femmes. Cela a fonctionné, d'autant plus que la solidarité de la population a été admirable, tant chez les têtes grises que chez les jeunes. « On a pu contrer, nous disent des militants, le discours patronal, repris par les médias, voulant que les syndicats soient trop puissants, que les "vieux" syndiqués soient trop gâtés ». Cela n'a pas passé et ne pouvait pas passer dans un syndicat très conscient des enjeux et qui a mis au premier plan des revendications la défense des droits des jeunes travailleurs, notamment sur la question du régime de retraite.

De l'enjeu écologique à la bataille pour la ville

Il est indéniable que les questions écologiques, à commencer par le défi climatique, constituent ce dont les jeunes se préoccupent : « C'est explicite chez eux. Ils ne voient pas cela comme un enjeu "technique", c'est un choix qui concerne toute notre société, notre mode de vie, voire notre mode de pensée ». Avec le travail précurseur de militantes et militants écologistes, les liens ont été établis entre les pratiques polluantes des entreprises, l'étalement urbain et la surutilisation des voitures individuelles, sans compter la déperdition des habitats naturels : « L'enjeu écologique à Valleyfield devient rapidement un enjeu de l'aménagement global, de ce qu'on fait avec notre territoire, les zones humides, les réseaux et les infrastructures ».

Ce virage vert coïncide avec une autre mutation. En partie du fait que les grands projets de transformation de la société semblent éloignés, en partie à cause d'autres perspectives qui mettent l'accent sur ce qu'on peut faire à l'échelle de tout le monde, « il y a plus d'intérêt de s'investir dans le local, sur les questions de proximité sur lesquelles on peut avoir un impact ». D'où les efforts de certains militants pour redynamiser des regroupements et des luttes par quartier. Ces militants sont toutefois réalistes : « Ce n'est pas évident partout, dans le contexte de sous-régions, où prédominent la consommation à outrance, le culte du gros char et de la grosse maison ».

Ce tournant vers le local est handicapé également par des transformations à l'échelle du Sud-Ouest du Québec. Ainsi, Valleyfield pourrait voir son statut de capitale du Suroît érodé par la croissance d'autres pôles, Vaudreuil en particulier, et de ce qui devient une nouvelle et gigantesque banlieue de Montréal : « Le gouvernement parle de nous faire perdre des gros morceaux comme l'hôpital régional qui pourrait être transformé en une sorte de mégaCHSLD ». Il appert donc que, pour le moment, les batailles sont surtout défensives : « On se bat pour garder les services qu'on a, pas pour en développer d'autres ».

Par ailleurs, il y a plein de projets et d'initiatives. Un militant observe : « Il faut regarder où on était il y a à peine quelques années, où l'idée d'installer des pistes cyclables apparaissait comme totalement farfelue ». De nouveaux arrivés veulent s'installer à Valleyfield, il y a une certaine croissance économique, même si elle n'est plus sur le mode antérieur, avec les grandes entreprises.

On constate donc que les choses changent et qu'il faut maintenant s'occuper davantage des enjeux locaux, voire municipaux, ce qui a été traduit par une mutation de l'équipe municipale en poste actuellement à Valleyfield : « On doit miser sur le renouvellement municipal, même si cela ne répond pas à l'ensemble des problématiques. On a un espace, on peut et on doit l'occuper, et faire quelque chose de significatif pour changer la vie, ici et maintenant ».

Valleyfield au Québec, le Québec dans Valleyfield

À travers ses grandes luttes syndicales et par l'adhésion d'une très grande partie de la population au projet d'indépendance, Valleyfield a été un lieu où se créait et se recréait une identité militante assez singulière. Après tout, c'est ici que s'est voté le premier mandat des cégeps pour la grève étudiante de 2012 et ce n'était probablement pas un hasard. La grande solidarité autour des conflits ouvriers, comme celui récent de la CEZinc, continue et persiste, ce qu'on ne voit pas trop ailleurs. On se pose donc la question : cette tradition peut-elle persister et même se renforcer en ces temps incertains ?

Il est manifeste, par exemple, que la question nationale se pose d'une manière différente pour les générations qui n'ont pas vécu, dans leur chair, les espoirs et les défaites des décennies précédentes. Plusieurs jeunes s'interrogent : « Qu'est-ce qui reste de l'urgence de l'indépendance au moment où, en apparence du moins, la question linguistique a été en bonne partie réglée par la loi 101 ? » Le Québec polarisé d'antan, celui du « *speaking white* » et du racisme plus ou moins discret de la grande bourgeoisie anglo-canadienne, semble une réalité dépassée, du fait des avancées de la société québécoise et des permutations au sein des élites (on pense à Québec inc.).

Cela vient aussi d'une conscience aigüe des effets d'une mondialisation qui à la fois dépasse les États et impose à tout le monde les affres de l'inégalité et de la destruction de l'environnement. Il n'est pas rare d'entendre chez de jeunes militantes et militants qu'il faut maintenant « se battre encore plus qu'avant, à l'échelle du monde ». Face au projet souverainiste ou indépendantiste, beaucoup ne se sentent pas tellement concernés. Ils ne voient pas que la persistance de la domination de l'État fédéral reste un obstacle important contre l'avancement de leurs utopies. Chez les autres générations, y compris dans les milieux syndicaux, « la majorité des gens voterait Oui demain matin, mais en même temps, ils pensent que cela ne surviendra pas, du moins pas dans ce qu'ils voient devant eux ».

Un autre facteur entre ici en jeu ; il a rapport au lent mais apparemment irrésistible déclin du Parti québécois. On peut tout prévoir, sauf l'avenir, selon l'expression consacrée, mais à Valleyfield et de plus en plus partout au Québec, peu de gens pensent que ce parti peut être réanimé. Pour des militantes et des militants, les défaites dont le référendum de 1995 ont illustré que le PQ a raté la cible : « Il a fait de la question de la souveraineté une question de mécanique, avec l'obsession du référendum ». « Pour les dirigeants du PQ, on ne voulait pas comprendre qu'il faudrait une bataille épique, de longue haleine, contre tout un système ». « On a cherché des moyens faciles, des solutions miracles, avec un langage naïf sur le rapport de force qu'un tel changement impliquait ». Et plus tard, le parti s'est recentré vers le néolibéralisme en acceptant la pensée unique du tout au marché, tout en étant très négligent sur les enjeux environnementaux.

Que faire et comment faire ?

C'est une question qui revient souvent dans l'histoire ! On a une société en mutation. Des milieux militants qui changent, d'où plusieurs contradictions complexes. Par exemple, même si pour les jeunes, « la lutte est à fois locale et globale », comment, alors, occuper tous les échelons, celui de la proximité dans son quartier et sa ville, comme celui du monde contre l'empire des multinationales, sans compter le système de domination mis en place par l'État canadien ?

C'est une question à 64 millions de dollars !

Il y a six décennies de cela, Valleyfield a été transformée par la génération des baby-boomers. Ces hommes et ces femmes avaient appris de leurs ancêtres, mais en même temps, ils ont construit leur propre terrain, essentiellement celui de l'indépendantisme de gauche et du syndicalisme de combat. Ce monde militant qui est encore très présent, les « jeunes de cœur », on peut le dire ainsi, ont répondu, à leur manière et à travers les débats de l'époque, à cette question à 64 millions.

Aujourd'hui, on l'a vu, la donne a changé. Entre-temps, d'autres enjeux semblent plus urgents, dont, évidemment, celui des changements climatiques. Des militants observent : « C'est plus un ensemble d'enjeux qu'un enjeu comme tel. Par exemple, ce qui est en cause dans tout cela, c'est notre sécurité alimentaire. C'est beaucoup plus grave que ce qui était perçu dans une époque récente, à savoir que l'environnement était une question d'améliorer notre cadre de vie ». Il nous semble évident qu'il se crée autour de cela de nouvelles coalitions, de nouvelles mixités, interclasses et intergénérationnelles.

Cependant, il faudra laisser du temps au temps. Ce n'est pas pour demain que surgira de manière large, pour ne pas dire hégémonique, un autre « grand projet ». On peut dire qu'il est déjà là, en gestation. À travers ces multiples luttes et initiatives

locales. Il est présent également dans l'embryonnaire projet de Québec solidaire, qui commence à sortir de sa bulle – essentiellement parmi la jeunesse scolarisée – mais qui a encore à prouver qu'il a le potentiel de faire converger les résistances et les espoirs.

Le monde tel que restructuré actuellement par un capitalisme mondialisé et prédateur, dont une des formes ascendantes est le militarisme et ce que l'ancien président George Bush a appelé « la guerre sans fin », glisse vers l'abîme. Sommes-nous dans une sorte de mégaTitanic ? Certes, les résistances progressent également, avec de nouveaux langages, de nouvelles manifestations, de nouvelles architectures, redéfinissant l'épopée de l'émancipation sociale et nationale.

Nous sommes alors un peu confrontés à ce que Gramsci appelait « l'optimisme de la volonté et le pessimisme de l'intelligence ». Et en tenant le coup, on se rappelle aussi une autre phrase célèbre de Bertolt Brecht, « celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas est sûr de perdre ».

Remettre à l'endroit le développement des régions

Guy Chiasson

Professeur à l'Université du Québec en Outaouais et au Centre de recherche sur le développement territorial

Le déclin est-il irréversible ?

Depuis longtemps et sous plusieurs aspects, le débat sur l'avenir des régions est empreint de confusion un peu partout dans le monde, y compris au Québec. Il y a un discours qu'on pourrait qualifier de fataliste, selon lequel l'avenir des régions est déterminé par la proximité des grandes villes. On parle d'une tendance universelle, marquée, entre autres, par la concentration des activités à haute valeur ajoutée dans les grandes villes, ainsi que par le déclin de vieilles régions industrielles et périphériques¹. Certaines régions peuvent survivre, à condition qu'elles se spécialisent en devenant davantage intégrées à l'économie « globale ». Devant cela, la perspective consiste plus ou moins à « gérer le déclin », sans égard aux régions comme telles, et encore moins, aux besoins et aspirations des populations et des communautés directement concernées. Dans notre histoire récente, ce débat sur les régions a été relancé plusieurs fois. Nous voulons ici argumenter en faveur d'une *approche régionale aux problèmes des régions*, afin de faire face à d'importants défis qui se présentent souvent comme de grandes menaces.

1 Mario Polèse, « Les nouvelles dynamiques régionales de l'économie québécoise : cinq tendances », *Recherches sociographiques*, vol. 50, n° 1, 2009, p. 12.

Un développement régional pour qui et par qui ?

Dès les années 1960 et 1970, dans le sillon de la Révolution tranquille, l'État québécois avait affirmé une volonté ferme de prendre en charge le développement des régions périphériques et de planifier un développement plus équilibré à travers les régions², ce qui voulait dire concrètement de ne pas abandonner des régions considérées comme caduques et dépassées du point de vue d'une certaine rationalité économique. Cette volonté s'est exprimée par de grands projets centralisés et ambitieux, mais qui ne tenaient pas assez compte de la réalité des régions. On pense notamment à l'expérience du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ), qui visait la relance du développement du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles de la Madeleine. Plus tard, on a assisté à des expériences davantage soucieuses de se connecter aux régions, sous l'égide de l'Office de planification du développement du Québec (OPDQ). Le bilan de ces expériences a permis d'explorer de nouvelles pratiques, impliquant un partage de responsabilité entre l'État et les acteurs des régions³. C'est ainsi que sont apparus les conseils régionaux de développement (CRD), créés comme relais de la Politique en matière de développement régional. Sous l'égide de ces CRD se sont développées des tables de concertation regroupant des acteurs de la société civile et des élu-e-s locaux, et permettant l'élaboration de programmes conçus pour soutenir des activités régionales. Dans ce cadre, les élu-e-s devaient se projeter à une échelle régionale, plutôt que strictement locale, et sur des questions débordant le champ d'action traditionnel des municipalités. Ils devaient également s'intégrer à une gouvernance hybride en concertation avec des représentants et représentantes de la société civile.

La municipalisation du développement

À partir des années 2000, des réformes administratives ont transformé les CRD en conférences régionales des élus (CRÉ)⁴. Tel que l'indique le nouveau nom de ces institutions, le palier régional était désormais confié aux élu-e-s locaux. En réalité, le modèle hybride de gouvernance sur lequel reposait une partie de l'originalité du développement régional était abandonné au profit des élu-e-s municipaux. Plus tard, sous le gouvernement libéral de Philippe Couillard, à partir de 2014, cette municipalisation du développement a été encore plus accentuée avec l'abolition, purement et

2 Benoît Lévesque, « Le modèle québécois et le développement régional et local : vers le néolibéralisme et la fin du modèle québécois ? », *Les Cahiers du CRISES*, Collection Études théoriques n° ET0405, 2004, <<https://crises.uqam.ca/wp-content/uploads/2018/10/ET0405.pdf>>.

3 Juan Luis Klein, « De l'État-providence à l'État accompagnateur dans la gestion du social : le cas du développement régional au Québec », *Lien social et Politiques—RIAC*, n° 33, 1995, p. 133-141.

4 Jean-François Simard et Yvon Leclerc, « Les Centres locaux de développement 1998-2008. Une gouvernance en mutation : entre participation citoyenne et imputabilité municipale », *Revue canadienne des sciences régionales*, vol. 31, n° 3, 2008, p. 615-636.

simplement, des CRÉ et du palier régional de gouvernance⁵. Parallèlement, le gouvernement imposait des compressions budgétaires de 300 millions de dollars au monde municipal. À la suite de cette réforme, les responsabilités de développement ainsi qu'une partie des moyens ont été transférées au palier des municipalités régionales de comtés (MRC) poussant ainsi d'un cran de plus l'emprise municipale sur le développement régional⁶. D'apparence administrative, cette réforme s'est retrouvée en fait à changer la donne. En déplaçant la dynamique vers des acteurs municipaux, on s'est retrouvé *de facto* dans un certain état de déséquilibre, vu les moyens asymétriques (recettes fiscales et autres revenus) dont disposent les grandes municipalités et les MRC situées dans les zones métropolitaines. Pour les MRC des régions plus périphériques, la disparition des institutions régionales a représenté une perte importante. Cela explique sans doute que les réformes de Couillard ont suscité plus de remous dans ces régions périphériques.

L'importance d'une approche régionale

Selon différentes recherches⁷, le développement d'institutions à l'échelle régionale peut constituer un moyen d'accroître la capacité d'action. Ces institutions peuvent découler des politiques des États ou du moins s'inscrire dans une logique de partenariat avec l'État, comme ce fut le cas pour les anciens CRD et CRÉ. Elles peuvent également, et c'est souvent le cas, provenir de l'initiative des acteurs du territoire. Selon Markey⁸, un nouveau régionalisme émerge « comme une réponse réactive et proactive à la restructuration économique et politique. De façon réactive, les régions rurales mettent en place des approches de collaboration qui aident à atténuer la perte d'intervention des gouvernements supérieurs et industriels ». Selon cette hypothèse, les institutions régionales québécoises, tels les CRD et les CRÉ constituaient des lieux à partir desquels les acteurs des territoires pouvaient faire face aux défis de la mondialisation. Aujourd'hui donc se pose le défi de reconstruire des institutions régionales, ce qui pourrait impliquer la définition de nouveaux modèles de gouvernance, incluant non seulement les élu-e-s, mais aussi les organismes de la société civile impliqués dans l'élaboration de modèles de développement urbain, et ce, au-delà de « consultations » périodiques où on demande poliment l'opinion de ces organismes, sans leur donner de réel pouvoir sur le processus décisionnel. Cela suggère un défi supplémentaire qui est celui d'aller à contre-courant de

5 Marie-Josée Fortin et Marie-Joëlle Brassard, « Un paysage institutionnel en recomposition : au-delà des structures, quelles perspectives pour la gouvernance territoriale ? », *Organisations et territoires*, vol. 24, n° 3, 2015, p. 43-52.

6 Guy Chiasson, Yann Fournis et Anne Mévellec, « Fermer la parenthèse régionale : retour au municipal ! », *Économie et Solidarité*, vol. 44, n° 1-2, 2014, p. 64-83.

7 Ash Amin, « An institutionalist perspective on regional economic development », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 23, n° 2, 1999, p. 365-378.

8 Sean Markey, Sarah-Patricia Breen, Kelly Vodden et Jan Daniels, « Evidence of place : becoming a region in rural Canada », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 39, 2015, p. 876 (ma traduction).

l'évolution récente du modèle régional québécois afin d'intégrer significativement diverses catégories d'acteurs, pas seulement ceux qui disposent du pouvoir formel de décider, dans la construction de nouveaux forums de concertation régionale.

Les défis

L'approche volontariste des années 1960 au Québec a tenté d'infléchir un tant soit peu la tendance à la centralisation du développement sur certains territoires et à la marginalisation d'autres. Ce volontarisme a progressivement fait place à une approche partenariale où les élu-e-s locaux et les représentants et représentantes de la société civile ont pu participer à une gouvernance hybride des régions. Sous l'égide du gouvernement libéral cependant, on est revenu à une approche centrée sur les élu-e-s et les institutions municipales alors que de nombreuses recherches ont démontré l'importance de sortir du cadre strict de l'échelle municipale pour inclure des participants et participantes d'autres secteurs. Aujourd'hui, le défi pour les acteurs des régions québécoises est donc de réinventer des institutions capables de recoudre des liens porteurs avec la société civile pour ainsi se redonner une capacité d'action face aux tendances toujours menaçantes d'une économie mondialisée qui polarise les populations, les communautés et les territoires⁹.

La région de l'Outaouais, grande perdante des choix politiques de Québec

Le développement des régions est actuellement handicapé par des structures imposées par le gouvernement québécois, ce qui ne permet pas à certaines régions d'articuler des propositions adéquates pour lutter contre leur marginalisation et contre une tendance à les laisser derrière, pour diverses considérations politiques et économique. Les conséquences de cette situation ne sont pas seulement administratives ou théoriques, comme le démontre une étude de l'IRIS¹⁰ de 2018 sur la région de l'Outaouais dont voici des extraits.

- 9 Lors de la dernière campagne électorale (2018), le Parti québécois (PQ) et Québec solidaire ont affirmé la nécessité de remettre en place des organismes de développement régional consistants et bien financés, et ce, dans le but de redonner plus de pouvoir aux régions. Le chef du PQ de l'époque, Jean-François Lisée, a déclaré : « Les sommes de développement régional, on va vous les donner et on va couper les cordons. Vous n'aurez plus de tutelle de Québec » (Radio-Canada, 2 septembre 2018). Québec solidaire pour sa part s'est engagé à « remettre sur pied de nouvelles structures locales, les conseils régionaux de développement, ayant pour mission de redynamiser le tissu socioéconomique de la région en prenant en compte le contexte régional. Des membres des conseils municipaux, des citoyennes et citoyens ainsi que des acteurs de la société civile siégeront au sein de ces organismes » (Québec solidaire, *Développement économique régional. Pour donner des moyens et de l'autonomie aux régions*, 25 septembre 2018).
- 10 Bertrand Shepperd, « Effets du retard de financement public sur les systèmes de santé et d'éducation postsecondaire en Outaouais », Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), août 2018, < https://cdn.iris-recherche.qc.ca/uploads/publication/file/Outaouais_web.pdf >.

Beaucoup de monde, peu de ressources

- La région de l'Outaouais couvre une superficie de 30 471 km² et se divise en cinq municipalités régionales de comté (MRC) : Papineau, Gatineau, Les-Collines-de-l'Outaouais, La-Vallée-de-la-Gatineau et Pontiac. Sa population a connu une augmentation de plus de 20 % en 15 ans.
- L'Outaouais est la région où le PIB par habitant est le plus faible au Québec, après celle de Lanaudière. Le revenu disponible par habitant y était de 25 610 dollars, soit près de 1250 dollars sous la moyenne québécoise.
- On remarque que pour l'ensemble des dépenses de programmes en 2015 - 2016, l'Outaouais reçoit moins de financement que des régions comparables, soit 75,4 % en Outaouais en regard de la moyenne québécoise. De plus, alors que l'Outaouais représente 4,7 % de la population du Québec, les dépenses par programme pour 2015-2016 dans cette région représentaient 3,5 % de l'ensemble total des dépenses du gouvernement québécois pour les programmes en santé et les organismes communautaires.

Des services publics néfastes

- Les systèmes de santé et services sociaux et d'éducation professionnelle et postsecondaire connaissent un sous-financement par rapport aux régions administratives semblables. Cela se répercute principalement par une détérioration des actifs du système de santé et services sociaux en Outaouais, un manque d'accessibilité aux services de première ligne et une pénurie d'infirmières et de médecins spécialistes.
- L'offre de programmes d'éducation professionnelle et postsecondaire est plus limitée en Outaouais que dans les régions comparables. Pour avoir des effectifs étudiants similaires aux régions administratives comparables et pour soutenir la croissance de la population, l'offre de programmes professionnels et postsecondaires devrait permettre l'insertion de 12 000 étudiantes et étudiants supplémentaires. Cela implique des dépenses publiques estimées à 141 millions de dollars annuellement.

Parcours militant



Photo : Cédric Martin

Marie Blais

Profession : chargée de cours en urbanisme

Posture syndicale : éternelle battante

Entrevue réalisée par Jean Trudelle

Professeur de physique à la retraite du Collège Ahuntsic

Quiconque a fréquenté, entre 2005 et 2012, les instances de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ) ou de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), se souviendra des interventions enflammées de Marie Blais. Brandissant un copieux texte de référence déjà lu, annoté, commenté et analysé – avant même que d'autres l'aient déniché ! – elle présentait avec fougue des analyses politiques sans concession qui allaient toujours directement au cœur du problème.

NCS — Marie, entrons rapidement dans le vif du sujet, mais juste avant... Quel est votre parcours avant la plongée dans le monde syndical ? Vous êtes née à Montréal ?

M.B. — Oui, en 1954, sur la rue de Normanville dans le quartier Villieray. Un an plus tard, mes parents déménageaient dans le quartier Ahuntsic. C'était un nouveau quartier, une nouvelle banlieue naissante des années 1950.

NCS — Vous y habitez d'ailleurs encore ?

M.B. — Oui, sauf durant mes études où j'ai habité dans Côte-des-Neiges et à Paris. Mais c'est dans Ahuntsic que j'ai grandi... et où je suis allée à l'école. À l'école privée, je précise. J'ai trouvé cela très dur, épouvantable, pour tout dire ! C'était une école de

filles, des filles de ministres, de députés... Des filles qui, l'hiver, allaient faire du ski toutes les fins de semaine ! Mais il y avait aussi des filles comme moi, dont les familles étaient moins en moyens, mais qui croient beaucoup en l'éducation, qui s'imaginent que le privé, c'est mieux, et qui se serrent beaucoup la ceinture pour y envoyer leurs enfants. Il y avait vraiment un clivage social, mais le pire, c'était la compétition systématique, la concurrence poussée à outrance, comme une obsession. Plus tard, j'ai refusé très résolument que mon fils Matthieu aille dans ce genre d'école.

NCS — Vos parents n'étaient pas très riches ?

M.B. — Mon père était économiste, fils d'un employé de banque. Il a été le premier de sa famille à aller à l'université. Il était ce que l'on appelle un « étudiant de première génération ». Il a étudié en relations industrielles à l'Université de Montréal. En récupérant les livres de mon père, j'ai trouvé fascinant de voir la teneur de ce qui était enseigné à ce moment-là : la doctrine sociale de l'Église, des références au mouvement coopératif. Mon père appartenait au Réseau de Claude Ryan au sein de *L'Action catholique*. Un jour, j'aimerais beaucoup enquêter sur cette période qui a vu germer plusieurs idées qui allaient servir de base à des réformes futures.

Donc, mon père travaillait à la Ligue ouvrière catholique (LOC). Ça ne payait pas beaucoup. En 1959, après la grève des réalisateurs, il est entré aux Affaires publiques de la télévision de Radio-Canada. Il a été un des organisateurs du premier débat télévisé, entre Jean Lesage et Daniel Johnson, en 1962. Il est ensuite monté dans la hiérarchie, jusqu'à devenir directeur de la télévision française de Radio-Canada. Au début des années 1970, il est passé du côté de la radio et là, vraiment, il s'est éclaté. Je pense qu'il a transformé la radio, en introduisant peu à peu une « radio de service », une radio de terrain. Il a aussi défendu la musique classique. Durant les années 1980, la chaîne FM enregistrait des concerts classiques. Il entretenait notamment une véritable collaboration avec le Père Fernand Lindsay du Festival de Lanaudière.

Au milieu des années 1980, les premières compressions budgétaires apparaissent. Mon père s'est constamment battu pour protéger le réseau français de Radio-Canada. Même si ce réseau était plus écouté, le Réseau anglais était toujours plus protégé. La section française, et plus spécifiquement la radio, écopait toujours. Lorsqu'il revenait d'Ottawa, mon père ne parlait pas, il prenait son sécateur et se réfugiait dans son jardin de roses. Les compressions ont été plus massives au début des années 1990, là, c'était trop. J'ai toujours eu l'impression que la haute direction à Ottawa l'avait forcé à prendre sa retraite. Il est parti en 1992 et il est mort un an plus tard.

NCS — Et votre mère ?

M.B. — Ma mère était issue de la classe moyenne, fille d'un pharmacien qui travaillait chez Frost. Elle a fait l'École des beaux-arts de Montréal durant deux ans. Elle aurait voulu continuer mais elle ne s'est pas affirmée devant sa famille. Le fait de ne pas avoir poursuivi ses études l'a toujours frustrée. Elle s'était juré que sa fille ne vivrait pas le même sort.

NCS — Rien donc, sur le plan familial, ne vous avait prédestiné à la militance syndicale ?

M.B. — Au contraire, mes parents étaient très impliqués dans le quartier. Au début des années 1960, ils se sont battus pour la création d'un « parc-école », la future école Louis-Collin. Mon père était aussi très engagé dans le Mouvement Desjardins. Il a été un des fondateurs et piliers de la Caisse populaire Saint-Paul-de-la-Croix à Ahuntsic et du Réseau des caisses de la région de Montréal.

Mais revenons à ma mère. Mes parents ont fondé la Société d'écologie et d'horticulture du nord de Montréal. Ma mère organisait des conférences mensuelles avec des spécialistes dans le domaine de l'horticulture ou de l'écologie. Pour s'assurer d'avoir du monde, elle téléphonait à tous les membres. Elle voulait convaincre... et pour cela, il faut parler au monde ! Un travail de terrain que l'on a peut-être un peu délaissé dans le mouvement syndical...

Pour elle, « Société d'écologie » n'était pas un vain mot. En 1977, elle s'est opposée avec d'autres à un développement immobilier dans le bois de Saraguay. Et malgré mes prédictions, ils ont gagné contre le promoteur Kaufman & Frères. Durant toute mon enfance, j'ai baigné dans de telles batailles. Très tôt, j'ai réalisé que si on avait des convictions, il fallait mener de longues luttes et qu'on pouvait les gagner. J'ai retenu de mes parents qu'il ne faut jamais s'avouer vaincu d'avance, qu'il faut toujours mener le combat !

NCS — Et vos parents ont penché pour l'école privée ?

M.B. — Oui, mais sans moyens ! Au début de la carrière de mon père, en tout cas. Plus tard, ils ont été plus à l'aise, mais quand j'ai commencé l'école, le budget était serré. J'ai quand même fait tout mon primaire et tout mon secondaire au privé. D'une certaine manière, je suis un « produit » du privé ! Un environnement comme celui-là, c'est fait pour te couler dans un moule. Plusieurs de mes collègues ont été cassées. Moi, au contraire, je me suis rebellée ! En 10^e année, j'ai même affronté ma titulaire... et j'ai gagné !

En fin de compte, j'ai vraiment détesté mon secondaire. Quand je vois combien, à l'inverse pour mon fils Matthieu, l'école publique Sophie-Barat a constitué pour lui une étape positive et importante de son développement, avec des professeur-e-s stimulants, des ami-e-s et des activités qui l'ont façonné, qui ont orienté sa vie... quel contraste ! Mon fils est nettement mieux préparé pour affronter l'avenir !

NCS — Et votre cégep ?

M.B. — Je suis allée au collège André-Grasset... Contrairement à mes frères, je n'ai pas trouvé cela transcendant, mais c'était mieux que le secondaire, alors j'ai fait ma petite affaire. Ensuite, je me suis inscrite au baccalauréat en anthropologie à l'Université de Montréal. Et cela, ça m'a marquée. C'était l'époque de Bernard Bernier et de Pierre Beaucage qui analysaient le Japon et l'Amérique du Sud d'un point de vue marxiste. Bernard Arcand nous introduisait au structuralisme de Lévi-Strauss et Rémi Savard partageait ses expériences de terrain avec les Innus de Maliotenam. Ils avaient chacun un regard anthropologique différent. Je découvrais des mots pour comprendre une société, pour lire les enjeux sociaux. Cela m'a vraiment aidée toute ma vie ! Ils nous inculquaient une rigueur, une vision large des choses. C'était génial. J'ai terminé mon bac en participant, au passage, à quelques grèves, notamment celle où les frères Rougeau, deux lutteurs, avaient été engagés pour tabasser les étudiants !

NCS — Un premier contact avec la gauche ?

M.B. — Il y avait une mouvance de gauche en anthropologie mais elle était très fragmentée. À l'époque, j'étais un peu en marge. J'étudiais, je mangeais de l'anthropologie, c'était ça ma vie. À la fin de mon bac, j'ai passé un été à travailler avec un groupe communautaire qui s'appelait le Projet Changement. Tous les jours, j'étais sur le terrain, j'offrais des services à domicile. Ce groupe desservait un quartier très étendu qui allait de la rue Sainte-Catherine à la rue Mont-Royal et de la rue University jusqu'à la rue Papineau. Un véritable CLSC avant la lettre ! À l'époque, en 1976, dans ce quartier, il y avait des maisons abandonnées, des propriétaires qui n'entretenaient pas leurs immeubles. Moi, une petite fille de la bourgeoisie nantie, qui n'était jamais sortie de son milieu, j'arrive là, j'entre dans des appartements avec des coquerelles partout, je vois des gens qui vivent dans des conditions épouvantables... ça marque !

NCS — Que faisiez-vous ?

M.B. — Du ménage, des courses, des bains pour des personnes âgées vivant seules et très démunies. C'était l'été du Recensement de 1976, plusieurs étaient stressés parce qu'ils ne pouvaient pas remplir les formulaires. J'ai fait ça un été. De l'aide directe aux gens, dans un quartier en transition juste en marge des Jeux olympiques. Quel contraste !

Entre temps, on mettait en place des CLSC et on m'a offert d'aller y travailler. Mais je voulais être « sauveuse », régler les problèmes « structureaux » qui généraient la détérioration des logements et la création des maisons de chambres ! Je suis entrée en maîtrise à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal en 1976.

NCS — Avec beaucoup d'espoir, sans doute. La maîtrise a-t-elle répondu à vos attentes ?

M.B. — Oh oui ! L'école française de sociologie urbaine, Castells, Topalov, Lefebvre, etc., m'apparaissait une approche très intéressante pour comprendre et analyser le phénomène urbain, mais je ne saisisais toujours pas pourquoi les quartiers centraux de Montréal étaient si délabrés et même à l'abandon. Et puis, j'ai découvert David Harvey, un auteur très intéressant que je n'ai jamais pu rencontrer, mais dont les écrits m'ont permis de pousser mes recherches.

Harvey a étudié le rôle des institutions financières dans les quartiers centraux de Baltimore, démontrant que la détérioration des quartiers n'était pas un « processus naturel » mais bien le résultat d'une logique d'intérêts de divers acteurs, notamment les institutions financières qui préféraient investir en banlieue plutôt que dans les quartiers centraux. Certains propriétaires immobiliers, n'ayant pas accès à un financement hypothécaire (*redlining*), ne pouvaient pas entretenir leurs immeubles. Est-ce que cette analyse pouvait s'appliquer à Montréal ? J'ai décidé de m'inscrire au doctorat.

NCS — Sans doute pour essayer de transposer cette hypothèse ?

M.B. — Oui, mais je n'ai pas pu le faire. Par contre, j'ai pu aller à Paris et me joindre à une équipe de recherche qui travaillait sur la transformation d'Issy-les-Moulineaux, une banlieue rouge¹. Ce groupe, sous la direction de Marcel Roncayolo, géographe à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), cherchait une personne qui s'intéressait à la propriété immobilière. En 1982, je me suis inscrite à l'EHESS, où j'ai fait un DEA (diplôme d'études approfondies) en sciences sociales. Je suis restée à Paris deux ans.

Les cours du DEA se donnaient à l'École normale supérieure, rue d'Ulm. Alors là, ça a été extraordinaire et passionnant. Pendant un an, plusieurs professeurs présentaient le fruit de leurs recherches. Deux fois par mois, le vendredi, je suivais les cours de mon directeur de thèse. Lorsqu'il abordait un thème, une question ou un texte, il avait toujours une perspective si différente, si personnelle. Là, j'ai vraiment « tripé ». J'ai toujours cherché à faire la même chose avec mes étudiants et étudiantes : à partir de leurs textes, pousser leurs réflexions.

¹ Le nom de « banlieue rouge » est donné à des quartiers ouvriers qui se sont développés durant les années 1920, dans des lotissements délabrés, et dont les habitants représentaient l'assise politique et communautaire du Parti communiste français. (NdR)

Le groupe de recherche en géographie sociale de l'EHESS étudiait l'évolution de plus de 1000 ménages qui habitaient quelque 700 immeubles situés à Issy-les-Moulineaux. J'ai eu accès à des données nominales qui couvraient un siècle entier, de 1882 à 1982. Souvent, dans des « lotissements défectueux », des journaliers avaient acheté un lopin de terre transmis ensuite à un enfant, généralement un ouvrier qualifié ou un employé ; après la guerre, leur enfant, cadre intermédiaire, prenait possession de cet immeuble. La transformation du quartier illustrait la mobilité sociale, la métamorphose de la classe ouvrière. C'était vraiment fascinant !

En 1985, je suis revenue ici. Je me suis rendu compte que mon cadre théorique n'était pas assez précis ni assez développé pour tenir compte de la richesse de toute cette information. J'étais un peu perdue. C'est là que je suis devenue chargée de cours en études urbaines, à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) en 1985. J'ai pu raffiner mon cadre théorique, à un moment où la question de la gentrification commençait à devenir un objet d'analyse.

NCS — En urbanisme, on a... ou non un regard politique sur les choses. La circulation d'idées était plus dense en France, et le milieu en conséquence plus stimulant ?

M.B. — Pas de doute là-dessus ! Ici, c'était très différent. En tant que chargée de cours, je n'avais plus de réseau. Je ne pouvais plus assister aux cours de mon directeur de thèse. J'étais très isolée.

NCS — Et puis, vient la grève des chargé-e-s de cours de l'UQAM en 1987...

M.B. — Une grève qui a duré près de deux mois. On l'a appelée la « grève du cœur² ». Elle a été très dure, marquée par de grands moments de solidarité mais l'atterrissage, avec la loi spéciale³, a été très difficile. Cela a été un tournant dans ma vie et je suis entrée de plain-pied dans le mouvement syndical.

2 Le syndicat des chargées, chargés de cours de l'UQAM (SCCUQ) a axé sa stratégie sur un nouveau type de mobilisation, identifiée par une campagne de cœurs et de ballons roses (affiches placardées du cœur rose, pique-niques colorés, manifestations, interventions théâtrales dans les salles de cours, lettres aux étudiants, etc.), une stratégie d'intervention publique originale pour rendre « visibles » les chargé-e-s de cours dans l'ensemble de la communauté universitaire. Voir : <www.sccuq.org/formulairesdoc/Contribution.pdf>.

3 Le gouvernement met fin à la grève en recourant à une loi spéciale, la loi 48, qui force le retour au travail des chargés de cours. C'est une première dans l'enseignement universitaire. La loi 48 impose aussi des conditions de travail et de rémunération, un salaire moindre que les dernières offres patronales rejetées unanimement.

NCS — Comment cela s'est-il passé ?

M.B. — Quand on a commencé à parler d'une grève des personnes chargées de cours, je me suis dit : bon, je vais aller voir ce qui se passe. La grève a été votée presque à l'unanimité et quand elle a débuté, j'ai découvert sur les piquets de grève plein de personnes intéressantes. Les chargé-e-s de cours sont très isolés. On ne se voit pas, on ne se rencontre pas. Sur les lignes de piquetage, c'était tout le contraire, je « découvrais ma gang » !

Cela m'a amenée à m'impliquer. La défense des personnes chargées de cours était un mouvement naissant au niveau national. Des syndicats se formaient dans d'autres universités, et il y a eu des grèves identiques dans d'autres syndicats. J'ai découvert la FNEEQ et assisté à mon premier congrès à Chicoutimi en 1987. Il y a eu à cette occasion quelques échanges entre les syndicats, relativement à la grève, sur le mode « pourquoi vous nous avez lâchés » et « oui, mais vous êtes partis tous seuls... ». Ça « jasait » fort, il y avait beaucoup d'incompréhension. Il faut dire qu'à l'époque, il n'y avait pas à la FNEEQ de structure formelle de rencontre pour les chargées et chargés de cours. Les regroupements n'existaient pas encore.

NCS — Donc, pour vous, ce fut un premier contact avec la problématique bien réelle de la précarité ?

M.B. — Oui, bien sûr, mais la grève de 1987 était centrée sur l'équité salariale avec les professeurs. Les chargées et chargés de cours avaient osé se comparer aux profs ! Rétrospectivement, je pense que le problème était mal posé. On disait : à travail égal, salaire égal. Nous savions que la comparaison ne concernait que la part du salaire professoral réservé à l'enseignement, mais la campagne ne le disait pas explicitement. Résultat : les professeurs étaient outrés et ils traversaient nos lignes de piquetage allègrement. L'atmosphère était à couper au couteau.

NCS — À partir de là, vous vous êtes beaucoup engagée syndicalement ?

M.B. — En 1988, je me suis présentée à la vice-présidence aux relations intersyndicales de mon syndicat. J'ai quitté le comité exécutif en 1991. Puis j'ai siégé au conseil d'administration de l'UQAM et à la Commission de la recherche et des universités du Conseil supérieur de l'éducation. En 1998, je suis revenue dans mon syndicat, puis en 2001, j'ai été élue à la coordination du Regroupement université à la FNEEQ, où j'ai eu le privilège de travailler avec François Cyr⁴.

⁴ François Cyr (1952-2012) fut vice-président de la FNEEQ de 2001 à 2004. Il a aussi joué un grand rôle dans la mise en place de Québec solidaire.

NCS — Au départ de François Cyr, vous avez joint l'exécutif de la FNEEQ comme vice-présidente.

M.B. — Oui, c'était en 2004 et j'ai quitté la FNEEQ en mai 2012. Après une année de pause, je suis revenue à mon syndicat, le SCCUQ, comme présidente jusqu'à mon départ en avril 2019, avant la retraite !

NCS — Une carrière syndicale tout imprégnée de la cause des chargé-e-s de cours universitaires ! Revenons aux débuts. Lorsque vous avez été engagée, l'université avait recours à des chargé-e-s de cours depuis déjà longtemps. À quand remontait cette pratique ?

M.B. — Confier des cours particuliers, très spécifiques, à des experts ou des expertes a toujours plus ou moins existé. Mais le faire de manière systématique pour la formation de base, c'est apparu avec la création du Réseau de l'Université du Québec (UQ). Dès le début, l'UQ a commencé à donner des charges de cours à des enseignantes et des enseignants qui sont devenus ce qu'on appelait à l'époque chargés de cours « structuraux », c'est-à-dire qui vivaient de leur enseignement.

NCS — Le choix de transposer à l'enseignement régulier l'embauche de chargé-e-s de cours, jusque-là engagés pour des enseignements très spécifiques, était un choix financier ?

M.B. — Absolument. Nous étions et nous sommes toujours la marge de manoeuvre de l'université ! L'ensemble du réseau de l'UQ, et plus particulièrement l'UQAM, a toujours été très mal financé. Depuis 1987, nous retrouvons toujours une proportion importante, autour de 56 % des charges de cours au 1^{er} cycle⁵, qui est assumée par des personnes chargées de cours.

NCS — Quelle est la proportion de celles et ceux qui sont en « double emploi » par rapport aux chargés structuraux ?

M.B. — À l'UQAM, cela tourne autour de 40 %. Celles et ceux qui militent sont surtout les « simple emploi » ; les autres sont moins présents.

5 Conseil des universités, *Les chargées de cours dans les universités québécoises*, Avis au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, septembre 1989, p. 31.

NCS — À l'époque de votre arrivée et dans le cadre de cette première grève, comment se posait la question politique de l'émancipation des chargé-e-s de cours ? Comment avez-vous perçu tout cela, au début ?

M.B. — Il faut comprendre qu'à ce moment-là, on se battait surtout contre une véritable exploitation. On avait des salaires de crève-faim. Avec le Fonds de défense professionnelle de la CSN, je gagnais plus sur les piquets de grève qu'avec ma charge de cours ! C'était le cœur du conflit, on voulait se faire payer correctement. À la fin des années 1980, on donnait déjà plus de la moitié des cours du bac et on ne comptait que pour 6 % de la masse salariale de l'UQAM !

NCS — Et cette grève a permis des gains ?

M.B. — Sur le coup, elle a plutôt été désastreuse sur le plan des résultats, donc dévastatrice pour le syndicat qui n'a rien gagné. La droite en a fait ses choux gras en disant : « Vous voyez, faire la grève, ça ne donne rien ! » Mais en fait, elle a été très importante. Quelque mois plus tard, le 25 novembre 1987, une lettre d'entente permettant une plus grande intégration des chargé-e-s de cours à la mission de l'université a pu être négociée.

NCS — Dans les années 1990, à la FNEEQ, il y eut beaucoup de débats, parfois acerbes, sur la stratégie des personnes chargées de cours qu'on accusait de ne pas lutter contre la précarité, mais de l'accepter et d'essayer seulement d'en améliorer les conditions. Le discours syndical ne semblait pas remettre en cause l'existence même des chargé-e-s de cours dans les universités.

M.B. — Ce n'est pas aussi simple. Jusqu'au milieu des années 1980, il y avait des chargé-e-s de cours qui espéraient obtenir un jour un poste de professeur. Mais c'était une vue de l'esprit. Dans les faits, les professeur-e-s étaient eux-mêmes assez mal payés. Ainsi, en 1982, à l'UQAM, le syndicat des professeurs (le SPUQ) avait laissé tomber l'ouverture possible de 380 nouveaux postes en échange d'améliorations directes de leurs conditions de travail. Alors effectivement, le rêve vers la permanence a pris fin et la lutte portait sur le principal : l'accès à l'emploi et pour des conditions de travail décentes.

NCS — Situation assez noire donc, au lendemain d'une grève pourtant historique...

M.B. — Oui. Mais cette grève a eu tout de même l'effet de faire prendre conscience à tout le monde, aux universités et à leurs conseils d'administration, mais surtout à nous-mêmes, que les chargées et chargés de cours existaient !

Après la grève, une question s'imposait : doit-on rester en marge de l'université ou mieux s'y intégrer ? Le syndicat a changé complètement de stratégie et l'UQAM aussi. La lettre d'entente signée en novembre 1987, dont on a parlé précédemment, a marqué notre histoire en pavant la voie à un élargissement de notre tâche. Concrètement, cela a permis aux chargées et chargés de cours d'être rémunérés pour des tâches autres que l'enseignement.

NCS — La décennie des années 1990 a donc changé la donne ?

M.B. — Oui, mais notre pari se conjugait malheureusement avec des compressions budgétaires massives. Cela nous a coupé le souffle. D'ailleurs, tout le mouvement syndical a écopé. On avait connu de petites embellies, et puis tout a été stoppé. Ce furent des années noires. L'offre de cours a diminué, la taille des groupes a augmenté et les salaires ont été coupés.

C'est tout le financement des universités qui était en jeu. En 2000, François Legault, alors ministre de l'Éducation du gouvernement péquiste, a changé la formule de financement qui favorisait les vieilles universités par un financement « par tête de pipe⁶ ». On connaît la suite : cela a ouvert la porte à la concurrence et à une course effrénée pour les effectifs étudiants, mais cela a aussi amené des sous dans des universités comme l'UQAM.

NCS — Pendant ce temps, vous militez à la FNEEQ. Revenons à la stratégie des syndicats de chargé-e-s de cours : on doit donc moins parler d'une posture idéologique d'acceptation de la précarité que d'une réaction de résistance à un environnement hostile ?

M.B. — Tout à fait. Il y avait, dans le milieu syndical de l'enseignement, un discours anti-précarité, sans doute justifié dans les cégeps, mais des collègues du collégial avaient une certaine tendance à la transposer sans nuance aux universités où la situation n'était pas du tout la même. Ce qu'il faut comprendre, c'est que les précaires des cégeps obtenaient à un moment donné la permanence, mais pas les chargées et chargés de cours dans les universités.

Être une personne chargée de cours était un *obstacle* pour obtenir un poste de professeur. Encore aujourd'hui, même si elle a un doctorat et qu'elle fait de la recherche, la chargée de cours est généralement défavorisée. Les départements veulent engager des chercheurs ; l'enseignement n'est pas souvent considéré. La logique des universités et celle des cégeps sont complètement différentes. Contrairement au collégial, la création de postes de professeurs nous enlève du travail !

6 Un financement selon le nombre d'étudiants et d'étudiantes. (NdR).

NCS — D'où cette stratégie de l'intégration à l'établissement et de la stabilisation des conditions de travail ?

M.B. — Il y a encore tellement de choses à faire de ce côté-là. C'est au coeur des débats actuels au sein du SCCUQ. Il y a eu récemment toute une saga autour du changement de nom de notre syndicat⁷. Quoi qu'on puisse penser de cette stratégie, elle a été motivée par cette volonté de stabilisation et de revalorisation de notre statut. Les personnes chargées de cours en ont marre de la marginalisation, de l'*apartheid* universitaire. Changer le titre d'emploi pour « professeurs enseignants » exprime le désir de mettre fin à cette stigmatisation. Par ailleurs, utiliser le terme « professeur » signifie aussi affronter les professeurs sur le plan de leur identité professionnelle. La question est très sensible de part et d'autre. À mon sens, le syndicat se dirige vers un affrontement majeur et les professeures, professeurs enseignants risquent encore d'être bien seuls.

NCS — Mais la volonté de stabiliser le statut des personnes chargées de cours n'était-elle pas déjà prévalente au début des années 2000 ?

M.B. — Pas aussi clairement. Durant les années 2000, on voulait du rattrapage salarial. La question de la stabilisation s'est imposée dans certaines universités et, au fil des ans, des statuts plus stabilisés ont été créés à l'Université Laval, à l'Université du Québec à Trois-Rivières et à l'Université de Sherbrooke.

Dans d'autres syndicats, dont le SCCUQ, il y avait de vifs débats, voire des tensions internes autour de cette question. Pour des raisons différentes, la plupart des membres sont contre. Cela pose le problème de l'assiette au beurre : viser le plein temps pour certaines et certains, c'est diminuer le volume d'emploi pour les autres, cela oppose les nouveaux membres aux plus anciens... des années d'échanges et de débats pas faciles, compliqués par des stratégies patronales qui favorisaient la précarisation de l'emploi. Ainsi, au SCCUQ, ce n'est que l'an dernier qu'une position commune s'est finalement dégagée.

NCS — Malgré tout, les chargé-e-s de cours faisaient des gains et s'organisaient mieux, non ?

M.B. — La création du regroupement des personnes chargées de cours à la FNEEQ a constitué une avancée majeure. Des personnes comme François Cyr ont beaucoup aidé à donner de la cohérence au regroupement, mais cela a pris du temps avant que les syndicats se fassent confiance. Bien que chaque syndicat puisse être jaloux de ses

⁷ Le Syndicat des chargées et de chargés de cours de l'Université du Québec à Montréal (SCCUQ) est effectivement devenu, en novembre 2018, le Syndicat des professeures et professeurs enseignants de l'Université du Québec à Montréal (SPPEUQAM). (NdR)

stratégies et de ses objectifs, on a pu discuter d'objectifs communs de négociation et ainsi arriver à une bien meilleure concertation. Avec l'appui de la CSN, on a développé un modèle de négociation regroupée qui nous a permis des avancées importantes, les gains des uns servant de levier pour les autres. Durant les années 2000, on a fait un gros rattrapage sur le plan salarial, le salaire d'une charge de cours a plus que doublé. Ce n'est pas rien !

NCS — Quand on compare les gains obtenus par les chargé-e-s de cours et la situation qui prévaut dans beaucoup de pays du monde, il est clair que les chargé-e-s de cours du Québec sont, d'une certaine manière, « en avance ». Cela a donné aux syndicats d'ici, en particulier à la FNEEQ qui les regroupe, une sorte de crédibilité dans le milieu international du syndicalisme enseignant.

M.B. — Oui, on a pu faire plusieurs interventions à l'Internationale de l'éducation (IE), soit dans les congrès, soit dans le caucus réservé à l'enseignement supérieur. Je pense que la FNEEQ a beaucoup contribué à ce que les dossiers qui concernent les personnes chargées de cours sortent de l'ombre⁸. J'étais souvent la représentante à statut précaire dans ces réunions internationales.

NCS — Il y a eu aussi la Coalition of Contingent Academic Labor, la COCAL, dans laquelle le Québec a joué un rôle de leader ?

M.B. — Oui, la COCAL est le pendant nord-américain de l'IE, une coalition qui regroupe plusieurs syndicats d'enseignants qui s'occupent de la précarisation de l'emploi dans les universités. On a eu des liens avec des syndicats de Californie, de New York. En Oregon, notre manière de travailler, avec un protocole, a été appliquée au sein du Portland Community College. Effectivement, à cause des gains que nous avons faits, le Québec est un peu un modèle.

Dans les réunions de l'IE, je n'intervenais pas que sur la précarisation, mais aussi sur l'état des lieux et sur les dérives universitaires. En fait, ces réunions nous permettaient de voir venir les coups. Ainsi, en juillet 2007, à Berlin, je me souviendrai toujours de la présentation remarquable de Stephen J. Ball et Deborah Youdell sur la présence du privé en éducation. Un rapport magistral⁹ sur les différentes formes de privatisation,

8 Voir notamment la proposition adoptée au congrès de 2007 à Berlin sur les enseignants à statut précaire : Internationale de l'Éducation, *Resolution on fixed-term higher education teaching personnel*, Berlin, 2007, <<https://ei-ie.org/en/detail/14668/resolution-on-fixed-term-higher-education-teaching-personnel>>.

9 Stephen J. Ball et Deborah Youdell, *La privatisation déguisée dans le secteur éducatif public. Rapport préliminaire*. 5^e Congrès mondial de l'Internationale de l'éducation, Berlin, juillet 2007 ; en anglais : Stephen J. Ball et Deborah Youdell, *Hidden Privatisation in Public Education*, Institute of Education, University of London, 2008, <http://pages.ei-ie.org/quadrennialreport/2008/upload/content_trsl_images/867/Hidden_privatisation_study-EN.pdf>.

notamment la privatisation cachée en éducation. J'avais enfin une grille d'analyse pour comprendre comment s'opère la néolibéralisation de l'enseignement supérieur.

Cette présentation était tout à fait à propos, car de retour à Montréal, au mois de septembre 2007, l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques (IGOPP) présentait des propositions pour changer la composition des conseils d'administration des cégeps et des universités¹⁰. Le gouvernement Charest a repris les grandes lignes de ce rapport dans les Projets de loi 107 et 38 en proposant un changement dans la gouvernance des universités.

NCS — Ce qui a généré une mobilisation de plusieurs acteurs universitaires...

M.B. — Entre 2007 et 2009, la Table des partenaires universitaires va effectivement se mobiliser avec succès contre ces projets de loi 107 et 38. Durant toute cette période, une certaine connivence s'était développée au sein de la Table, une solidarité qui sera un atout considérable durant la lutte étudiante de 2012.

En février 2010, lorsqu'un groupe de « lucides » pond un *Pacte pour un financement concurrentiel de nos universités*¹¹, la Table des partenaires universitaires se saisit d'une nouvelle bataille et comprend qu'il faut relancer la mobilisation. Pour répondre à cette vision marchande de l'université, les partenaires élaborent un manifeste pour une université libre, autonome et accessible¹². Ce manifeste, présenté dans nos organisations respectives, a permis des interventions d'appui au mouvement étudiant de 2012.

Ces deux exemples démontrent qu'en construisant des convergences, il est possible de combattre la marchandisation de l'enseignement supérieur¹³.

NCS — Revenons justement à la situation particulière des personnes chargées de cours. Peuvent-elles développer des convergences avec les professeur-e-s, ou ces deux groupes sont-ils ce qu'on pourrait appeler des « ennemis de classe » éternels ?

M.B. — Comme on vient de le voir, au niveau national, sur les grands enjeux, la

10 Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques, *Rapport du Groupe de travail sur la gouvernance des universités du Québec*, septembre 2007, <http://igopp.org/wp-content/uploads/2014/04/Rapport_final_-la_gouvernance_des_universites-2.pdf>.

11 Lucien Bouchard et al, *Pacte pour le financement concurrentiel de nos universités*, février 2010, <www.ccomm.ca/documents/salleDePresse/2009_2010/pacte/pacte-financement-universites_fr.pdf>.

12 Table des partenaires universitaires, *Manifeste de l'université québécoise. Pour une université libre, accessible, démocratique et publique*, 25 novembre 2010, <<https://fneeq.qc.ca/wp-content/uploads/fr/2010-11-25-Manifeste-court-FINAL.pdf>>.

13 Pour en savoir plus sur la Table des partenaires universitaires, voir Marie Blais, « La Table des partenaires universitaires : une résistance au néolibéralisme dans l'enseignement supérieur », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 8, 2012.

convergence est possible. Au niveau local, la situation est souvent plus complexe. Par exemple, le Syndicat des professeurs et professeures de l'UQAM (SPUQ) n'a jamais voulu que se crée un autre corps enseignant. Or, toutes nos luttes cherchaient à consolider cet autre corps enseignant. Obtenir une plus grande stabilité d'emploi, gagner en reconnaissance institutionnelle et maintenant changer de titre menace nécessairement les profs... et cela nous place en conflit ouvert avec eux et, comme vous le dites, nous pose en ennemis de classe malheureusement éternels. C'est vraiment très dommage, car sur les grands enjeux, on s'entend.

NCS — On comprend que le statut de chargé-e-s de cours dans les universités est là pour rester. Mais les chargé-e-s de cours revendiquent maintenant l'accès à la recherche. De l'extérieur, on a l'impression qu'une contradiction subsiste : on accepte l'existence de deux statuts différents, tout en continuant à revendiquer, finalement, un certain droit à toutes les tâches effectuées sous l'autre statut ?

M.B. — Oui, cela peut sembler contradictoire. Il faut savoir que pour enseigner, les personnes chargées de cours doivent détenir des exigences de qualification (EQE). Dans la définition de ces exigences, il est souvent nécessaire d'avoir une expérience récente en recherche et création. Faire de la recherche ou de la création devient de plus en plus incontournable pour les chargées et chargés de cours.

De plus, le profil des personnes chargées de cours a changé. Elles ont souvent un doctorat, font de la recherche et obtiennent des subventions. Comme la recherche n'est pas comprise dans leur tâche, elles ne sont donc pas rémunérées. Ceci est une autre source de frustrations.

NCS — D'autres exemples ?

M.B. — Il y a un autre élément de contexte qui est très important, celui de la fragmentation de la tâche. Cette tendance est cruciale, autant pour nos conditions de travail que pour les conditions d'apprentissage des étudiantes et des étudiants. On ne va pas se le cacher : la massification de l'enseignement a entraîné une division, un morcellement de la tâche des professeur-e-s avec l'apparition du statut de chargé de cours.

NCS — On assiste effectivement à l'émergence d'une pléthore d'intervenantes et d'intervenants autour de l'enseignement proprement dit.

M.B. — Tout à fait. Avec l'apparition des auxiliaires d'enseignement, les personnes surveillantes d'examens, les correctrices et correcteurs, les preneurs de notes, etc. Et encore, on ne parle pas de la formation à distance ! C'est souvent sous le radar, mais cela va accentuer cette tendance. C'est un changement structurel important sur lequel il n'y a aucune réflexion organisée. Il y a une grève des tuteurs et tutrices qui

dure maintenant depuis février 2019 à la TÉLUQ où l'université entend fractionner leur tâche, c'est majeur ! Et personne ne parle de cette grève¹⁴ !

Ces changements structuraux amènent un changement de paradigme. J'ai souvent interpellé là-dessus les syndicats de professeurs, particulièrement la Fédération québécoise des professeurs et professeures d'université (FQPPU) à la Table des partenaires universitaires, et ce, sans grand résultat.

NCS — Y a-t-il plus de discussions sur ce sujet à la FNEEQ ?

M.B. — Ce qui se passe à la TÉLUQ interpelle tous les syndicats de chargé-e-s de cours et la FNEEQ. Mais que ce soit dans les syndicaux locaux ou à la FNEEQ, on a des feux à éteindre, et discuter d'un changement de paradigme, ça apparaît comme du pelletage de nuages !

NCS — La FNEEQ a pourtant pris l'initiative d'organiser des États généraux de l'enseignement supérieur (ÉGES) et rassemblé du même coup l'essentiel des intervenants du monde universitaire, sauf les administrations...

M.B. — Je ne sais pas exactement quel était le projet initial et ce qu'en attendait la FNEEQ, mais je dois dire que suis restée sur ma faim. Cela a été un peu comme un gros colloque, intéressant dans la mesure où il y a eu beaucoup d'échanges, mais finalement loin de générer des résultats durables. Il faut dire que le sujet est immense !

En reprenant la présidence du SCCUQ, j'ai pu ramener quelques grands enjeux dans les débats, l'impact de l'austérité par exemple. Mais dans mon syndicat comme ailleurs, les problèmes immédiats obnubilent le reste. Alors une réflexion sur le caractère plus social et plus large de l'évolution de l'université... Pour la deuxième phase des EGES, qui a eu lieu à l'UQAM, j'ai réussi de peine et de misère à rassembler une dizaine de personnes. Lors de la première rencontre, à Québec, on était cinq !

NCS — Et l'événement lui-même ?

M.B. — Je pense que la problématique était peut-être trop grande et les objectifs un peu flous. Les universités ont évolué depuis longtemps un peu en vase clos, en s'adaptant lentement à une société qui évolue vite, tout ça un peu à la pièce, en naviguant à vue et en s'adaptant aux changements sans plan directeur. Or ces changements sont cruciaux : la massification en enseignement supérieur, l'internationalisation de l'université, la marchandisation du savoir, le développement de l'enseignement à distance, les liens avec l'entreprise privée... C'est majeur ! Tout cela produit

¹⁴ La grève a pris fin le 13 juillet 2019 avec l'acceptation à 62 % de la recommandation du conciliateur par l'assemblée générale du syndicat. (NdR)

des impacts importants qui affectent la mission même des universités, qu'on ne peut peut-être plus poser dans les mêmes termes qu'avant. Pensons seulement à la place du privé dans la gouvernance, à la question de la supposée « loyauté » envers l'employeur, une notion tordue qui a justifié, récemment, le licenciement d'un éminent agronome du ministère de l'Agriculture. Ce sont des questions de fond.

Les ÉGES pouvaient difficilement viser autre chose qu'un survol de ces grandes questions. Mais des analyses préalables, ou au moins des propositions d'analyse, ça n'y était pas. C'est un peu malheureux, on est à un moment charnière qui commanderait justement une réflexion en profondeur sur l'état des lieux. Il est toujours difficile de sortir des conflits locaux.

NCS — N'est-ce pas une réflexion qui devrait déborder du cadre syndical ?

M.B. — Absolument. Mais il semble bien qu'il n'y ait aucune volonté politique de le faire. La place des universités dans la société, leur rôle social, sont des sujets qui n'intéressent plus grand monde. Dans une société néolibérale, avec une gouvernance managériale, on s'inquiète peu des dérives du monde universitaire ; dans la société en général, l'enseignement supérieur ne soulève pas les passions. Il y a longtemps que la chose politique est complètement associée à une forme de gestion de la société plutôt que d'être le levier pour en construire une meilleure. Et il n'y a personne, dans le milieu des directions universitaires, qui sont elles aussi happées par le quotidien, pour se lever et en appeler publiquement à un brassage d'idées qui serait pourtant nécessaire.

La nouvelle formule de financement des universités favorise la course aux étudiantes et aux étudiants internationaux ; cette internationalisation va accentuer la hiérarchisation entre les universités. Les universités anglophones et les plus riches vont s'en sortir mais le réseau UQ, et plus spécifiquement l'UQAM, risque de pâtir. La place qu'a prise le secteur privé dans la recherche est aussi extrêmement inquiétante, parce qu'on substitue tranquillement la recherche libre à la recherche sur commande, l'indépendance scientifique par un faux devoir de réserve. Tous ces éléments changent la donne.

NCS — On vous sent bien pessimiste... le néolibéralisme a-t-il gagné ?

M.B. — Sur certains aspects, je suis effectivement assez pessimiste, notamment sur l'indépendance de la recherche universitaire. Avec toute la recherche financée par le privé, les professeurs n'osent plus parler. Que personne dans le milieu de l'urbanisme universitaire ne se soit levé pour s'opposer au Réseau express métropolitain (REM) et à la privatisation d'un réseau de transport en commun, c'est scandaleux ! Je ne peux pas m'empêcher de penser que la Caisse de dépôt et placement, artisan du REM, a le bras long. On sent que c'est de plus en plus difficile de prendre la parole.

Les syndicats constituent les seuls acteurs qui pourraient agir, mais avec les divisions actuelles qui s'accroissent entre professeurs et personnes chargées de cours, je suis inquiète. Cette division existe depuis le début, alors la néolibéralisation de l'université peut se faire en douceur.

Par contre, la jeune génération, celle de mon fils Matthieu, me redonne courage. Je n'en suis pas encore revenue de voir ce que l'école secondaire lui avait apporté : un élan extraordinaire à sa vie. Il est devenu un grand adepte de plein air, ses ami-e-s et lui sont allumés, très conscients des enjeux environnementaux. C'est pour cela que Québec solidaire rejoint beaucoup les jeunes. Pendant la dernière campagne électorale¹⁵, c'était fascinant de voir comment certains questionnements commençaient à percoler dans le public, de jeunes familles nous remerciaient du travail que l'on faisait pour l'environnement, pour l'école publique. Je peux me tromper, mais je pense que quelque chose est en train de bouger dans la société québécoise... je croise les doigts !

15 Marie Blais est très impliquée dans QS Maurice-Richard, où le candidat Raphaël Rebelo est passé à quelques centaines de voix d'être élu. (NdR)

Bilan de luttes

Négociations ardues dans les CPE de Montréal et de Laval

Nathalie Fontaine

Vice-présidente à la négociation du Syndicat des travailleuses des CPE de Montréal et Laval

Le Syndicat des travailleuses des CPE de la région de Montréal et Laval affilié à la Confédération des syndicats nationaux (CSN) existe depuis 1980. Au fil des décennies, les conditions de travail des éducatrices se sont améliorées grâce à des luttes épiques pour la reconnaissance de leur profession. La première bataille fut de pouvoir négocier au niveau national les trois points que sont la formation, l'assurance collective et le congé de maternité. Dans les années 1990, toujours plus nombreuses à se syndiquer avec la CSN, les travailleuses obtiennent des augmentations de salaire par le biais de subventions directes aux garderies plutôt qu'aux parents, ainsi qu'un congé de maternité plus décent. En 1997, Pauline Marois dévoile une politique familiale créant le réseau des centres à la petite enfance (CPE). Les garderies deviennent alors des CPE, ce qui permet de valoriser la profession des éducatrices.

À l'aube de l'an 2000, la détermination des travailleuses prêtes à déclencher une grève générale illimitée a permis de gagner des échelles salariales uniformes pour tout le Québec dans les CPE. Elles obtiendront aussi une augmentation de salaire de 35 % sur trois ans, preuve évidente que leur salaire était indécent. En 2003, grâce au soutien de la CSN, elles acquièrent enfin un régime de retraite. Elles auront aussi droit à l'équité salariale et aux mêmes augmentations salariales que celles du secteur public.

Ce portrait sommaire des gains des travailleuses des CPE démontre combien les luttes ont été nombreuses au cours des années afin d'obtenir des conditions de travail décentes et en accord avec l'importance de leur profession. Les éducatrices des CPE

travaillent auprès des jeunes enfants, la génération de demain. Celle-ci a le droit de recevoir des services de qualité donnés par des travailleuses reconnues par la société et bien rémunérées.

Depuis le début, le syndicat a toujours négocié les conditions de travail de ses membres à l'échelle locale, CPE par CPE, mais ce processus s'avère long et ardu. Parfois, les négociations se passent plus difficilement à cause du peu d'expérience, du manque de disponibilité et de l'instabilité des conseils d'administration qui représentent les employeurs. C'est dans ce contexte que l'Association patronale des CPE (APCPE) voit le jour en 1999. Les employeurs s'organisent pour négocier une seule convention pour plusieurs CPE. Une première convention régionale est signée en 2001 par une trentaine de CPE. Le syndicat est d'accord pour négocier de cette manière, car les travailleuses peuvent se mobiliser toutes ensemble pour obtenir un meilleur rapport de force.

Malheureusement, l'APCPE va chercher de plus en plus de membres et s'étend dans quatre régions. Elle promet aux directions de CPE d'effectuer une négociation clé en main sans avoir à négocier elles-mêmes face de leurs travailleuses, ce qui rend le processus de plus en plus impersonnel. De plus, le bureau d'avocats du centre-ville de Montréal qui représente cette association prend des décisions qui judiciarisent de plus en plus les relations de travail, ce qui crée un climat de tension entre les travailleuses sur le plancher et les directions de CPE. À chaque négociation, les travailleuses ont l'impression de reculer relativement à leurs conditions de travail, mais surtout de perdre le respect et la reconnaissance de leur profession.

Maintenant, les travailleuses doivent donc se battre sur deux fronts : au niveau national, avec le gouvernement, pour les conditions monétaires comme les salaires, le régime de retraite, les assurances collectives, les vacances, les jours fériés, les journées de maladie, etc., et au niveau régional, avec l'APCPE, pour les conditions non monétaires comme le rôle de l'équipe de travail, le comité de sélection et de permanence, le comité des relations de travail, la liste de rappel, l'ancienneté, etc.

En 2015, la convention régionale expire en même temps que l'entente nationale avec le gouvernement. La CSN doit se battre pour obtenir la mise en place d'une table nationale afin de négocier des conditions améliorées pour nos membres. On fait face à un Philippe Couillard qui effectue des coupes de millions de dollars dans les CPE, qui privatise de plus en plus les services en ouvrant des garderies privées subventionnées et qui module les tarifs (il remplace le tarif uniforme de 7 dollars par jour par un tarif variable selon le salaire des parents). On obtient finalement une table nationale avec un porte-parole pour le ministère de la Famille, mais coup de théâtre : l'APCPE refuse de s'asseoir à cette table où toutes les régions du Québec sont représentées, sauf les quatre régions où sévit l'APCPE soit Montréal et Laval, Estrie, Montérégie et

Cœur-du-Québec. On apprend que l'association veut négocier l'ensemble de la convention collective incluant les clauses salariales, ce qui pourrait avoir comme conséquence que les travailleuses de notre région seraient payées moins cher, n'auraient pas le même nombre de semaines de congé annuel, les mêmes journées de maladie, etc.

Cette situation est inacceptable pour les 1800 membres de notre syndicat qui se battent depuis des décennies pour que les conditions de travail dans les CPE soient identiques partout au Québec. On doit donc se mobiliser pour que cette association s'assoie à la table. On réussit à avoir gain de cause, mais pour une courte période de temps seulement, car l'APCPE décide à peine quelques mois plus tard de se retirer définitivement de la table. On recommence notre mobilisation avec une demande simple et claire : soit l'APCPE s'assoit à la table, soit elle accepte d'intégrer l'entente nationale dans notre convention régionale, car les travailleuses de Montréal et de Laval méritent les mêmes conditions que les autres travailleuses du Québec. Devant leur entêtement, nous décidons de nous référer au Code du travail qui permet de négocier localement chacune des conventions collectives des CPE, car pour négocier de façon regroupée, il faut que les deux parties s'entendent... Or, l'entente est loin d'être au rendez-vous entre le syndicat et l'association patronale. La réponse de l'APCPE ne tarde pas à venir : elle nous poursuit au Tribunal administratif du travail pour négociation de mauvaise foi ! Elle obtient gain de cause à ce moment-là. Le Tribunal nous a obligés à négocier de façon regroupée. Nous avons fait appel en Cour supérieure : le juge a cassé le jugement du Tribunal administratif du travail en donnant complètement raison au syndicat. Malheureusement, notre victoire fut de courte durée, car l'APCPE a demandé une révision judiciaire en Cour d'appel qui a accepté ; nous sommes en attente d'une date pour cette révision. Comment ne pas trouver odieuse l'utilisation de fonds publics par cette association pour judiciariser des dossiers qui pourraient se régler tout à fait autrement, comme dans toutes les autres régions ?

Nous débutons donc la négociation régionale en octobre 2017. La partie patronale fait le choix de déposer un nouveau cahier de demandes qui est complètement différent de la convention précédente et qui contient pas moins de 400 reculs ! D'octobre à janvier, nous ne réglons que quelques points mineurs de la convention, mais tous les grands enjeux sont encore à négocier malgré plus d'une vingtaine de rencontres. Le syndicat fait face à un mur de mépris de la part de cette association représentée majoritairement par des hommes à la table de négociation. Par exemple, ils tiennent des propos comme : « Une femme qui revient de congé de maternité après deux ans devient incompétente et doit refaire de la formation ». La partie patronale veut choisir à qui donner un poste ou un remplacement en faisant fi de l'ancienneté des travailleuses, elle veut faire passer des tests d'habiletés aux travailleuses alors que celles-ci ont déjà reçu une formation adéquate. Devant cette obstination, nous tenons nos

deux premières journées de grève, les 18 et 19 avril 2018. L'une se tient dans les rues de Montréal avec des arrêts significatifs devant des CPE membres de l'APCPE et l'autre à Magog où sont réunis les représentants des quatre régions de l'association. Nos travailleuses sont au rendez-vous, foulard mauve au cou, à la couleur de notre région, en scandant des slogans de solidarité et de détermination. Les médias s'intéressent de près à notre lutte et comprennent bien que nos revendications ne sont pas déraisonnables. Nous commençons à recevoir l'appui des parents de certains CPE qui ne comprennent pas l'entêtement de cette association et qui valorisent le travail que l'on fait auprès de leurs enfants. Certains vont même porter du café et des muffins aux travailleuses sur les lignes de piquetage en signe de solidarité.

À notre retour à la table de négociation, la partie patronale fait la sourde oreille et martèle toujours son discours de mépris envers les travailleuses. Début mai 2018, nous demandons la conciliation du ministère du Travail et nous annonçons la tenue d'un vote de grève générale illimitée. Le 17 mai, les travailleuses votent à 91 % pour la grève et le comité de négociation est porté par cet élan de solidarité. La veille de la grève, une conciliatrice en chef est nommée dans ce dossier par le ministère de la Famille qui voit d'un mauvais œil la grève générale illimitée se pointer le bout du nez dans la campagne électorale qui s'en vient à l'automne... Il ne veut pas que des milliers de parents soient aux prises avec un service de garde fermé pendant plusieurs jours. Le comité de négociation travaille jusqu'aux petites heures du matin mais sans résultat. Le 6 juin débute la première journée de grève générale illimitée. On fait le pari risqué de débiter une grève juste avant la période estivale, ce qui nous laisse un peu moins de trois semaines pour avoir une entente, sinon le rapport de force n'est plus le même pendant les vacances d'été. Mais les travailleuses n'ont plus rien à perdre et sont prêtes à se battre jusqu'à la dernière seconde devant cet adversaire sournois qui fait fi de toutes les règles.

Sur les lignes de piquetage, devant les CPE, la solidarité est belle à voir. Les travailleuses des CPE sont colorées et créatives, elles chantent des chansons, font des chorégraphies, tricotent des carrés mauves, mais surtout elles apportent un appui incroyable au comité de négociation et font la différence dans cette bataille pour le respect. Les médias s'intéressent à notre cause, on fait les manchettes, les commentaires sur les réseaux sociaux nous sont pour la plupart favorables. Les gens applaudissent ces « gauloises » qui se battent non pour des salaires plus décents, mais pour la reconnaissance de principes de base comme l'ancienneté et la compétence. Lors de ses visites sur les lignes de piquetage, le comité de négociation est accueilli à bras ouverts ; ce rapport avec la base est essentiel. C'est ensemble que nous menons la lutte et c'est ensemble que nous la gagnons dans la nuit de samedi à dimanche le 17 juin 2018, après 11 jours de grève. Nous obtenons gain de cause sur presque tous les articles importants pour nos membres ; cette lutte aura été épique mais

très rassembleuse. C'est avec un vote de 91 % que les travailleuses entérinent cette entente de principe. On peut enfin dire mission accomplie après des mois de labeur et de mobilisation.

À ce jour, nous vivons avec cette nouvelle convention collective signée depuis décembre 2018. Il nous aura fallu six mois pour réussir à signer cette convention à cause, encore une fois, de la partie patronale qui s'obstinait sur des mots et ne tenait pas parole malgré l'entente de principe. Il est clair que la partie patronale n'a pas aimé notre lutte et tente par tous les moyens de nous faire payer cette entente. Quelques mois après la signature, les employeurs ont coupé des heures de congé de maladie et des heures de vacances aux travailleuses, malgré un protocole de retour au travail signé avec eux en toute bonne foi. Ils continuent à judiciariser les dossiers comme seuls eux savent le faire ! De plus, avec la plainte de négociation de mauvaise foi qui se poursuit en Cour d'appel, le ton est déjà donné pour la prochaine ronde négociation qui arrive à grands pas, soit le 31 mars 2020.

Les enseignantes et enseignants d'Oakland ont gagné leur grève

Eric Blanc¹

Ex-enseignant et auteur

Bien qu'elle n'ait pas atteint tous ses objectifs, la grève des enseignantes et enseignants d'Oakland a transformé la ville, permis des gains importants et donné aux éducateurs un rapport de force contre les milliardaires qui poursuivent l'objectif de la privatisation de l'éducation.

Après sept jours de grève, les enseignants d'Oakland ont voté le 3 mars 2019 en faveur d'une entente avec le Oakland Unified School District. Bien que cet accord ne satisfasse pas les attentes élevées de plusieurs membres, le nouveau contrat constitue un pas en avant significatif : il garantit aux enseignantes et aux enseignants une augmentation de salaire de 11 % ainsi que des gains sur d'autres points comme le nombre d'élèves par classe et le ratio personnel de soutien/élèves. Ce serait toutefois une erreur d'évaluer les résultats de la grève seulement sur les articles du nouveau contrat. Les gains importants se situent ailleurs.

La grève d'Oakland a énergisé et transformé des dizaines de milliers d'enseignants, d'élèves et de membres de la communauté, et elle les a préparés à poursuivre la lutte. Les éducateurs se sont rendu compte de leur propre force, et ils ont identifié leurs ennemis de classe. Même si, après cette grève, la bataille pour sauver les écoles d'Oakland est loin d'être gagnée, la ville ne sera jamais plus la même.

¹ La traduction est de Pierre Leduc. Ce texte a été publié dans *Jacobin* le 4 mars 2019 sous le titre de « Why Oakland's striking teachers won », <www.jacobinmag.com/2019/03/oakland-teachers-strike-contract-closures>. Eric Blanc a écrit sur les mouvements ouvriers passés et présents. Ex-enseignant au secondaire dans la région de la baie de San Francisco (Bay Area), il est l'auteur de *Red State Revolt. The Teachers' Strike Wave and Working-Class Politics*.

Une grève remarquable

Motivée par le mouvement national de révolte des enseignantes et enseignants et par l'élection d'une nouvelle direction militante, la classe ouvrière a explosé de créativité et d'action autonome durant la grève d'Oakland. Ce mouvement ressemble beaucoup plus à l'effervescente montée de la base observée en Virginie-Occidentale qu'à la grève minutieusement et systématiquement préparée à Los Angeles.

Alors que la United Teachers of Los Angeles (UTLA) avait bénéficié de quatre ans pour préparer son action, la nouvelle direction de la Oakland Education Association (OEA), sous la conduite de Keith Brown, Ismael Armendariz et Chaz Garcia, n'avait eu que six mois et une infrastructure organisationnelle minimale pour faire le travail. Cette dynamique a créé chez les enseignants à la fois l'espace et le besoin de s'impliquer sur leurs lieux de travail.

La principale réussite de la grève est d'avoir permis à des milliers d'enseignantes et d'enseignants, de membres du personnel de soutien et d'élèves de prendre des initiatives, de s'autonomiser. Des actions comme l'organisation de piquets de grève efficaces, des chants de ralliement, la mobilisation pour les manifestations et l'explication des objectifs de la grève aux parents n'auraient pu se faire sans l'émergence rapide de centaines de nouveaux leaders. Cet apport a transformé la base du syndicat et son organisation ; la plupart des structures locales sont demeurées décentralisées, tout particulièrement dans les écoles secondaires qui avaient organisé des grèves sauvages pour amorcer le mouvement. Evelyn Ramirez, une enseignante de première année à la Melrose Leader Academy, l'a bien exprimé :

Par cette action, nous avons réalisé, presque du jour au lendemain, que nous avions des capacités d'organisation. Nous avons pris conscience plus clairement de ce qui se passait dans notre ville. Grâce à l'expérience acquise durant la semaine et de demie de grève, je sais maintenant ce que la solidarité signifie réellement et quels sentiments elle procure. Nous sommes maintenant unis.

La grève a brisé la routine de la vie quotidienne. Chaque jour, les gens ont parlé de politique pendant des heures. Tim Marshall, un enseignant de premier cycle en science, leader d'un groupe de grévistes et membre du Democratic Socialists of America (DSA) a souligné : « Il y a à peine quelques semaines, il n'y avait dans mon école que quelques personnes intéressées à discuter de la possibilité de stopper la privatisation des écoles, des fermetures et des écoles à charte. Maintenant, c'est le principal sujet de discussion ». Cette transformation n'a pas touché seulement les enseignants : les élèves de tout âge sont allés sur les piquets de grève, ils ont parlé dans les rassemblements et dessiné des affiches politiques en appui à leur cause et à celle de leurs enseignants. Plusieurs ont manifesté une conscience de classe remarquable.

Avant tout, la grève a changé l'image qu'on se faisait des racines de la crise de l'école d'Oakland. On a identifié les membres du conseil scolaire comme des agents achetés par les milliardaires pour démanteler le système scolaire public au profit d'intérêts particuliers. Une membre du conseil, Jumoke Hinton Hudge, a peut-être été contrainte de démissionner après qu'elle fut filmée en train d'étouffer un directeur de piquet de grève qui protestait contre une proposition de compressions budgétaires du conseil scolaire.

Malgré de fréquentes averses de pluie, Oakland a vécu l'un des piquets de grève les plus vivants de l'histoire récente. On commençait généralement aussi tôt que cinq heures du matin, on chantait, on dansait et criait des slogans. Un des moments forts fut le défilé dans la ville, en voitures « *low rider* » (véhicules surbaissés), par des Latinos portant des masques de Lucha Libre, la stéréo à fond de caisse, en appui aux enseignantes et enseignants.

Étant donné la préparation précipitée de la grève, le soutien de la communauté a été exceptionnel. Alors que la grève de 1996 à Oakland avait échoué à cause des divisions raciales, cette fois l'OEA a mis en évidence avec succès la lutte contre le racisme systémique, mis de l'avant d'importantes demandes relatives au « bien commun » pour les élèves et construit une grande solidarité entre les enseignants et les parents de toutes origines. Cela a insufflé à la grève un sens d'urgence morale : elle était devenue une action pour protéger Oakland de l'intention des milliardaires promoteurs de gentrification et de privatisation d'expulser de la ville les enseignants et les familles ouvrières de couleur.

Le voisinage a soutenu les grévistes avec de la nourriture, des coups de klaxon, des encouragements et l'offre d'utilisation de leurs salles de bain. La solidarité manifestée par les travailleurs fut tout aussi importante. Les enseignantes et enseignants des écoles à charte ont organisé des grèves sauvages dans dix écoles d'Oakland. Dans quelques écoles, les gardiens de sécurité du local 1021 du SEIU (Union Internationale des Employés de Service) ont refusé de traverser les piquets de grève et les syndicats dans le secteur de la Baie (Bay Area) ont participé en grand nombre aux rassemblements du midi. La United Teachers of Los Angeles et la California Teachers' Association ont fourni des ressources et du personnel pour aider la cause. Le 26 février, des douzaines d'enseignants ont organisé des arrêts de travail en appui à leurs frères et sœurs d'Oakland.

La création de douzaines d'« écoles de solidarité » dans des centres de loisirs et des églises a été l'une des innovations les plus importantes de la grève d'Oakland. Ces écoles s'occupaient des centaines d'enfants de la ville qui n'avaient nulle part où aller, sinon de traverser les piquets de grève. Tous les intervenants et intervenantes étaient des grévistes ou des leaders de la communauté comme le pasteur Anthony

Jenkins. Ces espaces constituaient clairement une continuité avec la tradition radicale de solidarité d'Oakland qui remontait à la grève générale de 1946 et aux Black Panthers dans les années 1960. « Pour moi, le moment le plus formidable de la grève, raconte Ramirez, a été lorsque notre marche est passée devant une école de solidarité et que tous les élèves sortirent et applaudirent. Nous marchions pour eux. Nous luttions pour que nos enfants – sans surprise la plupart étaient noirs ou foncés – aient une éducation de qualité. »

La campagne *Bread for Ed* est une autre action d'Oakland qui avait un caractère exceptionnel. La campagne a commencé sous l'impulsion de East Bay Democratic Socialists of America ; la démarche a très tôt recruté des centaines de volontaires et plus d'une vingtaine de communautés d'organisations radicales. De petits dons qui venaient de partout en Californie ont permis de recueillir 170 000 dollars. *Bread for Ed* a nourri les enfants des écoles de solidarité et les grévistes sur les piquets de grève, ce qui représente plus de quatre mille repas par jour. Dans une ville où 73 % des élèves dépendent des repas gratuits ou à prix réduit, un tel niveau de solidarité a constitué un facteur déterminant pour que les grévistes et les familles puissent tenir le coup aussi longtemps qu'ils l'ont fait.

L'évaluation du résultat

Il n'y a aucune action aussi puissante qu'une grève, et aucune organisation aussi puissante qu'un syndicat pour transformer les travailleuses et les travailleurs et forcer les employeurs à accéder à leurs demandes. Bien que l'entente finale ne répondait pas aux attentes de plusieurs membres, ce fut tout de même une victoire significative étant donné le contexte défavorable de cette grève. En mai dernier, le district n'offrait que 1 % d'augmentation salariale. Dans une ville où le prix des logements a explosé, cette offre ne permettait même pas aux salaires de suivre l'inflation. En fait, c'était une réduction de salaire car l'offre était conditionnelle à une augmentation de la tâche. Ce n'est pas donc pas une mince affaire pour l'OEA et ses membres, d'avoir forcé, par la grève, des dirigeants de district radins à leur accorder une augmentation de 11 %.

Outre leur autonomisation et leur politisation, les enseignantes et des enseignants grévistes ont eu quelques autres gains modestes relativement à la taille des classes et au ratio personnel de soutien/élèves. Comme à Los Angeles, la grève a forcé le président du conseil scolaire d'Oakland à soutenir une proposition en faveur d'un moratoire sur les écoles à charte. Sur la question difficile des fermetures d'école, seule une promesse d'un moratoire de cinq mois a pu être obtenue. Si les dirigeants du district et leurs bailleurs de fonds réussissent à aller de l'avant avec leur objectif de fermer 24 des 86 écoles d'Oakland, cela marquerait le début de la fin pour l'OEA et pour le système public d'éducation.

Les grèves sont des armes puissantes, mais ce ne sont pas des baguettes magiques. Évaluer le contenu de cette entente et se demander si la prolongation de la grève aurait permis de faire plus de gains exige une analyse concrète du contexte économique et des rapports de force politiques auxquels faisaient face les enseignants et enseignantes d'Oakland et leur syndicat. Concernant la dynamique de la grève, la présence des élèves demeura assez faible; la participation des enseignants sur les piquets de grève a atteint un sommet le mercredi mais a commencé à décroître le jeudi et le vendredi. Les écoles secondaires furent un bastion de militantisme; plusieurs ont organisé des actions spontanées menant à la grève et les enseignants et les élèves auraient pu continuer la grève plus longtemps. Par contre, les enseignants de plusieurs écoles primaires et du premier cycle du secondaire commençaient manifestement à être fatigués et anxieux à la fin de la semaine. Plusieurs ne pouvaient pas financièrement continuer très longtemps.

L'absence d'une structure robuste de délibération pour la base de l'OEA a rendu difficile l'évaluation de l'humeur générale et des meilleures actions à promouvoir. Étant donné la faiblesse relative de l'infrastructure, le peu de temps pour la préparation de la grève et l'engagement inégal des membres à poursuivre la grève, il n'y a pas de réponse facile à la question de savoir si tenter d'aller plus loin avait du sens. Contrairement à la grève de Los Angeles où le syndicat a pu démontrer que le district avait un surplus de 1,86 milliard de dollars, l'OEA n'a jamais pu formuler une vision claire de la façon dont on pourrait financer leurs demandes compte tenu des constants problèmes budgétaires de la Unified School District d'Oakland.

Malgré les bonnes paroles, ni le gouverneur Gavin Newsom, ni le surintendant de l'État Tony Thurmond, ni les élu-e-s démocrates fortement majoritaires n'ont pris quelque action significative pour soutenir les enseignants d'Oakland. Encore une fois ces événements ont montré que les travailleurs et les syndicats ne peuvent pas compter sur le soutien du Parti démocrate. Et même si un mouvement en faveur du secteur public en éducation est en train d'émerger à l'échelle de l'État de Californie, il est encore trop faible pour créer un mouvement politique suffisant pour forcer la main à Sacramento. Les grèves sont nécessaires, mais elles ne suffisent pas. Les transformations systématiques envisagées par l'OEA, l'UTLA et les enseignants partout aux États-Unis exigeront d'affronter directement les milliardaires sur le plan politique.

Plus de 60 % des membres du syndicat ont voté en faveur de l'entente. Ce vote relativement divisé marque que cette entente représente à la fois un progrès certain et un résultat insuffisant par rapport aux besoins de l'école publique à Oakland. Quel que soit leur vote, pour la grande majorité des enseignantes et des enseignants, la lutte pour défendre et transformer le système scolaire public d'Oakland vient à peine de commencer.

Il n'y a plus de temps à perdre

Les enseignants auront sans doute besoin d'un peu de temps pour récupérer, mais il n'y a pas de temps à perdre en ce qui concerne la lutte pour le financement public étatique et, tout spécialement, la lutte contre les fermetures d'écoles. Il faut renforcer le niveau d'organisation du mouvement pour gagner ces batailles, unifier les nouveaux leaders locaux et les réseaux semi-autonomes et les intégrer au syndicat.

La lutte contre la privatisation et le sous-financement de l'éducation ne peut se gagner à Oakland seule. La prochaine étape de la lutte doit faire partie d'un mouvement massif dans tout l'État, en particulier pour obtenir un moratoire sur les écoles à charte et pour demander un vote en 2020 pour abolir l'infâme Proposition 13 qui favorise les échappatoires fiscales. Il y aura encore de nombreuses luttes, mais les enseignantes et les enseignants d'Oakland méritent de célébrer leur victoire. L'élan, la militance et le rapport de force générés par cette grève a changé les règles du jeu qui déterminent l'avenir des écoles de la ville et le projet politique. Citons Evelyn Ramirez à Melrose : « Nous avons tous réalisé que ce n'était qu'un début. Il faudra beaucoup de travail durant plusieurs années pour vaincre les promoteurs de la privatisation, mais après cette grève je crois fermement que nous pouvons gagner ».

Le mouvement pour 15 dollars l'heure : où en sommes-nous ?

Mylène Fauvel

Doctorante en sociologie à l'Université de Montréal

Dans la foulée des mouvements américains et ontariens pour un salaire minimum à 15 dollars l'heure, un mouvement québécois s'est mis en place afin de revendiquer à son tour une augmentation substantielle du salaire minimum. En faisant le portait du mouvement pour le 15 dollars au Québec, un premier constat s'impose : le mouvement québécois pour l'augmentation du salaire minimum n'est pas unifié. Contrairement à l'Ontario et à la campagne *15 and Fairness*, nous ne sommes pas devant une seule et unique coalition regroupant l'ensemble des organisations souhaitant se mobiliser pour le 15 dollars. Les différents acteurs organisent tout de même des actions communes.

Retour sur l'émergence du mouvement pour 15 dollars l'heure

Au Québec, le mouvement pour le 15 dollars s'est développé en différentes étapes, influencées notamment par les campagnes étatsuniennes et ontariennes. Ce sont d'ailleurs les organisations ayant des liens étroits avec des groupes ayant amorcé ou participé activement aux mobilisations dans ces régions qui ont été les premières à revendiquer un salaire minimum à 15 dollars au Québec à l'automne 2015, et ce, de manière presque simultanée.

En octobre 2015, le Centre des travailleurs et travailleuses immigrants de Montréal (CTI) a lancé une campagne ayant pour titre *15 et justice* faisant référence au slogan ontarien *Fifteen and Fairness*; le CTI entretenait alors déjà des liens étroits avec le Workers' Action Centre à Toronto, leader de la campagne de cette province. Au même moment, la coalition *15 plus* démarrait. Cette coalition était menée principalement par

Alternative socialiste dont les membres étaient quant à eux inspirés par les mobilisations ayant lieu à Seattle. L'une des principales actions de *15 plus* a porté autour de la grève au Vieux-Port de Montréal à l'été 2016 ; le Syndicat des employés-ées du Vieux-Port étant initialement l'un des membres centraux de cette coalition.

Un peu plus de six mois plus tard, en avril 2016, un noyau composé d'une dizaine de groupes a organisé conjointement une manifestation à Montréal. Il fut alors proposé de clarifier la structure de la coalition *15 et justice* qui, à la suite de ses pourparlers et tractations, deviendra la *Coalition 15 maintenant*, le nom ayant entre autres été choisi afin de se distancer du discours de certaines grandes centrales syndicales – comme la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) – qui proposait alors d'augmenter le salaire minimum à 15 dollars d'ici 2022¹.

Alors que plusieurs alliés se joignaient officiellement ou officieusement à la *Coalition 15 maintenant*, d'autres coalitions et campagnes ont également pris place dont la campagne *Minimum 15* de la FTQ qui fût lancée le 1^{er} mai 2016 et la *Campagne 5-10-15* initialement lancée conjointement par le Front de défense des non-syndiqués-es, le Collectif pour un Québec sans pauvreté, la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Centrale des syndicats démocratiques (CSD) et la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) auxquels se sont rapidement joint le Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ) et le Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ). La *Campagne 5-10-15* revendiquera alors non seulement le salaire minimum à 15 dollars, mais également – en lien avec la réforme des normes du travail en préparation – 10 journées de congé payé pour cause de maladie ou de responsabilités familiales ainsi que la mise en place de dispositions permettant aux travailleurs et travailleuses de connaître leur horaire de travail au moins cinq jours à l'avance.

La tenue du Forum social mondial (FSM) à Montréal en août 2016 est considérée par plusieurs comme un moment crucial pour les campagnes et coalitions revendiquant le 15 dollars. Galvanisée par cet événement et s'inspirant de son mode de fonctionnement horizontal, la *Coalition 15 maintenant* optera pour une structure plus flexible en vue de la préparation d'une manifestation qui aurait lieu le 15 octobre 2016.

C'est donc dans ce contexte, un mois avant la tenue de cette manifestation, que la quasi-totalité des groupes affiliés et impliqués dans les campagnes pour le 15 dollars s'est réunie officiellement pour la première fois à l'invitation de la *Coalition 15 maintenant*. Aucune structure unitaire n'émergera de cette initiative et la *Coalition 15 maintenant* choisira alors de conserver une structure flexible « sans *membership* défini » permettant ainsi à tous les groupes qui le souhaitaient de se joindre ponctuellement ou de manière plus constante aux réunions.

1 Nous devons préciser que depuis, la FTQ est revenue sur sa position et revendique désormais un salaire minimum à 15 dollars *le plus rapidement possible*.

La structure de la *Coalition 15 maintenant* ne sera clarifiée qu'un an plus tard dans le cadre des discussions pour la préparation de la manifestation du 15 octobre 2017. De ces discussions est née la structure dite *Les campagnes unies pour le 15* qui se voulait alors une structure regroupant les différentes campagnes et coalitions. Cette structure fut toutefois encore une fois remise en question dans le cadre d'une journée de réflexion sur le 15 dollars qui s'est tenue en février 2018. Des acteurs centraux du mouvement pour le 15 dollars au Québec, dont la *Campagne 5-10-15*, ont alors demandé à ce que cette structure et sa fonction soient précisées et ont, du même coup, remis en question l'idée de voir naître une « coalition des coalitions », ce qui aurait eu le potentiel de mettre en place un mouvement unifié.

À la même époque des comités de quartier ont vu le jour : le comité de quartier de Parc-Extension, celui de Côte-des-Neiges et celui du Sud-Ouest. L'intention première de ces trois comités était d'être des espaces citoyens et de permettre de mobiliser les travailleurs et travailleuses précaires de ces quartiers, sa population générale et les organismes locaux. Par la suite sont nés le comité de Centre-Sud-Villieray-St-Michel-Ahunstic, celui de Centre-Sud-Hochelaga-Maisonneuve et un comité sur le campus de l'Université de Montréal.

Des groupes politiques se sont aussi joints aux coalitions pour le 15 dollars, dont Québec solidaire qui a mobilisé largement ses membres et participé activement aux réunions de différentes coalitions. Québec solidaire a également lancé sa propre campagne intitulée *On le mérite* et fait du 15 dollars un enjeu dans le cadre des élections provinciales.

Deux grands constats : la non-unification du mouvement et la nécessaire mobilisation des travailleurs et travailleuses précaires

En février 2018, à l'initiative de *Les campagnes unies pour le 15*, près d'une trentaine d'organisations se sont réunies afin de faire le bilan des mobilisations pour le 15 dollars au Québec et de penser l'avenir de ce mouvement. Deux questions ont alors guidé les réflexions : 1) comment mobiliser davantage d'organisations et leurs membres et 2) comment rejoindre et mobiliser les personnes non organisées, notamment celles qui sont payées moins de 15 dollars l'heure. Cette réflexion collective semblait nécessaire afin de revitaliser le mouvement, les dernières actions organisées laissant présager une démobilitation. Pour plusieurs, le moment était venu de mobiliser plus largement afin de créer un meilleur rapport de force face à l'État.

Cette démarche a permis de faire ressortir que le premier défi auquel faisait face le mouvement du 15 dollars à l'hiver 2018 était de coordonner les différentes campagnes et coalitions. Malgré certaines initiatives et malgré le travail effectué par *Les campagnes unies pour le 15*, encore aujourd'hui, il n'y a aucune coalition ou campagne unifiée. Certaines actions sont toutefois organisées conjointement.

Néanmoins, la proposition de rallier un plus grand nombre d'organisations autour des revendications pour le salaire minimum a de son côté porté fruit. En décembre 2018, une déclaration commune a été lancée regroupant près de 150 groupes et organisations. Cette déclaration, à laquelle ont participé toutes les coalitions et campagnes sur le 15 dollars, a également permis d'articuler les enjeux autour du salaire minimum à ceux du logement, de la rémunération des stages, aux luttes antiracistes et aux demandes de rehaussement du financement des organismes communautaires. Soulignons que cette déclaration a permis de mobiliser entre autres des comités de logement, des centres de femmes, des associations étudiantes ainsi que des organismes communautaires intervenant en santé et services sociaux, en éducation populaire ou encore en immigration. Cette action laisse entrevoir un possible renouveau pour le mouvement du 15 dollars.

Un second défi est certainement l'implication des travailleuses et travailleurs gagnant actuellement moins de 15 dollars l'heure. Contrairement aux mouvements aux États-Unis et en Ontario, le mouvement pour le 15 dollars ne repose pas principalement sur la mobilisation et l'implication directe des travailleuses et travailleurs précaires, ce qui pose des enjeux en matière de représentativité et limite le rapport de force du mouvement. C'est pour remédier à cette situation que certaines pistes d'action ont été avancées lors d'une journée de réflexion collective. Parmi ces pistes d'action, nommons la possibilité de miser sur les stratégies de « *outreach* », par exemple en ciblant des entreprises ou des endroits où les travailleurs et travailleuses sont réunis, ou encore la possibilité de mettre en place des espaces pour écouter les besoins des travailleurs et travailleuses précaires. Force est de constater que peu de ces pistes ont effectivement été mises en application et qu'encore aujourd'hui, peu de travailleurs et travailleuses précaires se sont joints activement aux différentes coalitions et campagnes. Au contraire, nous pouvons même constater que plusieurs militants et militantes, se trouvant dans des situations d'emploi précaire, se sont démobilisés au cours de la dernière année.

Ultimement, même si plusieurs explications peuvent nous aider à comprendre la faible présence de travailleurs et travailleuses précaires dans le cadre des mobilisations autour du 15 dollars – la peur de représailles ou de la perte d'emploi, la précarité des situations financières et personnelles, voire des statuts migratoires, etc. –, il semble nécessaire de réfléchir aussi aux conséquences possibles des modes d'organisation du mouvement sur leur participation. Par exemple, est-il possible que le travail en coalition et le travail sous mode de réunions aient pu rebuter certaines personnes ? Penser la mobilisation des travailleurs et travailleuses gagnant actuellement moins de 15 dollars l'heure semble être l'une des pistes privilégiées par certaines organisations afin de revitaliser le mouvement pour le 15 dollars.

Les pistes de réflexion : le 15 dollars et la suite des luttes autour du travail précaire

À travers ce bref portrait des campagnes et coalitions pour le 15 dollars, nous pouvons constater que le mouvement pour le 15 dollars au Québec est bien actif. Actuellement, près de 150 organisations se sont publiquement jointes à la déclaration commune et plusieurs ateliers thématiques sont en préparation. De plus, la diversité des acteurs activement impliqués et l'hétérogénéité dans les coalitions ont permis de regrouper autour d'une même lutte sociale des organismes communautaires, des organisations syndicales, des organisations de défenses des droits des travailleurs et travailleuses et des partis politiques. D'autre part, la présence de groupes citoyens, plus ou moins institutionnalisés, comme les comités de quartier, permet d'expérimenter de nouvelles manières de mobiliser des citoyens et citoyennes et des travailleurs et travailleuses précaires. Cela permet donc d'intégrer, dans une certaine mesure, des réflexions sur les relations qu'entretiennent les coalitions avec les personnes représentées.

Toutefois, ce mouvement semble également être à la croisée des chemins. Mobiliser des militants et militantes sur une si longue période, soit depuis 2015, constitue un défi en soi. Entre-temps, le contexte politique a sensiblement changé et plusieurs personnes impliquées dans les coalitions considèrent qu'il est nécessaire de repenser les pratiques et stratégies du mouvement afin d'éviter une démobilisation généralisée. La suite du mouvement reste à écrire, mais il semble évident que la revendication pour le 15 dollars a toujours le potentiel de coaliser de nombreuses organisations et fait toujours écho aux revendications et besoins de nombreux travailleurs et travailleuses du Québec.

2 Institut de la statistique du Québec (ISQ), *Les travailleurs rémunérés à moins de 15 \$ l'heure au Québec et au Canada*, n° 8, 2017.

3 *Ibid.*

4 Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, *Pourquoi un salaire minimum à 15 \$ l'heure*, 2018.

Qui sont les travailleurs et travailleuses gagnant moins de 15 dollars au Québec ?

- Au Québec, 1 personne sur 5 gagne moins de 15 dollars l'heure, soit 830 000 personnes, ce qui représente 23 % de tous les emplois salariés².
- Contrairement à ce que plusieurs pensent, près de 50 % de ces personnes sont âgées de plus de 30 ans³ et 67 % ne sont pas aux études⁴.
- Dans 57 % des cas, les emplois sont à temps plein et plus de 50 % de ces emplois se concentrent dans les secteurs du commerce au détail, de l'hébergement et de la restauration⁵.
- Une grande partie de ces travailleurs et travailleuses ont des horaires atypiques et l'accès aux avantages sociaux constitue un défi.
- L'organisation collective de ces travailleurs et travailleuses est complexifiée par le fait que 85 % de ces emplois sont non syndiqués.
- Deux groupes sociaux sont surreprésentés dans les emplois à moins de 15 dollars l'heure : les femmes, qui représentent 58 % des personnes qui seraient touchées par une hausse du salaire minimum à 15 dollars l'heure⁶ et les personnes immigrantes ou racisées qui constituent une grande proportion des travailleurs et travailleuses pauvres⁷.

Déclaration commune pour le salaire minimum à 15 \$ l'heure

2 décembre 2018⁸

Depuis 2012, la hausse du salaire minimum à 15 \$ l'heure est devenue un enjeu majeur à travers l'Amérique du Nord. Au Canada, l'Alberta et la Colombie-Britannique ont déjà annoncé une hausse du salaire minimum à 15 \$ l'heure. Au Québec, malgré un fort mouvement porté par les organisations syndicales, communautaires, étudiantes et politiques, le salaire minimum n'est que de 12 \$ l'heure depuis le 1^{er} mai 2018. Pourtant, des recherches comme celles de l'IRIS confirment qu'un salaire de 15 \$/h est le minimum pour sortir de la pauvreté et permettre à une personne de vivre une vie décente au Québec. Les conditions de travail des travailleurs et des travailleuses les plus précaires doivent être améliorées dans leur ensemble. L'augmentation du salaire minimum à 15 \$ l'heure est un premier pas essentiel pour avancer sur cette voie.

5 *Ibid.*

6 ISQ, *op. cit.*

7 Xavier Leloup, Florence Desroches et Damaris Rose, *Travailleurs pauvres dans la RMR de Montréal*, Institut national de la recherche scientifique - Urbanisation, Culture et Société, 2016.

8 <www.declarationcommune.info/>.

Considérant cette situation, nous revendiquons le salaire minimum à 15 \$ l'heure et appuyons les principes suivants :

- Étant donné que pour la très grande majorité de la population, le salaire est la première source de revenus et que 21 % de la population salariée au Québec est payée à un salaire inférieur à 15 \$/h, nous considérons la hausse du salaire minimum à 15 dollars comme étant une voie incontournable afin de lutter contre la pauvreté.
- Le salaire minimum, bien qu'il soit indispensable, n'est pas le seul et unique moyen de lutter contre la pauvreté. C'est pourquoi nous n'accepterons pas que cette hausse soit faite au détriment des services publics et des programmes sociaux.
- Dans notre société québécoise, les organismes communautaires assument un rôle significatif, fournissant des services variés et comblant des lacunes des institutions gouvernementales. Afin qu'ils puissent poursuivre leurs mandats sociaux et offrir à leurs employé-e-s un salaire décent au-dessus de 15 dollars l'heure, nous croyons que la hausse du financement pour ces organismes est requise, et ce, dans le plein respect de leur autonomie.
- La précarité et la pauvreté sont une réalité pour plusieurs. Toutefois, certaines portions de la population sont particulièrement touchées par les bas salaires, telles que les femmes, les personnes racisées, les personnes issues de l'immigration récente, les personnes migrantes temporaires, les personnes handicapées et les personnes autochtones. Face à ce constat, la hausse du salaire minimum contribuerait à améliorer les conditions de vie de ces personnes. C'est pourquoi, d'une même voix, nous revendiquons un salaire minimum décent et dénonçons tous types de marginalisation et d'exclusion sociale.

En signant cette déclaration, les différentes organisations appuient officiellement la revendication d'un salaire minimum à 15 dollars l'heure.

Débat sur le municipalisme

Réflexions engagées sur le municipalisme au Québec

Donald Cuccioletta et Emanuel Guay

Respectivement chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand et doctorant en sociologie à l'Université du Québec à Montréal

L'automne montréalais de 2017 a été marqué, avec l'élection de Projet Montréal (PM) et la création du collectif Gauche urbaine de Montréal (GUM), par un regain d'intérêt pour les perspectives progressistes sur le droit à la ville. L'année 2019, pour sa part, constitue non seulement l'année de mi-mandat de PM, mais comporte aussi deux anniversaires importants pour la gauche municipale québécoise, soit le cinquantenaire de la fondation du Front d'action politique (FRAP) et le 45^e anniversaire de la fondation du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM), ce dernier ayant été au pouvoir de la métropole entre 1986 et 1994.

C'est pourquoi nous avons pensé offrir un bilan des expériences de gauche au niveau municipal, en sollicitant les avis de militantes-chercheuses et militants-chercheurs qui contribuent à faire de la ville une zone pour l'approfondissement de la démocratie et du pouvoir citoyen. Nous avons fait appel à six intervenantes et intervenants sur la base de leurs implications respectives. Ainsi Paul Cliche, au FRAP, et Andrea Levy, au RCM, se sont engagés dans des partis politiques municipaux. Jean-Marc Gareau et Francine Paris ont pris part à l'émergence de groupes populaires locaux dans les années 1960 et 1970. Finalement, par leur engagement intellectuel et militant, nous voulons souligner la contribution de deux femmes à la réflexion sur deux fronts de lutte : Anne-Marie Livingstone sur l'antiracisme et Annie Grégoire-Gauthier sur le féminisme.

Parmi les constats qui en ressortent, notons l'importance d'intégrer différentes luttes et projets à la perspective municipaliste, de développer une infrastructure sociale pour répondre aux besoins de la population, tout en assurant un ancrage de nos

revendications dans le quotidien des gens ordinaires. Bien que les obstacles et les défis mentionnés ici soient nombreux, les lectrices et les lecteurs pourront trouver des pistes pour stimuler leurs réflexions et relancer des initiatives et des mouvements.

Que sont le municipalisme et le droit à la ville pour vous ?

Andrea Levy¹ : Le municipalisme constitue d'abord une affirmation de la ville, par contraste avec d'autres territoires sociopolitiques comme le pays ou la province, comme lieu privilégié pour bâtir et réaliser la vision d'une société à échelle humaine, organisée démocratiquement et de manière à respecter les limites écologiques des activités de notre espèce. Le gouvernement municipal devient alors une instance proprement politique, et pas simplement un fournisseur de services. L'un des grands défis est précisément de politiser l'échelle municipale. Il y a une tendance, même parmi les gens de gauche parfois, à voir la politique municipale comme une question purement administrative – déneigement, collecte des déchets, réparation des nids de poule, etc. Dans cette conception, la ville a peu d'impact sur les grandes questions telles que l'inégalité, l'environnement, la démocratie, etc. Pourtant, la politique municipale est propice à l'implication citoyenne, puisqu'elle concerne des enjeux concrets de la vie quotidienne. À son meilleur, la politique municipale enseigne la prise en charge par la communauté de ses propres affaires et de son avenir – certes dans les limites et les contraintes sévères qu'imposent actuellement les autres paliers de gouvernement et la conjoncture du capitalisme néolibéral.

Dans cette optique, la mobilisation populaire pour bâtir le pouvoir citoyen, ainsi que pour nourrir les analyses, prises de position et politiques des élu-e-s locaux, s'avère fondamentale. Parfois, cette mobilisation locale s'élargit en un grand mouvement sur des enjeux particuliers. Pensons notamment à l'opposition à la législation visant des races de chien particulières. Ou encore, à l'opposition au projet d'inversion du flux de la ligne 9 d'Enbridge et la campagne victorieuse contre l'oléoduc Énergie Est de TransCanada. Cette opposition, qui se conjugait également avec celle des Premières Nations, était motivée par une préoccupation pour la santé et la sécurité des citoyennes et des citoyens, un accident pouvant empoisonner des sources d'eau potable. De plus, la population a fait le lien entre ce danger et le fait que la production de pétrole venant des sables bitumineux contribue grandement au réchauffement climatique. Ainsi, un enjeu global primordial est devenu le centre du vécu quotidien local. Cela a contribué, dans le sillon des efforts de groupes comme Coule pas chez nous, au développement d'une plus grande conscientisation écologique au Québec.

1 Coordonnatrice à la rédaction de *Canadian Dimension*, membre du conseil exécutif du Rassemblement des citoyens de Montréal de 1982 à 1986 et membre fondatrice de Montréal écologique.

Jean-Marc Gareau² : Le municipalisme signifie pour moi l'engagement citoyen par le développement d'une infrastructure sociale dans les quartiers, les villes ou les villages. Avant de pouvoir affronter le pouvoir, dans le sillon des travaux de Saul Alinsky³, il nous faut un ancrage solide dans les communautés, fondé sur des besoins reconnus par elles. C'est précisément à cette tâche que se sont attelés plusieurs groupes et initiatives dans les années 1960 et 1970, telles les Opérations Dignité luttant contre les fermetures de villages en Gaspésie et dans le Bas-Saint-Laurent. On peut également penser aux Travailleurs étudiants du Québec (TEQ) mis de l'avant par l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ) pour soutenir diverses initiatives d'animation sociale dans les quartiers ouvriers des villes et des régions : enquêtes sociales, soutien à des comités de citoyens ou à des syndicats locaux, activités de formation citoyenne.

Cette infrastructure sociale permettait de s'attaquer à des problèmes concrets, qui n'étaient pas pris en charge par le secteur privé ou par le gouvernement. Une première génération d'organisations populaires s'est formée par la suite : comptoirs alimentaires, garderies populaires, coopératives d'habitation, etc. Ces réalisations populaires amenaient les gens à gagner en confiance dans leurs capacités de se prendre en main et de défendre leurs projets et revendications. Pour moi, la création et le renforcement d'une telle infrastructure doivent demeurer la priorité stratégique pour la gauche à tous les niveaux. On peut bien élire des partis progressistes, mais ce qui fait la différence finalement, c'est l'enracinement dans les quartiers et la mobilisation qui prend forme à partir de cet enracinement.

Francine Paris⁴ : Deux constats me semblent importants. Premièrement, il faut démystifier le FRAP, en évitant d'y voir une sorte de modèle indépassable pour les organisations politiques à l'échelle municipale. Les comités d'action politique (CAP), qui étaient considérés comme les structures d'enracinement du FRAP, n'étaient pas si démocratiques qu'on le prétend parfois. Les CAP constituaient en fait des lieux de rassemblement pour les militants aguerris, plutôt que des associations populaires à proprement parler. Le FRAP lui-même était une organisation assez fragile, précisément parce que son ancrage populaire n'était pas aussi fort qu'il aurait dû l'être pour pouvoir affronter la crise d'Octobre. À la suite de l'effondrement du FRAP, la gauche s'est fracturée en différentes tendances, une partie se joignant au Parti québécois (PQ), tandis qu'une autre a rejeté la démocratie électoraliste en se lançant dans le militantisme marxiste-léniniste. Un troisième groupe a maintenu son engagement dans les groupes populaires.

2 Animateur social dans Hochelaga-Maisonneuve, quartier de Montréal, de 1967 à 1971.

3 Saul Alinsky, *Être radical. Manuel pragmatique pour radicaux réalistes*, Bruxelles, Aden, 2012.

4 Militante dans le comité des citoyens et citoyennes, le comptoir alimentaire et la garderie populaire de Hochelaga-Maisonneuve de 1968 à 1979.

Deuxièmement, il faut noter que la lutte des femmes, dans les années 1960 et 1970, n'était pas assez reconnue, ce qui a d'ailleurs encouragé les groupes de femmes à demeurer autonomes face aux initiatives électorales et politiques. On peut aussi remarquer que les femmes ont joué un rôle central dans les groupes populaires après l'effondrement du FRAP. Les personnes qui ont rejoint le PQ ne sont pas parvenues à freiner le virage à droite du parti, tandis que les groupes marxistes-léninistes ont imploré dans les années 1980. L'alternative de lutte la plus constante et la plus porteuse est celle qui a été menée par les groupes de quartier qui étaient gérés en bonne partie par des femmes. Ça me semble une belle leçon d'humilité pour la gauche, et notamment pour les hommes de gauche !

Paul Cliche⁵ : Tel que je le relate dans mon autobiographie, *Un militant qui n'a jamais lâché* (2018), le municipalisme a connu un bref épisode à Montréal. Il s'est incarné dans le FRAP qui, à la fin des années 1960, s'est constitué grâce à la convergence organique survenue entre les comités de citoyens des quartiers populaires et les militants syndicaux du deuxième front d'action politique. Même si son existence a été courte, ce parti municipal a constitué la seule véritable expérience de lutte commune des mouvements sociaux dans l'histoire du Québec.

Devant la destruction de milliers de logements par l'administration du maire Jean Drapeau, l'insalubrité de dizaines de milliers d'autres et une pauvreté endémique, des groupes de citoyennes et de citoyens ont commencé à se prendre en main dans les quartiers du Sud-Ouest de Montréal. Au début des années 1960, ils voulaient régler des problèmes locaux. À partir de 1965, des comités de citoyens voient le jour. Peu à peu, un changement de mentalité s'opère. Les ambitions des militantes et des militants se tournent vers des revendications plus larges. Ils interviennent dans des projets municipaux de rénovation urbaine. Leur action se politise. La guerre à la pauvreté passe par la reconnaissance des droits sociaux et de conditions minimales de vie décente. La conscience communautaire se transforme en un mouvement social visant à contraindre une administration municipale hostile à accepter les demandes citoyennes.

On assiste alors à plusieurs affrontements. Les citoyens constatent que leurs luttes éparses sont souvent sans lendemain. Lors d'une réunion historique dans le quartier Saint-Henri en mai 1968, vingt-cinq comités de citoyens du Québec en viennent à la conclusion qu'il faut désenclaver les enjeux locaux afin de pouvoir bâtir un rapport de force. Conclusion : il faut passer à l'action politique. Cette radicalisation marque le point de départ de deux années de travail intensif d'information et de mobilisation.

5 Militant politique, président du FRAP en 1970, puis conseiller du Rassemblement des citoyens de Montréal à l'Hôtel de ville de 1974 à 1978.

D'autre part, en octobre 1968, le président Marcel Pepin amorce un virage idéologique au sein de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), en lançant l'idée du « deuxième front ». Il incite les syndicats à déborder du champ traditionnel de la convention collective – le premier front – pour ouvrir un deuxième front dans leurs milieux de vie en tant que citoyens, consommateurs, parents. La CSN met alors sur pied un secrétariat d'action politique non partisan dans le but de créer des comités d'action politique. Une petite équipe chargée d'implanter les CAP sillonne le Québec sans relâche pendant des mois. La réponse est enthousiaste. En une année, tous les conseils centraux de la CSN comptent un CAP régional et une bonne partie des syndicats locaux en mettent un sur pied.

L'objectif est d'inciter les syndiqué-e-s à participer à des luttes politiques à l'échelle qui est la plus à leur portée, les municipalités. C'est ainsi que les militantes et les militants d'action politique des trois centrales syndicales (CSN, FTQ, CEQ⁶) ainsi que des comités de citoyens et d'autres groupes populaires organisent la tenue de quinze colloques régionaux dans les premiers mois de 1970. Quelque 2500 militantes et militants y participent et demandent que les centrales organisent des CAP au niveau des municipalités et des commissions scolaires.

En mars, un colloque à Montréal réunit 450 militantes et militants, dont une cinquantaine venant des comités de citoyens, et mène à la création du FRAP le 12 mai 1970. Celui-ci décide de se présenter aux élections municipales de l'automne. Au cours de l'été, il recrute plus de 1000 membres et présente 31 candidates et candidats sur les 55 que compte le conseil municipal. Il n'en présente pas à la mairie. Fin septembre, quelques jours avant le déclenchement de la crise d'Octobre, un sondage du quotidien *Montreal Star* révèle que 31 % des électrices et électeurs montréalais estiment que le FRAP constitue une solution de rechange à l'administration Drapeau. Quelques jours plus tard, l'action du Front de libération du Québec (FLQ) vient brouiller les cartes. Deux candidats vedettes du FRAP sont emprisonnés. En butte aux accusations de terrorisme venant de ses adversaires, le FRAP recueille tout de même près de 90 000 votes, soit plus de 18 % des suffrages dans les districts où il a présenté des candidats ; aucun n'est cependant élu. Par la suite, le FRAP, aux prises avec des conflits idéologiques internes, a dé péri.

Anne-Marie Livingstone⁷ : Une dimension importante du droit à la ville est la possibilité pour les communautés racisées d'y mener leur vie sans subir de discrimination ou de violence de la part des forces de l'ordre. Or, cet objectif est encore

6 FTQ : Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec ; CEQ : Centrale de l'enseignement du Québec, devenue Centrale des syndicats du Québec (CSQ) en 2000.

7 Chercheuse postdoctorale au Centre Weatherhead en affaires internationales et chargée de cours en sociologie à l'Université Harvard.

bien loin d'être atteint. Plusieurs études ont montré que le taux d'interpellation des jeunes Noirs à Montréal est nettement supérieur à celui des jeunes Blancs, sans que ce taux d'interpellation plus élevé soit justifié par un plus grand nombre d'infractions⁸. Selon un rapport sur le profilage racial dans le quartier Saint-Michel⁹, le niveau élevé de surveillance quotidienne des jeunes racisés, l'utilisation régulière des contrôles d'identité et les nombreuses interpellations et amendes pour petites incivilités ont plusieurs effets négatifs pour les jeunes ciblés par ces pratiques, tant sur leur estime de soi que sur leur sentiment de sécurité et leur santé mentale. Les campagnes de peur autour des « gangs de rue », alimentées tant par la police que par les médias, ont contribué à un amalgame entre les jeunes racisés et la criminalité, d'où plusieurs conséquences néfastes.

Annie Grégoire-Gauthier¹⁰ : L'accès à la ville porte la marque d'une histoire qui a assigné les femmes à l'espace privé et domestique. Rappelons-nous que l'administration des villes a été contrôlée d'abord et avant tout par et pour les hommes. Ces marques de l'histoire sont visibles à travers la toponymie, soit le nom des rues, des parcs et des stations de métro, qui reconnaissent trop peu le rôle majeur que les femmes ont joué dans le développement de Montréal.

La ville est aussi un espace de cohabitation et de déplacement. Or, on sait que les femmes, et certaines plus que d'autres, se retrouvent encore trop souvent dans des situations de vulnérabilité dans l'espace public, à devoir constamment négocier leur présence, leurs déplacements et leur droit à la ville. Cette vulnérabilité est visible lorsqu'on observe l'enjeu du droit au logement. Selon le Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal (CÉAF), le harcèlement et les violences sexuelles vécus par les femmes locataires de la part de leur propriétaire ou de leur concierge constituent de sérieux problèmes¹¹. D'autres études démontrent que les femmes développent des stratégies de déplacement distinctes de celles des hommes, et leur permettant d'éviter des zones de la ville considérées comme anxiogènes, ou d'adapter leurs déplacements pour faire face à ce sentiment d'insécurité inévitable : sortir à plusieurs, mettre des écouteurs sans écouter de musique, ne pas sortir à certaines heures ou

8 Léonel Bernard et Christopher McAll, « La mauvaise conseillère », *Revue du CREMIS*, vol. 3, n° 1, 2010. Voir aussi Mathieu Charest, *Mécontentement populaire et pratiques d'interpellations du SPVM depuis 2005 : doit-on garder le cap après la tempête*, rapport de recherche, 2009.

9 Mtl Sans Profilage, *Le profilage racial dans les pratiques policières. Points de vue et expériences de jeunes racisés à Montréal*, rapport de recherche, décembre 2018.

10 Militante féministe et responsable du comité femmes de Projet Montréal.

11 Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal, *Le harcèlement et les violences sexuelles vécus par les femmes locataires dans leur logement doivent cesser !* 12 mars 2018, <www.ceaf-montreal.qc.ca/public/2018/03/harcelement-et-violences-sexuelles-vecus-par-femmes-locataires-doivent-cesser.html>.

pas du tout, etc. La vigilance est constante et épuisante, mais est-ce vraiment aux femmes de s'adapter ?

La ville demeure un espace contrôlé par et pour les hommes. L'invisibilisation des femmes dans la ville se manifeste quotidiennement, encouragée par des processus de marginalisation et de contrôle. D'un côté, quand vient le temps de créer ou de réaménager la ville, les femmes sont marginalisées par leur faible présence dans les espaces décisionnels et en urbanisme. De l'autre côté, le corps des femmes est sujet à un contrôle constant avec le harcèlement qui accompagne inévitablement leurs déplacements et agit comme un rappel quotidien que l'espace public ne leur appartient pas. Rappelons enfin que les femmes les plus vulnérables sont généralement les plus invisibles, celles dont on ne parle pas et qu'on oublie de consulter quand vient le temps d'agir et de transformer la ville.

Pourquoi et comment prendre la ville ? Quelles sont les stratégies les plus prometteuses ? Quels sont les enjeux importants, les expériences locales et internationales inspirantes ?

Francine Paris : Une première étape importante pour relancer les luttes populaires, tant au municipal qu'aux autres paliers, c'est de créer des espaces et des projets pour permettre à des personnes isolées de se rassembler, de prendre la parole, d'apprendre à défendre leurs intérêts et à gagner confiance en leurs moyens. Le problème est qu'il y a très peu de comités ou de groupes qui se proposent aujourd'hui d'augmenter les capacités d'analyse des communautés sur les enjeux qui les concernent. Plus généralement, il y a un recul inquiétant des apprentissages de la démocratie dans notre société. Il y a effectivement peu de volonté d'assurer une participation citoyenne élargie chez les élites politiques, la plupart des élu-e-s préférant se fier à des « experts » plutôt qu'à la population. Les structures politiques se bureaucratisent à une vitesse qui s'accroît. Pour avancer dans la bonne direction, la démocratie doit s'expérimenter au sein des initiatives populaires. Il nous faut créer et maintenir des comités capables de mener des actions collectives et de créer des liens de solidarité. C'est par ces actions solidaires que des gains importants dans le passé ont été acquis. Rien ne nous tombe jamais du ciel !

Jean-Marc Gareau : Pour assurer une relance des luttes, il faut se rappeler que celles-ci sont à l'origine de nos acquis. La plupart des gens ne savent pas que les centres de la petite enfance (CPE) ont été créés sous la pression des luttes des femmes et des garderies populaires, et que les droits sociaux dont nous bénéficions ont été arrachés aux élites par des mouvements sociaux. Il faut nous remettre à l'écoute de l'histoire des mouvements sociaux et de leur enracinement dans les

quartiers pour y reconnaître à la fois les succès et les échecs. Je pense, tout comme Francine Paris, que le FRAP a évolué trop vite vers le terrain électoral, sans s'assurer d'avoir un ancrage populaire assez solide pour faire face à la riposte du pouvoir autoritaire. C'est pour ça que le parti s'est effondré si rapidement à la suite de la crise d'Octobre. Si nous ne voulons pas que les conseils d'arrondissement et de ville soient des coquilles vides, sans écoute pour les revendications populaires, il faut les investir en force, ce qui suppose d'être mieux ancré dans nos milieux de vie.

Anne-Marie Livingstone : Notre rapport sur le profilage racial comportait quatre recommandations principales pour éviter que les policiers agissent en fonction de stéréotypes ethniques et raciaux :

- Rendre accessibles les données quantitatives réparties par « catégorie raciale » pour les interpellations, les arrestations et les détentions à Montréal.
- Créer un office de surveillance indépendant de la police dans le quartier Saint-Michel.
- Éliminer les pratiques policières qui ciblent injustement les jeunes appartenant à des minorités racisées.
- Transférer des ressources publiques affectées aux forces de l'ordre au profit d'interventions communautaires visant la délinquance juvénile et les inégalités raciales¹².

Il faut des mécanismes formels et institutionnels obligeant les corps policiers à adopter des pratiques non discriminatoires ; il faut également développer des ressources communautaires dédiées à la défense des droits et à l'inclusion des jeunes ciblés par le profilage et les discriminations raciales.

Annie Grégoire-Gauthier : Des solutions existent et se multiplient. Selon l'urbaniste et militante Jane Jacobs, une planification urbaine sécuritaire et inclusive doit privilégier les usages mixtes et valoriser l'expérience citoyenne. Les marches exploratoires organisées par des féministes et des organismes de quartier dans les années 1990 ont eu un impact majeur sur le réaménagement de certains secteurs de Montréal. Ces marches se sont révélées un outil important et participatif de diagnostic urbain permettant de mettre en valeur l'expertise de celles qui habitent et connaissent intimement leur quartier et ses problèmes, sans avoir le privilège d'accéder aux voies traditionnelles pour s'exprimer. Nous devons intégrer les expériences citoyennes, trop souvent invisibles dans le travail de réaménagement des milieux de vie.

Sur le plan de l'urbanisme, plusieurs villes adoptent une approche intégrée du genre permettant de rendre les espaces publics plus inclusifs. À Vienne, on multiplie les

¹² Mtl Sans Profilage, *op. cit.*, p. 90-92.

projets innovants : appels d'offres réservés aux projets menés par des femmes, élargissement et sécurisation des trottoirs, réaménagement des parcs publics pour en faire des espaces à usages multiples, etc. L'initiative *Womenability* recense plusieurs bonnes pratiques d'intégration du genre dans la ville à travers le monde¹³. On peut également penser à la récente loi contre le harcèlement de rue adoptée en France l'année dernière qui permet de sanctionner par des amendes les comportements et les propos sexistes tels que les sifflements, les commentaires déplacés sur la tenue ou le physique ou le fait de suivre quelqu'un ayant exprimé son refus. Bien que cette loi ne vise qu'une partie des lieux où les femmes subissent du harcèlement, cette législation affirme le droit à un partage équitable et respectueux de la ville par toutes et tous.

Les partis politiques municipaux doivent s'assurer de la participation et de la mobilisation d'une relève de femmes issues de milieux diversifiés. Les élues de demain sont souvent les militantes et les femmes engagées d'aujourd'hui. Se réapproprier la ville, c'est d'abord et avant tout mobiliser les expériences et les expertises de toutes les femmes, en s'assurant que les femmes à mobilité réduite, plus âgées, racisées ou trans puissent contribuer pleinement à la réflexion et au réaménagement de nos milieux de vie. Qui plus est, leurs contributions bénéficieront à l'ensemble de la population, puisqu'un espace inclusif et sécuritaire l'est pour tout le monde. Plusieurs acteurs locaux et communautaires, tels les groupes de femmes, demeurent finalement des partenaires clés à privilégier pour leur connaissance intime des enjeux et des priorités sur le terrain. Bien qu'il reste beaucoup de travail à faire, ces différentes initiatives constituent des pas dans la bonne direction.

Andrea Levy : La gauche doit à la fois travailler dans les mouvements sociaux pour bâtir et maintenir une opposition extra-parlementaire et travailler dans l'arène parlementaire pour contribuer à créer les conditions propices à une prise du pouvoir. Le municipalisme doit créer et s'engager dans les partis politiques indépendants au niveau municipal. J'insiste sur l'idée de « partis indépendants », car le modèle dominant de la politique municipale, à part certaines municipalités comme Montréal et Vancouver, est celui du conseil constitué de conseillers individuels non partisans ou encore de conseillers et de partis politiques tributaires des grands partis fédéraux ou provinciaux. Le RCM a été un exemple de ce genre de parti indépendant. Représentant une large coalition de forces locales, le RCM constitua longtemps une formation véritablement démocratique avec des associations locales actives enracinées dans les quartiers. L'une des grandes déceptions de l'expérience du RCM fut la prise du pouvoir par le parti en 1986. Peu de temps après avoir défait Jean Drapeau et son Parti civique, l'aile gauche du RCM s'est rendu compte des dangers de l'absence de mécanismes

¹³ *Womenability, The Womenability Report*, <www.womenability.org/>.

pour que le parti puisse contrôler le caucus, qui commençait à fonctionner comme un groupe autonome, peu imputable, et même à l'encontre du programme bâti collectivement par les membres. À plusieurs égards, on reconnaît ici l'histoire de plusieurs partis de gauche dans le monde. Dans le cas du RCM, cette situation a mené à la création de nouveaux partis municipaux éphémères (Montréal écologique, premier parti vert municipal au Canada, et la Coalition démocratique). Il y a là des leçons à retenir tant pour Projet Montréal que pour Québec solidaire : il faut s'assurer de la prépondérance du parti sur les élu-e-s.

L'autre lutte essentielle est de faire pression afin d'accroître les pouvoirs de la ville et la libérer de sa dépendance aux taxes foncières et aux frais d'utilisation. C'est encore plus important dans cette époque marquée par le délestage de plusieurs responsabilités par les gouvernements fédéraux et provinciaux vers les municipalités, mais sans augmentation correspondante des ressources financières. Selon Doug Saunders, « les défis gouvernementaux les plus importants, de l'immigration jusqu'à la politique en matière de drogues en passant par le transport, la pauvreté et même les affaires autochtones, relèvent tous de la politique nationale et provinciale, mais ces défis se déroulent très largement sur la scène municipale malgré un manque total d'autorité politique municipale dans ces domaines¹⁴ ». D'après la Constitution canadienne, les villes sont subordonnées au bon vouloir de la province. Cependant, la province peut accorder aux villes une plus grande autonomie et il faut l'exiger. S'appropriier la ville ne servira pas à grande chose si la ville demeure sans capacité d'agir.

Paul Cliche : Dans son ouvrage *À nous la ville !*, Jonathan Durand Folco explique que le municipalisme repose avant tout sur « la participation directe des citoyen-e-s aux affaires publiques afin de favoriser l'appropriation collective des institutions, l'auto-gouvernement local et la souveraineté populaire¹⁵ ».

La démocratisation et la décentralisation sont les deux principaux piliers de cette nouvelle stratégie politique. Le budget participatif, la réforme du mode de scrutin, la mise sur pied de conseils de quartier décisionnels figurent parmi les principaux moyens pouvant contribuer au renouvellement de la démocratie urbaine. Quant à la décentralisation des pouvoirs aux échelles locale et régionale, elle doit être accompagnée de ressources financières adéquates.

À Porto Alegre, au Brésil, le budget participatif a été expérimenté à partir de 1989. Ce mécanisme de cogestion des ressources municipales transfère des élus aux citoyens

14 Doug Saunders, « Big cities, small powers: why our municipal crisis goes beyond Doug Ford and Toronto », *The Globe and Mail*, 14 septembre 2018, <www.theglobeandmail.com/opinion/article-what-is-a-canadian-city-anyway-why-our-municipal-crisis-goes-beyond/>.

15 Jonathan Durand Folco, *À nous la ville ! Traité de municipalisme*, Montréal, Écosociété, 2017, p. 158-159.

le pouvoir d'affecter une partie du budget municipal. Depuis, cette innovation démocratique s'est diffusée à travers le monde. Il y a aujourd'hui plus de 2000 programmes en cours. Ce sont la France et l'Espagne qui en comptent le plus.

Le premier budget participatif mis en place au Québec a été celui de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal entre 2006 et 2008. Puis, il y en a eu d'autres, notamment à Matane, Nicolet, Baie-Saint-Paul et Rimouski. Le programme de Projet Montréal préconise pour sa part l'instauration d'un budget participatif au niveau de la ville-centre comme à celui des arrondissements. Mais l'administration Plante n'a encore rien fait à ce chapitre et il ne semble pas que ce soit dans ses priorités. Une expérience est toutefois en cours depuis quelques mois dans le quartier Mercier de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, où les citoyennes et les citoyens disposent d'une somme de 350 000 dollars à consacrer à la réalisation de projets définis par la communauté.

Quant à la réforme du mode de scrutin, une tentative a été effectuée dès 1978 sous le gouvernement péquiste de René Lévesque, alors que le ministre responsable du dossier, Robert Burns, a proposé que le quart des conseillers municipaux soit élu au scrutin proportionnel dans quatre grandes villes (Montréal, Québec, Laval, Longueuil). Burns s'est toutefois heurté à une fin de non-recevoir catégorique des membres du cabinet. Par la suite, l'administration du Rassemblement des citoyens de Montréal et celle du Rassemblement populaire à Québec ont adopté l'idée, mais n'ont rien fait pour la matérialiser. Puis, en 2005, Projet Montréal a inscrit cette réforme dans sa plateforme. Le parti l'a gardée pour les élections de 2009, puis l'a biffée. Il n'y est jamais revenu depuis, de sorte qu'on se retrouve devant le néant.

C'est le FRAP qui a proposé pour la première fois la mise sur pied de conseils de quartier auxquels on confierait des pouvoirs décisionnels. Le Rassemblement des citoyens de Montréal en a fait un point crucial de sa plateforme pour les élections de 1986, mais l'administration Doré a plutôt créé des conseils de quartier consultatifs. Par après, l'idée a été complètement abandonnée.

Quant à la décentralisation des pouvoirs aux niveaux local et régional, l'idée a été lancée dès 1977 par le premier ministre Lévesque, qui préconisait de rapprocher le pouvoir décisionnel et les citoyennes et citoyens. Ce grand projet de décentralisation de l'État ne s'est jamais concrétisé, malgré la création d'une foule d'instances comme les municipalités régionales de comté (MRC), les conférences régionales des élus (CRÉ) et les centres locaux de développement (CLD), dont plusieurs ont été supprimés par le gouvernement libéral ces dernières années. Finalement, jamais les régions n'ont eu aussi peu d'autonomie qu'en 2019. Il reste donc beaucoup de travail à faire. La mise sur pied, à la suite de l'élection municipale de 2017, de groupes populaires comme Gauche urbaine de Montréal et À nous les quartiers, laisse toutefois présager un réveil prochain. C'est un dossier à suivre...

La gentrification contre le droit à la ville

Le cas de Parc-Extension

Emanuel Guay, Alex Megelas et Naomi Nichols

Respectivement doctorant en sociologie à l'Université du Québec à Montréal, doctorant en éducation et professeure adjointe en éducation à l'Université McGill

Que ce soit par des mobilisations populaires, des lettres ouvertes ou même des actes de vandalisme, les tensions autour de la *gentrification*¹ des quartiers centraux montréalais se font régulièrement sentir. Souvent au cœur de l'actualité, la notion de gentrification n'est cependant pas évidente à définir, puisqu'elle désigne plusieurs phénomènes à la fois. Nous nous proposons ici de préciser les causes et les effets de la gentrification à partir du cas de Parc-Extension, un quartier situé au nord-ouest de Montréal. Cet exemple nous permettra de mettre en lumière les liens entre la gentrification et d'autres enjeux sociaux, pour ensuite appeler au développement d'un programme politique axé sur le droit au logement comme composante centrale du droit à la ville, tel que promu par le géographe David Harvey.

1 Nous utilisons le terme gentrification choisi par les auteur-e-s plutôt qu'embourgeoisement, même s'il est déconseillé par l'Office québécois de la langue française parce que le sens de gentrification est obscur pour qui ne connaît pas l'anglais. (NdR)



Qu'est-ce qui provoque la gentrification ?

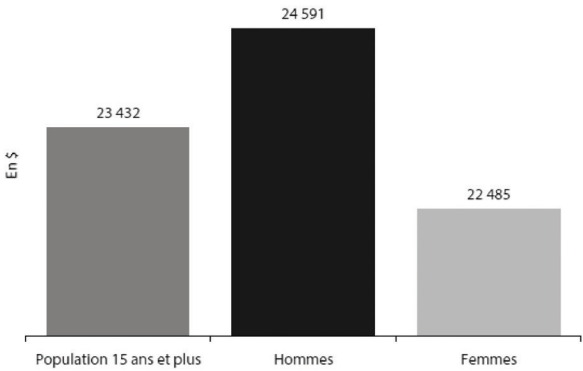
La gentrification est difficile à cerner parce qu'elle se situe à plusieurs échelles et répond tant à des pressions internationales qu'à des dynamiques locales. À l'échelle internationale, la gentrification consiste, selon le géographe Neil Smith, en une nouvelle stratégie d'accumulation globale, par laquelle des quartiers défavorisés et affectés par la désindustrialisation, la précarisation de l'emploi et le recul des services sociaux font l'objet d'un réinvestissement qui attire des résidentes et des résidents plus fortunés. Cette arrivée de nouveaux ménages entraîne une augmentation des loyers et des prêts hypothécaires, ce qui accroît considérablement les marges de profit du secteur immobilier et l'assiette fiscale des gouvernements municipaux². Le contexte international est important à considérer, mais l'analyse d'un quartier en voie de gentrification doit aussi prendre en compte les facteurs locaux et les préférences individuelles qui mènent des personnes plus aisées à vouloir s'y installer (proximité avec les lieux de travail et de divertissement, projets de revitalisation urbaine, etc.).

Le cas de Parc-Extension est exemplaire à cet égard, puisqu'actuellement le principal facteur de gentrification est l'établissement du Campus MIL de l'Université de Montréal, qui devrait accueillir à terme près de 10 000 étudiantes et étudiants et employé-e-s. Comme ces étudiants et employés formeront le plus grand bassin des nouveaux résidents de Parc-Extension, les mesures et décisions prises dans les

2 Neil Smith, « New globalism, new urbanism : gentrification as global urban strategy », *Antipode*, vol. 34, n° 3, 2002, p. 427-450.

prochains mois auront un impact déterminant sur la population de longue date du quartier, qui fait face à des obstacles systémiques telles la précarité financière, la discrimination et les difficultés d'accès aux services publics et sociaux, notamment pour les personnes issues de l'immigration. On peut effectivement rappeler que, selon les chiffres de 2016, 43,5 % des résidents de Parc-Extension sont considérés à faible revenu, 79,2 % des ménages sont locataires, 60,5 % de la population est issue de l'immigration et le taux de chômage avoisine les 15 %, soit le double de la moyenne montréalaise³.

Revenu annuel médian selon le sexe, population de 15 ans et plus, arrondissement de Villieray-Saint-Michel-Parc-Extension, 2015



Source : Statistique Canada, recensement de la population 2016

Bien que le quartier soit confronté à de nombreuses difficultés, Parc-Extension offre malgré tout un environnement social favorable à l'intégration des immigrantes et immigrants à faible revenu, avec une offre commerciale spécialisée (épiceries, restaurants, etc.) et des services sociaux et communautaires qui prennent en compte la forte présence de résidents allophones dans le quartier.

Les impacts prévisibles

Les effets de la gentrification, à l'instar de ses causes, font l'objet de nombreuses discussions. Une partie de la littérature présente la gentrification comme un processus positif qui, en attirant plus d'investissements publics et privés ainsi qu'une population plus aisée financièrement, contribue à une déconcentration de la pauvreté et à une

3 Ariane Beck, Emanuel Guay et Lily Paulson, « Les visages de l'inégalité dans Parc-Extension », *Relations*, n° 802, juin 2019, p. 34-35.

rénovation des bâtiments et des infrastructures publiques, deux conséquences jugées bénéfiques pour tous les résidents d'un quartier donné⁴. Cette partie de la littérature semble toutefois confondre la revitalisation urbaine et la gentrification. Si la revitalisation comporte effectivement des mesures qui bénéficient à tous les habitants d'un quartier, comme l'aménagement de parcs ou la réfection des chaussées et des trottoirs, les ménages à plus faible revenu ne pourront pas profiter pleinement de ces avantages si la revitalisation s'accompagne d'une réduction du nombre de logements à prix abordable et d'une augmentation des évictions et des déplacements forcés⁵. La perte de logement, qui tend à s'accélérer dans les quartiers en cours de gentrification, entraîne, pour les personnes concernées, plusieurs conséquences négatives sur leur employabilité, leur santé mentale et leur insertion sociale ainsi que sur la persévérance scolaire des jeunes⁶.

S'opposer à la gentrification ne suppose pas d'être favorable au maintien de la pauvreté des quartiers avec une plus grande proportion de ménages à faible revenu, mais, bien au contraire, de promouvoir une revitalisation inclusive et réellement bénéfique pour l'ensemble des résidentes et résidents. Si aucune mesure n'est prise pour freiner les effets gentrificateurs du Campus MIL, la population à plus faible revenu de Parc-Extension sera forcée de se reloger dans des quartiers probablement moins bien desservis en transport en commun, et où elle ne retrouvera pas les services auxquels elle avait accès auparavant. Nous devons donc nous opposer, d'une part, au maintien de la pauvreté des résidents et, d'autre part, à une « déconcentration de la pauvreté », sans aucune planification, qui produit trop souvent une simple dispersion des ménages à faible revenu, aggravant ainsi leurs difficultés économiques et sociales.

Que faire ?

La gentrification semble bien correspondre à l'exposé de Saskia Sassen, selon lequel les sociétés contemporaines « ont créé un monde où la complexité a trop souvent tendance à générer une brutalité primaire⁷ ». En d'autres termes, si les causes de la gentrification sont généralement considérées comme complexes, ses conséquences s'avèrent trop souvent d'une simplicité brutale pour les ménages à faible revenu : des déplacements forcés, la disparition ou le remplacement des institutions locales et le délitement des liens communautaires pour les résidentes et les résidents déplacés.

4 Lance Freeman, « Comment on "The eviction of critical perspectives from gentrification research" », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 32, n° 1, 2008, p. 186-191.

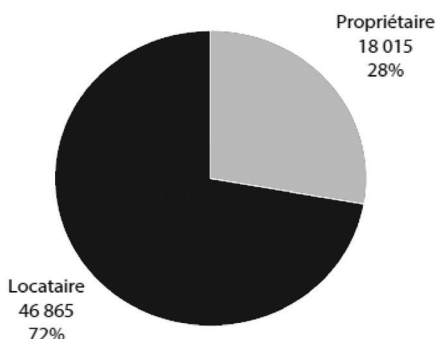
5 Selon la Ville de Montréal, plus de 32 % des locataires de l'arrondissement consacrent plus de 30 % de leurs revenus aux frais de logement. *Profil sociodémographique de l'arrondissement Saint-Michel-Villeray-Parc-Extension*, édition mai 2018, p. 37.

6 Matthew Desmond et Rachel Tolbert Kimbro, « Eviction's fallout : housing, hardship, and health », *Social forces*, vol. 94, n° 1, 2015, p. 295-324.

7 Saskia Sassen, *Expulsions. Brutalité et complexité dans l'économie globale*, Paris, Gallimard, 2016, p. 13.

Documenter le plus précisément possible les effets de la gentrification dans un quartier donné s'avère une première façon de la contrer. Les cartographies anti-évacuation développées à Oakland et à San Francisco⁸ ont constitué un exercice en ce sens. Il importe aussi de lier la question de la gentrification à d'autres enjeux sociaux. Par exemple, la difficulté qu'ont plusieurs personnes à se loger et la part croissante du prix du loyer dans les dépenses totales des ménages sont directement liées à la stagnation des salaires et au recul des bénéfices sociaux, deux phénomènes qui affectent davantage les personnes démunies⁹.

**Logements privés selon le mode d'occupation,
arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, 2016**



Source : Statistique Canada, recensement de la population 2016

Parc-Extension est, encore une fois, directement concerné par cette problématique, avec près d'un tiers des travailleurs du quartier dont les revenus annuels¹⁰ ne parviennent pas à dépasser le seuil de la mesure de faible revenu (MFR). Une augmentation du salaire minimum constituerait une manière efficace d'accroître la capacité des ménages de suivre l'évolution des loyers, à la condition cependant que ces loyers soient maintenus à des niveaux raisonnables par différents mécanismes dont un registre public des baux et des mesures plus serrées de contrôle des loyers à la suite de l'obtention par le ou les propriétaires de subventions municipales permettant des rénovations.

8 Manissa M. Maharawal et Erin McElroy, « The anti-eviction mapping project: Counter mapping and oral history toward bay area housing justice », *Annals of the American Association of Geographers*, vol. 108, n° 2, 2018, p. 380-389.

9 Matthew Desmond et Monica Bell, « Housing, poverty, and the law », *Annual Review of Law and Social Science*, vol. 11, 2015, p. 15-35.

10 Xavier Leloup, Florence Desrochers et Damaris Rose, *Les travailleurs pauvres dans la RMR de Montréal : profil statistique et distribution spatiale*, INRS Centre Urbanisation Culture Société et Centraide du Grand Montréal, 2016, p. 119.

Depuis l'annonce par l'Université de Montréal de l'établissement du Campus MIL, les groupes communautaires de Parc-Extension ont identifié plusieurs solutions qui permettraient de freiner la gentrification du quartier, dont le développement d'une stratégie d'accessibilité campus-communauté, avec les objectifs suivants :

- accorder des bourses d'études aux résidentes et résidents de Parc-Extension et attribuer des contrats pour la fourniture de services sur le campus (cafés, centre de photocopie, etc.) à des entreprises locales;
- fournir des ressources pour soutenir une clinique de pédagogie médicale et sociale déjà établie dans le quartier;
- créer un programme de formation et d'emploi adapté aux besoins locaux et offrir des cours de langue et une formation aux résidentes et résidents de Parc-Extension pouvant mener à un emploi sur le campus.

Mentionnons également la promotion de collaborations durables entre les initiatives communautaires et gouvernementales visant à accroître l'offre de logement social et coopératif, l'établissement de réserves foncières à des endroits stratégiques, la bonification du programme provincial AccèsLogis et le plein transfert des fonds fédéraux liés à la stratégie nationale du logement adoptée en 2017.

Bien que le soutien des institutions publiques soit essentiel pour atténuer les effets néfastes de la gentrification dans Parc-Extension, il est important de souligner que les résidents du quartier ainsi que les groupes communautaires qui s'y activent sont déjà engagés dans des efforts concertés afin de résoudre les problèmes liés à la gentrification.

Soulignons par exemple l'initiative « Brique par brique¹¹ », qui vise à créer un projet d'habitation communautaire financièrement durable à Parc-Extension, la mobilisation populaire du Comité d'action de Parc-Extension (CAPE) contre la démolition d'immeubles et pour le logement social¹², le projet de cartographie anti-évacuation mené conjointement par le CAPE et des membres de la communauté universitaire, le travail de mobilisation des connaissances mené par l'Alliance des communautés culturelles pour la santé et les services sociaux (ACCÉSSS¹³) sur des questions comme l'équité en santé et les différents facteurs de fragilisation qui affectent les familles issues de la diversité.

Plus généralement, le développement d'un programme politique reconnaissant le logement comme un droit fondamental, et non comme une simple marchandise,

11 Brique par brique : <www.briqueparbrique.com>.

12 CAPE : <<http://comitedactionparcex.org/>>.

13 ACCÉSSS : <<https://accesss.net/fr/>>.

constitue présentement l'une des priorités pour la gauche. En nous basant sur les obligations internationales du Canada quant aux droits de la personne, nous soutenons qu'avec un taux d'inoccupation de 0,6 % pour des logements à deux chambres selon les données de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (octobre 2018), les institutions publiques devraient reconnaître les conséquences sociales, économiques et sanitaires de la crise actuelle du logement dans Parc-Extension, ainsi que les problèmes criants d'insalubrité (moisissures, rats, punaises de lit, etc.) et les nombreuses pressions économiques supplémentaires venant avec la gentrification en cours.

Le droit au logement doit constituer la pierre angulaire d'un programme plus large pour le droit à la ville, compris ici comme l'ensemble des droits et des pratiques économiques et politiques qui permettent une pleine participation de tous et toutes à la vie urbaine¹⁴. Nous pouvons espérer qu'un tel programme, à l'instar des retombées des luttes contre les expulsions en Espagne, permettra de donner une voix aux personnes évincées ou à risque d'éviction, tout en offrant un encadrement de rechange à la crise du logement et un encouragement pour un renouvellement de la politique municipale¹⁵.

14 David Harvey, « The right to the city », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 27, n° 4, 2003, p. 941.

15 Marcos Ancelovici et Montserrat Emperador Badimon, « Résister à la crise sur le pas de la porte : la lutte contre la dette et pour le droit au logement en Espagne », *Mouvements*, n° 97, 2019, p. 94.

Les défis de Projet Montréal

Entretien avec Michel Camus

Pierre Beaudet

Professeur associé à l'Université du Québec en Outaouais

Michel Camus¹ a été président de Projet Montréal (PM) de 2011 à 2016, au moment où Valérie Plante sortait de l'ombre pour triompher à la mairie lors des élections de novembre 2017. Aujourd'hui, les 35 élu-e-s de PM au conseil municipal (sur un total de 65)² se heurtent aux réalités plutôt lourdes du pouvoir, du moins, celui, assez limité, qui découle du positionnement des municipalités au Québec. Toujours militant de Projet Montréal dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, Michel Camus répond à nos questions³. Comment expliquer cette victoire inattendue ? Qu'est-ce que Projet Montréal et la populaire mairesse représentent ? Où s'en va la métropole ?

P.B. — Rappelle-nous un peu les origines de Projet Montréal.

M. C. — Frustrés par la domination malsaine de l'automobile, du béton, des promoteurs immobiliers et de l'étalement urbain à Montréal, Richard Bergeron⁴ et son ami, l'ingénieur Claude Mainville, décident de créer le parti Projet Montréal en 2004 autour

1 Michel Camus, diplômé de l'Université de Montréal et de l'Université McGill, a été épidémiologiste dans la fonction publique fédérale. Il demeure un membre actif de Projet Montréal.

2 Il y a 103 postes, incluant ceux du conseil municipal et des 19 conseils d'arrondissement. Présentement, outre le conseil municipal, 10 des 18 arrondissements de Montréal sont administrés par des élu-es de Projet Montréal.

3 L'entrevue a été réalisée à Montréal le 5 mai 2019.

4 Né à Alma en 1955, Richard Bergeron a fait des études en urbanisme avant d'être volontaire pour un organisme de coopération internationale en Guinée-Bissau. Il a été par la suite professeur associé, auteur, consultant auprès du gouvernement québécois et de l'Agence métropolitaine de Montréal, président de la Fédération des coopératives d'habitation de la Ville de Montréal.

du « nouvel urbanisme » fondé sur une ville à l'échelle humaine et sur les transports collectifs et actifs. Bergeron est un homme passionné, un expert reconnu sur les questions de transport et d'urbanisme. Et l'équipe de Projet Montréal compte plusieurs universitaires bien documentés en urbanisme et en transport, inspirés, comme lui, par les meilleures pratiques de villes d'avant-garde de divers pays.

Les fondateurs de PM veulent s'attaquer à des problèmes critiques : l'étalement urbain, la fuite des familles vers la banlieue, la dépendance à l'automobile, la détérioration des milieux de vie, des quartiers et des espaces verts, la spéculation foncière, la dégradation du parc de logements locatifs abordables et familiaux, le sous-financement des transports collectifs résultant du surfinancement des routes, autoroutes et stationnements, la congestion automobile, etc. Il faut un parti politique pour s'attaquer à ces problèmes nourris par la vision attardée du développement urbain de la ville de Montréal et du ministère des Transports du Québec, encore campés dans le « modernisme » du tout à l'auto de l'après-guerre.

En 2005, l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal élit le premier conseiller municipal de Projet Montréal, Richard Bergeron. Il réussit à rallier au parti deux conseillers adverses. Bergeron préside le premier congrès du parti devant quelque 300 membres. Puis, aux élections de 2009, Projet Montréal fait élire 14 candidates et candidats (sur 103), dont deux maires d'arrondissement (Luc Ferrandez et François Croteau), mais Bergeron arrive troisième dans la course à la mairie.

P.B. — Comment le parti se définit-il dans ce nouveau contexte ?

M. C. — On m'invite à solliciter la présidence du parti lors du congrès de 2011 pour favoriser l'écoute et l'unité entre des tendances tactiques plus ou moins opposées dans le parti. Luc Ferrandez et son équipe veulent agir rapidement, ils ne croient pas qu'ils pourraient être réélus, notre programme étant trop d'avant-garde. François Croteau, pour sa part, veut avancer plus prudemment pour gagner la confiance des électrices et des électeurs non convaincus. Au milieu de ces tensions, Richard Bergeron se présente comme un urbaniste rationaliste qui veut libérer la ville de l'hégémonie de l'automobile et la rendre à ses citoyens. Dans un discours au congrès de 2011, Richard rejette de façon insistante les étiquettes de « gauche » et d'« écologiste » et toute autre étiquette que les chroniqueurs veulent lui faire porter. Malgré cela, Richard et le parti demeurent la cible des médias et des politiciens traditionnels qui les traitent de rêveurs, d'utopistes. D'un côté, le noyau de Projet Montréal tient à ses convictions et méprise la « petite politique » qui prétend plaire à tout un chacun. Cela séduit une partie de la population écœurée par la politicaillerie municipale. Mais de l'autre côté, le style techniciste, un peu cérébral, parfois hautain, de Richard et les arguments intellectuels et anticonformistes du programme rebutent une autre partie de la population qui ne veut qu'un « bon maire », affable et ne dérangeant pas l'ordre

des choses. Néanmoins, la logique rigoureuse et la compétence des porte-paroles de PM, leur vision large et ambitieuse démontrent une cohérence et une ferveur sincères qui finissent par convaincre, du moins en matière de transports collectifs et de verdissement.

Toutefois, à l'intérieur du parti, l'assurance de Bergeron et l'effervescence de ses projets ne le portent pas à consulter son entourage. Il n'est pas très à l'écoute de sa base bien qu'il participe aux instances du parti, qu'il estime la participation militante des membres, et donc leur capacité à comprendre ses idées... Richard demeure le chef incontesté, le fondateur courageux et méritant du parti, mais il mécontente de plus en plus son entourage par des idées impromptues, grandioses ou incongrues. Il demeure aussi le leader du parti en vertu de sa compétence et de son positionnement mitoyen entre la « gauche » de Projet Montréal, rappelant l'ancien Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM), et une tendance plus modérée et « tactique », préoccupée de ne pas bousculer les médias et la population.

Un facteur d'unité demeure cependant : c'est l'organisation et les multiples instances démocratiques du parti, notamment son conseil de direction où différents courants se rencontrent, s'expriment et discutent de la construction du « Projet », et de ses interactions avec la population des quartiers. Un sentiment d'écoute et de « lutte joyeuse » l'emporte sur les différences.

P.B. — Qu'est-ce qui affaiblit cette capacité de travailler ensemble ?

M. C. — Richard Bergeron mine sa crédibilité durant le Printemps étudiant de 2012. Même si notre direction critiquait la loi 12⁵ et le règlement municipal P-6⁶, Richard justifie en partie la répression policière envers des manifestantes et des manifestants. Cela scandalise bien des étudiantes et des étudiants mais aussi nos élu-e-s et membres. Quelques mois plus tard, pour plaire au Regroupement des gens d'affaires et résidents de Ville-Marie pour la sécurité publique qui se plaignait des itinérants, Bergeron déclare que, s'il est élu maire, il *les* expulserait de Montréal. Ces positions « autoritaristes » choquent les élu-e-s, la base du parti et les sympathisants de PM. Heureusement, en vue de la campagne électorale de 2013, le conseil de direction très uni et enthousiaste amorce une refonte du programme et met à contribution plus de 300 membres, les associations locales et divers comités de travail pendant neuf mois

5 Loi spéciale adoptée par le gouvernement libéral de Jean Charest et visant à mettre fin au conflit étudiant. (NdR)

6 Le *Règlement sur la prévention des troubles de la paix, de la sécurité et de l'ordre publics* (RRVM P-6), amendé durant le Printemps étudiant, visait à empêcher tout attroupement, assemblée ou défilé dans l'espace public n'ayant pas soumis son lieu ou itinéraire au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), et empêchait quiconque participant à quelque assemblée, attroupement ou défilé dans l'espace public de se couvrir le visage sans motif raisonnable. (NdR)

de débats. Bien que quelques propositions aient été modifiées par Richard Bergeron, particulièrement celles sur le logement social, la presque totalité des propositions est soumise au vote dans un congrès stimulant et mobilisateur pour la campagne électorale qui s'avère particulièrement dynamique et forte.

P.B. — Mais cette belle unité est mise à mal par l'élection de 2013...

M. C. — En effet, Bergeron est encore une fois vaincu à la mairie et se fait même distancer par Mélanie Jolie qui n'a aucun projet ni programme. Peu après, il abandonne Projet Montréal – il reste conseiller municipal indépendant – pour accepter une nomination gratifiante au comité exécutif de la ville, présidé par le maire Denis Coderre. Celui-ci le séduit en lui proposant un statut qui va lui permettre de réaliser un projet urbanistique avant la fin de sa carrière politique : le recouvrement de l'autoroute Ville-Marie à la Place d'Armes. C'est le choc et la colère dans les rangs de PM, particulièrement parmi les élu-e-s, mais aussi parmi les nouveaux membres qu'il a attirés au parti. Par la suite, Bergeron enfonce le clou par des attaques traîtresses et virulentes contre Projet Montréal, ce qui le discrédite auprès des membres du parti et de nombreux observateurs de la scène municipale.

P.B. — Qu'est-ce qui se passe après le départ de Bergeron ?

M. C. — Les médias répètent souvent que les partis municipaux ne survivent pas au départ de leur chef fondateur. Mais, devant l'adversité et fort de son programme et de sa mobilisation de 2013, les élu-e-s et les instances de direction de Projet Montréal se ressaisissent et choisissent unanimement Luc Ferrandez comme chef intérimaire. Nous restons fiers et flegmatiques face au départ de Bergeron. Luc Ferrandez parle haut et fort. Il promeut un vrai projet municipal, axé sur la démocratisation des structures, la revitalisation des quartiers comme milieux de vie et une réorganisation en profondeur des aménagements urbains. Il mène bien le parti au conseil municipal et gagne de plus en plus l'estime des collègues, membres et chroniqueurs. Ses actions dans l'arrondissement du Plateau Mont-Royal sont mieux acceptées que durant son premier mandat. Mais il ne mâche pas ses mots, et il est toujours victime d'une campagne de dénigrement de la part des associations de commerçants et de certains médias. Craignant que cette image ne nuise aux chances d'élection de PM en 2017, il décide de se sacrifier et de ne pas se présenter à la course à la chefferie du parti en 2016. Il faut dire qu'il redoute le poids que la mairie ferait peser sur sa situation familiale et paternelle.

P.B. — La course à la chefferie révèle des divergences...

M. C. — Il y a des tendances écologistes et urbanistiques plus radicales et d'autres plus modérées. Cela reflète des points de vue différents sur les forces sociales et les intérêts économiques en jeu face au développement de la ville. Mais c'est surtout la possibilité tangible d'une victoire électorale qui exacerbe les divergences, ce qui tend à polariser la discussion autour des candidats à la chefferie. Il y a d'une part Guillaume Lavoie, un universitaire médiatique, proche des milieux économistes et des milieux politiques libéraux. Il se présente comme un gestionnaire articulé, avec une belle prestance publique. À l'inverse des personnes plus à gauche de PM, il se fait l'apôtre d'Uber qu'il voit comme un merveilleux moyen de « mobilité individuelle » permettant de bonifier l'offre de transport. Parallèlement, il propose de privatiser des lignes d'autobus pour améliorer l'efficacité et réduire les coûts des transports collectifs.

Par contraste, Valérie Plante, fidèle à son expérience en travail social, promet de se battre contre les inégalités, pour le logement social, pour des quartiers plus verts et pour les transports actifs; enfin, elle se prononce pour l'augmentation du salaire minimum à 15 dollars de l'heure pour les employé-e-s municipaux. Je ne suis plus président du parti, mais j'appuie immédiatement sa candidature, persuadé qu'elle incarne les valeurs premières profondes du parti. Valérie a aussi démontré sa pugnacité lors de son élection dans le district Sainte-Marie de l'arrondissement Ville-Marie contre la candidate favorite, l'ancienne ministre péquiste Louise Harel. Plusieurs dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et ailleurs se mobilisent pour sa candidature face à Guillaume Lavoie qui dispose de l'appui d'une majorité des conseillers municipaux de PM.

Bientôt, les effectifs de PM grimpent à 1800 membres, et finalement, le 4 décembre 2016, Valérie est élue de justesse à la direction de PM avec 51,9 % des voix. C'est la surprise. Les modéré-e-s sont déçus et y voient une diminution de leurs chances électorales. Mais les cercles plus à gauche du parti et ses sympathisants et sympathisantes, proches de Québec solidaire et du Nouveau Parti démocratique (NPD), des milieux écologistes, communautaires, féministes et syndicaux, se réjouissent. Néanmoins, sa base est étroite. La majorité des conseillers de Projet Montréal craignent qu'elle ne soit trop identifiée à la gauche, ce qui, pensent-ils, pourrait permettre au discours populiste du maire Coderre d'assurer sa réélection. Mais ils se rallient finalement derrière elle, sauf Guillaume Lavoie. Dans les mois précédents et pendant la campagne électorale, Valérie démontre un réel leadership, tout en gardant sa personnalité et sa nature sympathiques; elle conquiert les personnes élues et candidates. Projet Montréal devient ainsi plus fort et plus uni.

Valérie Plante en bref

- Naissance à Rouyn-Noranda en 1973.
- Diplômée de l'Université de Montréal en anthropologie, en intervention en milieu multiethnique et maîtrise en muséologie.
- Intervenante communautaire et membre du conseil d'administration de la Fondation Broadbent.
- Éluée conseillère municipale dans l'arrondissement de Ville-Marie en 2013.
- Éluée cheffe de Projet Montréal en décembre 2016.
- Éluée mairesse de Montréal le 5 novembre 2017.

P.B. — Comment comprendre la victoire inattendue de Valérie Plante dans la course contre Denis Coderre ?

M. C. — Il y a eu un alignement des astres. D'abord, Projet Montréal dispose de forces militantes nombreuses et enthousiastes. Le parti est uni, il fonctionne démocratiquement. Son financement va bien. C'est de loin le parti le plus sain et le mieux organisé. Sur la scène publique, le maire Coderre se fait prendre à son propre jeu, en jouant un rôle de « mononcle » paternaliste, et en appuyant, selon la bonne manière des administrations précédentes, des mégaprojets pour favoriser des promoteurs maladroits qui ont l'avantage d'avoir de bonnes « connexions ». On pense au stade de baseball – promis mais non réalisé. Il y a aussi la course des voitures électriques (formule E), qui perturbe le centre et l'est de Montréal aux frais des contribuables et aux dépens des résidentes et des résidents, dans une opacité que le maire ne peut expliquer. Globalement, on sent monter une vague de changement, dans le sillon de la vague orange du NPD en 2011, de la grande mobilisation étudiante de 2012, et même des signes avant-coureurs de la montée de Québec solidaire. On a l'intuition que quelque chose est dans l'air.

Du côté de PM, la campagne électorale commence d'une manière prudente. Sans renier les engagements du parti, elle se focalise sur la personnalité chaleureuse et spontanée de Valérie. On demande aux gens de voter pour une femme honnête, à l'allure anti-politicienne, anti-affairiste. Le slogan fait sourire et attire l'attention : *Valérie Plante, l'homme de la situation*.

Sur le plan interne, Valérie renforce ses appuis parmi les conseillers de PM en décidant qu'il n'y aurait pas de course à l'investiture pour les conseillères et conseillers élus, autrement dit, les élus sont les candidates et les candidats de leur district ou arrondissement. Cela a un effet d'apaisement, sauf dans un cas où deux personnes élues postulent pour un même poste. Valérie va chercher des alliés de poids dans

d'autres partis, notamment Maja Vodanovic de l'arrondissement de Lachine, et l'influent Benoît Dorais, maire du Sud-Ouest.

Autrement, la campagne se déroule de manière classique, dominée par les spécialistes des communications. On évite les propositions compliquées, on fait « *people* » et on promet, sans trop réfléchir, de ne pas augmenter les impôts. L'équipe des communications, dont plusieurs émergent de l'aventure heureuse de Jack Layton (NPD), fabrique une image impeccable qui apaise les craintes de changements radicaux. Le rire éclatant de Valérie, son regard franc, sa sincérité et son sens de la répartie gagnent les cœurs.

Côté engagements stratégiques, le grand coup est de mettre de l'avant l'idée d'un métro sur la diagonale centre-ville-nord-est de Montréal pour soulager la ligne orange et desservir une population coupée du centre de la ville, tout en lui donnant un nom féministe : *la ligne rose* ! L'annonce un peu provocante contraste avec la grisaille des promesses municipales, ce qui par ailleurs a l'effet de mettre de côté l'enjeu déchirant du Réseau express métropolitain (REM) sur lequel il y a des points de vue différents. Valérie promet également de ne pas augmenter les taxes la première année de son mandat pour éviter de se faire traiter d'irresponsable. Cette tactique électorale est vouée à l'échec aux yeux de candidates et candidats et membres du parti, dont Luc Ferrandez – il reprochera cet engagement lors du premier budget de Valérie Plante. Néanmoins, Valérie maintient le cap.

Finalement, la future mairesse tire son épingle du jeu. Comme le résume Ludvic Moquin-Beaudry, critique des questions urbaines pour Québec solidaire, Projet Montréal sous la direction de Valérie, a su proposer « des mesures qui traduisent ces principes dans le vécu quotidien de la population. On a montré *de quoi a l'air* une ville de développement durable et de justice sociale. On a offert un *horizon concret* pour les quatre prochaines années, et ce, sans jamais faire de compromis sur les principes⁷ ».

P.B. — Une fois l'élection passée, comment s'amorce la transition ?

M. C. — Valérie Plante apprend vite son rôle, assume avec courage ses lourdes responsabilités et s'entoure d'une équipe comprenant des figures de proue de tendances diverses, dont Luc Ferrandez, Benoît Dorais et Robert Beaudry. Elle s'entoure d'une équipe de professionnels des communications dont le mandat premier, comme dans toute politique partisane, est de la protéger, envers et contre tous. Malgré ces avantages, l'arrivée au pouvoir est lourde. Les besoins administratifs pressants et la rapidité de réaction que nécessitent les événements qui surviennent constamment

⁷ Ludvic Moquin-Beaudry, « Victoire de Valérie Plante : quelles leçons pour la gauche », *Ricochet*, 19 novembre 2017, <<https://ricochet.media/fr/2029/victoire-de-valerie-plant-elles-lecons-pour-la-gauche>>.

limitent les liens entre le cabinet de Valérie et le caucus des conseillers du parti, et entre ceux-ci et les membres, relativement essoufflés après une campagne électorale. Imperceptiblement, il se forme une garde rapprochée de la mairesse, ce qui réduit l'influence de membres du cabinet, du caucus et du conseil de direction du parti. Cette tendance universelle affecte la mairie et les relations entre les différentes instances de son administration et du parti.

Un premier accrochage survient lorsque le premier budget de l'administration augmente les taxes foncières de 3,3 % sur les immeubles résidentiels. Cette augmentation, techniquement justifiable par rapport au rattrapage urgent de réfections des infrastructures hydrauliques et routières, signifie une augmentation de taxes au-delà du taux d'inflation, ce qui fait que la mairesse se trouve à briser sa promesse électorale. D'où le tollé d'opposition au budget : les propriétaires montent aux barricades et les éditorialistes lui tombent dessus. Même Luc Ferrandez est critique. De surcroît, suivant le malheureux conseil de son équipe de communications, Plante tente de jouer sur les mots, alléguant que sa promesse porte seulement sur la partie « charges générales » des taxes foncières (1,9 %). C'est une première désillusion des Montréalaises et des Montréalais : selon les médias, la Valérie, si franche et candide, a « trompé » la population par un engagement électoral intenable, puis en se défendant maladroitement. Heureusement, elle finit par admettre son erreur. Mais cette façon relativement fallacieuse de présenter le budget détourne l'attention des mesures progressistes du nouveau budget et de réalisations intéressantes, dont la commande de 300 nouveaux autobus.

P.B. — Après ce début un peu chancelant, il appert que la nouvelle mairesse est prête à d'autres compromis...

M. C. — Il y a cette histoire d'un nouveau stade de baseball. Chez Projet Montréal, on tient à ce que le projet ne coûte pas un sou des fonds publics, ni pour le stade lui-même, ni pour les infrastructures corollaires. Il faut aussi que cela ne nuise pas à la qualité de vie des quartiers affectés ni au plan d'urbanisme de la ville. Mais les promoteurs s'acharnent. Stephen Bronfman en tête réclame des « accommodements » comme des investissements municipaux dans la desserte en transport collectif et des infrastructures. Valérie se montre affable. Avec sa casquette des Expos, elle se dit ouverte, mais elle ne s'engage pas encore. À ma connaissance, il n'y a jamais eu de discussion sur ce sujet dans le caucus ou dans les instances de PM. Elle est isolée par sa garde rapprochée, même les conseillers municipaux de PM ne savent pas bien ce qu'elle pense.

Quant au REM, Valérie Plante finit par applaudir ce projet, sans la moindre critique sérieuse. Il n'y a aucun débat adéquat dans le caucus ou dans le parti. Projet Montréal, soi-disant un parti urbanistique d'avant-garde, n'a aucune position sur le REM, un

projet qui va pourtant façonner le financement et le développement de Montréal et affecter les finances publiques pour les prochaines décennies. La ligne rose apparaît peut-être comme le projet qui doit corriger les impacts négatifs du REM sur les disparités socio-économiques est-ouest de l'île, mais le financement et la réalisation de ce projet sont conditionnés par le financement et par l'empreinte monopoliste du REM sur l'étalement urbain et la logistique des entreprises de construction.

P.B. — Comment expliquer l'absence d'opposition ?

M. C. — Le débat sur le REM est esquivé. La mairesse et le caucus de PM semblent être résignés : c'est décidé et il n'y a rien à faire. Certes, le programme du parti ne contient habituellement pas un plan de réalisation des priorités stratégiques spécifiant les étapes nécessaires pour évaluer la direction et les écarts de direction possibles de l'administration. Néanmoins, si on veut être conséquent avec les principes démocratiques, on ouvre la discussion sur ces plans et priorités, on ne laisse pas cela à un petit groupe d'élus-e-s et de fonctionnaires. Côté transport, par exemple, on a vu un glissement : les élu-e-s du parti évitent de discuter du REM, de la ligne rose, des autobus électriques et de l'avenir du tramway. « On attend des études », disent-ils... Cet « attentisme » érigé en principe fataliste est nouveau dans le parti. Parallèlement, la division des responsabilités entre les élu-e-s et l'absence de débats empêchent de clarifier les choses.

P.B. — Et alors survient la démission fracassante de Luc Ferrandez...

M. C. — Luc Ferrandez est le seul qui exprime ouvertement et clairement une vision urbanistique cohérente, forte et concrète sur l'avenir de Montréal. Lui et son équipe ont été à l'avant-garde des arrondissements de Montréal et même des villes du Québec dans le verdissement des ruelles, le développement des saillies de trottoir vertes, les terrasses de restaurant dans les rues et sur les trottoirs, la déminéralisation des rues et des parcs, la réduction du stationnement, l'apaisement de la circulation automobile, la priorisation de pistes cyclables et des traversées piétonnes sécurisées, etc. Courageusement, il n'a pas laissé les oppositions l'intimider. Son départ est donc un dur coup pour la gauche écologiste qui voit les liens entre l'urgence climatique et un réaménagement urbanistique centré sur les besoins et le bien-être profonds des citoyennes et des citoyens de Montréal.

Par-delà le radicalisme apparent des priorités climatiques et écologiques que Ferrandez a énumérées et qu'il reproche à Valérie Plante de négliger, je me permets de retenir comme critiques fondamentales : 1) l'absence de plan directeur concernant les priorités de l'administration ; 2) l'incohérence apparente entre les priorités du comité exécutif et la *Déclaration citoyenne universelle d'urgence climatique* adoptée

en novembre 2018 par la Communauté métropolitaine de Montréal ; 3) un manque de transparence du comité exécutif envers les membres, les élu-e-s et la direction du parti, ce qui aboutit à un fonctionnement passif. Évidemment, il y a toujours un débat entre réalisme et utopisme dans toute conjoncture concrète donnée. Mais cela ne justifie pas que les membres du parti ne puissent pas discuter activement d'un plan directeur liant des priorités stratégiques de l'administration à l'urgence climatique et aux priorités urbanistiques. C'est comme s'il n'y avait plus de « projet » dans Projet Montréal.

P.B. — Tout cela s'ajoute également au déficit de pouvoir des municipalités...

M. C. — Nos villes ont peu de pouvoirs comparativement à ceux des villes américaines et de plusieurs villes européennes. Au Québec, leurs pouvoirs ne sont que de simples émanations administratives du gouvernement provincial. Cela réduit énormément le champ des « possibles » et des capacités de Montréal de s'adapter aux réalités climatiques et de protéger sa population. Et cela envenime les débats entre réalistes et utopistes, entre modérés et radicaux, restreignant la marge de jeu et de négociation politiques.

P.B. — Comment faire face à cette situation ?

M. C. — L'administration de Montréal, la Communauté métropolitaine de Montréal et l'Union des municipalités du Québec doivent exiger des pouvoirs supplémentaires. Il n'y a pas d'autres voies pour faire face aux enjeux climatiques, écologiques et humains des villes du XXI^e siècle. Il faudra une convergence de ressources et de politiques progressistes radicales de tous les paliers de gouvernement pour mettre en place des solutions structurantes et durables. Maintenant, à court terme, une partie des Montréalaises et des Montréalais doutent de l'idéal de transparence, de pédagogie et d'intégrité de Projet Montréal et de Valérie Plante. Sommes-nous en train de devenir un parti politique comme les autres ? Il faut que Projet Montréal et Valérie Plante soient plus didactiques et transparents et qu'ils démontrent davantage de détermination d'ici la prochaine élection, s'ils veulent convaincre la population de s'engager dans les changements nécessaires pour sauver nos milieux de vie, limiter les ravages des inondations et des dérèglements du climat.

P.B. — Que dire de la vie interne de Projet Montréal ?

M. C. — Le parti doit renouveler la culture de débats qui était sienne et doit interroger les politiques des élu-e-s et de l'administration Plante-Dorais. Il faut rétablir les liens entre la mairie, le caucus du parti, le conseil de direction et les instances de base du parti. Pour cela, les congrès et les conseils généraux du parti doivent aborder les

questions politiques difficiles et non plus les éluder. Et les membres doivent se remobiliser dans le parti et face à leurs élu-e-s. Je crois aussi que le parti lisse encore trop les communications internes et a trop peur de montrer les divergences, pourtant saines même si difficiles, existant en son sein. Sinon, l'intérêt pour la politique et la démocratie tomberont de quelques crans aux prochaines élections municipales en 2021 et les problèmes fondamentaux de Montréal vont demeurer.

Un fragile « printemps » municipal en Turquie

Bengi Akbulut¹

Professeure au département de géographie de l'Université Concordia

Des élections municipales ont eu lieu en Turquie le 31 mars 2019. Les résultats ont surpris tout le monde, car après des années de domination sans partage de la politique municipale, le parti de la Justice et du développement (AKP en turc), le parti d'Erdoğan, a perdu dans les grands centres métropolitains tels qu'Istanbul et Ankara, et plus encore, dans plusieurs autres villes de l'intérieur. L'omnipuissant président Recep Tayyip Erdoğan a alors cherché depuis à faire annuler le vote en réclamant un recomptage, notamment à Istanbul où le Parti républicain (CHP en turc), d'orientation laïque et social-démocrate l'a remporté².

1 La traduction est de Pierre Beaudet.

2 Le 23 juin dernier, l'élection a été reprise dans la métropole de la Turquie, Istanbul, le président Recep Tayyip Erdoğan ayant exigé un nouveau scrutin. Finalement, cette tactique s'est retournée contre lui, puisque le candidat de l'opposition Ekrem Imamoglu du Parti républicain du peuple (CHP en turc) a remporté une victoire éclatante (54 % des suffrages). Perçu par tout le monde comme un enjeu politique de grande envergure, au-delà de l'élection municipale comme telle, ce développement place le régime autoritaire d'Erdoğan sur la sellette. Le CHP, pour sa part, aura plusieurs défis, ayant été associé pendant plusieurs années au pouvoir centralisateur de cet État à la main de fer. Ses positions sur divers dossiers chauds, notamment la question kurde, se sont situées sur un terrain glissant. De nombreuses ambiguïtés subsistent également sur les questions sociales et économiques pour un parti qui, tout en se réclamant de l'« Internationale socialiste », a défendu des politiques austéritaires et est resté un partisan engagé de l'OTAN. La victoire du CHP est attribuable en grande partie à l'abstention tactique du Parti démocratique des peuples (HDP), enraciné dans les communautés kurdes à l'est du pays, également à Istanbul (où 20 % de la population est kurde). (NdR)

Amère défaite pour Erdoğan

Recep Tayyip Erdoğan a justement amorcé son aventure politique en emportant la mairie de la région métropolitaine d'Istanbul en 1994. Pendant les années de son règne, il a procédé à une réorganisation en profondeur des affaires municipales. Les municipalités ont vu leur rôle économique et juridique élargi ; elles peuvent créer des entreprises jouissant d'une flexibilité et d'une autonomie financières sans précédent. Du coup, les municipalités sont devenues des entremetteurs importants pour de vastes projets d'infrastructures urbaines. Une partie substantielle de l'élite économique est devenue très liée à l'AKP. Leurs entreprises se sont investies dans cette partie de la société civile associée au président. En ne disposant plus du contrôle sur les municipalités, Erdoğan et son parti risquent de voir s'éroder les bases économiques et politiques de leur hégémonie.

L'intervention des Kurdes

Le CHP a remporté une importante victoire dans les grandes villes³, mais une observation attentive des faits démontre que cette percée a été en bonne partie causée par le mouvement kurde. C'est le Parti démocratique des peuples (HDP en turc) qui a fait basculer la situation⁴. En effet, le HDP a décidé tactiquement de ne pas présenter de candidats ou candidates dans la plupart des villes de l'ouest du pays (les Kurdes se retrouvent majoritairement dans l'est de la Turquie). Plus encore, il a appelé son électorat à soutenir le CHP dans ces villes, y compris les métropoles comme Ankara et Istanbul. Quelques jours avant les élections, Selahattin Demirtaş, un ancien dirigeant du HDP, emprisonné depuis 2016 avec 10 autres élus de son parti, a encouragé les électeurs et les électrices kurdes à ne pas boycotter les élections, ce qui était la tendance dans le passé. Traditionnellement, les Kurdes restaient peu influencés par le CHP qui est allé jusqu'à appuyer le gouvernement de l'AKP dans une loi infâme qui a levé l'immunité parlementaire des élus kurdes, d'où l'emprisonnement de plusieurs leaders dont Demirtaş. Il est vrai que le CHP s'est toujours montré un parti loyal à l'État turc, y compris en demeurant favorable aux politiques niant aux Kurdes leurs droits nationaux fondamentaux. Passant par-dessus cela, les partisans du HDP ont voté « utile », ce qui a permis la victoire du CHP dans les grandes villes où habite maintenant une importante minorité kurde⁵.

3 À l'échelle nationale, le CHP a remporté 30 % des voix contre 45 % pour l'AKP, largement majoritaire dans les petites et moyennes villes.

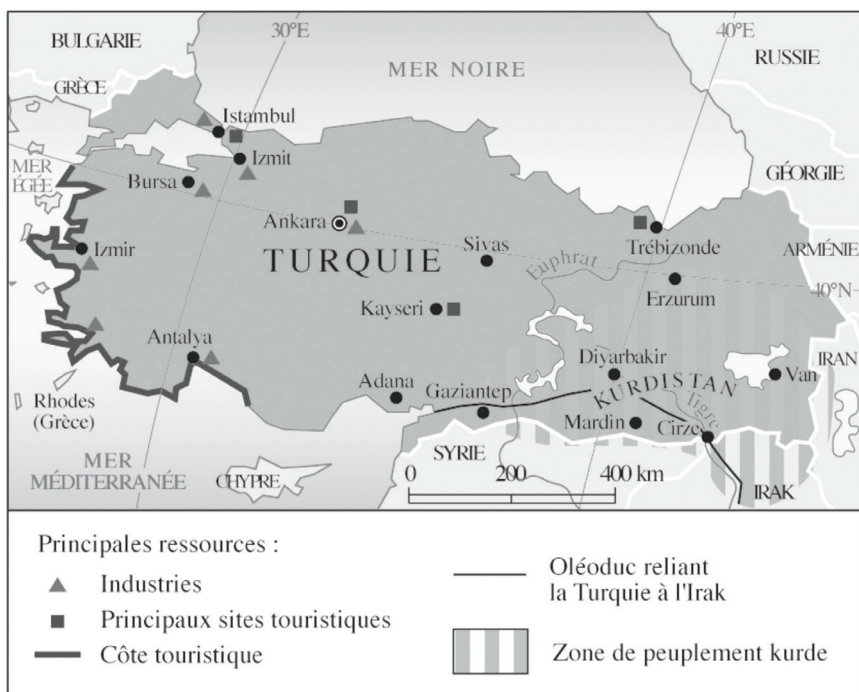
4 Fondé en 2013, le HDP fédère plusieurs partis de gauche et s'inscrit dans la tradition du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a mené la lutte armée pendant plusieurs années. Lors des dernières élections nationales, le HDP est devenu le troisième parti en importance, après l'AKP et le CHP, avec près de 12 % du vote.

5 La population kurde de Turquie compte plus de 10 millions de personnes, soit 14 % de la population totale du pays. D'importantes minorités kurdes sont également localisées en Irak, en Iran et en Syrie.

La percée du HDP

Outre le rôle décisif joué par les votes kurdes dans les villes de l'ouest, le HDP a reconquis une grande partie de ses bastions dans le Kurdistan. En 2014, les Kurdes qui s'étaient présentés au nom du Parti de la paix et de la démocratie (DBP en turc) avaient remporté presque toutes les municipalités, mais dans les années subséquentes, le gouvernement central a interdit le parti et imposé un contrôle direct sur les municipalités en question. Presque tous les maires de province (et nombre de maires de district) ont été licenciés, emprisonnés et remplacés par des administrateurs nommés par l'administration centrale de l'AKP en 2015-2016. Toutefois en témoigne le résultat des élections de mars, les partis kurdes n'ont pas perdu leur base.

Il faut dire qu'ils avaient réussi, avant leur démantèlement, à faire évoluer la société dans le sens de l'autonomie et de la démocratie. Les municipalités sous l'influence du DBP/HDP se sont investies dans l'élargissement des droits des femmes, la mise en place de formes autonomes de gouvernance démocratique, le respect de la pluralité des groupes et des identités ethniques et la reconnaissance de tout être vivant non humain en tant que patrimoine commun des êtres humains et non humains.



Carte publiée dans *Le Monde diplomatique*

Concrètement, les municipalités kurdes ont imposé la parité hommes-femmes au niveau des mairies et imposé des quotas de femmes aux différents niveaux de l'administration municipale. On a également créé un réseau de centres pour femmes pour constituer une base à leur autonomisation économique et sociale. D'autres politiques publiques innovatrices ont ciblé les populations démunies. Des municipalités kurdes ont joué un rôle déterminant dans les efforts de construction d'économies démocratiques locales. Des activités d'éducation et de réflexion ont permis à des populations dans plusieurs quartiers de participer à l'identification et à la sélection des priorités, incluant des projets dans le domaine culturel, de même que la construction d'infrastructures pour des marchés favorisant les producteurs et les productrices dans les régions concernées.

Un renouveau du municipalisme

Depuis leur victoire en mars dernier, les Kurdes entendent poursuivre dans cette voie. Dans la grande ville kurde d'Amed (Diyarbakir selon l'appellation turque), le HDP a proposé aux citoyens et citoyennes un contrat qui met l'accent sur une autonomie décentralisée et participative à travers les conseils et les assemblées de quartier, de district et de ville. Le contrat inclut également l'égalité entre les sexes dans la participation effective à la prise de décision, la planification et budgétisation participatives, la protection des droits de tous les êtres vivants qui partagent la ville et l'équité dans l'accès aux infrastructures urbaines telles que le logement, l'eau, l'énergie et les transports.

Certes, l'avenir de ces expériences municipales reste incertain. Les municipalités demeurent vulnérables devant le gouvernement central sur le plan financier et administratif. L'autonomie relative qu'elles prétendent avoir selon la Constitution est en fin de compte dépendante des rapports de force. D'ailleurs, l'AKP a promis de changer la loi pour limiter l'autorité des municipalités et transférer certains pouvoirs clés au gouvernement central. Si Erdoğan et l'AKP imposent leurs vues, les pratiques de municipalisme progressiste seront soumises à une rude pression, d'abord au Kurdistan où le parti HDP domine, mais aussi ailleurs en Turquie, dans certaines municipalités, notamment dans la province de Dersim (90 000 habitants), où des coalitions de gauche animées par le Parti communiste (TKP en turc) ont remporté les dernières élections, après avoir, depuis 2014, administré ces régions et amélioré le sort des populations grâce aux investissements municipaux en faveur des coopératives agricoles.

Perspectives

Classes, utopies réelles et transition : hommage à Erik Olin Wright

Emanuel Guay et Alessandro Drago

Respectivement doctorant en sociologie à l'Université du Québec à Montréal et à l'Université McGill

Le sociologue Erik Olin Wright a rédigé, au cours des quatre dernières décennies, de nombreux livres et articles caractérisés à la fois par une grande rigueur intellectuelle et une imagination remarquable sur des questions telles que les classes sociales, la démocratie et le renouvellement du projet émancipateur de la gauche à l'aube du XXI^e siècle. Le présent article ne prétend pas offrir une introduction complète à la pensée de Wright, mais propose plus modestement une analyse de quelques concepts auxquels il a consacré une attention particulière. Nous traiterons d'abord du marxisme sociologique, concept qu'il a développé avec son collègue Michael Burawoy, pour ensuite aborder les classes sociales, les utopies réelles et la transition postcapitaliste, trois autres concepts centraux dans ses travaux. Nous soumettrons finalement une réflexion sur les différentes manières de prolonger le travail de Wright dans les années à venir.

Le concept de marxisme sociologique

Dans un chapitre dédié à l'évolution de la pensée marxiste du XIX^e siècle jusqu'à nos jours, Burawoy et Wright identifient trois thèses au cœur du marxisme traditionnel. La première est l'instabilité à long terme du capitalisme, selon laquelle les dynamiques internes à ce système mènent automatiquement à son affaiblissement – d'où la fameuse formule de Marx sur le capital qui créerait ses propres fossoyeurs. La seconde thèse, celle de l'intensification de la lutte des classes, avance que les contradictions internes au capitalisme (possession de la propriété des moyens de production par un nombre de plus en plus restreint d'individus, augmentation des inégalités

et prolétarianisation croissante des travailleuses et des travailleurs, etc.) encourageraient le développement de forces sociales aspirant à un nouvel ordre économique et social. Finalement, la thèse de la transition naturelle au socialisme, la troisième thèse, soutient que le dépassement du capitalisme serait assuré à la fois par la montée en puissance organisationnelle des classes ouvrières et par l'adhésion naturelle de celles-ci à un projet socialiste¹.

Selon Burawoy et Wright, le marxisme traditionnel a sous-estimé la résilience du capitalisme et sa capacité de reproduction et d'adaptation. Ils soulignent par ailleurs que l'idée d'une simplification croissante de la structure de classe a été démentie par l'évolution des sociétés capitalistes au cours du XX^e siècle. Une revitalisation du projet marxiste à l'aube du XXI^e siècle implique donc de remplacer les thèses précédentes par trois autres :

- Puisque la division d'une société en classes tend à créer des tensions entre ces dernières, plusieurs institutions et mécanismes se développent pour assurer la reproduction de cette division, du taylorisme à l'État social en passant par les relations industrielles.
- Les changements qui surviennent dans les économies capitalistes, tant sur le plan des innovations technologiques que de l'évolution des marchés et des processus de travail, viennent miner l'efficacité des arrangements institutionnels précédents, ce qui limite leur capacité à réguler les tensions de classe.
- La crise des institutions et mécanismes qui ont permis de réguler les tensions de classe encourage des processus de rénovation institutionnelle, au cours desquels les changements peuvent tendre soit vers un renforcement du pouvoir et des intérêts des classes capitalistes, soit vers une répartition plus égalitaire du pouvoir et des ressources sociales.

Le marxisme sociologique se voit ainsi défini comme l'analyse des processus à travers lesquels de nouvelles solutions institutionnelles au problème de la reproduction des relations de classe sont mises de l'avant dans une société donnée. Le marxisme sociologique doit, pour Burawoy et Wright, dialoguer avec un marxisme émancipateur, dont la vocation est, d'une part, de comprendre les différents défis auxquels un projet de démocratie économique et sociale fait face et, d'autre part, d'envisager des arrangements institutionnels correspondant aux principes émancipateurs de la gauche². Pour bien illustrer ces deux visages du projet intellectuel d'Erik Olin Wright, nous aborderons, dans les sections suivantes, un concept au cœur du marxisme sociologique, les classes, puis un concept central du marxisme émancipateur, les utopies réelles, et

1 Michael Burawoy et Erik Olin Wright, « Sociological marxism » dans Jonathan H. Turner (dir.), *Handbook of Sociological Theory*, Boston, Springer, 2001, p. 463-464.

2 *Ibid.*, p. 473-478.

finalement une question au croisement de ces deux types de marxisme, soit la transition postcapitaliste.

La question des classes aujourd'hui

Un postulat central du marxisme sociologique de Wright stipule que les classes sont une variable indépendante contribuant à expliquer un certain nombre de phénomènes sociaux, de la pauvreté aux relations internationales en passant par la répartition des actes criminels dans une ville ou un pays. Wright distingue trois approches qui peuvent, jusqu'à un certain point, se compléter et constituer un ensemble cohérent :

- L'approche marxiste, qui se concentre sur les tensions liées à la répartition inégale de l'accès aux ressources économiques (moyens de production, finance, capital humain, etc.). Ces tensions se manifestent, sur le terrain politique, dans l'opposition entre capital et travail.
- L'approche de Max Weber, qui se penche sur les processus de clôture sociale, par l'entremise desquels un ensemble de ressources et d'opportunités tend à être monopolisé par un ou quelques groupes dans une société donnée. Ce cadre d'analyse peut nous aider à identifier comment l'accès à des fonctions et à des postes associés aux classes moyennes se voit limité par des mécanismes d'exclusion, liés entre autres à l'éducation supérieure et aux ordres professionnels.
- L'approche d'Émile Durkheim, qui met l'accent sur les attributs individuels (genre, catégorie ethnoraciale, statut socioéconomique, etc.) qui influencent la mobilité économique des personnes et la stratification sociale dans une société donnée³.

Ces trois approches peuvent être réunies à l'intérieur d'un modèle où chacune se concentre sur une forme de pouvoir spécifique. L'approche durkheimienne se concentre ainsi sur le pouvoir situationnel des individus et des organisations, c'est-à-dire sur leur capacité d'agir à l'intérieur des règles institutionnelles dominantes dans une société donnée (comment s'assurer suffisamment de revenus pour vivre décemment, comment obtenir du financement public pour un organisme communautaire ou un projet de développement économique local, etc.). L'approche wébérienne, pour sa part, renvoie plutôt au pouvoir institutionnel, soit la capacité d'énoncer les règles qui viennent structurer les choix et les options à la disposition des individus et des organisations, par exemple le développement d'un capitalisme keynésien ou néolibéral. L'approche marxiste, finalement, s'intéresse au pouvoir systémique comme capacité de défendre un modèle de société ou d'en proposer un nouveau. L'opposition entre capitalisme et socialisme est la forme prise par la majorité des luttes de pouvoir systémique au siècle dernier⁴.

3 Erik Olin Wright, *Understanding Class*, New York, Verso, 2015, p. 12.

4 *Ibid.*, p. 119-121.

Par ailleurs, Wright ne considère pas que les classes sociales constituent une variable pertinente pour expliquer absolument tous les phénomènes sociaux. Une analyse qui s'inspire du marxisme sociologique doit plutôt identifier les cas et les situations où les classes jouent un rôle significatif, soit comme effet ou comme cause, tout en reconnaissant l'interaction entre les classes et d'autres variables explicatives. Par exemple, Wright a soutenu, avec la sociologue Rachel Dwyer, que l'expansion économique des années 1990 aux États-Unis a mené à une polarisation asymétrique des opportunités d'emploi : une augmentation des emplois pour travailleuses et travailleurs hautement qualifiés, occupés majoritairement par des personnes blanches, une augmentation des emplois à faible revenu dans le commerce de détail et les services, occupés majoritairement par des personnes racisées, et une baisse marquée des emplois bien rémunérés qui ne requièrent pas une formation universitaire⁵. L'évolution de l'économie américaine au cours de cette décennie a donc eu un impact tant sur la structure d'emploi que sur la polarisation ethnoraciale dans ce pays. En définitive, le marxisme sociologique vise à analyser l'évolution des structures, des formations et des tensions de classe dans une société donnée, tout en reconnaissant pleinement que les classes ne sont qu'une variable parmi d'autres dans l'explication des phénomènes sociaux.

Les utopies réelles comme paradigme théorique et stratégique

L'approche multidimensionnelle des classes proposée par Wright se voit complétée dans ses travaux par une conception pluraliste du changement social, dont la clé de voûte est le concept d'utopie réelle. Ces utopies réelles désignent les pratiques et institutions qui permettent de répondre à des besoins et de résoudre des problèmes concrets, tout en indiquant la voie vers une organisation différente de la société. L'analyse des utopies réelles est une partie centrale du programme de recherche des sciences sociales émancipatrices, dont Wright définit les tâches principales ainsi :

- spécifier les principes moraux nous permettant de juger les institutions sociales ;
- utiliser ces principes moraux comme normes pour diagnostiquer et critiquer les institutions existantes ;
- développer un compte-rendu des solutions de remplacement viables pour faire suite à nos critiques ;
- proposer une théorie de la transformation sociale pour concrétiser ces solutions de remplacement⁶.

5 Erik Olin Wright et Rachel E. Dwyer, « The patterns of job expansions in the USA : a comparison of the 1960s and 1990s », *Socio-Economic Review*, vol. 1, n° 3, 2003, p. 321-324.

6 Erik Olin Wright, « Transforming capitalism through real utopias », *American Sociological Review*, vol. 78, n° 1, 2012, p. 3.

Wright propose trois principes moraux permettant de juger les institutions sociales existantes, soit l'égalité, la démocratie et la durabilité. Les institutions doivent ainsi promouvoir un accès égal de toutes et tous aux conditions sociales et matérielles permettant de mener une vie épanouie, ainsi qu'un accès égal de toutes et tous à la prise de décision sur des enjeux qui les concernent, tout en s'assurant que les générations futures pourront bénéficier des conditions sociales et matérielles liées aux deux principes précédents⁷. Cette évaluation critique des institutions sociales existantes doit être complétée par une analyse des solutions de rechange viables qui s'inspirent de ces trois principes. Afin de situer clairement ces solutions de rechange dans une théorie générale de la transformation sociale, Wright propose une typologie des formes de pouvoir comprenant trois catégories :

- le pouvoir économique, lié au contrôle des ressources économiques et de leur usage ;
- le pouvoir étatique, lié au contrôle de l'énonciation et de l'application des lois sur un territoire donné ;
- le pouvoir social, lié à la capacité de mobiliser la population pour des actions collectives qui soient à la fois coopératives et volontaires⁸.

Ces formes de pouvoir se retrouvent, sous une forme ou une autre, dans toutes les sociétés capitalistes avancées, le pouvoir économique y étant prédominant sans pour autant éliminer le pouvoir étatique et le pouvoir social. L'objectif des mouvements de gauche, pour Wright, devient alors le renforcement du pouvoir social et la subordination du pouvoir économique et du pouvoir étatique au pouvoir social, afin que nos sociétés correspondent, autant que possible, aux principes moraux énoncés plus haut. Ce renforcement du pouvoir social peut être mené, selon Wright, à partir de trois stratégies principales de transformation :

- La transformation par les interstices cherche à construire de nouvelles formes de pouvoir social dans les marges de la société capitaliste, en offrant des modèles d'organisation de rechange, sans nécessairement constituer une menace immédiate pour les intérêts des classes dominantes et des élites économiques et politiques. On peut penser ici aux coopératives et aux initiatives d'économie sociale.
- La transformation par les réformes réfère aux stratégies qui permettent d'accroître le pouvoir social tout en réglant des problèmes pratiques rencontrés tant par la population que par les classes dominantes. La social-démocratie est ce qui incarne le mieux, pour Wright, la transformation par les réformes.

⁷ *Ibid.*, p. 4-6.

⁸ *Ibid.*, p. 12.

- La transformation par la rupture implique une confrontation directe avec les institutions établies. Pour Wright, bien que certains éléments de cette stratégie demeurent importants à considérer de nos jours, cette dernière est largement discréditée par l'expérience historique du XX^e siècle, avec des projets révolutionnaires qui ont mené à des pertes matérielles et humaines terribles sans pour autant permettre un accroissement significatif du pouvoir social⁹.

Les thèses de Wright sur la transformation sociale, et notamment son rejet d'une rupture révolutionnaire avec le capitalisme, ont soulevé plusieurs débats. Selon Cihan Tuğal et Dylan Riley, Wright exagère le potentiel émancipateur de la transformation par les interstices et les réformes, tout en minimisant l'intérêt populaire potentiel pour une stratégie de rupture. Pour Wright, une stratégie de rupture révolutionnaire peut mener à des résultats désastreux, comme en témoigne la montée des mouvements fascistes en Europe dans l'entre-deux-guerres. De plus, une stratégie de rupture est difficilement envisageable dans un cadre démocratique, puisqu'il est peu probable que la majorité de la population accepte une baisse très marquée de leurs conditions de vie pendant une période plus ou moins longue de conflit révolutionnaire¹⁰. Ces considérations n'ont toutefois pas empêché Wright de réfléchir aux stratégies de transition postcapitaliste. Il s'est effectivement proposé d'analyser cet enjeu à partir du concept de compromis de classe, tout en inscrivant son travail d'analyse dans une réflexion plus large sur l'avenir de la gauche face au déclin du modèle social-démocrate.

Luttes de classe, compromis de classe et transition postcapitaliste

Dans un texte publié en 2000, Wright souligne que la force organisationnelle des travailleuses et des travailleurs a des effets contradictoires sur les rapports de classe au sein des sociétés capitalistes. D'une part, celle-ci limite la capacité des capitalistes à prendre unilatéralement des décisions relatives aux investissements, aux conditions de travail et au contrôle des ressources. D'autre part, elle peut aider les capitalistes à régler certains problèmes de coordination. Wright distingue à cet égard trois sphères d'activité, auxquelles correspondent respectivement une forme d'organisation des travailleuses et des travailleurs, un désavantage et un avantage stratégiques pour les classes capitalistes :

- Sphère politique : la forme d'organisation correspondant à cette sphère est le parti politique, qui réduit l'influence unilatérale des capitalistes sur les politiques de redistribution des revenus, tout en facilitant le développement d'une coopération tripartite entre capital, travail et État.

⁹ *Ibid.*, p. 20-21.

¹⁰ Marion Fourcade, Dylan Riley, Cihan Tuğal et Erik Olin Wright, « On Erik Olin Wright, Envisioning Real Utopias, London and New York, NY, Verso, 2010 », *Socio-Economic Review*, vol. 10, n° 2, 2011, p. 400-402.

- Sphère des échanges : la forme d'organisation qui se développe dans cette sphère est le syndicat, qui vient limiter la capacité des capitalistes à embaucher, congédier ou fixer les conditions salariales unilatéralement, tout en augmentant leur capacité à écouler ce qui est produit grâce à l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleuses et des travailleurs.
- Sphère de la production : la forme d'organisation qui correspond à cette sphère est le conseil de travail, qui vient restreindre la capacité des capitalistes à contrôler unilatéralement les processus de travail et la structure d'emploi, tout en favorisant des formes de coopération verticale et horizontale qui facilitent la circulation de l'information dans la production¹¹.

Si les bénéfices pour les capitalistes d'une plus grande force organisationnelle des travailleuses et des travailleurs contribuent à expliquer le compromis keynésien d'après-guerre, on peut toutefois constater que les bases économiques et politiques de ce jeu à somme positive se sont érodées au cours des quatre dernières décennies. Selon Wright, le ralentissement de la croissance économique, la montée du néolibéralisme, la financiarisation et l'internationalisation des économies capitalistes avancées posent de nouvelles questions à la gauche. D'une part, il faut identifier des stratégies à court terme permettant d'atteindre de nouveaux compromis entre capital et travail, ce qui entraînerait une amélioration des conditions de vie de la population. D'autre part, il faut identifier des stratégies permettant, à long terme, que le bien-être des gens ordinaires dépende le moins possible d'un compromis avec les classes capitalistes¹². En d'autres mots, la stratégie de transition postcapitaliste la plus viable consiste sans doute en une combinaison de réformes, qui visent à arracher des concessions aux classes capitalistes tout en réglant des problèmes immédiats, avec des projets autonomes et un programme politique qui mettent de l'avant des solutions de rechange au capitalisme tout en renforçant l'autonomie économique et sociale de la population.

Dans le sillon d'une œuvre monumentale

Notre article se proposait d'introduire quelques clés de lecture du travail d'Erik Olin Wright, en mettant en évidence sa richesse théorique et politique. Erik Olin Wright nous ayant quittés au début de l'année 2019, il vaut la peine de se demander comment assurer une postérité vibrante à son œuvre. Il importe selon nous de réfléchir davantage aux différentes échelles (locale, nationale, internationale, etc.) auxquelles les utopies réelles sont appelées à prendre forme et à l'articulation entre ces mêmes échelles. Un dialogue entre les théories de la reproduction sociale et celle des utopies

11 Erik Olin Wright, « Working-class power, capitalist-class interests, and class compromise », *American Journal of Sociology*, vol. 105, n° 4, 2000, p. 978-979.

12 Erik Olin Wright, « Class struggle and class compromise in the era of stagnation and crisis », *Transform ! European journal for alternative thinking and political dialogue*, n° 11, 2012, p. 33.

réelles ainsi qu'une réflexion sur le rôle des identités collectives dans le développement d'un projet d'émancipation méritent également d'être mis de l'avant. Nous devons aussi revoir la question de la rupture comme stratégie de transformation sociale, puisque l'idée d'une sorte de table rase révolutionnaire renversant l'ordre établi dans son entièreté n'est pas une stratégie viable dans le contexte actuel. Peut-on alors situer notre analyse sur le plan des formes spécifiques d'interruption mobilisées par des mouvements et des organisations de gauche pour faire entendre leurs revendications, affronter leurs adversaires et obtenir des concessions¹³ ? Peut-on renforcer les bases économiques et sociales des luttes anticapitalistes tout en contrant la montée actuelle des courants réactionnaires à travers le monde ? Autant de questions que nous pouvons explorer dans le sillon de l'œuvre gigantesque d'Erik Olin Wright.

13 Emanuel Guay et Alessandro Drago, « Au-delà de la social-démocratie », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 21, 2019, p. 38.

La lutte pour l'indépendance du Québec

Axe stratégique d'une transition émancipatrice

Pierre Mouterde

Sociologue, philosophe et essayiste

Depuis le grand basculement des années 1980, le redéploiement du capitalisme néolibéral et le démembrement des pays dits socialistes, la donne sociopolitique du monde a changé du tout au tout. Elle nous interdit donc de reprendre à notre compte, sans les bonifier et les réactualiser, les outils et concepts hérités du passé. Et cela, non seulement parce que les grands récits politiques qui étaient autrefois les nôtres (le communisme, la social-démocratie ou le nationalisme populaire) ont perdu de leur aura et de leur légitimité, mais aussi parce qu'ont surgi avec une intensité inédite de nouveaux mouvements sociaux pointant du doigt de nouvelles contradictions générées par le système global. Cette période de changements majeurs, et partant d'incertitudes et de doutes, nous oblige ainsi à penser les idées d'indépendance et de transition de manière totalement renouvelée. Surtout si l'on ajoute à ces premières données contextuelles la formidable crise de la représentation politique que nous connaissons et, plus globalement, la crise généralisée des valeurs culturelles et collectives à travers lesquelles avait été pensé jusqu'à présent le changement sociopolitique ou l'action révolutionnaire : celles par exemple de la souveraineté nationale, de l'État dit providence, de la république (plus ou moins sociale) ou encore du socialisme (quelles que soient ses variantes).

Changement de paradigme

Les luttes d'aujourd'hui n'appartiennent donc plus en propre à ce vaste mouvement historique de constitution progressive d'un pouvoir contre-hégémonique ascendant qui avait peu à peu réussi à se constituer entre les années 1848 et 1980, puis à tenir en lisière et même à faire reculer les puissants pouvoirs hégémoniques des classes dominantes. Notamment, en imposant – par la constitution de syndicats, de partis de gauche, de lois progressistes, d'États dits providence, etc. – des espaces démocratiques grandissants ayant permis de donner plus de pouvoir d'influence au peuple d'en bas, aux classes populaires et subalternes. Au Québec, comme dans bien des régions du globe, nous avons pu vivre – à travers les spécificités qui sont les nôtres – ce mouvement historique de constitution d'un pouvoir contre-hégémonique ascendant, avec ses moments forts (les années 1940, la Révolution dite tranquille, les années 1970), mais aussi avec son brutal effondrement au tournant des années 1980. Nous plaçant aujourd'hui devant un panorama politique dans lequel la stratégie « nationaliste et populaire » que le Parti québécois avait mise en œuvre, tout au moins à ses origines, se retrouve en profond déclin, frappé d'une crise majeure. Alors qu'au même moment surgissent, parallèlement à de nouvelles forces sociales, de nouveaux défis sociaux et politiques tout à fait inédits : non seulement celui de la transition écologique, mais aussi ceux de nouvelles aspirations émancipatrices (féministes, antiracistes, écologistes, néo-indépendantistes, etc.), néanmoins étroitement imbriquées à la montée en force de larges sentiments identitaires et xénophobes particulièrement inquiétants.

Comment dans ce contexte penser le renouvellement du discours sur l'indépendance du Québec ? Ne serait-ce pas en imaginant la lutte pour l'indépendance à travers un arc-en-ciel de revendications spécifiques réunies stratégiquement autour d'une même cause ? Et ne serait-ce pas en la figurant sur le mode de la transition, comme un vaste processus de radicalisation sociale et populaire ? Un processus dont la dynamique ascendante se prépare soigneusement en amont, se cristallise au moment où s'ouvre la possibilité d'un changement radical d'orientation (grâce à une éventuelle prise de pouvoir gouvernemental ou étatique), et se poursuit ensuite en aval sur de longues années pour maintenir en l'état le changement de cap initial. Penser aujourd'hui au Québec la transition à travers l'axe stratégique de l'indépendance, c'est donc la penser sur le mode d'une « rupture démocratique » continuée, une rupture s'effectuant dans la durée, à travers la mise en marche d'un mouvement grandissant de mobilisations sociales et populaires plurielles qui promeut, soutient et accompagne l'arrivée d'un gouvernement indépendantiste et les mesures institutionnelles qu'il prendra pour faire avancer son objectif.

La question du pouvoir

On le voit ici, contrairement à l'approche de John Holloway¹, « la prise de pouvoir » gouvernemental ou étatique et « l'exercice d'un pouvoir » contre-hégémonique construit depuis le bas, peuvent – loin de s'opposer – se conjuguer, pourvu que soient articulées entre elles leurs interventions respectives. C'est d'ailleurs dans cette combinaison féconde que git la possibilité d'éviter, et les approches chimériques du changement social (négligeant l'importance du pouvoir gouvernemental ou étatique), et les tragiques dérapages passés incarnés par le fiasco des pays dits socialistes (ayant jeté aux orties tout de la démocratie populaire, directe ou participative). En n'oubliant cependant pas de rappeler que l'on doit considérer le moment de la prise de pouvoir gouvernemental ou étatique comme étant ce moment charnière où peut commencer à se concrétiser, s'incarner institutionnellement ce changement d'orientation radical, qui néanmoins ne pourra garder sa force révolutionnaire que s'il est accompagné et talonné depuis le bas par un pouvoir populaire contre-hégémonique chaque fois plus puissant. Telle serait la forme générale que devrait prendre – pour ne pas retomber dans les travers du passé – ce processus transitoire mené autour de l'indépendance. Mais quel en serait le contenu, quels devraient être les thèmes autour desquels il pourrait prendre son envol, se déployer en priorité, s'enraciner dans de larges secteurs de la population d'aujourd'hui ?

Un projet de pays pour le XXI^e siècle

En fait, la lutte pour l'indépendance du Québec permettrait de faire face à au moins trois défis produits par la période sociopolitique que nous traversons maintenant : (1) celui des dynamiques dérégulées d'une économie capitaliste, financiarisée et apatride ; (2) celui d'inquiétantes bouffées de xénophobie et de racisme fortement marquées à droite ; et enfin (3) celui de la dispersion et de la fragmentation des forces sociales et politiques de gauche. Un projet d'indépendance pensé dans une perspective de gauche (comme on l'imagine par exemple à Québec solidaire) pourrait justement transformer ces trois défis en occasions privilégiées pour relancer un nouveau cycle prometteur de transformations sociales.

Qu'en est-il du premier défi ? Aujourd'hui, la formation sociale québécoise est malmenée par une formidable dépendance économique que tendent à imposer les classes dominantes des États-Unis ou de leurs alliés subalternes au Canada. C'est ce qu'on peut appeler l'axe Toronto-Calgary au travers duquel se nouent étroitement extractivisme tous azimuts, mégasecteur financier branché sur les manipulations monétaristes et accords de libre-échange concoctés dans le plus grand secret.

1 John Holloway, *Changer le monde sans prendre le pouvoir. Le sens de la révolution aujourd'hui*, Paris/Montréal, Syllepse/Lux, 2008.

Or, l'État canadien est le centre névralgique, le noyau organisateur de ce projet. Par les pouvoirs régaliens qu'il monopolise et la fonction de relais des diktats de l'économie mondialisée qu'il assume sans vergogne, il détermine toutes les décisions clés concernant l'avenir du Québec, expression même de la persistance d'une tutelle politique de type néocolonial pesant sur le Québec et le réduisant à l'état de nation-croupion.

Faire l'indépendance, c'est justement mettre fin à ce statut « subalterne ». C'est s'affirmer collectivement en décidant souverainement des lois auxquelles on veut obéir. C'est se donner les moyens de mettre à bas la tutelle fédérale en rassemblant des forces sociales autour d'un projet politique commun : celui de la défense d'un bien commun qu'on détermine ensemble, démocratiquement, à l'encontre de pressions extérieures ne répondant qu'aux intérêts d'une petite minorité privilégiée. Ces pouvoirs de la nation pourraient ainsi devenir, une fois récupérés par le Québec et au nom d'une souveraineté populaire active et progressiste, ce rempart vis-à-vis des effets pervers de la mondialisation néolibérale contemporaine. Les sondages nous le disent : il reste encore aujourd'hui – malgré la formidable offensive de la droite – un bon tiers de la population du Québec qui globalement se dit prêt à choisir une option souverainiste. Ce qui représente une base appréciable pour reconstituer un bloc social conséquent autour de la lutte pour l'indépendance, et sur cette base relancer un cycle ascendant de reconstitution d'un pouvoir contre-hégémonique. Mais évidemment une telle orientation indépendantiste requiert d'importantes conditions, notamment celles de proposer un projet de pays pour le Québec d'abord pensé en fonction des intérêts populaires, et donc qui mettrait l'accent non seulement sur l'implication populaire alimentée par des mécanismes permanents de démocratie participative, mais aussi sur *l'a priori* que l'âme d'une nation est d'abord celle de ses grandes majorités subalternes (les 99 %). Il y a à ce niveau une véritable bataille à mener pour qu'on puisse, par une reprise de pouvoir, se trouver au cœur de ce processus de transformation sociale, en position hégémonique. C'est d'ailleurs une des fonctions à laquelle pourrait contribuer la Constituante, telle que pensée par Québec solidaire (QS) sur le mode participatif.

Faire face à la polarisation identitaire et au populisme de droite

Le second grand défi auquel nous sommes aujourd'hui confrontés au Québec, c'est celui de la montée de la xénophobie, du racisme et des logiques de bouc émissaire se focalisant sur le personnage de l'étranger ou du migrant. Or la lutte pour l'indépendance, c'est justement ce qui nous permettrait de dénouer, à travers la proposition d'une indépendance inspirante et source d'affirmation positive, les tentations de crispation identitaires actuelles. La lutte pour l'indépendance pourrait représenter une sorte d'antidote délibérément tourné vers l'avenir et proposé à toutes et tous, sous forme d'un projet politique de vivre-ensemble soucieux du bien commun qui permette

la reconnaissance forte, citoyenne, plurielle et égalitaire de toute une collectivité. Comme le dit l'historien français Patrick Boucheron², « il existe une angoisse sourde qu'on doit "aérer", en faisant quelque chose ensemble ». Aujourd'hui, bien des peuples de la terre ont besoin, pour faire face aux dangers et angoisses nés de la mondialisation néolibérale, de « faire quelque chose ensemble », et en particulier de réaffirmer collectivement leur souveraineté sur leurs propres conditions d'existence, en réalisant en quelque sorte « une seconde indépendance ».

Or, au Québec, nous avons peut-être plus facilement qu'ailleurs la possibilité de redonner sens et force à ces volontés ou aspirations vitales d'affirmation nationale et communautaire, justement parce que nous pouvons les enraciner dans l'histoire et les traditions d'une petite nation en lutte depuis longtemps contre la domination coloniale.

À la condition, cependant, de le faire en se campant d'abord et avant tout sur le terrain politique de la citoyenneté, pensée de la manière la plus large et inclusive possible, en l'armant certes de la défense d'une langue, d'une culture publique commune et d'un territoire partagé, mais aussi – comme l'avaient pensé les Patriotes de 1837 – de valeurs politiques de gauche : celles de la justice sociale, de la démocratie, du pluralisme, de la tolérance et de l'inclusion. En imaginant aussi un État québécois « plurinational », par qui les Premières Nations du Québec pourraient être reconnues en toute égalité comme les premiers occupants de ce territoire.

À la condition aussi d'imaginer ce processus d'indépendance, non pas comme un désir de se replier sur soi et de se séparer du reste du monde, mais comme une volonté de renouer – sur les ruines du fédéralisme canadien dominateur – des liens nouveaux de solidarité et surtout de vie commune entre peuples et communautés qui le désireraient, le choisiraient démocratiquement : les Premières Nations, les minorités linguistiques et communautaires, etc.

Faire face à la fragmentation de la gauche

C'est là le troisième défi, peut-être le plus pernicieux, dans la mesure où il exige de notre part la constitution d'un nouveau récit émancipateur indépendantiste, en phase avec les temps présents, susceptible de combiner dans un ensemble plus vaste, non seulement la volonté de souveraineté politique, mais aussi la lutte contre les prédateurs subies par la nature et contre les diverses oppressions générées par le système global. C'est là tout l'intérêt de la perspective indépendantiste de gauche qui cherche à combiner pour le Québec « question nationale et question sociale » : elle nous permettrait de penser l'indépendance comme cet axe stratégique – et par conséquent un axe pratique – au travers duquel pourrait être amorcée concrètement,

2 Patrick Boucheron, *Conjurer la peur*, Paris, Seuil, 2013.

sur le mode transitoire, la lutte contre la tutelle de type néocolonial, aussi et en même temps contre ce système qui alimente de manière combinée oppression de genre, de peuples, de classes, de races et de pressions mortifères sur la nature.

La lutte pour l'indépendance pourrait représenter au Québec cette fenêtre entrouverte, ou encore cette brèche au travers de laquelle les forces sociales de gauche s'engouffreraient en conjuguant leurs efforts pour faire avancer la cause de la souveraineté politique populaire du Québec, mais aussi, en même temps, celles des luttes sociales progressistes d'aujourd'hui : communautaires, syndicales, féministes, écologistes, autochtones, etc. Manière de contrecarrer les tendances actuelles à la fragmentation des forces de gauche, en participant à une lutte commune, reprenant sur le mode pluriel et inclusif, mais à travers un cadre stratégique commun, la multiplicité de ses aspirations émancipatrices.

Car si la perspective intersectionnelle permet de faire voir ces différentes oppressions, de les distinguer les unes des autres, elle n'a néanmoins pas la vertu ni de montrer ce qui unit toutes ces oppressions les unes aux autres ni de dessiner le cadre stratégique et politique à travers lequel elles pourraient être combattues conjointement. Il reste d'ailleurs à ce propos – autre condition à prendre en compte – dans le mouvement indépendantiste québécois tout un travail d'élaboration collectif et d'approfondissement à mener autour de cette toile de fond, de cette toile commune des luttes sociales et politiques contemporaines. À l'heure de la mondialisation néolibérale, la lutte pour l'indépendance politique du Québec ne peut plus se réduire à celle de l'acquisition étroite de la souveraineté politique, tant celle-ci se trouve déterminée par et combinée à une série d'autres facteurs (en particulier économiques). Il est impossible, si on veut reprendre à son compte les intérêts populaires, de ne pas remettre en cause un certain ordre établi. Et c'est sans doute autour d'une compréhension renouvelée du capitalisme néolibéral et de la multiplicité des oppressions qu'il ne cesse de réalimenter qu'il serait possible de comprendre comment « ce mode de production » et d'échange générant l'exploitation du travail est aussi et en même temps, « un mode de reproduction » de relations sociales, réalimentant en permanence, de par sa puissance même, de multiples autres oppressions (néocoloniale, de genre, de classes, de races, etc.). À la manière d'un système global dont l'influence se fait sentir partout aujourd'hui.

Pour ne pas conclure

La grande transition, sur laquelle on a pris l'habitude ces temps-ci de se pencher avec attention, pourrait prendre un sens tout à fait concret et pratique pour le Québec. En se concevant à travers l'axe stratégique de la lutte pour l'indépendance (une indépendance écosocialiste, féministe, pluraliste, démocratique et internationaliste), la grande transition pourrait non seulement aider à penser l'actualisation

d'indispensables transformations écologiques et énergétiques, mais surtout, elle permettrait aussi le rassemblement stratégique de forces sociales qui, parce que réunies dans un projet politique qui les comprendrait toutes, pourraient stimuler la remise en route d'un vaste et puissant mouvement de mobilisation sociale et populaire, et ainsi rendre effective cette « rupture démocratique » émancipatrice pensée dans la durée, et dont nous avons tant besoin pour commencer à nous extraire tant de la dépendance politique que des affres du capitalisme néolibéralisé d'aujourd'hui.

Notes de lecture

Nick Srnicek

Capitalisme de plateforme. L'hégémonie de l'économie numérique

Montréal, Lux, 2018

Carole Yerochewski

Voici un livre pédagogique qui répertorie et explique quels rôles remplissent les différents types de plateformes montées par Google, Apple, Facebook, Amazon (les GAFA) ou par les Netflix, Airbnb, Tesla et Uber (les NATU), tout en situant leur apparition et, surtout, leur faramineux développement, dans l'évolution du capitalisme des quarante dernières années. L'ouvrage fait donc œuvre de vulgarisation scientifique, tant sur les phénomènes récents de mutation des formes d'entreprises capitalistes associées à l'envol de l'économie dite numérique, que sur quelques-uns des apports du marxisme en termes de grille de lecture. Ce petit fascicule, en outre très bien écrit, ne traite pas de thèses déjà avancées, par exemple sur le phénomène d'accumulation par dépossession cerné par David Harvey. Ici, l'auteur décrit plutôt les tentatives, qu'il estime vouées à l'échec, des nouvelles formes d'entreprises supportant les technologies numériques de susciter des processus d'accumulation par reproduction.

La démonstration est organisée en trois chapitres. Dans le premier, l'auteur repart de ce qui a caractérisé l'économie d'après-guerre, le modèle (fordiste) d'entreprise et la structure de l'emploi, pour expliquer comment sa diffusion et la concurrence japonaise et allemande ont entraîné « une crise de rentabilité majeure de l'industrie américaine ». C'est dans ce contexte que l'on peut saisir l'essor et l'engouement pour le numérique, l'immatériel, l'économie dite du savoir et les plateformes. Des masses d'argent ont été injectées dans le développement des technologies numériques, favorisant une rentabilité qui repose en réalité sur la réduction, par divers moyens, des coûts, en particulier salariaux, et sur une faible productivité. La bulle Internet ainsi créée par cette « croissance avant les profits » (« les sommes investies dans

l'informatique et les équipements périphériques ont atteint 412,8 milliards de dollars (US) en 2000 », p. 27) a entretenu le maintien de faibles taux d'intérêt. La logique pour repousser l'éclatement de cette bulle était de continuer à favoriser une politique monétaire expansionniste. Le gouvernement étatsunien a ainsi recouru à ce que l'auteur appelle le keynésianisme financier « pour relancer l'économie sans risquer de déficit budgétaire ». Mais cette politique a alimenté la crise des *subprimes* en 2008, celle-ci accentuant *in fine* la financiarisation de l'économie, qui s'est diffusée à l'échelle planétaire et crée un contexte « nettement favorable à l'émergence de l'économie numérique d'aujourd'hui » (p. 32), c'est-à-dire à des entreprises accumulant de vastes quantités de liquidités qui leur rendent d'autant plus nécessaire l'existence des paradis fiscaux.

Pour poursuivre sa démonstration sur l'impasse dans laquelle nous enferment les formes d'accumulation du capitalisme numérique, Srnicek présente dans le deuxième chapitre les plateformes, c'est-à-dire des entreprises qui jouent un rôle d'intermédiaire dans un domaine devenu essentiel, celui de la maîtrise de grandes quantités de données (*big data*). La notion de maîtrise s'entend ici par la capacité à extraire, stocker, analyser ces données, ou à louer les infrastructures matérielles et logicielles pour le faire, et ce, pas seulement à des publicitaires, comme plusieurs enquêtes sur la façon dont notre vie privée est « espionnée » nous l'ont révélé, mais aussi à des industriels souhaitant optimiser (comprendre réduire les coûts) une production à présent répartie dans différents pays.

Cinq types de plateformes sont répertoriées :

- les plateformes publicitaires, dont les représentants les plus connus sont Google et Facebook, qui tirent une partie de leur capacité productive d'une sorte d'accumulation primitive, soit l'appropriation des données fournies par les utilisateurs de ces services, qu'elles revendent aux annonceurs, finançant ainsi ce qu'elles semblent offrir gratuitement à leurs utilisateurs et utilisatrices ;
- les plateformes « nuagiques », tel Amazon, qui loue sa logistique immatérielle (c.-à-d. logicielle) et tire ses profits de cette activité, tandis que les services de livraison sont structurellement déficitaires, mais sont maintenus parce qu'ils servent d'hameçon pour attirer la clientèle ;
- les plateformes industrielles avec GE et Siemens, qui seraient en train de développer des moyens importants pour fournir une architecture logicielle de gestion de l'ensemble d'une production, avec l'appui de l'Allemagne, et selon, sans doute, la conviction étayée par des études prospectives que le plus gros joueur finira par emporter toute la mise (p. 72-73) ;
- les plateformes de produits avec Spotify ou Netflix, dont l'activité consiste à offrir des services, par exemple l'accès à la musique ou à des films, sous forme d'abonnements ;

- enfin, les plateformes allégées, tels Uber, Airbnb ou des généralistes comme Task Rabbit et Mechanical Turk, qui alimentent la « gig économie » ou l'économie de la pige.

Dans le troisième chapitre, l'auteur démonte l'idée que le capitalisme est capable, cette fois, de se régénérer lui-même (c.-à-d. de relancer une ère de croissance vertueuse comme le fut le fordisme) et s'emploie à souligner les limites du modèle. Par exemple, la façon de générer du profit de la part des plateformes publicitaires découle surtout de leur capacité à siphonner les budgets ad hoc des entreprises, mais ceci ne va pas relancer la machine capitaliste. Quant aux plateformes allégées, leur force réside dans leur modalité de recours à la main-d'œuvre, qui renvoie à la traditionnelle et écrasante exploitation qu'est le travail journalier ; elles ne génèrent du profit que par ce processus d'externalisation d'une main-d'œuvre qui supporte les coûts de capital fixe et d'entretien de ce dernier (comme les travailleuses et les travailleurs à domicile des industries du vêtement qui utilisent leur propre machine à coudre, les chauffeurs d'Uber qui fournissent leur propre véhicule). Leur force ne réside pas non plus dans leur production d'innovations technologiques, en général empruntées à leurs consoeurs et rivales : « Ainsi, Airbnb, Slack, Uber et d'innombrables autres entreprises utilisent AWS (Amazon Web Services). Uber se fie à Google pour la cartographie, à Twilio pour ses SMS, à SendGrid pour sa messagerie et à Braintree pour ses transactions » (p. 88). Leur force est de récolter et détenir des données sur la « réputation » des travailleurs qu'ils mettent en contact avec des clients. Une force bien fragile toutefois quand les chauffeurs – issus en général des populations aux faibles pouvoirs de négociation, comme les immigrants – finissent par s'organiser pour réclamer des droits.

Reste la capacité, réelle, de ces plateformes à traiter de grandes masses de données, mais la concurrence intercapitaliste les conduit *in fine* à vouloir construire des monopoles inattaquables par l'autre. À l'ère du numérique, plus que la tendance monopolistique, c'est le fonctionnement en silo qui est inscrit dans l'ADN de ces machines. L'auteur dégage donc trois principales tendances pour le moyen-terme : une course pour s'emparer des données, la clôture des systèmes par le développement des écosystèmes captifs et, aussi paradoxal que cela paraisse, une convergence des marchés.

Face à ces constats, l'auteur ne se montre pas pour autant pessimiste, rappelant que les États disposent de moyens de régulation s'ils souhaitent s'en servir. Ce petit livre synthétique apporte donc un aperçu très documenté du phénomène des plateformes et des processus dans lequel il s'inscrit ainsi que des moyens d'y remédier.

Francis Boucher

La grande déception : dialogue avec les exclus de l'indépendance

Montréal, Somme toute, 2018

André Frappier

J'ai connu Francis Boucher récemment. Il était présent, en février dernier, lors de la sortie du livre de Christian Nadeau *et al.*, *11 brefs essais contre le racisme* ; j'ai eu alors l'occasion de lui dire combien j'avais apprécié son livre *La grande déception*.

À l'été 2015, Francis Boucher avait écrit un commentaire dans *Le Devoir* où il défendait l'idée d'alliances électorales entre Québec solidaire (QS) et le Parti québécois (PQ) afin de battre les libéraux. Je ne savais donc pas à quoi m'attendre exactement lorsque j'ai débuté la lecture de *La grande déception* malgré son titre révélateur. J'ai été emballé et surpris dès les premières pages. Je me questionnais sur les motifs qui avaient conduit Francis Boucher à tirer des conclusions qu'il avait ignorées trois ans auparavant dans son article dans *Le Devoir* sur le tort causé par la Charte des valeurs du PQ. Ainsi, il écrit dans son livre : « Le Québec appartient à toutes les personnes qui l'habitent. On ne peut construire son avenir que sur la base de ce principe et, en même temps, sur le respect des différences ». Il explique son changement d'attitude en s'appuyant sur le congrès de Québec solidaire de mai 2017 qui avait refusé les alliances avec le PQ. D'abord offusqué, il amorce une discussion avec une amie d'origine haïtienne. Celle-ci lui révèle que la souveraineté, c'est une affaire de blancs. Débutent alors ses premiers questionnements : « Se pourrait-il que mon logiciel souverainiste social-démocrate classique soit dépassé par les événements ? »

C'est ainsi qu'il entreprend une quête à la recherche de l'autre, où il cherche à écouter pour sortir des sentiers battus, de l'aigreur des défaites des référendums où on voit des coupables partout, chez les minorités ethniques par exemple : « En soustrayant les femmes voilées, notamment, le débat sur la Charte a fait reculer le mouvement indépendantiste. La poussée de fièvre identitaire qui s'est emparée d'une partie du mouvement souverainiste a fait beaucoup de dommages collatéraux. Ce débat s'est fait en bonne partie sur le dos des musulmans, en bonne partie, mais pas seulement ».

Les témoignages de la vingtaine d'hommes et des femmes qu'il rencontre nous ouvrent une fenêtre sur leur monde et sur la façon dont ils ont vécu l'autre versant de cette histoire que certains prétendaient commune. Samira nous parle du 11 septembre 2001 : « Ce jour-là, ce ne sont pas seulement les tours jumelles qui se sont effondrées,

c'est aussi une certaine bienveillance envers l'immigration arabo-musulmane qui est partie en poussière ».

Rosa explique, quant à elle, l'effet des accommodements du YMCA avec ses vitres givrées et le code de vie de la ville de Hérouxville qui créent une conjoncture politique explosive dont se servira le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont. Sa montée dans les sondages aura un impact direct sur le PQ pour lequel elle travaille. Francis nous décrit ainsi la situation : « Elle voit le vent changer de bord et assiste, impuissante, à la montée de la ligne identitaire que nous connaissons aujourd'hui ».

Francis nous rappelle aussi que la Charte des valeurs proposée par le ministre Bernard Drainville ne comprenait pas seulement un libellé concernant l'interdiction des signes religieux pour les employé-e-s de l'État, mais aussi des documents, disponibles sur Internet, où sont dessinés les signes qui seront interdits, une grosse croix, la kippa, le turban, le niqab et le foulard. Cela atteint encore plus l'imaginaire.

Il rapporte les commentaires de Khadem, féministe engagée, qui s'est dite consternée de voir Pauline Marois et Bernard Drainville hocher de la tête pendant que Janette Bertrand déclarait craindre d'être soignée par une femme voilée de peur que, dans sa religion, on ne soigne pas autant les femmes que les hommes. Plusieurs comme Xavier et Samira avaient pourtant souhaité ardemment l'élection du PQ et de Pauline Marois. La déception était donc immense.

Khadem poursuit en expliquant que, à la suite de l'accident de Naima Rharouity le 31 janvier 2014 (qui s'est retrouvée étouffée par son foulard coincé dans un escalier mécanique), elle est restée barricadée chez elle pendant 48 heures tellement elle était horrifiée des commentaires haineux au bas des articles. Elle ajoute que la ministre a pris 24 heures avant de réagir : « On était en pleine crise de la Charte. Tout le monde réagissait sauf la ministre de l'Immigration de l'époque, Diane de Courcy ». Pour Khadem, la Charte, c'est la goutte qui a fait déborder le vase. Aujourd'hui, elle n'est plus souverainiste : « C'est fini pour moi. S'il y a un référendum, je vote contre. J'ai peur des souverainistes dorénavant ». Ce qui amène Francis à la conclusion suivante : « la Charte est rapidement devenue une machine à fabriquer des fédéralistes ».

Jody qui s'est joint au peuple québécois dans les années 1960-1970, alors qu'il cheminait vers ce qui paraissait à l'époque son destin manifeste et inévitable, doute maintenant qu'un Québec indépendant respecterait les droits des minorités.

Francis Boucher conclut de façon prophétique en posant la question du rapport entre l'interdiction des femmes voilées et l'indépendance : « J'ai beau chercher, je n'en vois pas. C'est une position qui pourrait très bien être incarnée par un parti provincialiste, la CAQ¹, par exemple, peut-être même avec plus d'efficacité ».

1 CAQ : Coaliton Avenir Québec.

Épilogue

J'ai eu l'occasion de revoir Francis lors de rencontres concernant la position de QS sur le port de signes religieux. Il défendait la position basée sur le rapport Bouchard-Taylor, soit l'idée d'interdire le port de signes religieux pour certaines catégories de personnes en situation de coercition, en bonne partie pour des raisons stratégiques et d'efficacité parlementaire. Je lui ai répondu de faire confiance à son livre.

Bertrand Russell

Écrits sur l'éducation

Montréal, Écosociété, 2019

Wilfried Cordeau

Lorsqu'on lit Normand Baillargeon, on comprend qu'il nourrit une certaine admiration pour la vie et la pensée de Bertrand Russell (1872-1970). Pour Baillargeon, nul doute que ce dernier « a été un des plus grands philosophes du XX^e siècle² ». Malgré cela, les écrits sur l'éducation de Russell restent méconnus et parfois négligés, tandis que « son œuvre témoigne [...] de la vaste influence des idéaux libertaires en éducation durant la première partie du 20^e siècle³ » et mérite largement d'être diffusée et revisitée. Cela faisait un moment que Baillargeon désirait faire connaître à la francophonie la contribution de ce progressiste, mais surtout de faire reconnaître « que certaines des composantes de la production de Russell sur l'éducation appartiennent indéniablement à la philosophie de l'éducation » (p. 12). C'est à cette tâche que Chantal Santerre et lui se sont attelés en réunissant et en proposant « pour la première fois en langue française » (p. 12) une vingtaine de textes significatifs de Russell, qui permettent un accès sans filtre à sa pensée en éducation.

L'échec sociétal de l'école moderne

Pour Russell, l'école moderne, au tournant du XX^e siècle, et plus encore l'instruction obligatoire, méthodiquement orchestrée sous l'égide d'institutions étatiques contrôlées par les classes dominantes, détournent la mission émancipatrice et culturelle de l'éducation au bénéfice d'un système d'enrégimentement de l'esprit, de conformisme

2 Normand Baillargeon, « L'actualité avec Bertrand Russell », *Le Devoir*, 20 avril 2019.

3 Normand Baillargeon, *Anarchisme et éducation. Anthologie. Tome 2 - du 20^e siècle à aujourd'hui*, Saint-Joseph-du-Lac, M Éditeur, 2019, p. 20.

et de discipline aveugle des populations. Qu'il soit d'origine étatique ou religieuse, le pouvoir exerce son autorité et assure sa propre conservation à travers le système d'éducation, car « le désir de conserver le passé plutôt que l'espoir de créer le futur domine les esprits de ceux qui contrôlent l'enseignement de la jeunesse » (p. 44). La centralisation de l'école et l'enseignement de masse à une jeunesse vulnérable, tant par l'œuvre de l'Église que de l'État, pose ainsi le problème de l'endoctrinement à des fins politiques ou religieuses, enjeu criant du XX^e siècle et dont Russell fut un témoin privilégié. Ainsi, prise « au cœur des luttes de pouvoir entre les religions, les classes et les nations » (p. 186), l'école est à la merci des idéologies et de leurs manipulations. Dès lors partielle, elle soumet les jeunes à des « idées fausses » et à un régime de pensée calculé.

Russell dénonce également l'utilitarisme dont l'école universelle est porteuse. Il conteste un système fondé sur la multiplication de la mesure par des examens, sur la compétition entre les personnes, sur l'obsession de la performance, corollaires de la recherche et de la transmission d'un savoir utile, pertinent aux valeurs dominantes et directement rentable au régime socio-économique ou idéologique qui prévaut. Critique de la société industrielle, il dénonce également la conception répandue et normalisée qui fait de l'instruction un levier de carrière et un moyen de s'élever dans l'échelle sociale en assurant son confort dans la reproduction de l'inégalité sociale. Ces déviations font ainsi de la scolarité, obligatoire qui plus est, un « long esclavage » mental, culturel et civique pour la personne, soumise à un régime de conditionnement social et moral. L'école moderne étouffe la créativité, la curiosité et même la motivation à apprendre de l'individu, et le prive *in fine* de sa liberté. Virulent à l'encontre « de la prétention de l'État d'avoir le monopole de l'éducation », Russell finit par dénoncer « ce fait paradoxal que l'éducation est devenue un des obstacles de l'intelligence et de la pensée libre » (p. 223-224).

Refonder l'éducation sur l'enfant et la liberté

L'articulation d'un système d'éducation à des desseins idéologiques, ou aux « plans sociaux grandioses » (p. 161) servant les intérêts des classes dominantes, pose donc un problème de civilisation. Pour Russell, l'éducation doit être profondément « une activité dirigée vers le monde que nos efforts doivent créer » (p. 44), ce qui exige de se concentrer sur l'humain en devenir, porteur en essence d'un avenir heureux. Or, « l'élève n'est pas pris en considération pour son propre bien, mais en tant que recrue : la machine éducative ne se soucie pas de son bien-être, mais de sa future utilité politique » (p. 186). Ainsi instrumentalisé, l'enfant est le grand oublié, voire le grand perdant, du système éducatif qui présume de sa faiblesse et de son ignorance naturelles pour le modeler dans des termes convenus et selon des valeurs et comportements précis. Ainsi, « le mépris de la personnalité de l'enfant est malheureusement

universel » (p. 29), déplore Russell, qui appelle à renverser complètement l'approche éducative de manière à « tenir les élèves pour des fins et non comme des moyens » (p. 52), c'est-à-dire à faire du développement intégral et de l'épanouissement émancipateur de l'enfant les finalités de toute entreprise d'éducation.

Bâti sur l'intérêt de l'enfant et lui offrir un espace de respect et de liberté constituent alors les piliers du projet éducatif de Russell. L'approche éducative qu'il définit mise notamment sur l'autonomie intellectuelle et morale de l'individu à travers, d'une part, la transmission de connaissances culturelles et scientifiques aptes à préparer un esprit méthodique et critique, et grâce, d'autre part, au développement de comportements et d'habiletés, d'un état d'esprit général susceptible de « procurer quelque chose de plus vague que l'on peut appeler sagesse » (p. 200) ou intelligence (p. 222). En somme, il s'agit d'élever la personne au-dessus des considérations matérielles et des dogmes pour que, par la pensée autonome, rationnelle et critique, ainsi que par une « attitude mentale contemplative » (p. 137) ou par « l'enthousiasme et la joie de vivre » (p. 178), elle puisse exercer pleinement sa liberté en tant que citoyenne et citoyen, mais aussi en tant qu'être humain.

Affranchir la mission enseignante

Pour y parvenir, une responsabilité fondamentale et profondément civilisatrice incombe à l'enseignant ou à l'enseignante. Puisque « plus que tout autre groupe, les professeurs sont les gardiens de la civilisation » (p. 79), il leur incombe de transmettre ces « vertus » intellectuelles et morales qui forgeront des individus libres et sages. Ils doivent éveiller chez ces derniers la tolérance, la compréhension mutuelle, l'empathie et la solidarité afin de préparer une communauté fondée sur « le respect des lois, la justice entre les êtres humains, la poursuite de buts qui ne causeront pas de torts permanents à aucun membre de l'espèce humaine et le souci d'adapter de manière intelligente les moyens aux fins » (p. 179). Pour cela, une relation privilégiée entre l'éducateur ou l'éducatrice et l'enfant doit se bâtir sur un lien de confiance particulier, par lequel le rapport d'autorité doit s'exercer dans un respect profond de la liberté et de la « vénération pour la personnalité humaine » (p. 161) de l'enfant. Surtout, cette relation éducative, bien plus que pédagogique, doit s'affranchir des contraintes institutionnelles, de « toute forme d'embrigadement intellectuel » (p. 77) ainsi que « des intrusions des bigots et des bureaucrates » (p. 161). En somme, du carcan des prescriptions partiales de l'État.

Gardien de l'intégrité et de la sagesse, protecteur de la pureté et de la liberté de l'enfant, l'enseignant ou l'enseignante qui, dans le modèle moderne de l'école, est devenu messenger des « croyances et [des] préjugés considérés utiles par ses employeurs » (p. 74), doit se poser comme l'ultime rempart contre les dogmes et l'endoctrinement idéologique. Or, selon le philosophe, « le rôle de professeur étant d'instiller autant

de savoir et de raison qu'il est possible dans la formation de l'opinion publique, il ne peut être correctement rempli que par des gens qui ont un sentiment de totale indépendance intellectuelle » (p. 74). C'est pourquoi il plaide pour « accorder bien plus de liberté à la profession enseignante, qui devrait jouir de plus d'occasions de décider de ses propres affaires » (p. 84-85), ainsi que d'une véritable liberté d'opinion pour jouer pleinement son rôle social.

Arthur Manuel

Décoloniser le Canada

Montréal, Écosociété, 2018

Benoit Renaud

En 1778, le capitaine James Cook, un navigateur au service de l'Angleterre, a exploré la côte du Pacifique entre l'Oregon et l'Alaska. Sur cette base, le Royaume-Uni a proclamé sa souveraineté sur tout le bassin versant d'une série de fleuves, posant les fondements de ce qui allait devenir la Colombie-Britannique. Ce faisant, les Britanniques se considéraient les conquérants légitimes de nombreuses nations vivant tant sur la côte qu'à l'intérieur des terres. C'est le cas notamment de la nation Secwepemc, dont fait partie Arthur Manuel, auteur du remarquable essai anticolonial *Unsettling Canada* traduit par Écosociété. Le degré d'arrogance dans la pensée coloniale apparaît on ne peut plus clairement quand Manuel nous rappelle qu'à ce moment, aucun membre de sa nation n'avait jamais rencontré un Européen et qu'ils ignoraient tout du voyage de Cook.

La prise en charge par le gouvernement Trudeau de l'oléoduc Trans Mountain en Colombie-Britannique constitue un exemple actuel de cette politique coloniale. Le tracé de cet oléoduc traverse le territoire de plusieurs nations autochtones (incluant les Secwepemc) dont la plupart sont opposées au projet. Ces nations n'ont jamais accepté d'être dépossédées de leur territoire par le colonialisme britannique ou par l'État canadien.

Dans son essai politique et autobiographique, Arthur Manuel nous présente comment son peuple et le mouvement autochtone en général ont résisté à des siècles de colonialisme et de néocolonialisme. Il le fait dans un langage clair et nuancé, tissant avec efficacité des éléments plus personnels avec le contexte régional, pancanadien et même mondial.

Politiques d'assimilation

Jusqu'au début du XX^e siècle, la politique coloniale canadienne visait explicitement l'assimilation complète des Autochtones et leur disparition en tant que nations. Duncan Campbell Scott, surintendant du ministère des Affaires indiennes (MAI) dans les années 1920, avait déclaré : « Je veux qu'il n'y ait pas un seul Indien au Canada qui n'ait été absorbé par L'État⁴ ». À la suite des revendications des vétérans autochtones revenus de la Première Guerre mondiale, le gouvernement fédéral avait interdit leurs organisations politiques (1927) ainsi que leur recours aux tribunaux. Les agents du MAI contrôlaient directement les affaires des bandes. Plus tard, dans les années 1950 et 1960, on a connu une époque de contestation légale et de réorganisation menant notamment à l'obtention du droit de vote.

En 1969, le dépôt du Livre blanc du ministre Jean Chrétien a été un moment décisif. Il s'agissait, au nom de l'inclusion et du multiculturalisme, d'une nouvelle version d'une politique d'assimilation. Il proposait de mettre fin aux réserves et aux traités et de transformer les gouvernements autochtones en municipalités sous l'autorité des provinces. Les Premières Nations devenaient des groupes ethniques parmi d'autres dans l'ensemble canadien. Leurs territoires devaient être convertis en propriétés privées afin de favoriser le « développement ». Il va sans dire que les Premières Nations ont rejeté cette politique avec force et presque unanimement, ce qui fit ultimement dérailler le projet.

Depuis cette époque, l'objectif des gouvernements coloniaux, tant au niveau fédéral que provincial, a été de négocier une extinction des droits ancestraux des peuples autochtones de manière à lever toute ambiguïté sur la propriété des territoires et ainsi de favoriser des projets économiques extractivistes ou touristiques. On a présenté la Convention de la Baie-James de 1975 comme un exemple de traité. Les négociateurs Cris avaient accepté une entente pour 225 millions de dollars sur 20 ans, soit l'équivalent de 18 dollars par semaine par personne. Hydro-Québec a empoché des milliards depuis en exploitant un énorme territoire. Mais pour les Autochtones, c'était plutôt un exemple de néocolonialisme et une illustration de la situation de dépendance dans laquelle ils se trouvent toujours.

Pour obtenir des concessions de leur part, la stratégie des gouvernements coloniaux dans la négociation des traités modernes consiste à s'appuyer sur la pauvreté des Premières Nations, une pauvreté causée par leur dépossession. Cependant, très peu d'ententes ont été conclues depuis malgré cette pression économique énorme. Comme le souligne Manuel, rien ne peut dissoudre le lien entre le peuple et la terre.

4 Traduction de : « *I want to get rid of the Indian problem. Our object is to continue until there is not a single Indian in Canada that has not been absorbed* ».

Des autorités coloniales illégales

Un thème qui revient dans l'ensemble de l'ouvrage de Manuel est l'absence de respect des gouvernements coloniaux pour les traités signés et même pour leurs propres lois, incluant la constitution canadienne et les jugements de la Cour suprême. Il donne l'exemple d'un traité conclu en 1862, à l'époque de la ruée vers l'or, entre la Colombie-Britannique et sa communauté de Neskonalith. Ce traité ne sera jamais respecté. Les autorités coloniales ont continué à distribuer gratuitement des terres situées sur le territoire identifié dans le traité. Ils ont aussi accordé aux compagnies forestières des droits de coupe sur ce territoire, sans consultation ni compensation. Graduellement, leur territoire est passé d'un million d'acres à seulement 7000, en plus d'être morcelé.

La reconnaissance des droits ancestraux comporte un problème : les cours elles-mêmes sont des institutions coloniales. C'est ce qui explique la nécessité de recourir à des instances internationales. Après des décennies d'organisation et de diplomatie, la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones a finalement été adoptée en 2007 malgré l'opposition de quatre pays : les États-Unis, le Canada, la Nouvelle-Zélande et l'Australie, comme par hasard, quatre anciennes colonies britanniques de peuplement. Malgré son ralliement officiel par la suite, le Canada se situe toujours en violation de presque tous les articles de cette déclaration.

La *BC Treaty Commission* tente de négocier de nouveaux traités depuis les années 1980. Après plus de 30 ans de pourparlers et 500 millions de dollars en frais d'avocats, les nations impliquées se retrouvent avec très peu d'ententes et beaucoup de dettes. Le principe est que le gouvernement fédéral prête aux nations participantes l'argent nécessaire à leur représentation avec comme promesse que le résultat de la négociation leur donnera assez de compensations financières pour couvrir amplement les coûts encourus. Mais pour ne pas avoir à rembourser la dette maintenant, il faut continuer à négocier, même si on n'y croit plus. Une nation qui a voulu s'en dégager s'est retrouvée mise en tutelle à cause de son incapacité à rembourser ! C'est l'équivalent colonialiste du servage pour dette.

Les Autochtones et la constitution

La Loi constitutionnelle de 1867 constitue un document colonial consacrant la suprématie blanche. Les Indiens y sont présentés comme un problème dont doit s'occuper le gouvernement fédéral. On comprendra que pour beaucoup d'Autochtones, le 150^e anniversaire de cette loi ne leur donnait pas du tout le goût à la fête !

Les négociations de 1981-1982 pour le rapatriement de la constitution ont représenté pour les Autochtones une occasion de remettre en question le colonialisme et d'affirmer leurs droits. Une mobilisation massive vers Ottawa et des représentations faites directement à Londres et auprès des Nations unies visaient alors à empêcher le

fédéral et les provinces de procéder sans leur consentement. La mobilisation a obtenu un minimum de reconnaissance dans l'article 35 de la nouvelle constitution. Il n'en sortira cependant aucun changement réel des politiques gouvernementales.

Arthur Manuel est décédé en 2017, peu de temps après avoir contribué à la convergence des organisations de lutte autochtones *Defenders of the Land* et *Idle No More*. Conscient des limites des organisations officielles comme les conseils de bande, souvent en situation de dépendance par rapport aux autorités néocoloniales, il fait ressortir dans son ouvrage la nécessité de mobilisations sortant du cadre des réserves et des structures gouvernementales.

Chantal Mouffe

For a Left Populism

Londres, Verso, 2018

Cory Verbauwhede

Ce court essai, qui a reçu beaucoup d'attention en raison du rôle de mentor que Chantal Mouffe a joué auprès du mouvement Podemos, a le mérite de distiller en une centaine de pages les observations d'une riche carrière de réflexions politiques dans la tradition (post) marxiste. Mouffe propose une analyse qui permet de situer théoriquement ce qu'elle appelle, avec d'autres, le « moment populiste » actuel. Elle voit dans cette conjoncture historique l'occasion de mettre enfin un terme au cul-de-sac « postpolitique » des gouvernements de centre gauche et de centre droit, qui se succèdent depuis des décennies sans proposer de réelles solutions de rechange au capitalisme financier. Elle réactualise ainsi des idées qu'elle a commencé à développer à partir du milieu des années 1980, lorsqu'elle a publié *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une politique démocratique radicale* (2009) avec le penseur argentin Ernesto Laclau. Constatant l'échec des partis socialistes et sociaux-démocrates à prendre au sérieux les mouvements antiautoritaires issus des révoltes de Mai 68, Mouffe et Laclau y exhortaient la gauche à se libérer de l'« essentialisme de classe » hérité du marxisme orthodoxe afin d'inclure aussi d'autres confrontations que celles basées sur les classes sociales.

Face à l'« hégémonie » actuelle du néolibéralisme et face à la complicité des partis de gauche traditionnels à son ascension, Mouffe en appelle désormais à la construction d'un sujet politique conçu comme un « peuple » qui s'opposerait à l'« oligarchie »

par la mise en place d'une « frontière politique » qui puisse séparer le « nous » des autres. Comme exemple d'une telle opposition, elle évoque les mouvements récents contre l'austérité fiscale. Sans entrer dans les détails, elle préconise la mise en place d'une « chaîne d'équivalence entre les nombreuses luttes contre la subordination » afin de réclamer « la liberté et l'égalité pour toutes et pour tous » et non pas seulement pour la classe ouvrière. Malgré l'internationalisation du capitalisme, l'État-nation – ou dans certains cas les régions qui s'y substituent – demeure pour Mouffe le locus de l'engagement politique, en raison du rôle que jouent les « affects » dans la construction des identités. Ce « populisme de gauche », mené idéalement par un leader qui est « égal parmi ses pairs », canaliserait cette énergie « libidinale » vers une fierté nationale reliée aux valeurs de liberté et d'égalité plutôt que celles, xénophobes, du « populisme de droite ». Des alliances pourraient par la suite être établies.

Mouffe adhère à l'analyse du néolibéralisme proposée par le marxiste David Harvey, pour qui la logique paradigmatique de celui-là est l'accumulation par la dépossession et non par l'expansion du salariat, comme c'était le cas du capitalisme des décennies d'après-guerre. Pour Harvey, la stratégie néolibérale vise « la centralisation de la richesse et du pouvoir entre les mains de quelques-uns à travers une série de pratiques clés [...] telles que la privatisation et la financiarisation ». Pour Mouffe, par cette dépossession massive, le néolibéralisme aurait multiplié les bases susceptibles d'être mobilisées par un populisme de gauche, en reliant l'exploitation économique avec les dominations et discriminations de tout genre. Pour profiter de cette conjoncture, Mouffe propose de s'inspirer des tactiques de Margaret Thatcher qui, dans les années 1980, a réussi à dissocier les notions de liberté et d'égalité jusqu'alors constitutives de la notion de citoyenneté démocratique, pour bâtir une nouvelle « hégémonie » centrée autour de la figure du consommateur et du contribuable. Pour ce faire, Thatcher aurait profité de l'affaiblissement du providentialisme et d'une défection concomitante des classes moyennes. Or, maintenant que les classes moyennes sont à nouveau victimes de « paupérisation et de précarisation », elle voudrait bâtir un mouvement recentré sur la « question sociale », à l'aide d'une « radicalisation de la démocratie », afin de « clairement articuler [celle-ci] avec l'égalité des droits, l'appropriation sociale des moyens de production et la souveraineté populaire ».

Sur le plan pratique, Mouffe défend un « réformisme radical » qui entend dépasser le « réformisme pur », afin de « faire de l'État un vecteur d'expression d'une pluralité de demandes démocratiques ». Elle ne remet pas pour autant en question la démocratie libérale représentative, laquelle constitue selon elle le seul moyen de coordonner les valeurs clés de liberté et d'égalité. Elle nie donc l'amalgame entre le libéralisme politique et le capitalisme qui est souvent fait par d'autres théoriciens, notamment marxistes : si elle admet que la liberté et l'égalité sont nécessairement en tension, elle estime qu'elles peuvent néanmoins être amenées à se contrebalancer. Par exemple,

pour Mouffe, « l'individualisme libéral était tempéré par des pratiques sociales-démocrates » lors du compromis social d'après-guerre. Elle en appelle, enfin, non pas à un retour au keynésianisme, dont le productivisme est incompatible avec les principes écologiques, mais plutôt à une sorte d'écosocialisme basé sur un nécessaire alliage des luttes sociales et écologiques, alliage sans lequel l'écologisme peut par ailleurs rapidement devenir « antidémocratique ».

Les marxistes ne seront évidemment pas convaincus, et Mouffe ne cherche vraisemblablement pas à les convaincre : elle les accuse d'imposer des idéologies et de refuser de « prendre les gens comme ils sont ». En raison de son appel aux politiques « agonistes », celles et ceux qui cherchent une solution immédiate à la polarisation de nos sociétés n'y trouveront pas leur compte non plus. Mais la gauche devrait être d'accord, avec Harvey et Mouffe, sur le fait que « c'est la nature profondément antidémocratique du néolibéralisme, soutenue par l'autoritarisme des néoconservateurs, qui devrait sûrement être l'axe principal de la lutte sociale ». Avec de tels ennemis communs, nous devrions pouvoir nous allier tant contre le tsunami de la marchandisation mondiale que contre le populisme xénophobe. Mouffe propose une base théorique pour entamer une telle alliance, et plusieurs mouvements, dont au premier plan Podemos et Syriza, s'en sont inspirés avec un succès difficilement imaginable il y a même dix ans, malgré leurs récents déboires. Reste à savoir si lesdits déboires révèlent une limite inhérente au « populisme de gauche ».

Manon Massé

Parler vrai

Montréal, Écosociété, 2018

Kaveh Boveiri

En lisant *Parler vrai* de Manon Massé, si vous êtes très religieux, vous n'aimerez peut-être pas l'affirmation que « Dieu... doit être aussi, quelque part, homosexuel » (p. 37); si vous êtes un converti à l'Union soviétique, vous n'aimerez pas lire que « le mur de Berlin est encore solide : on a l'impression qu'il n'y a plus d'avenir » (p. 32); si vous êtes un philosophe qui se méfie de l'ouverture du discours religieux, vous vous méfiez peut-être de « l'analyse critique à travers la foi » (p. 29).

Cependant, si vous demeurez patient ou patiente jusqu'à la fin, vous trouverez sans doute le livre honnête et intime. L'auteure, la dernière d'une famille de trois enfants,

une *tomboy* dans l'enfance, qui l'est encore plus ou moins, qui a témoigné de la violence conjugale et de la pauvreté de sa jeunesse, *parle* plutôt qu'elle *écrit*. Ceci non seulement parce qu'elle n'a « pas l'habitude de prendre la plume » (p. 20), mais avant tout parce que c'est plus engageant. D'ailleurs, son texte étant essentiellement livré au présent amplifie l'impression qu'elle parle directement au lecteur et à la lectrice. Pour elle, parler n'est ni décrire ni interpréter, c'est plutôt une étape inévitable à franchir vers l'action, pour « passer de la parole aux actes » (p. 58). Sa préoccupation n'est donc pas simplement d'énoncer le vrai, mais plutôt de prendre la parole pour *actua-liser* le vrai.

Femme de lutte contre les clichés, les nombreuses injustices créées par la pauvreté, le patriarcat, le capitalisme, sa cible est multiple. Parlant franchement, elle considère son combat, même dans le cadre du mouvement des femmes, majoritairement « un combat de classe » (p. 44). Pour elle, l'hypocrisie constitue une posture adoptée par les gens responsables de la situation sociale actuelle pour « brouiller leur piste » en actes et en paroles : « mesure de rationalisation budgétaire » au lieu de « coupe », « investissement en capital humain » au lieu de « créer une job », etc. (p. 123). Opposant sa position à tout cela, mais aussi à quelques tendances anarchistes, elle dit explicitement que, pour un changement véritable, il faut prendre le pouvoir politique. C'est « l'objectif de tout parti politique qui se respecte » (p. 116).

Comme un médecin compétent face à une maladie guérissable, elle ne se limite pas à diagnostiquer les problèmes : elle répond par des solutions souhaitables, mais aussi réalisables. Qu'il s'agisse de santé, d'éducation, d'enjeux climatiques, de la souveraineté du Québec, etc., pour chaque élément elle suggère des pistes. Tout au long de son livre, elle reste fidèle à sa démarche : « connaître, comprendre, *pour agir* » (p. 41). Peut-être ne serez-vous pas d'accord avec certains diagnostics ou certaines mesures, mais vous en viendrez à admettre que son propos témoigne de l'engagement d'une personne authentique qui avoue modestement qu'une seule personne n'a pas réponse à toutes les questions. Ainsi, elle souligne la nécessité pour le lecteur et la lectrice aussi de s'engager.

Ce livre concis, au contenu riche exposé en 22 sections, s'adresse donc à nous si nous sommes de ceux qui pensent que notre situation, bien qu'essentiellement mauvaise, peut être améliorée. Ce soulignement du « nous » se trouve au début du livre dans la citation philosophique ubuntu⁵ : « Je suis parce que *nous* sommes » (p. 9). Cette nécessité pour nous d'agir est également soulignée dans les dernières phrases « Ensemble on est capable de beaucoup. La suite est entre *nos mains* » (p. 172). Ainsi sont cadrés le livre et ses lecteurs et lectrices.

5 Le terme *ubuntu* est souvent lié au proverbe « Umuntu ngumuntu ngabantu » signifiant approximativement : « Je suis ce que je suis parce que vous êtes ce que vous êtes », ou d'une manière plus littérale : « Je suis ce que je suis grâce à ce que nous sommes tous ». Wikipedia. (NdR)

Les auteures et auteurs

LES AUTEURES ET AUTEURS

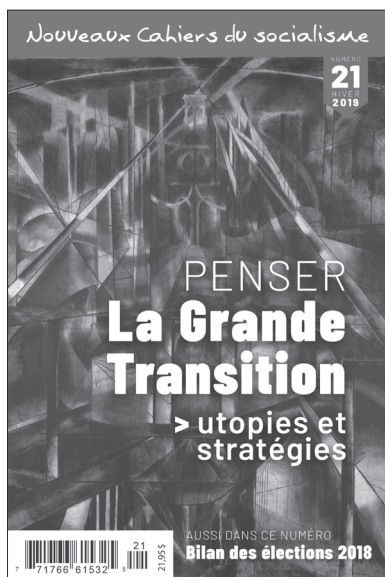
- Akbulut, Bengi : professeure adjointe au département de géographie de l'Université Concordia.
- Beaudet, Pierre : professeur associé à l'Université du Québec en Outaouais.
- Blais, Marie : chargée de cours en urbanisme, syndicaliste, ex-vice-présidente de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN).
- Blanc, Eric : ex-enseignant au secondaire dans la région de la baie de San Francisco (Bay Area) et auteur de *Red State Revolt. The Teachers' Strike Wave and Working-Class Politics*.
- Boileau, Denise : militante féministe et syndicaliste impliquée dans le Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ).
- Boucher, Louis-Philippe : organisateur communautaire à Salaberry-de-Valleyfield.
- Boucher, Yvon : intervenant communautaire et ex-journaliste à Salaberry-de-Valleyfield.
- Boveiri, Kaveh : détient un doctorat en philosophie et a enseigné au département de sociologie à l'Université de Montréal.
- Camus, Michel : épidémiologiste dans la fonction publique fédérale et président de Projet Montréal de 2011 à 2016.
- Chiasson, Guy : professeur de science politique à l'Université du Québec en Outaouais et au Centre de recherche sur le développement territorial.
- Cliche, Paul : ex-militant syndical, militant politique sur la scène municipale, fondateur du Mouvement démocratie nouvelle et auteur.
- Cordeau, Wilfried : conseiller syndical et candidat à la maîtrise en éducation.
- Cuccioletta, Donald : chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand et commentateur politique.
- Drago, Alessandro : doctorant en sociologie à l'Université McGill.
- Duhamel, Émile : militant du mouvement communautaire et au sein de la Pastorale sociale de la région de Salaberry-de-Valleyfield.
- Durand Folco, Jonathan : professeur à l'École d'innovation sociale de l'Université Saint-Paul d'Ottawa.
- Fauvel, Mylène : doctorante en sociologie à l'Université de Montréal.

- Fontaine, Nathalie : vice-présidente à la négociation du Syndicat des travailleuses des CPE de Montréal et Laval (STCPEML-CSN).
- Frappier, André : syndicaliste, journaliste à *Presse-toi à gauche* et à *Canadian Dimension* et militant de Québec solidaire.
- Gareau, Jean-Marc : animateur social dans le quartier de Hochelaga-Maisonneuve de Montréal de 1967 à 1971.
- Grégoire-Gauthier, Annie : militante féministe et responsable du comité femmes de Projet Montréal.
- Grenier, Jason : professeur de philosophie au Collège de Valleyfield et conseiller municipal à Salaberry-de-Valleyfield.
- Guay, Emanuel : doctorant en sociologie à l'Université du Québec à Montréal.
- LaGrenade, Pierre : militant communautaire et syndical, fondateur et animateur de la coalition intersyndicale COTON 46 à Salaberry-de-Valleyfield.
- Lanthier, Trycia : permanente sociopolitique de l'Association générale étudiante du Collège de Valleyfield (AGECoV).
- Lavolette, Marc : président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) de 1999 à 2002 et vice-président de la Fédération de l'industrie manufacturière de la CSN.
- Lévesque, Andrée : historienne, professeure émérite de l'Université McGill. Elle a notamment dirigé l'ouvrage collectif *Madeleine Parent. Militante* (2003).
- Levy, Andrea : militante politique et écologiste, coordonnatrice à la rédaction de *Canadian Dimension*.
- Livingstone, Anne-Marie : chercheuse postdoctorale au Centre Weatherhead en affaires internationales et chargée de cours en sociologie à l'Université Harvard, militante de l'antiracisme.
- Mallette, Daniel : président du Conseil régional FTQ du Suroît et responsable de la solidarité internationale, de l'action politique et de la mobilisation à la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ).
- Megelas, Alex : doctorant en éducation à l'Université McGill.
- Mouterde, Pierre : sociologue, philosophe et essayiste.
- Nichols, Naomi : professeure adjointe en éducation à l'Université McGill.
- Paris, Francine : militante dans le comité des citoyens et citoyennes, le comptoir alimentaire et la garderie populaire de Hochelaga-Maisonneuve de 1968 à 1979.
- Renaud, Benoit : conseiller pédagogique dans le domaine de l'univers social. Il a été candidat pour Québec solidaire à plusieurs élections et membre du comité de coordination national.
- Reynolds, Dominique : enseignant au secondaire retraité de Salaberry-de-Valleyfield.

- Reynolds, Jeanne : en rédaction de maîtrise en sociologie avec concentration en études féministes à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).
- Reynolds, Marie : enseignante retraitée de Salaberry-de-Valleyfield
- St-Onge, Pierre-Paul : militant syndical et politique, candidat de Québec solidaire dans Beauharnois à plusieurs élections.
- Scott, Jonathan : professeur de sociologie au Collège de Valleyfield et doctorant à l'Université du Québec à Montréal.
- Spénard, Pierre : professeur de sociologie au Collège de Valleyfield.
- Tremblay-Boily, Guillaume : doctorant en sociologie à l'Université Concordia.
- Trudelle, Jean : professeur de physique à la retraite du Collège Ahuntsic et ex-président de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN).
- Verbauwheide, Cory : avocat et doctorant en histoire à l'Université du Québec à Montréal.
- Yerochewski, Carole : professeure associée en relations industrielles à l'Université du Québec en Outaouais.

Nouveaux Cahiers du socialisme

No 21, hiver 2019, 248 pages



DOSSIER - PENSER LA GRANDE TRANSITION, UTOPIES ET STRATÉGIES

INTRODUCTION AU DOSSIER

EMANUEL GUAY ET PIERRE BEAUDET

RECONSTRUIRE NOS MOUVEMENTS

- Le mouvement écologique en transition
ANNE-CÉLINE GUYON
- Le projet socialiste peut-il passer à côté du féminisme ?
DIANE LAMOUREUX
- Au-delà de la social-démocratie
EMANUEL GUAY ET ALESSANDRO DRAGO
- Les défis des gauches en France
HENDRIK DAVI
- Syndicats et mouvements dans la lutte
DOMINIQUE DAIGNEAULT
- Reconstruire un rapport de force
NANCY BÉDARD
- La grève, outil incontournable des travailleurs et des travailleuses
JANE MCALEVEY
- Syndicalisme, pouvoir ouvrier et économie
SHANNON IKEBE
- Les infrastructures de la contestation. Entretien avec David McNally
XAVIER LAFRANCE

LA CRISE DES CRISES

- Libre-échange et néo-libéralisme
CLAUDE VAILLANCOURT
- Les États-Unis dans le monde : hégémoniques et déclinants
DONALD CUCCIOLETTA
- Les classes sociales au prisme de la financiarisation
AUDREY LAURIN-LAMOTHE
- Capitalisme et décroissance
JEAN-MARIE HARRIBEY
- Amérique latine : après la vague rose
MARISTELLA SVAMPA
- La double transformation
MICHAEL BRIE
- Les trois transitions
FRÉDÉRIC LEGAULT

DEMAIN ET AUJOURD'HUI, LA SOCIÉTÉ POSTCAPITALISTE

- Le pouvoir après l'émancipation : propositions pour un socialisme postmoderne
ALAIN SAVARD
- Repenser la révolution. Utopie, imagination, pratique
CHRISTIAN LAVAL
- Le commun dans la ville. Pouvoir citoyen à Pointe-Saint-Charles
ANNE KRZYNSKI
- Marx et la Grande Tortue. Entrevue avec Glen Coulthard
PIERRE BEAUDET
- Le modèle Debout! Esquisse d'une nouvelle organisation politique
JONATHAN DURAND FOLCO
- Les communs comme stratégie de décroissance
BENGI AKBULUT
- Valeur, marchandise et transition
PETER HUDIS

PARCOURS MILITANT

- Gilles Bourque et la question nationale. Entrevue
JEAN TRUELLE

BILAN DES ÉLECTIONS 2018

- La patience de notre impatience. Réflexions militantes sur les élections 2018
PIERRE BEAUDET
- Exaltantes percées et grandes responsabilités
PIERRE MOUTERDE
- L'avancée électorale de Québec solidaire. Nouveaux défis, nouveaux débats, nouvelles pratiques
BERNARD RIOUX
- Des urnes et de la rue
RICHARD FIDLER
- Bilan de campagne des Chicoutimi
PIERRE DOSTIE
- Les solidaires dans Québec-Chaudière-Appalaches : une avancée de la gauche en terrain difficile
SÉBASTIEN BOUCHARD
- Les grands défis
ROSA PIRES
- Montée des extrêmes : motifs de crainte et d'espoir
CAROLE YEROCHEWSKI
- Réalignement, systèmes partisans et facteurs de polarisation
PHILIPPE BOUDREAU

NOTES DE LECTURE

Nouveaux Cahiers du socialisme

No 20, automne 2018, 248 pages



LES NCS - LES 10 PROCHAINES ANNÉES

PIERRE BEAUDET

DOSSIER - LES GROUPES POPULAIRES FACE À L'ÉTAT

INTRODUCTION AU DOSSIER

PIERRE BEAUDET, MATHILDE GRANDGONNET, CÉLINE MÉTIVIER
ET SÉBASTIEN RIVARD

ENJEUX CONTEMPORAINS

- À bout de souffle. L'action communautaire en 2018
CÉLINE MÉTIVIER
- Comment bloquer le démantèlement du secteur public dans les soins de santé et les services sociaux ?
JACQUES BENOÎT
- Les mouvements populaires doivent prendre l'initiative contre le racisme systématique. Entrevue avec Will Prosper
PIERRE BEAUDET
- Écologistes et forestiers face à l'État. Une histoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean
CHRISTOPHE AURA
- Les organisations syndicales régionales peuvent-elles être des passerelles entre le mouvement ouvrier et le mouvement populaire ?
THOMAS COLLOMBAT
- « Aider les pauvres ». Les revers de la philanthropie
ANNABELLE BERTHIAUME
- La transformation sociale au cœur de la lutte pour la reconnaissance
MARIE LECLERC

HISTOIRE ET THÉORIES

- Regarder dans le rétroviseur pour mieux avancer... Les luttes urbaines d'aujourd'hui à hier
PIERRE HAMEL
- Les mouvements des femmes au Québec : acteurs incontournables de changement social
LE GROUPE DES 13
- Que retenir de la lutte des garderies populaires ?
YVES ROCHON
- Du municipal au municipalisme
JONATHAN DURAND FOLCO

RÉSISTANCES

- Manon Massé : la politique par en bas
PROPOS RECUEILLIS PAR PIERRE BEAUDET ET MATHILDE GRANDGONNET
- Luttes populaires à Pointe-Saint-Charles : résistance et résilience
JOCELYNE BERNIER ET KARINE TRIOLLET
- Le FRAPRU : quarante ans de luttes face à l'État
FRANÇOIS SAILLANT
- Lutte unitaire contre l'austérité : bilan et perspectives de la Coalition Main rouge
VERONIQUE LAFLAMME
- La bataille des 15 dollars de l'heure. L'expérience du Centre des travailleurs et travailleuses immigrants
CHEOLKI YOON ET JORGE FROZZINI
- Hoodstock à Montréal-Nord, un carburant pour le socialisme ?
GUILLAUME HÉBERT, WISSAM MANSOUR, NARGESS MUSTAPHA ET WILL PROSPER
- Le nouveau pouvoir noir aux États-Unis
ROSE M. BREWER
- CPE en péril : l'histoire d'un saccage
MARIE-CLAUDE GAGNON
- Les enjeux de l'économie sociale en Argentine
GUILLERMO CIEZA

PARCOURS MILITANT

- Entrevue avec Édith Cloutier, directrice du Centre d'amitié autochtone de Val d'Or
JULIE PERREAULT

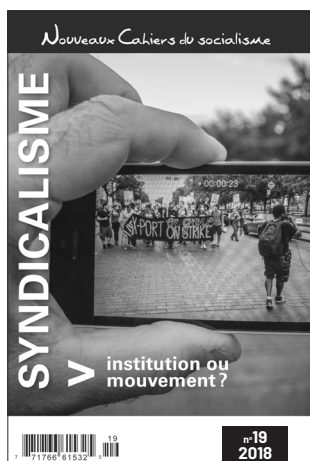
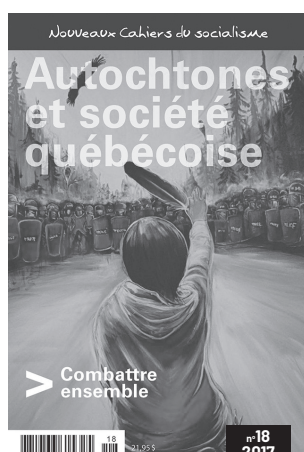
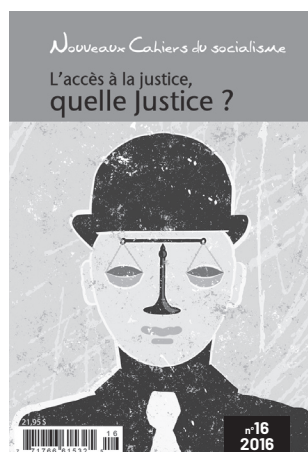
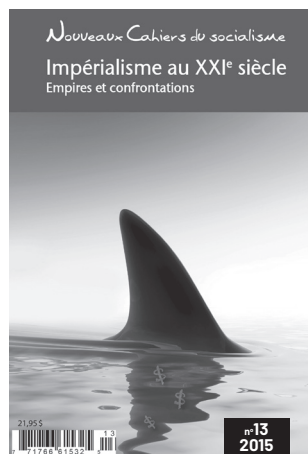
BILAN DE LUTTES

- La campagne 5-10-15 : un chapitre de plus à une longue lutte pour un salaire minimum décent
MÉLANIE GAUVIN ET VIRGINIE LARIVIÈRE
- Soutien ou animation : quel rôle pour une association de circonscription d'un parti politique comme Québec solidaire ?
ALEXANDRE LEDUC

PERSPECTIVES

- Repenser l'État et l'impérialisme
SALAR MOHANDESI
- Pour relancer les perspectives anti-impérialistes
RONALD CAMERON ET PIERRE BEAUDET
- La mondialisation d'hier à aujourd'hui
CLAUDIO KATZ
- Réalité et dérives de l'extrême droite au Québec. Entrevue avec David Morin
Stéphane Chalfour

NOTES DE LECTURE



Une revue engagée et pluraliste

Deux numéros par année

**Téléchargez gratuitement les numéros 1 à 7 en visitant
notre site Web.**

**Abonnement par Internet ou en complétant le
formulaire de la page suivante.**

**Les NCS sont également disponibles en format
numérique depuis le n° 14.**

Les NCS sont aussi disponibles sur Érudit depuis 2015.

www.cahiersdusocialisme.org

Nouveaux Cahiers du socialisme

ABONNEMENT

2 NUMÉROS PAR ANNÉE

	1 AN	2 ANS
Tarif régulier	40 \$	70 \$
ÉtudiantEs / sans emploi	35 \$	60 \$
International	60 \$	110 \$
Institution	50 \$	90 \$
Soutien	50 \$ et +	100 \$ et +

Nom :	
Adresse :	
Ville :	Province :
Pays :	Code postal :
Téléphone (facultatif) :	
Courriel :	
Date :	Abonnement à partir du N° :

Veuillez compléter ce coupon et nous le faire parvenir avec votre paiement
(chèque ou mandat postal en dollars canadiens) à l'ordre de :

Collectif d'analyse politique
CP 35062 Fleury, Montréal (Québec) H2C 3K4



Il y aura une édition 2020 de La Grande Transition, du 21 au 24 mai,
avec comme thème: Construire les utopies. Surveillez les médias et le site.
<https://lagrandetransition.net/>



Capsule SODEP et Fabrique culturelle sur les Nouveaux Cahiers du socialisme

DEPUIS
1978

40 ans
sodep
revues culturelles
québécoises

ARTS VISUELS CIEL VARIABLE ESPACE ESSE INTER LE SABORD VIE
DES ARTS ZONE OCCUPÉE CINÉMA 24 IMAGES CINÉ-BULLES CINÉMAS
SÉQUENCES CRÉATION LITTÉRAIRE CONTRE-JOUR ENTREVOUS ESTUAIRE
EXIT LES ÉCRITS MOEBIUS XYZ LA REVUE DE LA NOUVELLE CULTURE
ET SOCIÉTÉ À BÂBORD! L'ACTION NATIONALE LIBERTÉ L'INCONVENIENT
NOUVEAU PROJET NOUVEAUX CAHIERS DU SOCIALISME RECHERCHES
SOCIOGRAPHIQUES RELATIONS TICARTTOC HISTOIRE ET PATRIMOINE
CAP-AUX-DIAMANTS CONTINUITÉ HISTOIRE QUÉBEC MAGAZINE GASPÉSIE
LITTÉRATURE LES CAHIERS DE LECTURE LETTRES QUÉBÉCOISES LURELU
NUIT BLANCHE SPIRALE THÉÂTRE ET MUSIQUE CIRCUIT JEU REVUE DE
THÉÂTRE LES CAHIERS DE LA SQRM THÉORIES ET ANALYSES ANNALES
D'HISTOIRE DE L'ART CANADIEN ÉTUDES LITTÉRAIRES INTERMÉDIALITÉS
TANGENCE VOIX ET IMAGES



SODEP.QC.CA

ROSA LUXEMBURG REVISITÉE



La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement.

Amber A'Lee Frost

Alhelí de María Alvarado-Díaz

Alyssa Battistoni

Patrick Bond

Paul Buhle

Rory Castle

Raphaële Chappe

Ethan Earle

Stefanie Ehmsen

Kate Evans

Nancy Holmstrom

Peter Hudis

Diane Lamoureux

Paul Le Blanc

Sandra Rein

Albert Scharenberg

Jason Schulman

Bhaskar Sunkara

Richard D. Wolff

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

ROSA
LUXEMBURG
STIFTUNG
NEW YORK OFFICE



ISBN 978-2-924554-14-2



Achevé d'imprimer en août 2019 par les travailleuses et travailleurs
de l'imprimerie Gauvin, Gatineau, Québec

Valleyfield, mémoires et résistances

DOSSIER – VALLEYFIELD, MÉMOIRES ET RÉSISTANCES

Introduction au dossier

Pierre Beaudet, Denise Boileau, Louis-Philippe Boucher, Yvon Boucher, Pierre LaGrenade, Dominique Reynolds et Guillaume Tremblay-Boily

Il était une fois Valleyfield

- **Salaberry-de-Valleyfield : un nom, une histoire**
Pierre LaGrenade
- **Bref portrait d'une ville fragile**
Louis-Philippe Boucher
- **Une région en mal d'éducation**
Dominique Reynolds
- **Une ville sous influence**
Yvon Boucher
- **Une économie en transition**
Pierre Spénard
- **L'Église catholique, du pouvoir occulte à la solidarité**
Yvon Boucher

Les enjeux pour le mouvement populaire

- **Une classe ouvrière qui résiste**
Pierre LaGrenade
- **Les syndicats à Salaberry-de-Valleyfield : résistants et innovateurs. Entrevue avec Daniel Mallette**
Pierre Beaudet
- **Résistances et mobilisations dans le secteur public**
Jonathan Scott et Pierre LaGrenade
- **Luttes citoyennes à Valleyfield : des batailles gagnées et d'autres perdues**
Yvon Boucher
- **Mouvement communautaire et enjeux de la pauvreté à Salaberry-de-Valleyfield**
Louis-Philippe Boucher
- **Le mouvement étudiant et l'« école de Valleyfield »**
Trycia Lanthier et Jonathan Scott
- **Un mouvement féministe fort et engagé**
Denise Boileau et Marie Reynolds
- **Des enjeux urbains en mutation**
Pierre Spénard
- **Socialistes à Valleyfield**
Pierre Beaudet
- **L'indépendance, toujours à l'ordre du jour. Entrevue avec Pierre LaGrenade**
Pierre Beaudet

Revenir en arrière pour regarder vers l'avant

- **Valleyfield 1946**
Andrée Lévesque et Pierre LaGrenade

- **Le « soviet » de Valleyfield. Succès et échecs du travail communiste en usine**
Guillaume Tremblay-Boily
- **La grande bataille du Suroît contre la centrale thermique. Entrevue avec Marc Laviolette**
Pierre Beaudet

Valleyfield, un enjeu québécois

- **Valleyfield 2019 : un militantisme en mutation**
Pierre LaGrenade et Pierre Beaudet
- **Le grand défi des régions**
Guy Chiasson

PARCOURS MILITANT

- **Marie Blais. Profession : chargée de cours en urbanisme. Posture syndicale : éternelle battante. Entrevue**
Jean Trudelle

BILAN DE LUTTES

- **Négociations ardues dans les CPE de Montréal et de Laval**
Nathalie Fontaine
- **Les enseignantes et enseignants d'Oakland ont gagné leur grève**
Eric Blanc
- **Le mouvement pour 15 dollars l'heure : où en sommes-nous ?**
Myliène Fauvel

DÉBAT SUR LE MUNICIPALISME

- **Réflexions engagées sur le municipalisme au Québec**
Donald Cuccioletta et Emanuel Guay
- **La gentrification contre le droit à la ville. Le cas de Parc-Extension**
Emanuel Guay, Alex Megelas et Naomi Nichols
- **Les défis de Projet Montréal. Entretien avec Michel Camus**
Pierre Beaudet
- **Un fragile « printemps » municipal en Turquie**
Bengi Akbulut

PERSPECTIVES

NOTES DE LECTURE



9 782924 554159

21,95 \$

www.cahiersdusocialisme.org